

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

ÉTUDE SUR SON RÔLE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 30 Novembre 1927

PAR

Guy DUMÉNIL

Licencié ès-lettres
Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire
Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Président : M. AFTALION, Professeur
Suffragants { MM. LESCURE { *Professeurs*
 OUALID



E. DE BOCCARD, Éditeur
1, Rue de Médicis, 1
(PARIS VI^e)

1927

Duménil

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

ÉTUDE SUR SON RÔLE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 30 Novembre 1927

PAR

Guy DUMÉNIL

Licencié ès-lettres
Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire
Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Président : M. AFTALION, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. LESCURE OUALID	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------	---	--------------------



E. DE BOCCARD, Éditeur
1, Rue de Médicis, 1
(PARIS VI^e)

1927



INTRODUCTION

Le droit régalien de l'émission a été concédé par l'Etat Français pour l'Algérie depuis 1851, et la Tunisie depuis 1904, à une banque privée, la Banque de l'Algérie : « Banque d'escompte, de circulation et de dépôt ».

Sa fonction de banque de dépôt n'a jamais été considérable, car ses dépôts ne portent pas intérêt.

Mais sa situation de banque d'émission la fait distributrice et régulatrice du crédit.

On peut se rendre compte de l'importance de ce rôle, quand on connaît l'état d'esprit du colon Algérien : en Algérie la peur des dettes n'existe pas et tout colon emprunte; chacun cherche ainsi à accroître ses moyens d'action et à forcer le succès.

Ainsi généralisé, le crédit fait parfois des victimes; mais ses inconvénients ne sont rien à côté de ses avantages. « A la base de la colonisation algérienne, il y a eu et il y a encore, l'emploi intensif du crédit¹. »

Le crédit *commercial* que pratique la banque, s'il est le siège de sa plus forte activité, n'offre pas de

1. C. Bureau, Rapport sur le budget spécial de l'Algérie pour 1926; Chambre des députés, 23 décembre 1926, n° 2.305.

particularités bien nombreuses; au contraire, le crédit agricole constitue presque toute l'histoire de la Banque : depuis 1889, elle ne cesse de se débattre dans ce dilemme : le crédit agricole est un crédit par essence, à long terme; mais seul un organisme ayant la puissance et les ressources d'une banque d'émission, peut satisfaire aux exigences des colons.

Enfin, depuis plus de 40 ans d'efforts, après des polémiques récentes d'une extrême violence, il semble que la dernière pierre à l'édifice du crédit agricole ait été posée par la loi du 28 juillet 1927. A ces deux formes importantes de crédit, les premières qui apparaissent dans un pays neuf, vient de se juxtaposer celle du crédit industriel à la formation duquel la Banque de l'Algérie a largement contribué.

Si la Banque a un privilège, l'Etat entend de plus en plus le lui faire payer, et ceci est un autre aspect du rôle de la Banque, qui sur bien des points, par exemple l'aide aux crédits agricoles et industriels, se confond avec le premier.

Les deux plus gros sacrifices que demande l'Etat sont des avances et redevances, en somme une participation aux bénéfices, et le fardeau du compte courant du Trésor¹.

Mais l'Etat en exige une foule d'autres : dans l'administration même de la Banque, nomination par décret des Directeur et Sous-Directeur généraux, agrément par le ministre des Directeurs de Succursales, appro-

1. Leur montant joint aux impôts, a atteint en 1926, 22.712.000 fr. alors que les dividendes nets étaient de 13.846.000 fr.

bation par une loi des modifications aux statuts, exigence de la création de succursales et bureaux; remise à l'Etat des sommes représentant les billets des séries retirées de la circulation, et non présentés aux guichets¹; et tous les services rendus gratuitement au Trésor : paiement sans frais des coupons de rente française, émission à ses guichets des rentes françaises et valeurs du Trésor, avec propagande appropriée; vérification du service financier dans la métropole des emprunts algériens 1902, 1921, 1923, paiement des chèques et virements émis par les comptables publics, encaissement des chèques à leur ordre; règlement par virement des mandats établis au nom des créanciers de l'Etat et ses démembrements.

Pendant la guerre, enfin, eut lieu une charge exceptionnelle : les avances à l'Etat à faible intérêt, et le poids du portefeuille moratorié.

De tous les services ainsi rendus par la banque à l'Etat, nous n'étudierons que les principaux, ceux qui sont, au moins en partie, en rapport étroit avec le crédit : l'utilisation des avances et redevances; le mécanisme des changes; les avances exceptionnelles à l'Etat et l'inflation; car l'inflation est un véritable sacrifice que l'Algérie fait à la France, par le truchement de la Banque.

Délaissant tous les commentaires de nature juridique relatifs à l'administration de la banque et qui ont été depuis longtemps exposés, sans examiner sa situation

1. 308.000 fr. en 1918.

comptable ni analyser son bilan comme pour une banque ordinaire, nous nous attacherons, dans une première partie, à l'œuvre de la banque en dehors du crédit agricole : crédit commercial, changes, inflation ;

Etat et utilisation des avances et redevances ;

Organisation et œuvre de la banque industrielle de l'Afrique du Nord.

La seconde partie sera réservée à l'étude du Crédit agricole, en le reprenant rapidement depuis ses origines, de façon à bien exposer toutes les difficultés de la solution présente, d'après l'examen des anciens errements.

Dans un appendice, enfin, nous ferons une brève comparaison entre l'organisation et l'œuvre de la Banque de l'Algérie et celles des banques coloniales.

PREMIÈRE PARTIE

La Banque de l'Algérie et le crédit non agricole.

CHAPITRE PREMIER

La Banque de l'Algérie et le crédit commercial.

Les opérations commerciales sont celles qui donnent à la banque de l'Algérie sa principale activité.

Les plus importantes sont, outre l'escompte, les dépôts et les avances sur titre. Nous allons passer rapidement sur ces deux dernières.

I. — Dépôts et avances sur titres.

Les dépôts se font de deux manières :

Dépôts de tous titres, lingots, monnaies, en coffre-fort, moyennant droit de garde;

et surtout dépôts en compte-courant sans intérêt, comme pour la Banque de France.

Le fait qu'ils ne portent pas intérêt rend le montant de ces dépôts minime. A la différence des vieilles banques coloniales, qui fonctionnent dans un petit pays dont les ressources sont à leur maximum d'exploitation, et qui doivent lutter avec les autres banques dont les statuts ne sont pas aussi étroits que les leurs, la banque de l'Algérie exerce son émission sur des territoires immenses qui sont loin d'être tous en valeur : les revenus de l'Afrique du Nord vont croître encore longtemps, toutes les banques auront suffisamment d'affaires, et l'important volume des échanges permettra une abondante émission, source de disponibilités pour la Banque de l'Algérie, de sorte que les dépôts n'auront pour elle qu'une importance secondaire.

Les dépôts ont été les suivants (bilans des 31 octobres) :

1875	.....	12.500.000
1890	.....	9.400.000
1900	.....	7.700.000
1912	.....	18.300.000
1913	.....	15.000.000
1921	.....	56.013.000
1922	.....	42.935.000
1923	.....	51.502.000
1924	.....	61.401.000
1925	.....	57.406.000
1926	.....	115.679.000

Les avances sur titre se font pour les mêmes valeurs que celles admises à la Banque de France, en se conformant à l'ordonnance de 1834, et sur des valeurs algériennes du même ordre : pour ces dernières, l'avance ne peut dépasser les $\frac{3}{5}$ des derniers cours cotés.

Le compte « Avances sur titres », de 1.174.000 fr. en 1913 est devenu depuis 1919 « Comptes-courants garantis par des nantissements de titres » depuis qu'un impôt est perçu sur les avances sur titres proprement dites, et il n'en est pas ainsi pour la Banque de l'Algérie qui ne perçoit pas d'intérêt. Il montait aux sommes suivantes :

31 octobre 1920	.....	314.723.000
— 1921	.....	198.097.000
— 1922	.....	125.570.000
— 1923	.....	90.849.000
— 1924	.....	81.382.000
— 1925	.....	61.858.000
— 1926	.....	40.707.000

On constate un décroissement constant : il est provoqué par le retrait continu de titres sur lesquels les gouvernements algérien et tunisien s'étaient fait faire des avances; parce que les clients ont liquidé leurs engagements, soit pour se procurer par la vente de titres à Paris des disponibilités en France; soit pour employer, en remboursant leurs dettes, une partie des gains que leurs entreprises leur avaient procurés, et surtout parce que la banque a participé au placement de l'emprunt 6 % algérien autorisé par les lois des 5 août 1920, 23 juillet 1921 et 30 mars 1922 : elle

accepta de représenter l'Algérie dans les négociations engagées par cette dernière avec les Etablissements émetteurs et de servir d'intermédiaire entre ceux-ci et la Colonie pour la centralisation et la distribution des sommes destinées à assurer le service des amortissements et intérêts du nouvel emprunt. Comme les souscripteurs n'avaient pas assez de disponibilités pour payer les titres, la Banque leur avançait de l'argent, gardant les titres en gage, ce qui gonflait le compte avances sur titres; à mesure que l'emprunt se classait, ce compte diminuait automatiquement.

II. — Escompte

L'escompte est de beaucoup la plus importante opération de la banque; les effets qui y sont présentés doivent être munis de deux signatures notoirement solvables et à une échéance n'excédant pas 100 jours (art. 11, 1^o).

Alors que pour la Banque de France, 3 signatures sont exigées, 2 seulement suffisent pour les banques coloniales; c'est qu'en effet la Banque de France est la banque des banques, dont la principale fonction est de réescompter le papier que lui présentent d'autres établissements financiers qui fournissent la 3^e signature.

Les banques coloniales traitent directement avec les particuliers, indépendamment de leur faculté de réescompte: les signatures sont en général celles du tireur et du tiré, ou d'un garant; il est fréquent de voir la même personne donner deux fois la signature, à titre différent: ainsi un effet sera signé Dupont, au nom de la Société Anonyme des Machines Dupont et Dupont

au nom de sa fortune personnelle. Les escomptes ne sont accordées qu'aux clients de la banque, dont une signature doit être sur les effets.

En 1906, il y avait 1866 cotes de crédits accordés; en 1926, 2830, dont un millier de moins de 40.000 fr., ce qui indique la sollicitude de la banque pour les petits capitalistes.

Par suite de la baisse du franc, les instruments monétaires algériens ont dû se multiplier, bref il a fallu faire de l'inflation : il est donc naturel que la valeur des escomptes se soit beaucoup accrue depuis la guerre. Il y eut, pour l'exercice¹

1912-1913	1.310.000	effets esc. valant	2.086.000.000	soit	1.600 fr.
1914-1915	122.000	—	650.000.000	—	5.300 fr.
1915-1916	204.000	—	952.000.000	—	4.700 fr.
1916-1917	209.000	—	1.386.000.000	—	5.100 fr.
1919-1920 ²	354.000	—	2.877.000.000	—	8.100 fr.
1920-1921	398.000	—	4.220.000.000	—	10.600 fr.
1921-1922	415.000	—	3.358.000.000	—	8.100 fr.
1922-1923	598.000	—	4.243.000.000	—	6.100 fr.
1923-1924	748.000	—	7.462.000.000	—	10.000 fr.
1924-1925	984.000	—	8.343.000.000	—	8.500 fr.
1925-1926	1.047.000	—	9.108.000.000	—	8.700 fr.

(Valeur moyenne)

Le développement continu des affaires en Afrique du Nord augmente l'importance et le nombre des effets escomptés.

La diminution des effets après 1913 provient de la situation de guerre et du moratorium; d'autre part la hausse subite de la moyenne des effets vient de ce que pendant la guerre on a accru les crédits agricoles; le petit colon qui dispose en tout d'un crédit de 5.000 ou 10.000 fr., le prendra en une ou deux fois;

1. L'exercice de la banque commence du 1^{er} novembre au 31 octobre.

2. Période de la crise universelle qui n'épargna pas l'Afrique du Nord.

le gros commerçant, qui peut avoir une ouverture de crédit cent fois plus forte, présentera à la banque autant d'effets qu'il aura d'opérations, lesquelles ne portent chacune que sur une faible somme. Pour faire ses opérations, la banque compte 10 succursales, 28 bureaux auxiliaires et le nombre des places d'encaissement est passé de 1.485 en 1906, à 2.001 en 1926. C'est Alger de beaucoup la plus importante des succursales, non seulement par les affaires locales et régionales qui s'y traitent, mais encore parce que les effets sur la France et l'étranger passent par elle.

1° Nous devons insister sur un point assez délicat et dont une insuffisante exposition a souvent donné lieu à des erreurs, la question des crédits de campagne.

Les règles statutaires de la banque l'obligent à ne posséder que du papier à échéances maxima de 100 jours¹.

Elle peut renouveler le papier lors de l'échéance, et il y a alors novation de la créance, mais en escomptant la première valeur elle n'a dû prendre aucun engagement même non écrit de la renouveler, faute de quoi elle serait considérée comme de plus de 100 jours, donc antistatutaire².

Cependant, ce papier ne doit pas être renouvelé trop souvent — en fait deux fois — et surtout il doit avoir pour contre-partie un gage réel, mobilisable; bref, il

1. Rappelons que cette échéance peut varier suivant les banques d'émission dans de faibles limites : 90 jours pour la Banque de France, 120 pour Banques coloniales.

2. Nous étudierons ce point plus en détail à propos du crédit agricole, chapitre IV de la Deuxième Partie.

doit servir à des opérations mercantiles; sa durée l'a fait appeler « papier de campagne ».

La banque de l'Algérie, depuis 1900, n'avait pas cessé d'accroître cette branche de son escompte, ainsi que le montre le tableau suivant :

Exercice :

1900-1901	.....	16 millions.
1901-1902	.....	18 —
1902-1903	.....	22 —
1903-1904	.....	33 —
1904-1905	.....	32 —
1905-1906	.....	37 —
1906-1907	.....	43 —
1907-1908	.....	44 —
1909-1910	.....	47 —
1910-1911	.....	57 —
1911-1912	.....	73 —
1912-1913	.....	86 —
1913-1914	.....	107 —
1914-1915	.....	128 —
1915-1916	.....	99 —
1916-1917	.....	103 —

Par une lettre du 11 décembre 1917, le Directeur général engageait *unilatéralement* la banque (elle n'y est donc pas tenue par contrat) « à réserver aux demandes de renouvellement d'effets relatifs à des crédits d'exportation ou à des crédits de campagne, toutes les facilités compatibles avec les règles de prudence qui s'imposent à un institut d'émission. »

Il ne s'agit là que des crédits commerciaux, d'exportation ou d'importation, rarement de vente sur place :

Un minotier veut acheter du blé pour le transformer en farine et vendre ensuite cette farine, l'opération totale durant 9 mois : il achètera le blé, souscrira un effet du montant de l'achat que la banque escomptera si elle estime les garanties suffisantes, paiera son vendeur avec l'argent emprunté, moudra sa farine, et au bout des 9 mois, après 2 renouvellements remboursera la banque sur le prix de vente de sa farine.

On pourrait encore imaginer un crédit de campagne pour la transformation des olives en huiles ou de peaux en cuirs; ou encore, pour l'engrais de bestiaux¹; dans un autre ordre d'idées, pour l'exportation de denrées alimentaires dont la réalisation sera assez longue, ou pour l'importation de produits fabriqués dont la vente dans les colonies durera plusieurs mois. Vu la longueur du crédit accordé, le taux officiel en est de 1 % au-dessus du taux courant.

Naturellement la banque ne fait ces crédits qu'aux clients dont la fortune est éprouvée et couvre les engagements; mais on remarquera que la banque a un *gage* pour le minotier, le blé ou la farine, pour l'éleveur, le bétail; le négociant, son vin, son huile, etc... Ses prêts ne ressemblent pas du tout à une commandite : en effet, elle est libre à chaque échéance de ne pas consentir le renouvellement; en outre, elle ne prête que sur une matière première; alors que le commanditaire engage ses

1. Le crédit pour engrais de bétail est presque un crédit d'exploitation agricole, car le gage est essentiellement périssable.

capitaux dans les immobilisations diverses des entreprises.

Quand nous étudierons le crédit agricole, nous verrons que, pour lui aussi, il y a un crédit de campagne, dit d'exploitation agricole, ou encore « à court terme » d'une durée d'au moins 9 mois, et gagé sur une récolte future, *aléatoire* : c'est donc un crédit essentiellement différent de celui-ci;

En 1925, les crédits de campagne se sont élevés à 550 millions, c'est en mai qu'ils atteignent le maximum au moment où l'on s'apprête à vendre et acheter des récoltes : il est heureux que ces deux périodes coïncident — elles y sont bien obligées d'ailleurs dans un pays agricole —, car la banque d'émission peut satisfaire cet accroissement de demande de crédit, lançant en circulation plus de billets par suite de l'augmentation des valeurs d'échange.

Le 15 décembre (période de minimum de crédit) 1925, ils s'élevaient à 248.400.000 fr., se décomposant ainsi :

Crédits de campagne commerciaux pour :

Engrais du bétail	7.380.000 fr.
Céréales-fourrages	177.000.000 »
Huiles-olives	10.553.000 »
Tabac	4.923.000 »
Vins, alcools, raisins	31.087.000 »
Figues	448.000 »
Denrées coloniales	1.105.000 »
Liège, bois, charbon	3.978.000 »
Tissus, nouveautés	2.778.000 »

Laine, cuirs, peaux	3.771.000 fr.
Lies-tartres	200.000 »
Divers	5.180.000 »

2° (article 11 des statuts, 2°). Une autre espèce particulière de papier escompté, ce sont « les obligations négociables, garanties par des récépissés de marchandises déposées dans les magasins publics agréés par l'Etat »; autrement dit les warrants commerciaux.

La Banque n'a pas manqué de les accepter, néanmoins ils ne figurent jamais d'une façon bien importante; les engagements sont aux bilans des 31 octobre :

1921	2.511.000 fr.
1922	3.047.000 »
1923	7.234.000 »
1924	10.131.000 »
1925	6.786.000 »
1926	2.274.000 »

Pour le papier présenté à l'escompte, à 100 jours et non renouvelé, il faut distinguer les engagements et les cotes de crédit : ces dernières représentant le maximum que peuvent atteindre les engagements, c'est-à-dire les sommes effectivement escomptées.

3° Outre l'escompte ordinaire et les crédits de campagne, les dépôts et avances sur titres où elle est sur le même pied que les autres banques, la Banque de l'Algérie pratique le réescompte à ces banques mêmes : les crédits qui leur sont accordés à ce titre leur sont une réserve nécessaire à laquelle elles recourent en cas de besoins imprévus, par exemple pour faire face subi-

tement à d'importants retraits de dépôt : bien qu'en temps normal, le maximum d'engagements ne soit jamais atteint, toute banque d'émission soucieuse d'éviter des crises doit prendre ses dispositions pour être à tout moment en mesure de satisfaire à une demande de la totalité des cotes.

Nous devons à ce propos signaler une différence entre les différents papiers : de campagne, commercial et de réescompte, qui a pour une banque d'émission, dont la circulation est légalement limitée, une grande importance.

Le papier commercial présente pendant toute l'année un chiffre à peu près constant ; les crédits de campagne suivent une marche ascendante pendant six mois (maximum en mai), et décroissante les six autres (minimum novembre).

Le réescompte, lui, ne suit aucune règle, ne dépendant que des besoins souvent momentanés de certains établissements financiers, qui portent parfois sur plusieurs dizaines de millions.

De sorte qu'on ne peut fixer une cote de crédits à chacune de ces 3 catégories en se basant sur l'ensemble des engagements qu'elles ont atteints dans une période déterminée.

Les engagements de papier réescompté en juillet 1926 étaient de 279.000.000 ; ils s'élevaient en octobre à 555 millions, et ce chiffre a été fixé comme cote de crédit maxima à répartir entre les succursales :

Alger	.....	302.000.000 fr.
Bône	.....	36.000.000

Bougie	9.000.000
Constantine	24.000.000
Mostaganem	16.000.000
Oran	59.000.000
Philippeville	3.000.000
Sidi-bel-Abbès	500.000
Tlemcen	500.000
Tunis	107.000.000

Les principales banques admises au réescompte à la banque de l'Algérie sont :

Crédit Foncier d'Algérie-Tunisie, Compagnie Algérienne, Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Tunisie, Banque italo-française, Comptoir National d'escompte, Société marseillaise, Barclay's Bank, Banca Italiana di Credito, Banque italo-ottomane, Banque populaire d'Alger.

Le taux officiel de la banque a varié sensiblement depuis la guerre, montant lorsque l'activité de l'Algérie est considérable, et que la limite d'émission est sur le point d'être atteinte, descendant en cas de crise de sous-production.

	Taux commercial	Taux de campagne
1914 au 2 mai 1920	5 %	6 %
3 mai 1920	6 %	7 %
15 mars 1922	5 1/2 %	6 1/2 %
11 mai 1924	6 %	7 %
18 janvier 1924	6 1/2 %	7 1/2 %
12 décembre 1924	7 1/2 %	8 1/2 %

	Taux commercial	Taux de campagne
10 juillet 1925	6 1/2 %	7 1/2 %
3 juin 1926	5 1/2 %	6 1/2 %
2 août 1926	7 1/2 %	8 1/2 %
18 décembre 1926	7 - %	8 %
5 février 1927	6 1/2 %	7 1/2 %

CHAPITRE II

Le change de l'Afrique du Nord; les émissions de la Banque de l'Algérie.

SECTION I. — LE CHANGE¹.

Le change a une grosse influence sur les opérations commerciales; nous ne le voyons que trop maintenant, mais cela passait à peu près inaperçu avant la guerre : à tel point que les opérations de change entre l'Algérie (puis la Tunisie) et la France se sont décidées presque à l'insu des intéressés. « Avant 1878, il y avait seulement trois comptes-courants, ouverts par la banque aux trésoriers généraux des départements d'Algérie. Ils déposaient leurs fonds à la banque et les en retiraient au moyen de chèques et de quittances. En 1878, il fut décidé que le Trésor français aurait simplement à Alger un seul compte-courant où s'enregistreraient paiements et recettes; mais nul ne prévoyait alors le résultat considérable de cette innovation². »

1. Cf. B. Lavergue, *La Banque de l'Algérie*, Sirey, 1919; H. d'Avenol, *Revue des Sciences Politiques*, décembre 1916; Thèses de Bonifay (Paris, 1926) et St-Germès (Alger, 1926).

2. Bonifay, *op. cit.*, p. 47.

La balance des comptes algérienne est régulièrement créditrice de l'étranger (exportations de céréales, liège, alfa, minerai, phosphates, « exportation à l'intérieur » du tourisme, importation de machines agricoles et automobiles); mais alternativement créditrice et débitrice de la France.

La seule balance commerciale est en général débitrice. 100 à 150 millions avant guerre et bien plus maintenant.

Il semble donc que le franc algérien doive subir une dépréciation constante; et il n'en est rien, puisque lorsqu'un Algérien veut envoyer de l'argent en France il n'a qu'à prendre un mandat-poste ou s'adresser à une banque quelconque qui transmettra l'ordre à la Banque de l'Algérie, laquelle prendra elle-même un mandat-poste comme un simple particulier.

Ce résultat a pu être obtenu grâce au compte-courant : le mandat envoyé d'Algérie est payé en France, mais l'argent n'est pas exporté, la somme est simplement portée au crédit du compte-courant. Avant la guerre, le solde des mandats payés en France, sur celui des mandats payés en Algérie, a atteint 1.500 millions entre 1904 et 1913; la France les a utilisés pour des dépenses publiques en Algérie : entretien de l'armée, d'une partie de l'administration, annuités de chemins de fer, rentes, pensions; ou pour des dépenses privées, apport de capitaux métropolitains dans des entreprises de mines, construction..., qui fécondent ensuite la Colonie.

Lorsque la banque manque de remises sur la France,

elle emprunte au trésor, c'est-à-dire qu'elle débite son compte-courant. Ces emprunts ne sont d'ailleurs pas gratuits; des tarifs, établis en 1911, par décision du Ministre des Finances, ont été révisés en 1920.

Les 20 premiers millions sont prêtés gratuitement, et cela est juste car ils représentent une avance gratuite faite en 1900, 1911 et 1918 à l'état français par la banque jusqu'au renouvellement de son privilège.

Le taux est le suivant :

20-25 millions : 1 %; 25-30 millions : 2 %; 30-60 millions : 2,5 %; 60-100 millions : 2,75 %; 100-125 millions : 3 %; au-delà de 125, taux moyen des bons du trésor du trimestre précédent, sans qu'il puisse être inférieur à 3 %.

L'avantage de ce système qui supprime tout change est de faciliter énormément la circulation des capitaux entre la France et sa colonie. « Quel métropolitain aurait osé envoyer son argent dans la colonie, s'il avait eu, en outre des risques normaux, à craindre l'aléa d'une perte au change toujours possible; ou bien alors à quel taux aurait-il fait payer son concours financier? ».

L'intérêt payé au Trésor est la contre-partie de « cet avantage qui est fait ainsi au commerce algérien; en réalité c'est le Trésor qui en fournit les moyens et c'est la Banque Algérienne que les paye¹ ».

Non seulement le Trésor français, mais aussi le Trésor tunisien mettent leurs fonds en dépôt à la banque; rappelons-le encore, la Banque n'y tient pas du tout;

1. A. Dubost, Rapport au Sénat de la loi du 5 juillet 1900.

c'est un sacrifice qu'elle fait à l'Etat dans l'intérêt des colons.

Lorsque la balance des comptes de l'Algérie devient trop débitrice, les emprunts au Trésor enflent, le crédit du compte-courant aussi qui les représente, et les intérêts à payer sont par conséquent plus lourds. Il en est ainsi, en période de cours légal de la monnaie, soit quand la balance commerciale est trop mauvaise, soit quand les capitaux s'évadent d'Algérie, trouvant des placements plus rémunérateurs ailleurs; cela s'est produit en 1912, où la prospérité causée par plusieurs années de bonnes récoltes avait engagé les colons à des dépenses de luxe considérables (importation d'objets de Paris) et à des spéculations avec leurs capitaux qu'ils envoyaient en France; les dépôts dans les banques privées diminuaient, le portefeuille de la Banque d'Algérie s'enflait et son compte-courant du Trésor atteignit 214 millions le 31 janvier 1913. Elle décida alors de relever son taux d'escompte de 5 % à 6 %, ralentissant les demandes de crédit et attirant les capitaux étrangers; le portefeuille se dégonfla, et peu à peu le compte-courant, revint à 139 millions le 11 août 1913.

Depuis la guerre, le compte-courant a varié sensiblement, par suite de l'inflation, et du renversement de la balance des comptes.

L'Algérie, pendant la guerre, a participé aux emprunts et a acheté de nombreux bons de la Défense Nationale, pour lesquels l'Etat paie de très forts revenus annuels.

En outre, les dépenses des touristes français, des

exportations de récoltes abondantes la rendent en définitive (ainsi d'ailleurs que la Tunisie) créditrice de la France : voilà le compte-courant renversé, et les *disponibilités* de la banque vont être très grandes, d'autant plus grandes que l'inflation multiplie les sommes; les débiteurs métropolitains de l'Algérie-Tunisie prennent un mandat-poste, payant à la poste leur dette en francs français; ces sommes seront inscrites au débit du compte du Trésor à la Banque, qui devra payer par l'intermédiaire de ses guichets les créanciers nord-africains, et les payer en *billets de banque*. Mais les débiteurs français paient en francs-papiers, et les billets que fournira la banque de l'Algérie, devant avoir même valeur que ceux de France, seront forcément des francs-papier, d'où augmentation de la circulation; ainsi, par le *canal du compte-courant* pénètre l'inflation.

Remarquons encore que ces disponibilités de la Banque dans la métropole sont en bons du Trésor à 3 mois à 3,5 %, alors que les billets émis en représentation d'effets escomptés rapportent 6 % et 7 %; on voit ce qu'elle y gagne !

Pour leur faire rapporter un peu plus, elle peut escompter ces bons à la banque de France, et placer l'argent obtenu dans des banques, ou le prêter à *intérêt* à des correspondants métropolitains, ou encore, en temps de crise financière, le prêter au Trésor pour lui donner des disponibilités pendant quelques jours. Après 1922, l'Algérie ne fut plus autant créditrice de la France, de sorte que les disponibilités ont dimi-

nué¹, permettant une légère compression de l'inflation, mais elles ont réaugmenté, particulièrement depuis la fin de 1925.

Lorsque le compte *créditeur* du Trésor s'élève, par suite des mandats à payer en France, on se hâte de le rembourser avec une partie des disponibilités, ce qui a le double avantage de réduire les intérêts versés par la banque et de lui permettre d'augmenter son portefeuille-escompte.

Depuis la guerre, le compte crééditeur du Trésor est donc assez faible, ainsi que l'indique le tableau de sa situation aux deux échéances semestrielles depuis 1922, suivi du tableau des intérêts payés.

Le Gouvernement de la Régence a aussi un compte-courant à la Banque de l'Algérie, distinct de celui du Gouvernement français, mais sur lequel peuvent être faites les mêmes observations.

Les soldes créditeurs représentent les fonds libres de la Colonie et du Protectorat, qui sont momentanément inutilisés; en 1918, les premiers se montaient à 18 millions, mais avec la dévalorisation de la monnaie ils sont en moyenne plus élevés.

1. Nous n'en pouvons donner le chiffre, car utilisées souvent comme prêts temporaires au Trésor, elles pouvaient indiquer l'importance des besoins de celui-ci.

Solde des comptes des Trésors Public et Tunisien.

Dates	Trésor public	Trésor Tunisien
1922 octobre.	63.747.888 11	10.368.626 33
1923 avril ..	34.857.858 48	41.257.952 83
octobre.	37.419.985 03	152.832.798 67
1924 avril ..	76.025.397 87	65.783.889 28
octobre.	80.001.665 16	103.871.232 60
1925 avril ..	120.811.127 51	165.167.348 33
octobre.	159.783.016 23	237.377.540 05
1926 avril ..	35.909.543 47	109.950.069 72
octobre.	30.248.073 37	47.879.872 24
1927 avril ..	29.945.381 06	56.702.513 17
août ...	7.350.933 50	19.988.626 53

Intérêts payés par la Banque aux Trésors Public et Tunisien.

Dates	Trésor public	Trésor Tunisien
1922 4 ^e trimestre	400.662 39	59.935 57
1923 1 ^{er} —	173.742 15	209.964 87
2 ^e —	73.520 67	169.880 31
3 ^e —	59.311 19	315.057 65
4 ^e —	92.811 65	594.993 58
1924 1 ^{er} —	138.190 65	605.180 44
2 ^e —	164.223 93	228.695 40
3 ^e —	312.682 33	334.889 58
4 ^e —	386.019 60	413.789 16
1925 1 ^{er} —	439.572 16	532.581 11
2 ^e —	366.584 08	605.501 46
3 ^e —	456.968 80	747.628 43
4 ^e —	485.978 33	914.912 89
1926 1 ^{er} —	787.23 59	678.899 37
2 ^e —	24.670 41	214.320 06
3 ^e —	36.608 50	98.765 74
4 ^e —	18.773 33	149.677 02
1927 1 ^{er} —	27.469 19	146.672 68

Nous arrivons donc à cette conclusion :

Quand la balance de l'Algérie est débitrice de la France, les emprunts de la banque au Trésor augmentent, donc les intérêts que celle-ci paye à celui-là; le portefeuille de la banque croît en contre-partie, il y a *inflation de crédits*; la banque la réprime en élevant le taux de son escompte. Quand la balance est créditrice, les emprunts du Trésor à la banque augmentent, les billets émis par la banque en contre-partie croissent, il y a *inflation de billets*; la banque perd l'excès de l'intérêt produit par des billets représentés par des effets de commerce, sur l'intérêt produit par les billets représentés par des bons du Trésor; elle réprime cette inflation en comprimant les crédits et élevant le taux de l'escompte.

SECTION II. — LES EMISSIONS DE LA BANQUE DE L'ALGERIE.

La loi du 4 août 1851, art. 6, contraignait la banque à n'émettre des billets que pour une valeur égale au plus au triple du numéraire en caisse; en outre, l'excédent du passif (billets, comptes-courants débiteurs, dépôts) sur le numéraire en caisse ne pouvait dépasser le triple du capital réalisé.

Cette double limitation, inutile pour des établissements qui pratiquent le *banking principle*, a été abrogée par la loi du 5 juillet 1900 (elle subsiste encore en tout ou en partie pour les banques coloniales); le montant

de l'émission maxima des billets fut fixé alors à 150 millions, et porté à 300 millions par la loi du 29 décembre 1911.

En 1913, la banque, avec un numéraire en caisse de 69.000.000 fr. avait en circulation pour 228.000.000 fr. de billets, et supportait un portefeuille de 325.000.000, car les comptes-courants créditeurs des Trésors français et tunisien apportaient un supplément de disponibilités de 160.000.000.

Pendant la guerre, la banque, comme les instituts d'émission de la plupart des pays belligérants, augmenta, par des avances à faible intérêt, les ressources de l'Etat pour monnayer les frais de la guerre¹. La loi du 5 août 1914 éleva l'émission à 400 millions, et décida que de semblables mesures seraient désormais prises par un décret en Conseil d'Etat sur proposition du Ministre des Finances. C'est ce que firent 9 décrets successifs qui portèrent la faculté d'émission à un milliard le 13 septembre 1918.

En contre-partie de ces émissions, l'Etat faisait des emprunts successifs² : une convention secrète du 30 novembre 1911 avait décidé qu'en cas de guerre, la banque lui avancerait 100 millions au taux de 1 %; 3 autres conventions, de 1915 et 1918 portèrent à 400 millions ces avances à 1 %, bien que le ministre des Finances ait souvent insisté pour relever l'intérêt, mais la banque refusa dans un but patriotique. Ce taux fut

1. V. Bonifay, *op. cit.*, pp. 61-79.

2. Il faut noter que la banque ne payait pas de redevance sur les billets émis en représentation de ces avances.

ramené à 0.60 % par la convention du 12 décembre 1917, art. 3, pour couvrir les frais d'impression et manipulation des billets; le produit en a été affecté à un compte spécial destiné à rembourser la banque, et c'est en effet ce qui eut lieu, puisque les avances montées à 360.900.000 fr. le 30 novembre 1918, étaient soldées au bilan du 31 octobre 1920, grâce à la politique de remboursement du gouvernement d'alors.

La banque prêta aussi à l'Algérie.

Celle-ci avait été autorisée par la loi du 30 décembre 1915 à émettre, pour couvrir le déficit de l'exercice 1915, 50 millions de bons à 4 % à un an, escomptables à la banque de l'Algérie; la loi du 30 décembre 1916 renouvela pour 6 mois la durée de ces bons et permit de les remplacer par des avances de la banque, sur les valeurs constituant le fonds libre de la colonie; en somme c'était une avance sur titres, à 4 %.

La loi du 15 juin 1918 permit à l'Algérie d'emprunter à la banque 20.500.000 fr. à 4 % remboursables en trois ans, pour l'acquisition de cargos destinés au ravitaillement en combustible des chemins de fer algériens de l'Etat.

Enfin, la loi du 25 avril 1919 autorisa une nouvelle avance sur titres à 4 %, de 15 millions, remboursables dans les deux ans. Le 31 octobre 1918, les avances de la banque à l'Algérie se montaient ainsi à 46 millions; le 31 octobre 1920, à 43 millions; et elles étaient intégralement remboursées l'année suivante.

Malgré tous ces remboursements, l'émission ne diminuait pas, au contraire, depuis la fin de la guerre

elle fut portée par des décrets de mars 1919 à janvier 1920, de 1 milliard à 1.300.000.000 fr.

La circulation fut portée au maximum le 15 octobre 1920 : 1.228 millions, puis elle se résorba un peu.

31 octobre 1921 : 1.025 millions;

— 1922 : 802 millions,

pour augmenter de nouveau;

31 octobre 1923 : 1.034 millions;

— 1924 : 1.173 millions;

— 1925 : 1.157;

alors que le numéraire en caisse est passé de 68 millions en 1913 à 90 en 1925.

Cependant nous venons de voir que la banque d'Algérie n'avait plus comme la banque de France une lourde dette de l'Etat à traîner. Mais, par le système du compte-courant du Trésor, la valeur du franc algéro-tunisien est liée à celle du franc français. « Celui-ci tuera celui-là » disait un Algérien lors de la crise de juillet 1926.

Le Directeur Général de la Banque disait à l'assemblée générale du 27 novembre 1924 : « Ni le Gouvernement Général de l'Algérie, ni notre Etablissement ne sont responsables de cette situation. Le budget algérien est en équilibre et les avances que nous avons consenties à l'Etat depuis la guerre ont été remboursées intégralement depuis longtemps. La Banque n'émet aucun billet dont la sortie ne soit réellement motivée par une opération commerciale, industrielle ou agricole. On sait d'autre part que la balance des comptes entre la Co-

lonie, la Métropole et les pays étrangers a été pendant ces dernières années favorable à l'Algérie, comme en témoignent les disponibilités que celle-ci avait et possède encore en France. »

Voici en quelques mots l'explication de ce phénomène¹ : En temps normal, quand le cours forcé n'existe pas, et quand la balance des comptes fait ressortir une créance d'un pays sur un autre, le pays débiteur s'acquitte, à défaut de marchandises, par un envoi d'espèces métalliques. Mais dans la période de cours forcé où elle se trouve, la Banque de l'Algérie ne peut échanger ses disponibilités métropolitaines contre de l'or ou des écus; elle est obligée de les laisser en France; une partie importante de son émission n'est pas utilisable pour la distribution des crédits dans la colonie et a pour contre-partie dans son actif des valeurs du Trésor.

La Banque doit donc, selon les cas, ou disposer de francs français pour régler une balance de comptes favorables à la métropole, ou émettre en Algérie-Tunisie autant de billets qu'il est nécessaire pour régler une balance favorable à l'Afrique du Nord.

« Toute limitation de la faculté d'émission qui ne tient pas compte de ce fait ne peut être qu'arbitraire et se heurter, un moment donné, à la réalité ».

Bien des Algériens ont considéré d'un œil indifférent les brusques sautes de cours du franc français : ils

1. Cf. Le mécanisme du compte-courant que nous avons précédemment exposé.

avaient bien tort, puisque rien de ce qui touche celui-ci n'est étranger au franc africain.

Le cours des deux francs est donc identique; mais s'ensuit-il *ipso facto* une inflation en Afrique du Nord comparable à celle de la France? Nous avons vu que déjà une portion importante de billets était représentée par des valeurs du trésor; mais il faut tenir compte en outre de deux faits : la richesse de l'Afrique du Nord s'accroît, donc aussi ses produits échangeables; et les signes monétaires (billets de banque), en admettant que leur valeur ne varie pas, devront augmenter en nombre. (C'est par exemple ce qui s'est passé entre 1900 et 1911 où la circulation a été portée de 150 à 300 millions);

Mais d'autre part, la baisse du franc diminue la valeur de ces billets, il en faut plus pour acheter le même objet qu'avant; donc il faut pour cette seconde raison encore augmenter leur nombre. On remarquera que depuis la guerre, c'est en 1922, où le cours du franc s'est quelque peu ressaisi, que l'émission a été la moins forte.

Voilà donc la banque coincée dans cette situation paradoxale : le gouvernement, par ses méthodes financières, la force à faire croître sa circulation, et le même gouvernement juge d'une bonne méthode politique de limiter cette circulation.

La banque a donc été forcée de mesurer ses crédits et de limiter ses escomptes.

Pour éviter tout effet douteux qui n'aboutit qu'à une émission correspondante de billet, elle a particulièrement veillé à la fluidité du portefeuille, malgré

le cours forcé, et au respect de l'échéance; elle a refusé tout crédit pouvant favoriser la hausse des prix en facilitant des opérations spéculatives ou entravant la libre circulation des grains ou marchandises warrantes (ainsi elle a longtemps refusé les warrants agricoles provenant de docks à céréales qui ont pu paraître d'origine spéculative); elle n'accorde pas de concours aux personnes ayant notoirement des placements à l'étranger.

D'un autre côté, pour restreindre le plus possible l'emploi du billet, elle s'efforce de lui substituer le plus possible des chèques et virements, habituant ses bons clients à domicilier chez elle leurs échéances, qui sont réglées par la remise de bordereaux ou des prélèvements à leurs comptes sans mouvement de billet; à vrai dire, cela transforme une inflation de billet en inflation de crédit¹ qui ne fera pas diminuer le coût de la vie, mais empêchera au moins d'augmenter la circulation des signes monétaires.

Enfin la banque s'efforce de développer le placement des épargnes en bons de la Défense Nationale; il faudrait que le Trésor dispose en Algérie-Tunisie de ressources suffisantes pour n'être pas obligé d'augmenter son compte par virements de la Métropole, virements portés au débit de son compte-courant à la Banque de France, et qui augmentent la dette de l'Etat vis-à-vis de celle-ci, provoquant un supplément d'émission.

Mais toutes ces mesures, si excellentes soient-elles,

1. Comme en Grande-Bretagne pendant la guerre.

ne sont que des palliatifs, et ne guérissent pas l'incurable plaie : la dette de 40 milliards de l'Etat à la Banque de France.

Les besoins de l'escompte augmentent donc, et la banque est contrainte de les comprimer.

Cependant le 30 novembre 1925, le bilan faisait ressortir brusquement que, malgré ses efforts, la circulation s'élevait à 1.242 millions, ne laissant qu'une disponibilité de 58 millions pour atteindre le plafond de 1.300 millions; or, elle n'était même qu'apparente. 24 millions avaient déjà été mis à la disposition des comptables publics en vertu d'accréditifs régulièrement émis par le Mouvement général des Fonds, et les dépôts *à vue* en compte-courant étaient de 42 millions, il n'y avait donc en réalité aucun disponible.

Le Directeur général fut donc obligé de prescrire à ses services de limiter la sortie des billets au chiffre des rentrées et avisa le Ministre des Finances¹, le Gouverneur général et le Résident général.

Mais la malchance voulut qu'à ce moment même le Trésorier payeur général d'Alger fût à court de fonds.

Le ministère des Finances demanda à la banque de fermer les yeux provisoirement et de payer au Trésorier 20 millions, bien que cela dût « crever le plafond ». La banque refusa par intégrité financière : il ne restait à l'administration qu'à obtenir du Conseil d'Etat un décret élevant le maximum de la faculté d'émission de 1.300 à 1.700 millions. Le décret fut pris très rapide-

1, Alors M. Loucheur,

ment, après deux jours de discussions, sans que les parlementaires algériens en fussent avertis, car ce n'était pas la peine.

Mais la rapidité avec laquelle fut pris le décret du 5 décembre avait servi les colons algériens dans la campagne qu'ils menaient contre la banque, prétendant qu'elle refusait à tort tout papier agricole, et que cette élévation de son émission constituait pour elle un véritable « cadeau » sans contre-partie.

Cette dernière absurdité n'en eut pas moins une conséquence : décider que désormais la fixation de l'émission serait réglée non plus par un décret, mais par une loi.

Les colons firent observer que la loi du 5 août 1914 qui avait permis au Gouvernement d'augmenter les émissions des Banques de France et d'Algérie par décret en Conseil d'Etat ne s'appliquait plus à la première depuis 1919, et que la seconde ferait bien de repasser au même régime. C'était évidemment très juste : la banque ne fit d'ailleurs pas d'objection, et n'avait pas à en faire puisqu'il s'agissait d'opération de politique administrative qui sont au-dessus d'elle. Un projet de loi fut donc déposé dans ce sens qui devint, sans réserves des rapporteurs ni délais aux Chambres, la loi du 30 juin 1926.

Depuis le décret du 5 décembre 1925, les efforts de la banque pour ralentir le développement de l'inflation ne se sont pas atténués. A plusieurs reprises, la circulation dépassa, pendant le premier semestre de 1926, 1.300 millions, mais au 30 avril le montant de la circulation n'était encore que 1.296 millions. —

Cependant, la banque continuait à limiter le plus possible ses escomptes et crédits divers, à tel point que les Algériens étaient désorientés par cet accroissement des facultés d'émission d'une part (menace à leurs yeux de hausse des prix) et la distribution des crédits « au compte-gouttes¹ ». Mais cette politique de réserve de la banque n'empêchait pas la crise du franc français dont le Comité des Experts essayait de sauver les destinées.

De même que la circulation de la Banque de France augmentait et que la livre bondissait à plus de 200 fr., de même la Banque de l'Algérie voyait s'enfler son portefeuille de Bons du Trésor, ainsi que les demandes d'escompte.

Au mois d'août, l'émission s'élevait à 1.612 millions et les dépôts à vue à 114 millions : en supposant que ces dépôts fussent retirés brusquement, le « plafond » était crevé... Dès le mois de juillet, il fallut donc penser à faire élever de nouveau le maximum de l'émission : cela fut admis sans débat par le Parlement, et promulgué par la loi du 6 août 1926 élevant la faculté de circulation de 1.700 millions à 2.100 millions; en même temps, la banque élevait le taux de son escompte ordinaire de 6 % à 7,50 %.

Avec la stabilisation provisoire du franc, la Banque a pu abaisser sa circulation : elle l'était, au bilan du 31 octobre 1926, de 1.483 millions.

Depuis la fin de la guerre, les Algériens désirent ar-

1. C'est ce que la *Dépêche Tunisienne* appelait le « chantage à la panique » de la Banque.

demment rendre leur monnaie indépendante du franc français, pour échapper à toutes les épreuves de l'inflation.

Prévoyant les troubles économiques, financiers et politiques qui en sont la conséquence, le Directeur général écrivit officiellement le 20 décembre 1923 au Gouverneur général, ministre des Finances¹ et Président du Conseil, une lettre appelant leur attention et déclarant que si le Gouvernement le désirait, la banque pouvait assurer l'indépendance du franc algérien; le Gouverneur général, par lettre du 12 février 1924, fit savoir qu'il n'entendait pas rompre les errements suivis. La Banque s'inclina : on sait l'inflation qui dut suivre; mais elle ne s'arrêta pas de signaler les difficultés résultant de la compression des crédits par des lettres au ministre des Finances, qui se succédèrent de juillet à octobre 1924, et d'octobre à novembre 1925, où l'on dut permettre l'émission d'une nouvelle tranche de billets, 8 mois après suivie d'une autre.

Comment la banque pouvait-elle couper les liens unissant les deux monnaies?

Tout simplement en arrêtant le compte-courant du Trésor : dorénavant, la balance des comptes se solderait par des *envois* d'or ou plus simplement de devises étrangères, dollars ou livres sterling.

Il faudrait prendre en outre quelques mesures accessoires : ainsi la banque ne pourrait plus échanger aux

1. Alors M. de Lasteyrie.

2. Alors M. Poincaré.

voyageurs pour la France, 2.000 fr. de billets contre la même somme en billets de la Banque de France, afin d'éviter la commission (6 %) que prennent les changeurs dans la métropole;

elle ne devrait plus faire de paiements pour le compte du Trésor, sur la même base qu'auparavant, des créances en francs-papiers ne pouvant être remboursées par un même nombre de francs-or.

On a souvent proposé aussi, que la banque ait une réserve de devises étrangères, comme la Banque de France. Si le compte-courant du Trésor n'est pas supprimé, elle n'aura guère d'action sur les changes : cette couverture ne peut être d'une bien grande importance, moindre en tout cas que celle de la Banque de France; et on a vu comme celle-ci, de 100 millions de dollars, a fondu en quelques jours sous l'action de la spéculation internationale et de la panique des nationaux en juin 1927 : l'appui de celle de la Banque de France ne lui serait donc qu'insignifiant.

Mais elle peut mettre au moins la banque d'Algérie, en tant que banque privée soucieuse de l'intérêt de ses actionnaires, en état de combler les diminutions de valeur de ses obligations et titres de rentes personnelles, que causerait une baisse éventuelle du franc.

ans le cas où le compte-courant serait supprimé, l'achat de devises étrangères permettrait de stabiliser les changes, ou en tout cas d'empêcher leur brusque variation; examinons en effet ce qui se passerait si le franc algérien devenait indépendant du franc français; celui-ci continuant à baisser (s'il remonte ou reste

stabilisé, l'opération n'aurait pas d'intérêt), alors, l'Algérie devient vis-à-vis de la France un pays à change haut ; les exportations y sont moins avantageuses, car les prix montent moins vite en France que la valeur de la monnaie ne baisse ; les importations de ce pays, au contraire, le sont plus, pour la même raison ; les frais d'administration restant pour la France les mêmes en Algérie, la balance de l'Algérie devient débitrice, la France étant de beaucoup son principal client. Pour régler la différence, la banque va continuer à utiliser ses disponibilités en bons du Trésor, qui seront encore très grandes ; peu à peu celles-ci vont diminuer, et alors le portefeuille sera uniquement composé d'effets escomptés : par suite de la crise qui sévira, leur montant sera moins élevé qu'auparavant, et comme en outre les bons du Trésor auront disparu, l'émission se comprimera progressivement jusqu'à ce qu'elle soit revenue dans des limites suffisantes pour faire cesser le cours forcé.

Ces déductions que nous exposons sont elles-mêmes, nous devons le reconnaître, très sujettes à caution. Si les deux francs deviennent indépendants, la Banque devant donner à son franc une base or, devra en acheter pour augmenter son encaisse ; à cet effet elle peut employer sa couverture en devises étrangères, mais celle-ci épuisée elle doit utiliser des billets, et alors s'achemine vers une nouvelle inflation, une nouvelle dépréciation.

D'autre part, l'indépendance du franc français vis-à-vis de l'Etat encouragerait certainement les capitalistes à augmenter leurs placements en Algérie, ce qui

améliorerait sa balance des comptes, maintiendrait de grandes disponibilités à la banque d'Algérie en France et empêcherait l'utilisation de tous les billets pour les besoins du crédit commercial, donc freinerait la revalorisation.

En somme, la question est très complexe, les facteurs si nombreux, d'importance si diverse, et si difficilement susceptibles d'être connus à l'avance (ainsi par exemple l'état de la récolte) que l'on ne peut donner à ce problème de solution certaine. Mais en admettant que le franc algérien tende à se revaloriser complètement, pratiquement la chose est impossible : la déflation totale, quand il faut revaloriser jusqu'à 6 fois la monnaie, est un véritable crime économique ; elle s'accompagne d'une crise de production intense et chronique, d'un arrêt de la vie industrielle et commerciale : nous en avons vu des exemples au Brésil vers 1905, en Argentine vers 1910, au Royaume-Uni depuis la guerre, et cependant on ne revalorisait la monnaie que d'environ un quart de sa valeur. « On entre dans l'inflation en souriant, quitte à en sortir dans les larmes », a dit justement J.-B. Say.

Le mieux serait donc de stabiliser provisoirement la monnaie à sa valeur présente, et pour l'empêcher justement de remonter automatiquement, utiliser cette couverture de devises étrangères : si le franc algérien monte trop vite, la banque achète des devises étrangères et s'il baisse, elle vend.

Mais cette désolidarisation des deux francs est-elle souhaitable et possible ?

Actuellement, si la stabilisation du franc français se

maintient, comme on est en droit de l'espérer, il est de beaucoup préférable de conserver cette interdépendance des changes : nous avons indiqué les avantages qu'elle présentait en période de calme des changes ; quand aux injustices et aux troubles de l'inflation, ils sont maintenant arrêtés et toute variation des changes ne ferait qu'en provoquer de nouveaux.

Mais si le franc français continue à baisser, il semble qu'il faille libérer de son fardeau le franc algérien ; les mêmes troubles que connaîtrait la France s'y reproduiraient sans autre profit appréciable pour la première que de plus grandes disponibilités de la banque qui pourraient être mises à la disposition du Trésor.

Evidemment il peut sembler dur aux métropolitains d'être les seuls à souffrir des dettes de guerre et de la carence de nos adversaires, mais à quoi bon infliger cet inutile sacrifice aux Nord-Africains ?

Cependant l'arrêt du compte-courant se pourrait-il *réellement* pratiquer ? Non. Bien qu'elle ne soit prévue ni dans la loi ni dans les statuts, mais seulement dans un engagement par lettre de la banque qu'une simple décision du ministre des Finances pourrait résilier, jamais un gouvernement inflationniste, — parce que même il est inflationniste, mais ne voudrait pas l'avouer — ne permettrait cette preuve publique qu'il doute de l'avenir du franc ; son honneur politique serait engagé, mais cela nous entraîne sur un autre terrain...

Si la banque ne peut disposer de son change, du moins est-il de son intérêt d'augmenter son encaisse métallique : elle a passé, de 1916 à 1926, de 68 à 90 millions, mais n'est plus que le quinzième du portefeuille.

La loi du 7 août 1926 a autorisé la Banque de France à acheter les monnaies d'or (15 fr. 50 le gr.) et d'argent thésaurisées, mais ne lui a pas permis de se constituer à cette fin de mandataire, et la banque de l'Algérie ne peut donc procéder pour son compte.

Mais, sans *rechercher ces opérations* qui pourraient, à un public nerveux, faire croire à de la spéculation, elle peut accepter à l'encaissement les pièces d'or nationales ; afin d'éviter d'inutiles frais de transport partiels, il semble opportun de débiter le siège social (Paris) de la somme payée par les succursales ; il se fait rembourser par la Banque de France grâce à son compte-courant avec elle, en lui livrant un équivalent en monnaies d'or prises provisoirement sur leur stock.

La somme à payer aux déposants doit être évidemment calculée en tenant compte du poids du métal fin, et on doit en déduire les frais d'envoi, d'assurance et d'entrée en France (2,40 %), que ne prélève pas la Banque de France.

CHAPITRE III

Les avances et redevances de la Banque de l'Algérie.

SÉCTION I. — ETAT DES AVANCES ET REDEVANCES

De même que la banque de France avait dû monnayer le renouvellement de son privilège en 1897, de même la banque de l'Algérie dut subir des charges pécuniaires au renouvellement du sien, qui n'ont fait que s'aggraver depuis.

La loi du 5 juillet 1900 prévoyait une avance de 3 millions sans intérêt jusqu'à la fin du privilège et des avances annuelles, pour le crédit agricole à court terme : c'est ce que régla la loi du 8 juillet 1901.

La redevance annuelle était ainsi calculée :

De 1900 à 1905, 200.000 fr. ; de 1906 à 1912, 250.000 fr., et dans le cas où le gouvernement n'userait pas de la faculté de dénomination du privilège le 31 décembre 1912, 300.000 fr. de 1913 à 1920.

La loi du 26 février 1909 spécifia que $\frac{1}{3}$ des redevances irait aux coopératives agricoles de production

La loi du 29 décembre 1911, faisant payer la non-dénonciation du privilège, déclara qu'une nouvelle avance de 2 millions sans intérêt serait affectée au crédit mutuel agricole à court terme, et que les redevances le seraient au crédit agricole à concurrence de 300.000 fr. par an.

La base de calcul de ces redevances était d'ailleurs changée : 50 centimes par cent francs de la circulation active (excédant l'encaisse) sans que le produit annuel soit inférieur à 750.000 fr.

La loi du 3 décembre 1913 attribua 100.000 fr. de la redevance annuelle aux coopératives, 200.000 au crédit à long terme, le surplus étant réservé aux Sociétés d'habitation à bon marché, aux Sociétés d'assurances mutuelles agricoles, aux études, expérimentations et vulgarisations agricoles, à la propagande industrielle, commerciale et touristique; à la recherche et à la mise en valeur des richesses artistiques, archéologiques et historiques.

Un arrêté du Gouverneur général de 1915 institua la commission chargée de répartir les redevances.

La loi du 29 décembre 1918 a augmenté de 13 millions l'avance sans intérêt¹; elle décida qu'une loi en porterait affectation, ainsi que des nouvelles redevances. Ces nouvelles redevances, perçues depuis 1918, ne peuvent être inférieures à 750.000 fr. et sont calculées encore sur la circulation productive : son tarif est de $1/8$ taux de l'escompte quand le taux est inférieur à 5 %.

1. Sans parler des 5 millions de subvention et des 5 millions d'avances directes à la Banque industrielle de l'Afrique du Nord.

1 / 7 taux de l'escompte, quand le taux est entre 5 et 6 %,

1 / 6 taux de l'escompte, quand le taux est supérieur à 6 %.

En outre, la banque partage les superdividendes excédant 150 fr. nets d'impôt : l'état en perçoit la moitié multipliée par le rapport entre la circulation algérienne et la circulation totale.

En raison de l'importance des besoins qui se révélèrent en 1920, dans les diverses branches bénéficiant déjà des versements de la Banque de l'Algérie, et de la nécessité d'étendre le bénéfice de ces versements à d'autres catégories de dépenses, il fallut faire appel à la totalité des ressources prévues par la loi de 1918.

Le 13 septembre 1920, l'administration soumit au gouvernement, en tenant compte des vœux des délégations financières et autres assemblées algériennes, le projet de loi qui est devenu la loi du 5 avril 1921.

Celle-ci décida que sur les 13 millions d'avances, 8,5 iraient au crédit mutuel agricole à court terme; les 4,5 restant aux banques populaires, coopératives non agricoles, sociétés ouvrières de production et de crédit du travail.

La redevance annuelle est affectée, depuis 1921, au crédit agricole individuel à long, moyen et court terme; au crédit agricole coopératif; aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles; aux études, expérimentations et vulgarisations agricoles; à la propagande industrielle, commerciale et touristique; aux sociétés d'habitation à bon marché; à la recherche et à la mise en valeur des

richesses artistiques, archéologiques et historiques; aux instituts de sciences appliquées à l'industrie et à l'agriculture.

Les avances et redevances ne sont pas réparties par les délégations financières, comme on aurait pu le croire et comme celles-ci l'auraient désiré; mais par le Gouverneur général, sur avis d'une commission spéciale de 19 membres, dont les 7 membres qui ne sont pas de droit ou élus sont nommés par arrêté du Gouverneur général pour 4 ans. Elle est ainsi composée (art. 3 de L. 1921) :

- Gouverneur général, président;
- 4 membres des délégations financières choisis par elles;
- un conseiller de Gouvernement;
- l'inspecteur général des finances;
- le recteur;
- le directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation;
- le directeur des services financiers;
- le directeur général de la Banque de l'Algérie ou son représentant¹;
- le sous-directeur chargé du service de l'agriculture;
- 6 représentants des Caisses de crédit agricole mutuel; Sociétés coopératives de production et de consommation; Banques populaires; Sociétés coopératives agricoles; Sociétés d'habitations à bon marché; Sociétés ouvrières de production et de crédit au travail.

La loi du 31 décembre 1925 prévoyait en outre l'affectation d'une avance de 20 millions de la banque de

1. En fait le sous-directeur général.

l'Algérie au crédit à long terme; mais elle a été rapportée par la loi du 28 juillet 1927, affectant 18 millions au crédit agricole à long et moyen terme, et 12 devant être répartis par la commission¹.

Les redevances de la Banque à l'Etat français sont portées à un compte spécial, section IX *bis* du budget de l'Algérie : les sommes affectées aux différents chapitres ne sont indiquées dans le projet de budget que pour mémoire.

Mais une annexe des projets de budget contient, depuis celui de 1924, l'indication des crédits accordés l'avant-dernière année et de ceux qui ont été demandés par la commission l'année précédente.

La même annexe contient depuis le projet de 1925, un état des avances consenties, des remboursements obtenus, des prélèvements opérés, des restes disponibles pour l'antépénultième année.

1. Parallèlement aux redevances et avances à l'Algérie, la banque en fait à la Tunisie depuis qu'elle y a obtenu le privilège d'émission en 1904; la convention du 8 janvier 1904 stipule qu'il sera versé annuellement à la régence 66.666 fr. en 1904-1905, 83.333 fr. en 1906-1912, et si la convention n'est pas dénoncée 100.000 fr. en 1913-1920; en outre, il lui est fait une avance sans intérêt de 1 million.

Par la convention du 24 novembre 1911, la banque s'engageait à verser à la Tunisie, chaque année, de 1912 à 1920, une redevance calculée à raison de 10 centimes par 100 fr. de la circulation totale active, sans qu'elle puisse être inférieure à 150.000 fr., en somme on est mait que la circulation tunisienne était le cinquième de l'algérienne mais ce calcul forfaitaire était inexact (Cf. Bonifay, *La Banque de l'Algérie* 1926, p. 131).

Il a été corrigé par la convention du 28 décembre 1917.

La banque versera au Protectorat, à partir de 1918, une redevance égale au cinquième de celle payée à l'Algérie, sans qu'elle puisse être inférieure à 150.000 fr. « Toutefois, si le calcul de la redevance effectué en prenant pour base la circulation productive particulière à la Régence, et comme taux celui de l'Algérie, conduisait à des résultats plus avantageux pour le protectorat, c'est ce mode de calcul qui serait employé » (il l'est d'ailleurs depuis 1924 lui ayant permis de recevoir en plus, jusqu'à 1927, 1.530.000 fr. par ce dernier mode de calcul).

En outre de la redevance, la banque a versé en 1918 à la Tunisie une nouvelle avance de 3 millions sans intérêt jusqu'à la fin du privilège.

De plus, la loi de 1925 prévoyait une affectation à la Tunisie d'une avance supplémentaire de 4 millions (rendue exécutoire par le décret beylical du 16 juillet 1927) qui a été portée à 6 millions par la loi du 28 juillet 1927.

C'est le décret du 1^{er} février 1922 qui a fusionné les avances et redevances en un seul fonds de mutualité, dont la situation peut être suivie chaque année dans les annexes du projet de budget.

D'autre part la loi financière du 27 décembre 1923, art. 18 et l'arrêté du Gouverneur général du 15 mars 1924 ont établi des fonds de dotation spéciaux des crédits agricoles que l'on peut voir, ainsi que celui des banques populaires, dans les annexes des projets.

L'affectation de ces avances et redevances à l'Etat français est très diverse pour l'Algérie : celle de beaucoup la plus importante est le crédit agricole que nous étudierons longuement dans la deuxième partie.

Puis viennent des utilisations d'*ordre technique* : études, expérimentation et vulgarisation agricoles; instituts de sciences appliquées à l'industrie et à l'agriculture;

recherches, mise en valeur des richesses artistiques archéologiques et historiques;

d'Ordre commercial :

propagande commerciale et touristique;

d'Ordre social :

sociétés d'assurances mutuelles agricoles;

» d'habitation à bon marché;

» ouvrière de production et de crédit au travail

» coopératives de production et de consommation (non agricoles);

banques populaires.

Enfin, accessoirement, les frais de répartition et d'administration de ces avances et redevances, et de contrôle des sociétés indiquées

Les redevances et parts de bénéfice versés par la Banque de l'Algérie ont été les suivants :

<i>Redevances :</i>		
Années	Etat français	Etat tunisien
1901....	200.000	
1902....	200.000	»
1903....	200.000	»
1904....	200.000	67.000
1905....	200.000	»
1906....	250.000	83.000
1907....	250.000	83.000
1908....	250.000	83.000
1909....	250.000	83.000
1910....	250.000	83.000
1911....	250.000	83.000
1912....	750.000	750.000
1913....	750.000	150.000
1914....	1.017.000	204.000
1915....	1.512.000	302.000
1916....	1.734.000	349.000
1917....	2.003.000	415.000
1918....	2.186.000	437.000
1919....	3.838.000	768.000
1920....	7.271.000	1.454.000
1921....	8.023.000	1.605.000
1922....	6.639.000	1.328.000
1923....	5.203.000	1.058.000
1924....	8.286.000	1.798.000
1925....	7.746.000	1.938.000
1926....	7.387.000	2.588.000

Parls de bénéfices.

Exercice 1920-1921	662.000	88.000
— 1921-1922	1.510.000	240.000
— 1922-1923	1.820.000	430.000
— 1923-1924	2.260.000	490.000
— 1924-1925	3.172.000	828.000
— 1925-1926	4.020.000	1.420.000

Nous allons rapidement envisager ces 3 divers ordres d'activité, mais en insistant surtout sur la dernière.

*SECTION II. — AFFECTATION
DES AVANCES ET REDEVANCES*

I. — Œuvres d'intérêt technique.

Pour ces œuvres, les redevances de la banque sont, plus encore que pour les autres, un appoint au budget propre de la Colonie : nous voulons dire que la colonie n'attendait pas l'argent de la Banque pour les créer et les alimenter largement ; il est utile, ici, certes, mais il n'a pas été nécessaire.

A) Les instituts de sciences appliquées à l'industrie et à l'agriculture sont des annexes de l'Académie d'Alger, qui comprennent des laboratoires et des chaires spécialement affectées à la physique et à la chimie agricole et industrielle.

Ils ont reçu, depuis 1921 jusqu'à 1928, 1.105.000 fr. de subventions.

B) Pour les études, l'expérimentation et la vulgarisation agricoles, il y a un nombreux personnel, et qui se déplace souvent, à rémunérer; des établissements d'enseignements agricole (Institut agricole de Maison-Carrée, écoles de Philippeville et d'Alger, Jardin d'essai du Hamma); des stations régionales, champs d'expérience et de démonstration où l'on enseigne la pratique de l'agriculture nord-africaine et qui ont besoin de main-d'œuvre, de cheptel, constructions et matériel agricole.

C'est le poste qui de beaucoup, après le crédit agricole, a bénéficié du plus de subventions sur les avances : 31.070.000 francs jusqu'à 1928, dont 6.230.000 en 1927.

L'entretien du jardin du Hamma et des stations d'expérience, véritables fermes domaniales, est en effet très coûteux.

C) Les recherches et la mise en valeur des richesses artistiques, archéologiques et historiques se traduisent surtout par des fouilles et des achats de propriétés pittoresques ou contenant des ruines, que l'on veut transformer en « parcs nationaux ».

Par exemple, en 1925, on a effectué des fouilles à Madaure, Khenissa, Djemila, Tipaza, Cherchell, le Tombeau de la Chrétienne, Timgad, Constantine, Lambèse, Zana, pour 200.000 francs et acheté deux propriétés à Hippone pour 400.000 francs. Les subventions affectées à ce chapitre atteignent, fin 1927, 2.980.000 fr.

II. — Œuvre d'intérêt commercial.

C'est la propagande commerciale et touristique :

1^o La colonie encourage la presse par des subventions pour articles de propagande, abonnements de ses établissements à des journaux et revues, souscriptions, à des livres et revues : elle a dépensé, de ce chef, presque entièrement sur les subventions de la banque : 1923 150.000 francs; 1924, 100.000 fr.; 1925, 100.000 fr; 1926, 270.000 fr.

2^o En outre, la colonie édite des films, affiches, brochures, livres¹; elle encourage la propagande orale par des conférences dans les sociétés, associations, et établissements d'enseignement.

Elle entretient une œuvre cinématographique dont les films passent dans les écoles, les cinémas, et sont vendus particulièrement dans les pays anglo-saxons où ils créent une propagande heureuse pour le tourisme. Au total environ 300.000 francs de frais par an, tous prélevés sur les redevances.

3^o Elle encourage l'enseignement professionnel : école d'apprentissage des indigènes de Dellys, cours d'apprentissage, cours commerciaux, et surtout création des écoles professionnelles d'industrie départementales prévues par le programme de 1924 : 560.000 fr. en 1925, tous prélevés sur les redevances.

1. Ainsi, en 1925, *Les circuits algériens* (Général de Bonneval); *Guide de l'Aurès* (Berlureau et Irriéra); *L'Algérie économique* (6 vol. de 600 p.) (Démontés), t. IV; en 1926 : *Le chef-d'œuvre de la France : l'Algérie* (Despiques et Garoby); *L'Algérie économique*, t. V.

4° Elle installe des pavillons et stands aux foires commerciales et expositions.

En 1925, Lyon, Bruxelles, Lausanne, Grenoble et surtout « Arts décoratifs et industriels modernes » : 770.000 francs dont 150.000 francs sur les redevances de la banque.

En 1926, Lyon, Bruxelles, Metz, Bordeaux, Prague : 110.000 francs.

5° Son œuvre n'est pas moindre en faveur du tourisme :

a) elle crée des refuges, caravansérails, tracé des chemins; elle a employé pour cela 500.000 fr. des redevances en 1925.

b) elle a favorisé la création de syndicats d'initiative¹, en subventionnant 18, ainsi que l'Union fédérale des syndicats d'initiative de France et d'Algérie.

c) Enfin la colonie alloue des subventions aux hôtels touristiques.

Par ses avances, la colonie garantit l'intérêt des capitaux engagés dans la construction d'un hôtel, à 5 % pendant 7 ans; et cela sur 200.000 fr. au maximum dans chaque affaire : cette limitation ne permet pas de susciter suffisamment les initiatives hardies nécessaires à l'essor de l'industrie hôtelière qui devrait être si active en Algérie.

La part de la banque n'est que de 200.000 francs

1. Cf. Circulaire du ministre des colonies, en octobre 1925 aux maires des principaux centres industriels et commerciaux pour la création de comités de propagande coloniale, appelés à collaborer à l'œuvre de vulgarisation de l'agence générale des colonies et des agences économiques des gouvernements coloniaux de Paris.

par an environ¹. L'Algérie voudrait pouvoir bénéficier du crédit hôtelier institué par la loi du 30 juin 1923 et régi d'après décret du 30 novembre 1923, en France; la question est actuellement l'objet d'un examen concerté entre l'Office national du Tourisme et le ministère du Commerce. Pour la constitution du capital indispensable aux opérations à prévoir, la colonie aurait à porter son effort financier à une somme annuelle de 800.000 francs pendant 7 ans². La constitution d'un capital pour la colonie lui permettrait d'ajouter aux subventions, des avances de capitaux de premier établissement, bref de pratiquer ainsi le crédit hôtelier.

C'est la Société Générale Transatlantique (C. G. T.), créatrice des autos-circuits nord-africain et fondatrice de nombreux et confortables hôtels, qui bénéficie le plus des subventions de la colonie sur ce point : c'est d'ailleurs compréhensible, car, outre que les capitaux engagés sont très importants, des hôtels ont été construits dans des sites où les touristes sont encore peu

1. Délibération du Conseil supérieur de Gouvernement, année 1926
2. Voici les avances et subventions pour le crédit hôtelier :
 1923. Subventions pendant :
 - 3 ans de 10.000 fr. à l'hôtel de Touggourt (C. G. T.)
 - 7 — 2.000 fr. à l'hôtel d'Ain-N'Sour (Sté du Zaccar).
 1924. Subventions pendant :
 - 7 ans de 10.000 fr. pour les hôtels d'El-Oued et Ghardaïa (C. G. T.).
 - 7 — 5.000 fr. à un hôtel de Djelfa.
 - 1 — 12.000 fr. pour hôtels de Tipasa, Cherchell, Nédraïa.
 1925. Subventions pour :
 - 7 ans de 5.000 fr. à l'hôtel Djebel-Ouach.
 - 7 — 10.000 fr. à un hôtel d'Orléansville.
 - 1 — 4.000 fr. à hôtels de Touggourt et Ghardaïa (C. G. T.).
 1926. Subventions pendant :
 - 7 ans de 5.000 fr. *Idem*.
 - 7 — 10.000 fr. à hôtel de Timgad.
 - 1 — 12.000 fr. à hôtels de Maillot, Touggourt, Laghouat El-El-Abiod.

Charge au budget des réparations et impôts des Fondouks de l'Aurès; les subventions de plus d'un an sont en réalité des garanties d'intérêt, et les revenus nets perçus par l'hôtel doivent venir en déduction des subventions de la colonie.

nombreux, et qui coûtent bien plus qu'ils ne rapportent les premières années.

Pour l'ensemble de la propagande industrielle, commerciale et touristique, il a été déjà prélevé sur les redevances de la banque 11.620.000 francs.

III. — Œuvres d'intérêt social.

Tandis que pour les œuvres précédentes, l'action de l'Etat est très naturelle, elle revêt dans celles que nous allons passer en revue, un caractère de moindre utilité au premier abord.

Personne n'a jamais contesté à l'Etat la nécessité d'enseigner, de créer des centres d'études, de faire de la propagande, de souscrire à des ouvrages.

Mais doit-il prêter aux assurances, aux entreprises de construction, aux banques, aux coopératives de consommation, la réponse est plus délicate.

Bien que l'examen de la question soit en dehors de notre travail, nous pensons pouvoir avancer que l'Etat a le devoir de faire ces prêts et subventions aux entreprises qui n'ont pas *pour but de faire des bénéfices, mais d'améliorer la condition sociale ou économique des travailleurs*¹. Ce sont d'ailleurs celles qui sont ici en jeu : Sociétés d'assurances mutuelles agricoles, d'ha-

1. Si l'Etat prêtait aux entreprises qui font des bénéfices, ce serait proprement du socialisme, tel que le rêvait L. Blanc dans « l'organisation du travail » : une partie des revenus des citoyens est prélevée sous forme d'impôts et prêtée ou donnée à des organismes patronnés par l'Etat qui concurrencent le commerce et l'industrie privée en attendant que ceux-ci disparaissent.

bitation à bon marché, ouvrières de production et de crédit au travail, coopératives non agricoles; banques populaires.

Nous faisons cependant une réserve au sujet des coopératives que nous ferons aussi plus tard pour les coopératives agricoles.

Bien qu'elles n'aient pas le gain en vue, elles ne visent pas moins à suppléer au commerce et à l'industrie, et leurs bénéfices sont distribués à leurs membres sous forme de ristourne; l'Etat ne doit les favoriser que dans la mesure nécessaire pour prendre leur essor, et si leur gestion ou leur faible extension ne leur permettent pas de lutter à armes égales contre la concurrence privée, il vaut mieux que l'Etat les abandonne plutôt que de faire vivre artificiellement des organismes *qui coûtent à la collectivité* : aussi bien l'Algérie a-t-elle toujours suivi cette tactique.

A) Les sociétés d'assurances mutuelles agricoles sont très florissantes en Algérie, en particulier l'assurance contre la grêle est bien mieux organisée qu'en France.

La Banque a versé pour elles 2.140.000 francs; depuis deux ans il ne leur a plus été alloué que 10.000 francs, ce qui témoigne de leur vitalité propre.

B) Sociétés d'habitation à bon marché : La loi du 5 décembre 1912 en a codifié la législation applicable à l'Algérie (lois des 30 novembre 1894, 12 avril 1906, 10 avril 1908 et 23 décembre 1919).

La loi de 1894 a institué des comités de patronage départementaux ou communaux pour encourager la constitution de sociétés ayant en vue l'assainissement

des habitations ouvrières et la construction de maisons salubres à bon marché : ce sont des organes de propagande, contrôle, étude et documentation.

La loi du 5 décembre 1922, article 18, stipule que les départements prendront à leur charge leurs frais d'installation et de déplacements : quand la subvention dépasse 1.000 francs, il peut y en avoir une du gouvernement sur le produit des jeux.

En Algérie, il y a 4 comités de patronage : Oran, fondé en 1907; Constantine, 1908, Alger, 1910; Sidi-Bel-Abbès, 1924.

En 1914, ils avaient suscité 11 *sociétés d'habitation à bon marché*; après la guerre la hausse des matériaux et de la main-d'œuvre a entravé les sociétés nouvelles : il y en a 17 actuellement.

Les *offices d'habitation à bon marché* aménagent, construisent et gèrent les immeubles salubres *collectifs*, et des boutiques (sauf des débits de boisson) : il en a été créé un à Alger en 1921, qui, au début de 1926, avait construit 28 immeubles à 310 logements.

Les *sociétés d'habitation à bon marché proprement dites* visent la construction de maison à usage individuel à attribuer aux sociétaires, sans bénéfice : il y en avait 46 au début de 1926, qui avaient construit 520 immeubles logeant 3.300 personnes.

Enfin les fonctionnaires, les pensionnés militaires et chefs de familles nombreuses, peuvent, pour se construire un logement, faire des prêts individuels sans intérêt à l'état, de 2.400 francs.

L'administration algérienne a donné pour les habi-

tations à bon marché des encouragements financiers de plusieurs sortes :

Subventions. — Depuis 1900, plus de 2 millions donnés directement, et en outre un plus grand nombre aux communes pour préparer des terrains où les maisons seront édifiées (égouts, eau, chemins).

Avances. — Soit à 2 % ou 2,5 % pour l'acquisition de terrains, construction, aménagement ou assainissement de maisons : 2 millions en 1925-1926, elles ont été réduites en 1926; soit sans intérêt pour les prêts individuels de 2.400 francs, 900.000 francs en 1923-1925.

L'Algérie se procure l'argent nécessaire aux avances par des emprunts à la Caisse des Dépôts et Consignations et depuis 1926 à la Caisse des retraités de l'Algérie; elle paie la différence de taux, qui se monte à : 1923, 30.000 fr.; 1924 : 160.000 fr.; 1925, 330.000 fr.

Devant cet accroissement de charges, les délégations financières ont décidé en 1926 d'y affecter les redevances de la Banque, précédemment employées aux

Souscriptions d'actions. — Les actions des Sociétés et de l'office ne rapportant qu'un faible intérêt — quand encore elles le rapportent — leur souscription n'est guère recherchée, et l'Etat doit suppléer aux défaillances. De 1915 à 1925, les redevances de la Banque pour les habitations à bon marché se sont élevées à 2.700.000 francs sur lesquels ont été souscrits pour 1.750.000 fr. d'actions (1.200.000 fr. en 1923-25); le million restant et les futures redevances serviront aux

avances, les délégués ayant décidé de cesser ces souscriptions.

C) *Coopératives de consommation.* — Elles s'étaient considérablement accrues à la fin de la guerre, grâce aux efforts gouvernementaux, à la hausse des prix qui laissait toujours aux opérations commerciales de larges bénéfices et incitait les consommateurs à se grouper pour l'atténuer le plus possible; mais depuis la stabilisation des prix, elles ont manifesté un recul sensible, accentué par de mauvaises gestions et le « manque d'esprit coopératif » des consommateurs :

Années	Nombre de Sociétés	Nombre de Sociétaires	Chiffre d'affaires
1921.....	58	48.000	27.000.000
1922.....	47	37.000	15.000.000
1923.....	38	26.000	12.000.000
1924.....	25	19.000	10.000.000
1925.....	15	»	»
1926.....	10	»	»

En 1924, il y eut lieu à une seule avance, de dix mille francs à la Société coopérative tébessienne; et cependant, en 1923 et 1924, un crédit de 720.000 fr. leur fut ouvert, mais n'eut guère lieu d'être employé.

D) *Sociétés ouvrières de production.* — Elles ont été créées par la loi du 18 décembre 1915, complétée par le décret du 28 juillet 1916 et les lois du 5 avril 1919 et du 6 mai 1922 : ce sont des associations de personnes « participant à une œuvre commune en vue de tirer le meilleur parti de leur travail »; les travailleurs associés

se partagent les bénéfices : cette participation est nouvelle, différente des ristournes, actions de travail, primes, etc...

Elles ont été introduites en Algérie par les décrets des 7 mai 1921 et 22 juillet 1922. Les avances de l'Etat peuvent atteindre les $\frac{3}{4}$ de l'actif net. C'est, en Algérie, une commission *spéciale* qui donne son avis sur les encouragements à accorder, et qui comprend : des fonctionnaires, 3 délégués financiers, un conseiller de gouvernement, 6 représentants des sociétés ouvrières de production et de crédit.

En 1924, il y eut subvention et avance à l'« Avenir du Bâtiment », entreprise de travaux et d'exploitation de matières se rattachant au bâtiment : 8.000 fr. de subvention pour acquisition de nouveau matériel de construction économique et rapide; 150.000 fr. d'avances à 2 %.

En 1925, il y eut une avance de 20.000 fr.; depuis, il n'en est plus question.

A la vérité toutes ces créations du législateur qui veulent faire de l'ouvrier un entrepreneur sont extrêmement louables, mais échouent faute d'application, telles les sociétés à participation ouvrière créées en 1917. En Algérie, où la main-d'œuvre est encore moins éduquée qu'en France, ces entreprises ne peuvent réussir; l'ouvrier est ignorant ou sans ambition, et il ne demande qu'à rester comme il est; ou bien il veut « arriver » et alors il songe à s'établir petit patron, sans s'embarrasser de toutes ces lois *qu'il ne connaît pas* ou dont la complexité l'effraie.

E) *Les Banques populaires.* — Le manque de capitaux est une des principales causes de l'infériorité où se trouvent la petite industrie et le petit commerce. Il est, en effet, difficile à un artisan ou à un petit commerçant qui veut assurer la bonne marche ou le développement de ses affaires, de se procurer les sommes indispensables, si ce n'est à des conditions souvent trop élevées. Pour remédier à cette situation, sont intervenues les lois des 13 mars 1917 (complétée par le décret du 31 janvier 1918) et 24 octobre 1919 : la première a organisé le crédit aux petit et moyen commerces, petite et moyenne industries, la seconde en a élargi les dispositions pour les petits commerçants et industriels démobilisés. Elles ont été rendues applicables à l'Algérie par décrets du 12 mai 1921. La loi du 13 mars 1917 prévoit la création de deux organismes nouveaux : la société de caution mutuelle et la banque populaire. Les premiers sont des syndicats de garantie, se bornant à avaliser les effets souscrits, créés ou endossés par leurs membres à raison de leurs opérations professionnelles.

Les banques populaires jouent le rôle principal dans l'organisation du crédit aux petit et moyen commerce et industrie. Elles font toutes opérations de banque nécessaires à cette clientèle; elles recueillent sous forme de capital social, de dépôts, d'emprunts, etc..., les fonds destinés à satisfaire aux besoins de crédit de leurs sociétaires; elles leur consentent des avances à un taux élevé et pour une durée déterminée. Ces banques qui sont de véritables sociétés coopératives de crédit, ne doivent être créées et dirigées que par ceux-là

mêmes qui auront recours à elles. Elles sont donc très bien adaptées à leurs besoins professionnels. Le fonctionnement de tels organismes exige de la part de leurs fondateurs une conception très élevée de l'œuvre de solidarité à accomplir. Les banques populaires étant des organismes privés, l'Etat n'intervient que pour stimuler leurs initiatives et leur accorder son concours sous la forme d'une aide pécuniaire, initiale et temporaire avec le soin de ne pas fausser les conditions normales du crédit : à cet effet, il double en général les apports des commerçants, et pour ceux mobilisés il sextuple la somme souscrite.

La loi du 7 août 1920 prévoit que le capital social des banques populaires adoptant la forme de société à capital variable, peut être porté à 500.000 fr et que chaque augmentation annuelle de capital peut atteindre la même somme. Elle porte en outre de 5 à 6 % le taux servi aux capitaux souscrits; elle exempte les banques populaires de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; enfin leur constitution est soumise à l'agrément du ministre des Colonies qui apprécie l'opportunité des créations projetées.

Un décret a été préparé pour appliquer à l'Algérie la loi de 1920, mais le Ministre du Commerce serait remplacé par le Gouverneur général.

La loi du 5 avril 1921 a réservé sur les avances de 18 millions de la Banque d'Algérie, 4.500.000 fr. pour avances aux banques populaires.

Il ne s'est fondé aucune société de caution mutuelle. Les banques populaires d'Alger, Constantine, Bône,

Bougie, créées en 1923-1924, se sont développées normalement en 1925. Grande progression dans leurs éléments d'activité : capital, sociétaires, effets escomptés et porte-feuille.

Banques populaires	Sociétaires	Capital versé 1924-1925	Effets esc. en 1925
Alger	276	480.000-500.000	12.115.000
Constantine	576	200.000-322.000	4.402.000
Bône	204	164.000-250.000	7.070.000
Bougie	84	51.000- 76.000	2.413.000
	1.140	895.000-1.155.000	26.000.000

Ces établissements ont fait preuve de vitalité et obtenu des résultats très encourageants.

Pour augmenter le nombre de leurs sociétaires encore restreint, les banques populaires doivent intensifier leur propagande et faire mieux connaître dans les milieux du petit et moyen commerce, de la petite et moyenne industrie, l'utilité du crédit coopératif et son efficacité au point de vue de la défense de leurs intérêts professionnels.

Les moyens d'action d'une banque populaire dépendent de son capital, des dépôts, des avances de la colonie. Elles ont su inspirer au public dès le début de leur création, la confiance nécessaire pour obtenir des dépôts importants; le 31 décembre 1925, dépôts : Banque populaire d'Alger : 1.367.000 fr; Constantine 447.000 fr.; Bône : 406.000 fr.; Bougie : 20.000 fr.

Les avances consenties par la Colonie au titre de la loi du 13 mars 1917, ont été maintenues au chiffre de 1.747.000 fr. Les sommes prélevées pour les banques

populaires sur les avances de la banque d'Algérie ont été les suivantes : 1923, 300.000 fr. ; 1924, 3.000.000 fr. 1925, 100.000 fr.

Là-dessus, au 31 décembre 1926, 1.747.000 fr. étaient *effectivement avancés*.

L'Administration a cru devoir rappeler à ces organismes que le concours financier de la colonie ne devait constituer qu'une aide initiale, destinée à faciliter leurs débuts et dont elles devront *s'efforcer de se passer dans un délai assez bref*.

En réalité, c'est dans leur capital social, dans les dépôts, les facilités de réescompte auprès de la Banque d'Algérie que les banques populaires doivent trouver les éléments essentiels et permanents de leur activité. Chargées par la loi du 24 octobre 1919 du crédit à long terme en faveur des petits commerçants, industriels, fabricants et artisans démobilisés, elles se sont sans retard acquittées de cette mission; l'application de la loi du 24 octobre 1919 à l'Algérie peut donc être considérée comme terminée.

Les résultats en sont les suivants :

31 Décembre 1925 Banque Populaire.	Crédits ouverts	Nombre des prêts consentis	Nombre des demandes en instance	Remboursements effectués par les bénéficiaires
Alger	416 000	39	5	10.000
Bougie	199.000	21	»	9.000
Constantine .	191.000	27	13	7.000

Les efforts constatés depuis 4 ans doivent être poursuivis si l'on veut que l'idée de crédit coopératif se

propage dans les centres commerciaux et industriels où il n'y a pas d'organisme de cette nature.

Les banques populaires qui se sont créées à Alger, Constantine, Bône et Bougie, doivent le succès de leur œuvre à l'activité de leurs adhérents, qui en sont la principale clientèle¹.

*
* *

Notre conclusion, sur l'emploi des redevances, est que celles-ci ont d'une façon générale été convenablement choisies; primitivement limitées au crédit agricole, comme celles de la Banque de France, les besoins croissants de la colonie les ont réparties entre diverses catégories qui satisfont les différentes clientèles auxquelles elles s'adressent.

Peut-on hasarder qu'on aurait pu se dispenser d'aider certains établissements voués peut-être à une existence éphémère

Nous ne le pensons pas : ceux dont il s'agit sont peu nombreux et si la banque n'avait pas avancé son argent, c'est-à-dire une partie de ses bénéfices, c'est celui de la colonie, c'est-à-dire une partie des impôts qui y auraient suppléé.

D'ailleurs n'est-il pas utile d'aider à constituer des entreprises répondant à l'idéal social de liberté et d'égalité?

1. Il est à noter que les sommes fournies par la Banque de l'Algérie, pour la plupart des œuvres, sont soit des redevances et des avances, soit des redevances seules : alors que les banques populaires, coopératives commerciales, sociétés de crédit au travail ne tirent leurs ressources que d'une avance fixe de 4,5 millions qui s'épuise donc ; mais depuis 10 ans qu'elle est fournie, il en reste encore plus que de la moitié en réserve.

CHAPITRE IV

La Banque de l'Algérie et la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.

Si l'agriculture a de tout temps été la principale source de richesse de l'Algérie, si la banque d'émission s'est surtout intéressée à cet élément de sa prospérité économique, nos possessions nord-africaines n'en ont pas moins une activité industrielle importante : c'est au développement de cette industrie par le crédit que s'est attachée la banque de l'Algérie, en aidant puissamment la création d'une banque spécialisée, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.

Mais avant de voir les conditions dans lesquelles cette banque a été créée, avant d'examiner son œuvre, nous pensons qu'il est utile de tracer brièvement le tableau des industries de l'Afrique du Nord, et, particulièrement, pour les industries manufacturées de l'Algérie : nous en déduirons dans quelle voie, à notre avis, doit s'orienter cette industrie pour se développer dans les conditions qui seront le plus profitables à l'Afrique du Nord, et qui lui permettront de profiter au maximum du soutien de la Banque industrielle.

D'où la division de ce chapitre en trois sections :

Section I. Sous-section I. — Tableau de l'industrie actuelle en Afrique du Nord.

Sous-section II. — Comment doit s'orienter l'industrie de l'Afrique du Nord.

Section II. — La création de la banque industrielle de l'Afrique du Nord.

Section III. — L'œuvre de la banque industrielle de l'Afrique du Nord.

SECTION I. — TABLEAU DE L'INDUSTRIE ACTUELLE DE L'AFRIQUE DU NORD¹.

Nous envisagerons successivement :

I. La force motrice locale, base en général des puissances industrielles;

II. Les industries extractives;

III. Les industries de transformation, et pour ces dernières nous ne donnerons d'indications que sur celles de l'Algérie, la plus avancée de nos possessions nord-africaines, la Tunisie et le Maroc produisant des chiffres *du même ordre*, bien que très inférieurs.

IV. La main-d'œuvre.

1. Sources : Maroc : *Annuaire économique et financier*; Tunisie : *Statistique générale* (1923); Algérie : *Exposé de la situation* (annuel).

I. — La force motrice locale.

Malheureusement elle fait à peu près défaut, et c'est la plus grave lacune que l'Afrique du Nord trouvera dans l'extension de son industrie.

En fait de houille, il n'y a qu'une seule mine, insignifiante, à Kénadsa, près Colomb-Béchar, occupant 340 ouvriers, qui a fourni 4.000 tonnes en 1923, 9.000 en 1924, et peut aller jusqu'à 30.000; elle alimente le réseau oranais.

L'Afrique du Nord est assez mal pourvue en houille blanche : les cours d'eau sont faibles, débordent en hiver, sont à sec en été; le développement des grands barrages en cours d'exécution l'augmentera, mais elle ne sera jamais bien grande; en 1925, il y avait en Algérie 16 usines hydro-électriques donnant 3 millions de kws. alors qu'il en a été distribué 59 millions (lumière 16, force 43).

On a bien trouvé des traces de pétrole un peu partout en Afrique du Nord, surtout en Oranie, et, si l'on fonde les plus beaux espoirs sur la production pétrolifère, (surtout à Petitjean), il n'y a encore en exploitation que la Sté algérienne de Thouanet, près Mostaganem, occupant 100 ouvriers qui on a extrait, en 1923, 1.300 tonnes de pétrole brut (50.000 à Pechelbronn).

L'Algérie-Tunisie ont enfin 3.046.000 hectares de forêts utilisables pour la production du charbon de bois, mais celle-ci est entravée par la difficulté et la cherté des transports dans des régions montagneuses sans bonnes routes : en Algérie, la fabrication du charbon

de bois est représentée par 11 exploitations importantes (en dehors des nombreuses petites indigènes), occupant 500 ouvriers et donnant environ 20.000 tonnes.

L'Afrique du Nord doit donc importer presque tous les facteurs nécessaires à sa force motrice : en Algérie 519.000 tonnes de houille en 1923 et 469.000 hl. de pétrole.

II. — Les industries extractives.

Si l'Afrique du Nord est pauvre en combustible, les ressources de ses mines et carrières sont considérables.

En Algérie, on a extrait en 1924 : 1.675.000 tonnes de minerai de fer (surtout hématites), à l'aide de 7.400 agents; 23.000 tonnes de plomb; 43.000 de zinc; 3.000 de cuivre et 3.000 d'antimoine à l'aide de 5.000 ouvriers.

En Tunisie : 845.000 tonnes de minerai de fer, avec 1.500 ouvriers; 36.000 tonnes de minerai de zinc et plomb avec 5.700 ouvriers; 1.000 tonnes de minerai de manganèse avec 100 ouvriers.

L'exploitation des mines algériennes est assurée par 33 Sociétés et 6 particuliers.

Au Maroc, on n'en est encore qu'à la période de prospection; 2.500 permis ont été délivrés à cette fin, alors qu'il n'y a qu'une vingtaine d'exploitations, et qu'il n'y a guère de concession.

La seule extraction actuellement intéressante est celle du plomb (2.000 tonnes de minerai en 1926).

Les gisements intéressants de zinc et de manganèse ont été découverts dans le Maroc oriental et au nord de Meknès, mais leur exploitation est liée à la construction de routes et de chemins de fer à voie étroite.

Pour le fer (1 tonne minéral exportée en 1926) et le cuivre (418 tonnes), d'actives prospections continuent sans que les gisements découverts soient encore bien considérables.

Pour les carrières, les résultats sont les suivants, en Algérie (1924) :

<i>Carrières :</i>	<i>Employant :</i>	<i>Produisant :</i>
16 carrières de pierre à bâtir ...	700 personnes	485.000 tonnes
6 — de grès.....	300 —	15.000 —
6 — de marbre	100 —	1.000 —
15 — de plâtre	300 —	5.0000 —
13 — pierre à chaux	700 —	165.000 —
4 — d'argile	100 —	3.000 —
11 — de cailloux, sable	900 —	148.000 —
4 — de kieselghur	100 —	10.000 —

Enfin, il faut mettre à part les phosphates de chaux occupant en Algérie 3.700 ouvriers, dont 674.000 t., ont été extraites en 1926, (Tunisie 2.657.000 tonnes Maroc, 885.000 tonnes¹).

Presque tous ces produits, excepté les phosphates et le kieselghur exportés, sont employés sur place pour la construction et l'industrie.

La pêche occupe une place spéciale parmi les industries extractives : en Algérie, s'y adonne une flotille de 12.000 bateaux, dont 76 vapeurs, jaugeant 5.300 tonneaux et montée par 5.700 hommes. Il a été pêché 15.000 tonnes de poisson.

1. L'extraction des phosphates est au Maroc un monopole d'Etat.

III. — Industrie de transformation en Algérie. (année 1924).

A) Transformation de produits d'origine agricole fournis par la colonie.

Alimentation. — Minoteries. — La culture des céréales constitue le principal élément de la production agricole en Algérie : en 1925, on a récolté 20 millions de quintaux de blé, orge et avoine.

La minoterie est appelée à prospérer, quand les transports maritimes et terrestres seront assez améliorés pour permettre une exportation abondante et régulière. Il y a 300 usines utilisant 3.000 ouvriers.

Pâtes alimentaires : 54 usines, 700 ouvriers ; production 125.000 quintaux (14.000 exportés).

20 distilleries (vins, marcs, lies, fruits), 35.000 hl. ;
4 brasseries : 200 ouvriers, 110.000 hl. ;

2 confitureries : 1.500 quintaux, alors que 5.000 sont importés. ;

4 usines de conserves de légumes et fruits : 100 ouvriers, 26.000 quintaux ;

Fabriques de tourteaux d'olives.

Industrie chimique. — Tabac : Production 174.000 quintaux, 50 usines le transforment en cigares et cigarettes, 5.000 ouvriers. Exportation pour 14 millions de francs.

15 savonneries : 100 ouvriers, 40.000 quintaux ; développement subordonné à celui de l'olive.

19 usines de distillation de parfums : 400 ouvriers.
Exportation pour 1 million.

Colle (noir animal, poisson, os, nerfs et peau) : pas de production, alors qu'on en importe 50.000 quintaux.

7 usines d'engrais organiques (déchets d'abattoirs et végétaux) : 500 ouvriers, 100.000 quintaux, alors que 20 fois plus sont perdus dans les abattoirs et 166.000 quintaux importés.

6 papeteries : 100 ouvriers, 630 quintaux.

Pâte à papier : 2.000 quintaux alors que 1.020.000 quintaux de fibres d'alfa sont exportés.

Industrie textile. — 100 fabriques de crin végétal (fibres de palmiers nains) : 2.900 ouvriers, 153.000 t.

13 usines de préparation emballage d'alfa : 600 ouvriers.

7 usines de lavage des laines : 100 ouvriers, 3.000 quintaux, alors que l'Algérie en fournit 90.000.

310 fabriques de tapis : 2.600 ouvriers, exportation pour 5 millions.

Cuir et peaux. — 5 tanneries : 1.000 ouvriers, apprêtant 60.000 peaux de bovidés et 360.000 de moutons et chèvres alors que 175.000 et 1.900.000 sont exportées brut.

Chaussures : 11 ateliers, 500 ouvriers.

Travail du bois. — Ebénisterie (cèdre et thuya du pays) : 110 établissements 1.400 ouvriers.

De France viennent 16.000 quintaux de meubles pour 8 millions, vers l'Espagne s'en exportent 7.000 quintaux pour 2 millions.

34 ateliers d'ébauchoirs de pipes : 1.200 ouvriers; 5.000 quintaux exportés.

Fabriques d'objets en liège : a) Préparation : 81 usines travaillent en planches ouvrées, toute la production (400.000 quintaux), 184.000 quintaux exportés valant 18 millions; b) Lièges ouvrés (carrés et flotteurs) : 21.000 quintaux, valant 9 millions; c) Bouchons : 81 usines à 3.600 employés (dont 6 à plus de 100), 22.000 quintaux exportés.

Fabriques de caisses en bois : 25 établissements, 650 ouvriers.

Scieries mécaniques : 84 établissements 800 ouvriers.

B) *Industries de transformation de produits minéraux qui se trouvent dans la colonie.*

Industries chimiques. — 3 usines de superphosphates : 68.000 tonnes, alors que 50.000 sont consommées; on pourrait augmenter la fabrication qui supprime du fret.

Métallurgie. — 10 ateliers de réparation de navires, 200 ouvriers.

7 ateliers de réparation de chemins de fer et tramways, 2.400 ouvriers.

120 ateliers de réparation de machines agricoles et automobiles, 1.200 ouvriers.

Entreprises. — 134 entreprises de travaux publics : 2.500 ouvriers (dont 1.500 indigènes). Dans un pays en pleine évolution économique et industrielle, il n'est pas

surprenant qu'elles occupent une place importante; les entrepreneurs locaux doivent non seulement assurer l'exécution de nombreux et importants travaux pour les particuliers, mais encore participer à la réalisation du vaste programme de travaux publics adopté en 1924 par les assemblées financières algériennes. Il s'agit d'un effort (plus de 400 millions de fr.), répondant aux besoins les plus urgents de la colonie, qui porte sur les voies et moyens de communication (routes, chemins de fer, P. T. T.), colonisation, hydraulique, instruction publique et enseignement technique et professionnel, services forestiers, assistance, etc.

Entreprises d'irrigation : Il y a des syndicats d'irrigation qui bénéficient de subventions; celles effectuées par le service des Ponts et Chaussées, et enfin quelques entreprises privées.

Entreprises de distribution d'électricité : 59 centrales, distribuant en 1925 59 millions kwh.

156 entreprises de bâtiments ayant 1.100 ouvriers.

Travail des pierres et terres au feu. — 16 usines de fabrication de chaux et ciment, ayant 900 ouvriers et produisant 170.000 tonnes (dont 3 à 500 ouvriers produisent 100.000 tonnes); cependant importation de plus de 30.000 fr. (importées de Marseille).

C) *Industrie de transformation d'objets*
que les conditions de transport empêchent d'amener finis

Marbrerie : Le marbre ne peut être amené débité en plaques, mais en blocs, pour éviter le bris dans les navires; 100 ateliers, 400 ouvriers.

Cartonnages : A l'état fini, la place occupée est trop grande et augmenté trop le fret ; 5 ateliers, 100 ouvriers.

Tonnellerie : Les merrains sont importés d'Amérique (13.000 tonnes) ; 85 ateliers, 1.000 ouvriers, 3.000 quintaux futaille ; même observation que pour les cartonnages.

D) *Industrie de transformation de matériaux importés.*

Industrie chimique. — Allumettes : 2 usines (à la même Société), 700 ouvriers ; exportation nette, 4.000 quintaux.

Imprimerie : 100 ateliers, 1.400 ouvriers.

Industrie textile. — Corderie (avec jute des Indes via Marseille) : 16 ateliers, 100 ouvriers, importés 25.000 quintaux.

Confection pour hommes : 4 usines, 400 ouvriers, 54 millions.

Couture : 9 gros ateliers, 600 ouvrières, importation pour 5 millions.

Chapellerie : 1 usine de casquettes, 9 millions importés.

Chaussons (pour Espagnols, espadrilles) : 16 usines, 650 ouvriers.

Métallurgie. — Construction métallique : 6 usines, 500 ouvriers, 2.400 tonnes.

19 fonderies : 450 ouvriers (traitant articles de 1^{re} fusion importés de France).

Construction mécanique : 114 ateliers, 1.000 ouvriers.

E) *Industries exercées surtout par des artisans*

Industrie textile. — Tissage des laines.

Blanchiment, bonnetterie, broderie.

Lingerie.

Sparterie : 835 établissements, 1.300 ouvriers.

Sellerie, harnachement, bourrellerie, broderie sur cuir : 300 ateliers, 500 ouvriers.

Ebénisterie d'art local exploité par de nombreux artisans indigènes; tables et guéridons, étagères, bureaux, bahuts, cadres de glace, coffres, orfèvrerie, mosaïque.

IV. — **La main-d'œuvre.**

La main-d'œuvre en Afrique du Nord comprend trois éléments : l'indigène, l'européenne, la française.

La première est très abondante, puisqu'on compte en Algérie 80 indigènes, et en Tunisie 95 pour 100 habitants, mais elle a tous les défauts des races arabes : culture professionnelle inexistante, faible endurance, nonchalance, peu de goût au travail, dès qu'elle a quelque argent, quittant le travail jusqu'au moment où tout aura été dépensé,

Il subsiste cependant beaucoup d'artisans indigènes, qui travaillent avec le meilleur goût les objets d'art dans les traditions hispano-mauresques, mais cela ne constitue pas une industrie assez importante pour nous arrêter.

La main-d'œuvre européenne (Espagnols, Italiens,

et Maltais) a les plus grandes qualités d'énergie et d'activité, mais il lui manque la culture; le nouveau programme d'enseignement professionnel, prévu en 1924, est appelé à y suppléer.

La main-d'œuvre française, enfin, doit constituer les cadres de l'industrie du pays, puisqu'elle joint aux qualités des autres Européens l'avantage de connaissances techniques en général plus poussées, chez elle se recrutent les ouvriers qualifiés, contremaîtres et ingénieurs, ceux-ci venant surtout de la métropole.

Sous-section II.

Comment doit s'orienter l'industrie nord-africaine.

La rapide esquisse que nous avons faite des ressources de l'Afrique du Nord, et plus particulièrement de l'industrie algérienne, met en évidence plusieurs faits qui doivent servir de base au développement de cette industrie.

Tout d'abord, et c'est le point capital sur lequel nous revenons, l'Afrique du Nord manque de force motrice, bien que ses minerais, particulièrement ceux de fer, soient abondants.

Il faut donc importer du charbon d'Angleterre : pour les industries où la force motrice et la chaleur jouent un faible rôle, l'Afrique du Nord qui en possède les matières premières peut avantageusement lutter avec les autres pays.

Mais pour la grosse métallurgie, il est douteux que

l'absence de combustible n'entrave pas son développement.

Il est certain que la vieille ferraille (10.000 tonnes par an) expédiée en Italie, pourrait très bien être transformée sur place et provoquer l'extension des fonderies et ateliers mécaniques existants.

Mais peut-on installer des hauts-fourneaux et de puissantes usines ? On l'envisage à Alger et à Bône. Alger, grand port de charbonnage, alimenterait facilement, pense-t-on, les usines, transformant dans sa banlieue les minerais en fonte et en acier ; à Bône, l'exportation des phosphates et des minerais bruts fournirait un fret de retour aux vapeurs charbonniers.

Le fret du transport du charbon anglais est très bon marché, évidemment inférieur au coût de transport du minerai (dont moins de la moitié est transformée en métal) d'Algérie dans le pays de fabrication et ensuite de ce pays en Algérie.

L'Afrique du Nord a d'ailleurs besoin de nombreuses machines et instruments dont une partie seulement est actuellement faite sur place : alambics, botteleuses, broyeurs, charrues, défibreuses, défaneurs, distributeurs d'engrais, égreneurs de coton, élévateurs, herSES, houes, meulès, norias, pompes, presses, pulvérisateurs, robinetterie, semoirs, appareils de sondage..., en majorité importés de l'étranger.

Mais d'autres obstacles se présentent : le recrutement de la main-d'œuvre, qui doit être très expérimentée, et qui devrait sans doute être amenée de la métropole ; et surtout la constitution des sociétés exploitant les usines.

En admettant même tous ces obstacles aplanis, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord — car c'est en envisageant les choses de son point de vue que nous-entreprenons cette étude — cette banque donc aurait-elle un rôle important ? Non.

L'industrie extractive des minerais et phosphates est en Algérie presque toute aux mains de 33 Sociétés — ce sont aussi de puissantes sociétés en Tunisie et au Maroc — dans l'administration desquelles n'entrent que quelques éléments du pays : on y trouve surtout des industriels, hommes d'affaires, banquiers français de la métropole, anglais, belges ou hollandais.

L'Afrique du Nord ne compte pas encore un personnel propre de prospecteurs, ingénieurs, banquiers, suffisant pour monter de pareilles entreprises ; les puissantes fortunes sont certes devenues nombreuses, surtout depuis la guerre, mais elles se tournent plus vers la terre que vers les titres mobiliers.

Donc ces sociétés sont constituées surtout avec un personnel et des capitaux métropolitains.

La Banque ne peut jouer d'influence par elle-même, en souscrivant des actions, dans des sociétés aux capitaux se chiffrant par dizaines de millions ; ainsi pour les carrières de phosphate : Compagnie des phosphates de M'Zaïta, 10 millions de fr. ; du Dyr, 5 ; Tunisiens, 30 ; des chemins de fer de Gafsa, 36 ; du Djebel Medila, 29.

Pour les prêts à long terme, chaque société a besoin de trop d'argent pour qu'une banque à faible capital puisse leur en consentir, et elles devront plutôt recourir

à des émissions d'obligations, choisissant de préférence la métropole où se trouve un abondant marché de valeurs.

Pour les grosses industries susceptibles de se créer, il en serait de même; celles-ci ne seraient en somme que des filiales des puissantes sociétés métropolitaines du Nord, de l'Est ou de la Loire; elles seules sont capables de mettre sur pied les hauts-fourneaux nord-africains; et pour les constituer et les entretenir elles n'auraient que faire d'une Banque industrielle de l'Afrique du Nord, excepté cependant pour y entreposer les fonds de roulement.

En Afrique du Nord, une banque industrielle doit, à notre avis, se tourner d'un autre côté.

La statistique nous a montré que, en Algérie, la transformation de matériaux importés était faible : seules réussissent quelques usines d'allumettes (il n'y a pas de monopole), de meubles, de vêtement, de chaussons, etc. Les pays vieux sont évidemment bien mieux adaptés quant à l'outillage et au personnel; il n'y a d'exception que pour les produits dont l'introduction à l'état fini augmenterait trop le prix : tonnellerie, cartonnage.

Par contre, sont très florissantes les industries de transformation des produits agricoles.

Les caractéristiques sont les suivantes : d'abord et surtout, présence sur place des produits à ouvrir; faible force motrice mais main-d'œuvre abondante nécessaire, sans culture professionnelle en général très poussée.

Elles sont surtout exportatrices.

Enfin, pour toutes, les capitaux investis sont assez modestes et la Banque industrielle peut considérablement les aider par des participations et prêts à long et moyen terme.

En somme, une Banque industrielle ne doit pas chercher à couvrir l'Afrique du Nord de compagnies dirigeant des villes d'ouvriers et d'usines, mais, bien plus modestement, elle doit s'efforcer de développer les industries adaptées au pays, en particulier les industries agricoles qui ont encore beaucoup à faire pour transformer les denrées actuellement produites, et qui devront ensuite par leur activité même en susciter le développement : nous verrons que c'est dans cette voie que s'est engagée la Banque industrielle de l'Afrique du Nord.

SECTION II. — LA CREATION DE LA BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD

L'idée de la création d'une Banque industrielle en Afrique du Nord est née avec la guerre : on sentait le besoin de tendre toutes les ressources de la France vers la défense du territoire et on se disait, dans la métropole, que si l'Algérie avait vu son industrie secondée par les efforts du Gouvernement, elle aurait pu mettre à la disposition de l'armée « des canons et des munitions ».

En Algérie, l'esprit était différent : tout le monde était d'accord pour créer une banque soutien de l'in-

dustrie avec le concours de la Banque d'émission, mais quelles industries exactement et dans quelle proportion ? L'Algérie, ignorante de ses propres ressources, se le demandait elle-même.

Une enquête fut décidée par la Banque de l'Algérie en mars 1916, qui chargea les présidents des Chambres de commerce d'Alger, Oran et Constantine, et le président du syndicat commercial algérien, d'établir un programme.

L'enquête proprement dite fut effectuée par M. Laboubée, inspecteur de la Banque de l'Algérie, qui publia en 1917 son rapport¹, et proclamait que « tout est possible », le rapport indiquait d'ailleurs la prédominance très nette des industries — outre les extractions — traitant des produits agricoles ou des matériaux de construction.

La guerre avait d'ailleurs provoqué un essor un peu factice de cette production, en éliminant la concurrence des pays étrangers, de sorte que l'Algérie pouvait fabriquer des objets autrefois importés et en exporter même dans les pays de leur ancienne origine où l'activité était tournée vers les industries militaires.

On vit donc successivement les chambres de commerce algériennes et tunisiennes, puis les délégations financières, demander qu'à l'occasion du renouvellement de son privilège, la Banque de l'Algérie aide à la création d'une banque industrielle.

1. Ce rapport fut le document le plus exact et le plus complet sur l'industrie algérienne, jusqu'à la *Statistique industrielle* publiée par ordre du Gouverneur général en 1926.

La Banque d'émission, toujours prête à favoriser l'Algérie, quand c'est en son pouvoir, seconda ces projets, et par lettre du 11 décembre 1917 au Ministre des Finances elle fixait les grandes lignes de la nouvelle Banque; d'après la lettre de 1917 le capital devait être de 10 millions, divisé en 50.000 actions libérées du quart. Les actionnaires auront un droit de souscription à raison de une action de la Banque industrielle de l'Afrique du Nord pour une de la Banque de l'Algérie.

Lors de la discussion sur le renouvellement du privilège à la Chambre, il fut naturellement question de la Banque industrielle de l'Afrique du Nord, prévue à l'article 8 de la convention : personne n'en rejetait le principe, mais le parti socialiste représenté par MM. Moutet, Barthe et Jean Bon, émit la crainte que ce ne soit une occasion pour la Banque de l'Algérie d'accaparer les grosses affaires industrielles.

« En réalité, je crains qu'il s'agisse surtout de servir les intérêts d'un consortium qui entend monopoliser l'exploitation des entreprises industrielles de l'Algérie. C'est ce monopole que vous concédez : vous lui faites verser 5 millions; elle vous donnerait bien davantage pour obtenir un bénéfice comme celui-là et pour avoir la haute-main sur cette Banque. Quel gage de profits futurs vous lui donnez en lui permettant de s'intéresser à une Banque industrielle¹. »

M. Barthe présenta, à la séance du 10 octobre, un amendement tendant à confier l'organisation de la

1. M. Moutet, séance du 12 septembre 1918.

banque à « un comité de 12 membres, composé en nombre égal de représentants des délégations financières et des chambres de commerce d'Algérie et de Tunisie ». Cet amendement, après entente entre son auteur et le Ministre des Finances (M. Klotz), fut retiré : le Ministre prit en considération le désir de certains députés de ne pas voir les seuls actionnaires de la Banque d'Algérie, actionnaires de la Banque industrielle de l'Afrique du Nord ; il engagea avec la Banque de l'Algérie une correspondance qui donna lieu à la lettre du Directeur général du 14 octobre 1918 communiquée à la Chambre dans sa séance du 17 octobre.

On sait que la convention du 14 décembre 1917, relative au renouvellement du privilège, a été approuvée par la loi du 29 décembre 1918.

Le capital de la Banque Industrielle est donc divisé en actions de 100 fr. libérées d'un quart, sur lesquelles les actionnaires de la Banque d'Algérie ont un droit privilégié et irréductible de souscription à raison de deux actions pour une de la Banque d'Algérie ; en outre le Ministre des Finances peut décider que ce capital de 10 millions sera augmenté dans une proportion de 33 % au maximum : les actions de ce supplément seront de 100 fr. libérées du quart ; elles seront offertes au public sans que les actionnaires de la Banque d'Algérie aient un droit privilégié de souscription, mais elles seront majorées d'une prime de 100 francs.

À la suite de ces ententes, le Conseil d'administration choisit trois de ses membres pour constituer la Commission devant rédiger les statuts de la Banque Indus-

trielle de l'Afrique du Nord. La Commission demanda au Ministre des Finances s'il entendait se prévaloir de la faculté permise par la lettre du 14 octobre 1918. Celui-ci répondit par une lettre du 8 janvier 1919 au Directeur général de la Banque d'Algérie qu'il convenait de fixer le capital de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord à 12.500.000¹, de façon qu'il puisse, pour un cinquième, appartenir à des actionnaires autres que ceux de la Banque d'Algérie. En outre il priait instamment la Banque d'Algérie d'abaisser la prime d'émission des 25.000 actions non privilégiées de 100 fr. à 50 fr., pour qu'elle « corresponde ainsi exactement à l'apport supplémentaire constitué par la contribution définitive que la Banque d'Algérie prélèvera sur ses réserves pour en doter la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord. »

Il est à noter que si le Ministre des Finances tient ainsi compte des 5 millions de subvention, il ne tient pas compte des 5 millions d'avances sans intérêts qui représentent un manque à gagner, pour la Banque d'Algérie, de plusieurs centaines de mille francs (par exemple 300.000 fr. par an pour un taux de 6 %); ainsi finalement les actionnaires de la Banque d'Algérie sont moins favorisés que les autres.

La Banque Industrielle fut donc constituée, en août 1919, avec un capital de 12.500.000 francs divisé en 125.000 actions, 100.000 souscrites par les actionnaires de la Banque d'Algérie à raison de deux nouvelles pour

1. La convention additionnelle du 14 octobre permettait de l'élever jusqu'à 13.333.000 francs.

une ancienne, 25.000 par le public et les actionnaires à titre réductible et avec prime de 50 francs par titres; les actions étaient libérées d'un quart, les trois autres pouvant être appelées par délibération du Conseil d'administration¹.

L'assemblée générale extraordinaire peut diminuer ou augmenter le capital avec versement ou par apport, sans ou avec priorité pour les actionnaires.

Le Conseil peut, de sa propre décision, émettre, quand il le jugera opportun, des obligations pour une somme représentant dix fois le montant cumulé du capital et des réserves de toutes natures, avec toutes garanties qu'il estimera nécessaires.

En compensation des avantages considérables fournis par la Banque d'Algérie à la Banque industrielle pour sa constitution, elle a une part dans l'administration de cet établissement, sans qu'il en soit cependant une filiale².

Elle désigne le tiers des administrateurs et un des censeurs, mais les administrateurs communs aux deux banques ne peuvent se trouver en majorité dans le conseil; elle nomme la moitié des commissaires aux comptes et de leurs suppléants; enfin, son Directeur Général est de droit commissaire du Gouvernement auprès de la Banque Industrielle.

1. Un second quart fut appelé le 16 mai 1925 et versé en octobre de la même année.

2. Cette qualité de non-filiale est très importante, et la Banque de l'Algérie y tient essentiellement, car en cas de mauvaises affaires, la Banque industrielle n'aurait aucun droit à se faire soutenir ou renflouer par la Banque de l'Algérie.

Cf. à ce sujet une interruption de M. Jean Bon à la séance du 17 octobre 1918.

SECTION III. — L'ŒUVRE DE LA BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD.

La Banque Industrielle de l'Afrique du Nord a-t-elle bien mérité de l'Algérie?

Les Algériens espéraient, avec leur Banque, couvrir leur pays de cheminées d'usines, et ils ont été durement déçus lorsque la crise de 1920 est venue, en abaissant les prix de vente des produits manufacturés et agricoles, opérer un resserrement du crédit et une moindre abondance de capitaux.

La direction que l'Algérie avait cru pouvoir prendre pendant la guerre du côté de la grosse métallurgie a dû cesser, et, ramenée à ses vraies forces, elle a dû se contenter de traiter les produits agricoles et de construction.

Les ressources de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord consistent en son capital, dont 1/4 fut primitivement versé et dont un autre le fut en octobre 1925, soit 6.225.000 fr., et 10 millions fournis par la Banque de l'Algérie, savoir 5 millions comme subvention et 5 comme avance sans intérêt jusqu'à 1945.

Avec les ressources relativement faibles dont elle dispose, elle a cependant poursuivi le but pour lequel elle fut fondée, soit en s'intéressant à des affaires industrielles, soit en consentant des prêts de toute durée.

Son portefeuille était :

3.406.000 fr. au bilan du 31 décembre 1920

646.000 fr. — — — — — 1926

Elle s'est intéressée à des affaires assez rares, mais dont on peut présager pour toutes le plus bel avenir, ce sont des sociétés de transformation des produits agricoles et des entreprises ayant pour fin la construction.

Dès 1920, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord souscrivait des titres de la Société Industrielle de l'Afrique du Nord qui traite les sous-produits de la vigne et de l'olivier, et dont le capital a été porté de 2,5 à 6 millions. Cette société primitivement limitée à l'Oranie (Tlemcen, Oran), s'est étendue aux confins de la Tunisie et du Maroc : elle fabrique des grignons, tourteaux, tartres, alcools de lies et marcs, huile de pépin, mais pas d'huile d'olive, sous peine de ne plus recevoir les sous-produits des usiniers auxquels elle ferait concurrence : cette société sera bientôt dans ce genre d'industrie la principale de l'Afrique du Nord.

La Banque a aussi participé, en 1921, au capital de la Société de tabacs résultant de la fusion de la Société Bastos et des établissements Ben-Turqui.

En 1926, elle souscrivait à la constitution de la Société Perez, Coudert et Cie, à Fez, minoterie et fabrique de pâtes alimentaires qui verra certainement, avec l'aide de la Banque, étendre ses affaires.

« L'industrie des matériaux de construction a attiré tout spécialement notre attention dans un pays qui doit tendre à s'affranchir de l'importation de ces produits manufacturés », écrit-il dans le rapport de 1921.

En 1920, elle participait à la Société Oranaise de chaux et ciments (100 ouvriers, 15.000 tonnes); à la

Société d'électricité de Souk-Ahras, à la Société Chaouïa et Maroc, et surtout à la Société des Chaux et Ciments de Rivet-Alger, dont le développement se poursuit avec une certaine prospérité (300 ouvriers, 20.000 tonnes. capital 4 millions de francs).

Prêts à long et moyen terme. — Grâce aux 10 millions fournis gratuitement par la Banque de l'Algérie, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord peut immobiliser assez longtemps une partie de ses ressources. Ces prêts ont une durée d'environ 1 an à 6 ans. Les plus courts sont à proprement parler des crédits de campagne agricole : la Banque en a ouvert d'importants chaque année aux coopératives de tabac, et elle a la faculté de réescompter chaque année pendant 9 mois du papier souscrit par les trois grandes tabacsops, de Bône, de la Kabylie et de la Mitidja à la Banque de l'Algérie.

On peut se demander pourquoi les souscripteurs de crédits de campagne ne s'adressent pas plutôt à la Banque de l'Algérie ou la Compagnie Algérienne dont les taux ne sont pas plus élevés : c'est que dans ces banques le crédit de campagne ne peut être utilisé que 9 mois au maximum, alors qu'il peut rester à la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, 10 ou 11 mois, ou même un an.

Les crédits de plus longue durée sont accordés aux manufacturiers qui ont besoin d'importer de nouvelles machines, d'étendre leur établissement, de réparer leurs bâtiments. La Banque ne leur distribue qu'à bon

escient, en ayant soin de favoriser particulièrement les industries de construction ou de transformation des produits agricoles; « nous avons accordé, comme par le passé, notre concours aux industries suivantes : tapis, lièges, conserves, pêches, minoterie et pâtes alimentaires, engrais, meubles, produits textiles, usines et carrières » (Rapport de 1925), sans compter l'industrie oléicole, la minoterie, l'exploitation forestière, la fabrication du matériel agricole, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie hôtelière.

L'extension de ses affaires a amené la Banque à créer des agences à Tunis (1922), Oran (1926), Casablanca (1924).

Les 10 millions fournis par la Banque de l'Algérie, constitués primitivement en bons de la Défense Nationale, sont passés presque entièrement dans les opérations de prêts ; d'ailleurs la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord ne peut plus avoir de ces Bons de la Défense, car leur durée est passée récemment de trois mois à deux ans, et aucune Banque ne peut immobiliser ses fonds si longtemps.

Les prêts à moyen et long terme sont garantis par la fortune de l'emprunteur, particulier ou établissement (capital, immeubles amortis et réservés); elle se porte caution vis-à-vis du fisc pour certains débiteurs; l'extension du compte « débiteurs par cautions » indique celle des prêts accordés aux distillateurs, vignerons, etc...

1921	.....	2.112.000 fr.
1922	.....	2.163.000 »
1923	.....	1.920.000 »
1924	.....	1.986.000 »
1925	.....	3.403.000 »
1926	.....	12.198.000 »

Pour augmenter le nombre de ses prêts et commandes, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord est autorisée à émettre en bons dix fois son capital social et ses réserves soit actuellement 197 millions; son action serait ainsi fort étendue.

Mais on peut penser que l'intérêt élevé de l'argent doit l'en empêcher actuellement : elle ne trouverait pas preneur à moins de 7 % (l'argent, d'ailleurs, est cher en Afrique du Nord), et la nécessité de rémunérer son capital lui ferait prêter à 8 ou 9 %, taux trop élevé, alors que la Banque d'Algérie, sur laquelle se basent les Banques de l'Afrique du Nord pour fixer leur propre taux, escompte à 6 %.

On a fait deux gros reproches à la Banque : de faire des prêts minimes, donc commerciaux; de penser qu'en Afrique du Nord la prospérité de l'industrie est fonction de celle de l'agriculture¹. Ils ne nous paraissent pas fondés.

En 1920, il a été négocié 5.580 effets pour 35 millions de francs, soit 6.300 francs par effet.

En 1926, il a été négocié 62.150 effets pour 482 millions, soit 7.800 francs par effet.

1. Sur la banque Industrielle, voir la thèse de Saint-Germès. Alger 1926, pp. 99-153, dont nous ne partageons pas toutes les opinions.,

A la vérité la valeur moyenne des effets a plutôt baissé, car le franc a perdu, depuis cette époque, 1,5 fois sa valeur d'achat.

Mais on doit faire remarquer que la plupart de ces effets à court terme (moins de 3 mois), sont souscrits par les clients de la Banque, *emprunteurs en outre à long et moyen terme*, et escomptés à celle-ci.

« Fondée et dotée pour compléter les autres établissements de crédit, la Banque Industrielle, dit-on ne fait que les concurrencer. » Mais non ! Seulement elle fait avec ses clients habituels ou éventuels les mêmes opérations que les autres banques.

Au début de chaque rapport annuel du Conseil d'Administration, on signale le résultat des récoltes et on en déduit l'activité industrielle du pays : on a fait bien des griefs à la Banque de ne pas soutenir « de grosse industrie » ; les Algériens ne se rendent pas compte que ce n'est pas possible actuellement, et qu'en tout cas son aide serait au delà des forces et même en dehors de l'action (sauf pour les fonds de roulement), de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.

Celle-ci, comme nous l'avons déjà signalé, soutient toutes les industries du pays, surtout celles de construction et de transformation des produits agricoles.

Par exemple, elle a soutenu de son aide morale et financière les entreprises de pâte à papier d'alfa qui se sont installées¹. La Banque encourage aussi le plus possible la culture du coton, culture à but industriel.

1. L'alfa est presque entièrement expédié en Angleterre où on le transforme; les grands obstacles pour le traiter sur place sont le manque d'eau et celui de combustible : 300 kg. d'eau douce sont nécessaires pour

Dans l'ordre de la construction, elle soutient non seulement les carrières et usines de chaux et ciment mais aussi les entreprises de barrage (en 1926, Barrage de l'Oued-Fodda près d'Orléansville), destinés à irriguer des dizaines de milliers d'hectares, dans un pays où « 1 de travail et 1 d'eau font 4 d'or. »

La construction est d'ailleurs en Algérie très florissante, car l'Algérien, quand sa fortune croît — ce qui est actuellement le cas pour toute l'Afrique du Nord — la place en immeubles qui ne craignent pas les aléas du change, terre ou maisons qu'il fait bâtir.

A Alger, de 1919 à 1923, 900 immeubles ont été construits; à Constantine 300; à Oran, 2.000; dans toutes les villes algériennes de plus de 4.000 européens, 6.000.

Cela dénote l'activité des entreprises s'occupant de construction.

Outre ses fonctions de commanditaire et de prêteuse, la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord rend aussi service à l'industrie en général en examinant les nouvelles entreprises de tout ordre qui se fondent et qui viennent lui demander son appui. « Elle les oblige à discuter avec ses techniciens leurs combinaisons, à les

obtenir 1 kilo de pâte, de sorte qu'une usine installée à Medjaz (Constantine) en 1906 dut s'arrêter en 1913; en outre il faut 2 k. 6 de charbon pour 1 kilo de pâte, ce qui maintient à l'Angleterre son monopole de fabrication.

La Société des celluloses de l'Afrique du Nord a adopté une nouvelle technique : fabrication des pâtes à portée de la récolte; simplification des détails de fabrication; elle est basée, au point de départ, sur le lessivage en continu avec conservation de chaleur, par l'emploi des lessives concentrées; ce procédé, dont M. Le Châtelier est l'inventeur, fut employé à l'usine d'Aïn-el-Hadjar, (qui a exporté, en 1924, 2.000 quintaux de pâte), située près d'un puits d'eau et de la houillère de Kenadsa, sur les hauts plateaux : mais elle a dû arrêter sa fabrication en 1925.

passer au crible de la critique et à les reviser s'il y a lieu; elle empêche nombre d'entreprises mal conçues de voir le jour¹. » Le refus de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord de prêter, de s'intéresser à une affaire, empêche des capitalistes mal informés d'engager leur argent dans des entreprises sans avenir, et inversement lorsque la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord le fait, cela encourage les capitaux.

Il faut d'ailleurs remarquer que l'Afrique du Nord compte de très puissantes fortunes particulières qui peuvent largement se suffire à elles-mêmes pour édifier et exploiter des entreprises : caves, usines de vinification, huileries, distilleries...

La Banque Industrielle de l'Afrique du Nord a su faire rendre à son capital de 12,5 millions, grâce d'ailleurs aux 10 millions procurés gratuitement par la Banque de l'Algérie, un intérêt convenable, sans être excessif, et ne donnant point lieu aux violents reproches qu'on lui a faits sur ce sujet. Les voici, d'ailleurs, impôts compris :

1. Rapport Ribeyre, p. 76.

ANNÉES	BÉNÉFICES nets	DIVIDENDE par action de 100 fr. (en francs).	POURCENTAGE des revenus des actionnaires de la Banque de l'Algérie (1)	POURCENTAGE des revenus des autres actionnaires (2)
1919	220.000			
1920	621.000	4 »	2 70 %	5 30 %
1921	826.000	5 »	3 45 %	6 70 %
1922	941.000	5 50	4 75 %	7 30 %
1923	1.003.000	6 »	5 » %	8 » %
1924	1.207.000	7 »	5 80 %	9 30 %
1925	1.604.000	9 »	6 35 %	10 10 %
1926	2.324.000	12 »	8 45 %	12 » %

Les réserves, où est comprise l'avance de 5 millions de la Banque d'Algérie, sont passées de 6.252.000 fr. en 1920 à 7.162.000 fr. au 31 décembre 1926.

Il faut noter que les variations de change ont influé sur les divers postes du bilan de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord et ses opérations : ainsi la portion de capital appelé en 1925 est loin de représenter la valeur de celle souscrite en 1919.

Et des prêts à assez long terme (la Banque n'a justement pu faire de prêts de plus de 6 ans à cause des variations du change) faits par la Banque en 1920, 21 ou 22, ont été remboursés récemment en monnaie de

1. Compte tenu des 10 m. d'avance et subvention et du capital versé; il faut d'ailleurs remarquer qu'actuellement, il n'y a presque plus d'actionnaires de la B. A. ayant des actions de B. I. A. N., les transferts de titres ayant monté jusqu'à 100.000 par an.

2. Compte tenu du capital versé et de la soulte.

papier de bien moindre valeur que ceux qui avaient été avancés. Mais, inversement, l'inflation ayant donné un stimulant aux affaires, a permis à la banque de développer son activité.

DEUXIÈME PARTIE

La Banque de l'Algérie et le crédit agricole.

Le crédit agricole rend possible la transformation de la propriété rurale, et l'extension de la production dans le sens et dans la mesure des besoins des marchés; il améliore les conditions économiques et sociales de l'agriculteur, et sert au progrès général du pays.

Aussi les efforts pour l'établir en Algérie ont-ils été aussi intenses que continus, et l'édifice du crédit agricole s'achève seulement sous nos yeux : la banque de l'Algérie y a d'ailleurs largement contribué, et dans la description que nous allons en faire nous verrons le rôle de celle-ci dans le passé et dans le présent.

CHAPITRE PREMIER

Les conditions d'existence et de succès du crédit agricole.

SECTION I

LES CONDITIONS D'EXISTENCE

I. — Instruction générale et professionnelle des habitants

Le rapport entre l'instruction générale et l'instruction professionnelle est, comme on sait, très étroit. Le paysan lettré, intelligent et instruit saisira bien plus facilement la nécessité du crédit, ainsi que toutes autres mesures de nature à faciliter sa tâche, qu'un illettré ne sachant faire un pas au delà de l'endroit où ses pères l'ont laissé.

L'agriculture est un métier dont le succès dépend pour une très large partie des éléments de la nature, que l'agriculteur la plupart du temps ne peut pas éviter. Mais il lui faut tout de même savoir comment rendre l'effet de ces éléments moins dommageable. Il lui faut ensuite, par mille divers moyens agir en vue de l'amélioration de son économie et de l'augmentation

de ses bénéfices. La culture rationnelle de la terre exige des connaissances techniques qu'un agriculteur avisé doit posséder. Il saisira alors l'importance énorme que présente pour son économie le capital et par suite le crédit, car l'emploi des moyens modernes dans l'agriculture et, en général, l'intensification de la production est impossible sans un investissement plus grand de capitaux. Mais pour que l'agriculteur puisse voir du capital ou du crédit l'utilité, correspondant à ses efforts, il faut qu'il sache s'en servir le mieux possible.

On a remarqué dans tous les pays, que la demande du crédit est plus fortement développée dans les régions où la culture est plus avancée et le niveau général de l'instruction des habitants plus élevé. C'est la meilleure preuve quoique indirecte, du rapport intime qui existe entre les capacités professionnelles des intéressés et le crédit agricole. Le défaut d'instruction et l'insuffisance des connaissances de la technique moderne agricole font que l'agriculteur reste attaché aux anciennes méthodes de travail, basées sur la tradition et la routine. Dans ces conditions il ne pense pas aux nouveautés, aux modes plus pratiques et plus rationnels de son labeur, il ne cherche pas à augmenter son capital, ce qui fait que le crédit ne lui est pas nécessaire, sauf dans les années de mauvaises récoltes, de sécheresse, d'inondations, de grêle, etc...

Donc le crédit agricole n'est presque pas possible, ou tout au moins son utilité est douteuse, lorsque ceux qui doivent s'en servir, ne possèdent pas de connaissances techniques et professionnelles suffisantes. De

là on peut conclure qu'il ne suffit pas d'organiser le crédit agricole, si l'on ne s'occupe à la fois et avant même, de procurer aux agriculteurs l'occasion d'apprendre son utilité et son rôle économique. A mesure que le niveau moyen de l'instruction s'élèvera dans une région, et que la production y deviendra plus rationnelle, on ressentira de plus en plus la nécessité du capital, et c'est alors qu'il sera le plus facile de créer les institutions de crédit et de les faire prospérer.

En Algérie, les colons sont particulièrement entrepreneurs et suffisamment instruits : ce ne sont pas les paysans timorés et routiniers de la métropole, mais des hommes actifs qui ont quitté leur pays pour exploiter un sol neuf — cet expatriement est déjà une preuve d'audace pour des Français — et prêts à appliquer les méthodes les plus modernes, si elles peuvent augmenter leurs revenus. Ils ont vite compris les très grands avantages du crédit agricole, surtout depuis que la banque de l'Algérie fit leur éducation au moment de la création des comptoirs d'Escompte, et le reproche qu'on pourrait plutôt leur faire, est qu'ils en sont trop avides.

II. — La structure économique du pays.

Or, il n'est point indifférent pour l'organisation du crédit agricole dans un pays, que la propriété soit grande ou petite et que les rapports entre les proprié-

taires et les fermiers ou métayers soient basés sur les privilèges et prérogatives du droit féodal.

Une organisation efficace du crédit exige donc un attachement à la terre de tous ceux qui prétendent s'en servir, et pour cela il faut qu'ils travaillent tous en leur propre régie.

Les pays dont la constitution économique est caractérisée par l'existence des grandes propriétés, se prêtent moins à cette organisation particulière du crédit agricole, l'organisation coopérative, que l'expérience a reconnue la meilleure. Par contre les pays de petites propriétés libres remplissent entièrement cette condition. Dans les premiers, le capitaliste propriétaire qui généralement ne cultive pas sa terre lui-même, n'a pas besoin de faire appel à ce crédit, organisé principalement pour les cultivateurs qui ne trouvent pas ailleurs des moyens financiers pour leur travail. Lui, au contraire, aura toujours à sa disposition le crédit nécessaire dans les banques ordinaires.

Dans les pays de petite propriété, cependant, rare est le cultivateur qui puisse avoir du crédit dans une banque. Ils sont donc tous sur le même pied, et tous ont un intérêt à s'organiser, à chercher un appui l'un sur l'autre, dans l'entr'aide qui constitue, comme nous l'allons voir, le trait caractéristique essentiel de l'organisation du crédit agricole.

En Algérie, comme partout, on compte de gros et de petits propriétaires, mais presque tous exploitent eux-mêmes, ce qui facilite beaucoup l'existence de crédit agricole; en outre, la colonisation officielle qui procure

à de petits émigrants, des lots de terre gratuitement ou à faible prix, augmente de plus en plus, le nombre des bénéficiaires possibles du crédit agricole.

III. — Les conditions climatiques.

Longtemps l'imagination populaire en France se représentait l'Algérie comme une vaste plaine fiévreuse où le régime des pluies était des plus irréguliers, pays par conséquent impropre de toutes façons à l'agriculture. Le développement et la richesse de notre belle colonie sont venus démontrer combien l'erreur était grossière. Cependant, il faut reconnaître, en effet, que « le climat est sujet à des sécheresses excessives, qui, pouvant d'un coup ruiner les champs, et les vignobles, déciment les troupeaux, ne permettent pas d'espérer ces demi-récoltes dont, entre deux bonnes, vit l'agriculteur européen¹. » Quel découragement pour les colons de voir des récoltes pleines de promesses frappées à mort par une implacable sécheresse ! Que faire contre les éléments ? Ce sont d'épouvantables famines comme en 1867, des disettes de blé dont la population indigène est surtout victime, et la ruine pour un grand nombre de colons. C'est, alors, que le rôle du crédit s'affirme, car on doit venir en aide à ces moments-là aux malheureux agriculteurs désemparés devant l'anéantissement de leurs espérances.

1. Joseph Chailley-Bert, article sur l'agriculture algérienne. *Quinzaine Coloniale*, juillet 1903.

« Le Crédit est un encouragement à la persévérance : il fait luire aux yeux du colon malheureux, l'espoir de temps meilleurs. Un crédit agricole bien organisé permet donc d'atténuer la rigueur de ces calamités publiques.¹⁾ »

L'Algérie n'a donc pas le climat modéré des pays d'Europe, de la France en particulier. Elle ne jouit pas non plus du climat des autres colonies, où l'année se divise en deux saisons bien marquées : la saison sèche et la saison pluvieuse. Elle a encore à ce point de vue une situation tout à fait particulière.

Si, avec la chaleur de son climat, l'Algérie avait des pluies régulières comme celles de l'Europe, ou abondantes comme celle des Tropiques, ce serait un pays vraiment trop privilégié ; malheureusement, il n'en est rien ; la répartition de la pluie est fort irrégulière et elle cause chaque année les plus vives appréhensions à l'agriculture. Dans les années sèches, M. Augustin Bernard a pu dire avec juste raison que certaines contrées sont presque des « steppes² ». Un semblable régime des pluies réduit d'ailleurs considérablement les avantages que la culture pourrait tirer de la richesse du sol.

Nous ne pouvons terminer cet aperçu trop sommaire du climat algérien, sans dire un mot d'un phénomène spécial à ce pays, le siroco, vent d'origine saharienne et d'une influence désastreuse sur les récoltes, qu'il dessèche littéralement. Il n'est pas rare

1. Albier, *op. cit.*, p. 37.

2. Augustin Bernard, De l'organisation du crédit en Algérie (Thèse Paris, 1901).

de voir, à la veille des vendanges, par exemple, la moitié d'une récolte anéantie, desséchée par l'effet du siroco. Ce vent funeste, caractérisé par la température élevée qu'il entraîne, fait généralement irruption soudaine, et son influence s'exerce pendant des périodes de plusieurs jours¹.

En raison de ces désastres subits, imprévus, qui sont inévitables puisqu'ils sont produits par des forces naturelles, le crédit agricole apparaît comme une nécessité impérieuse. Car il ne faut pas oublier, que le colon algérien est sans épargne, autant qu'il est travailleur et hardi. Tous ses gains, quand il en a, sont employés à accroître son cheptel, à faire de nouvelles plantations, à étendre ses défrichements, c'est-à-dire à améliorer sa propriété et à augmenter ainsi non seulement sa fortune, mais la richesse publique.

SECTION II. — LES CONDITIONS DE SUCCÈS

Les conditions du succès du crédit agricole sont dominées par son caractère particulier, par lequel il se différencie des crédits commercial ou industriel, et, en général, du crédit urbain.

Ce caractère particulier du crédit agricole est déterminé, à son tour, par les conditions spéciales de la production agricole. Nous savons, en effet, que le capital placé dans l'entreprise agricole circule très lentement ;

1. Généralement 3 jours, quelquefois 9.

d'autre part, l'agriculture est exposée à des risques que la volonté de l'homme ne suffit pas à éviter. Il en résulte que le capital investi dans l'agriculture est peu lucratif, car le taux de l'intérêt dont il fait bénéficier son propriétaire, est des moindres. Cette circonstance explique la nécessité que le crédit agricole soit réglé par des conditions qui se baseront sur la nature même de l'exploitation agricole, toujours incertaine au point de vue de son résultat.

1° Le crédit agricole, sous quelque forme qu'il apparaisse, soit comme crédit personnel, ou réel, soit comme crédit à court ou à long terme, a pour but le développement et l'amélioration de la production agricole. Pour que ce but soit atteint, le crédit ne doit être *affecté qu'à la production*.

En employant le crédit pour la production seulement, on assure en même temps sa reproductivité : le cultivateur, grâce au crédit, rationnellement utilisé, réalisera un surplus dans sa récolte, lequel lui donnera moyen de payer l'intérêt et de rendre le capital emprunté. Ce surplus dans la production donc est le but direct que chaque agriculteur attend et vise en empruntant. Sans lui le crédit perd sa qualité primordiale, celle d'être l'instrument de la prospérité de l'agriculture. L'emploi improductif du crédit agricole, au contraire, est un danger très sérieux parce que non seulement il ne donne pas de garanties que le prêt accordé sera rendu, mais la plupart du temps pousse l'agriculteur à la ruine.

2° Ce postulat impérieux de la productivité du crédit agricole conditionne comme son corollaire nécessaire,

le *besoin du contrôle* de l'emploi du crédit. Il faut que le créancier, qui est directement intéressé dans les opérations de ce crédit, sache exactement qu'il a été utilisé pour des besoins productifs. C'est son intérêt, mais c'est également celui du débiteur, qui, sa solvabilité et ses qualités une fois fixées, verra son crédit stabilisé et, au besoin, prolongé ou augmenté. Dans le crédit agricole, en général, les qualités morales, l'honnêteté, les capacités, l'intelligence, jouent un rôle prépondérant.

Ce contrôle de l'emploi du crédit est assuré complètement lorsqu'il est donné par l'intermédiaire d'un groupe de personnes, qui répondent tous solidairement pour le débiteur. Dans ce cas, chacun sachant que sa responsabilité peut facilement être engagée, tâchera, par tous les moyens, de se mettre au courant des affaires de son débiteur. Le contrôle devient ainsi efficace sans avoir jamais l'aspect d'une chicane, car le débiteur contrôlé est appelé en retour à contrôler ceux qui le contrôlent. C'est le plus grand avantage que présente l'organisation du crédit agricole provenant de l'initiative privée, celle que nous avons en vue en ce moment.

3° Le Crédit doit être donné par une *institution proche de l'agriculteur*, où il pourra toujours venir, sans avoir à perdre trop de temps. Le mieux est que cette institution se trouve dans la commune même où il vit et où il est connu. De cette façon on rend le contrôle de crédit plus facile et plus efficace.

4° Le capital, placé dans l'entreprise agricole,

n'étant pas aussi lucratif que celui placé dans les autres branches de l'activité économique, le taux de l'intérêt du crédit agricole doit être plus bas que le taux ordinaire, celui que payent les commerçants et les industriels.

Pour que l'institution du crédit agricole puisse s'occuper de ces opérations dans lesdites conditions, elle doit, elle aussi, se procurer le capital nécessaire à bon marché, c'est-à-dire, ne pas payer un intérêt élevé, et ensuite réduire ses frais généraux au strict minimum. Ce capital, elle se le procurera le plus facilement si elle utilise, d'abord, l'épargne des agriculteurs eux-mêmes, qui atteint des fois des sommes très considérables, et qui, la plupart du temps, reste improductive.

La tendance de ces institutions doit être donc de se servir, avant tout, des sommes disponibles de leurs membres. Elles seront ainsi utiles à ceux à qui elles accorderont le crédit, qui n'auront pas à payer un intérêt fort élevé, aussi bien qu'à ceux qui auront de l'épargne à placer, et qui jouiront ainsi d'un intérêt, dont ils étaient privés auparavant.

On voit, par ce qui précède, que la base de l'organisation de ces institutions ou sociétés de crédit agricole, se trouve dans l'initiative privée. Mais, comme le crédit agricole a une signification plus large, car il intéresse toutes les classes de la société et non seulement les agriculteurs, il est tout à fait naturel que l'Etat intervienne dans son organisation, en lui prêtant son appui. C'est ainsi d'ailleurs que la plupart des Etats ont pro-

cédé. En France, l'Etat a mis à la disposition de l'organisme créé pour la distribution du crédit des moyens très puissants¹; en Allemagne aussi bien que sous une autre forme², en Algérie également.

5° Les *formalités* pour l'obtention et le paiement du crédit doivent être *simplifiées* au maximum. L'agriculteur n'a pas l'habitude des opérations de crédit. Il lui est difficile d'observer avec exactitude les formes usitées dans les établissements bancaires ordinaires. C'est une des raisons, et non des moins importantes, qui rend les banques, s'occupant du crédit urbain, tout à fait inaptes pour les opérations avec les gens de la campagne. Les formalités compliquées déplaisent aux agriculteurs, et nombreux sont ceux, qui, ennuyés par une foule de feuilles à signer, empruntent de préférence à des particuliers, qui leur font payer le plus souvent un intérêt plus élevé, mais à qui ils n'auront à donner qu'une seule signature, fût-ce même en blanc. L'éducation professionnelle de l'agriculteur doit faire ici son œuvre en l'habilitant à ces opérations.

6° Les *échéances* pour le paiement de la dette agricole ne peuvent être aussi courtes que dans les transactions économiques ordinaires.

Le terme de 3 mois usité dans le commerce et dans l'industrie ne peut être appliqué à l'agriculture. Les

1. La dotation globale au crédit agricole (avance permanente de 40 millions de francs et les sommes annuelles affectées au crédit par la Banque de France, plus l'avance à l'Office du crédit agricole, votée par la loi du 5 août 1920) a été évalué à la fin de l'année 1922 à une somme de 488.034.000 fr.

2. En 1920 la part de l'Etat dans le capital de la caisse centrale coopérative de la Prusse a été de 125 millions de marks-or.

résultats du travail agricole apparaissent à peine après plusieurs mois, parfois même après plusieurs années. Il faut que le capital emprunté et placé dans l'entreprise agricole ait fructifié et que la récolte soit convertie en monnaie. Alors à peine, le débiteur est en mesure de rendre sa dette. Les échéances doivent tomber dans la même période, même lorsque la dette est à long terme. Le paiement de la dette par annuités, en général est de très grand intérêt pour les emprunts de cette nature. En amortissant sa dette petit à petit, chaque année pour une partie, l'agriculteur diminue à la fois le principal de sa dette et la somme de l'intérêt. Sa situation serait bien plus lourde s'il était obligé de s'acquitter d'un seul coup du montant intégral de son obligation. Alors il devrait garder l'argent, qui ne lui rapporterait rien — le danger serait aussi de le dépenser — tandis qu'il continuerait à payer l'intérêt pour toute la somme due jusqu'à l'acquittement définitif. En s'acquittant par annuités, au contraire, il profite à la fois de l'épargne et de la prévoyance.

CHAPITRE II

L'essai du crédit agricole de la Banque de l'Algérie (1880-1885-1900)

Avant 1880, le crédit agricole était peu nécessaire en Algérie. La colonie ne vivait que de l'exportation de produits naturels assez restreints : laines, céréales et bestiaux.

Mais, vers cette époque, elle eut à subir la concurrence étrangère sur le marché métropolitain ; en outre la crise phylloxérique de France (commencée en 1878) provoqua en Algérie un afflux de cultivateurs qui espéraient trouver sur une terre neuve plus de ressources que dans leurs champs ravagés.

Mais, vigneron, ils plantèrent de la vigne, entraînant les autres Algériens que la culture des céréales ou l'élevage décourageaient par les maigres profits, et tentés par les hauts bénéfices que la vente du vin en France pouvait procurer ; celle-ci dépensait 150 millions par an d'achats de vin à l'Espagne et à l'Italie ; le sol et le climat algériens étant particulièrement propices à la culture de la vigne, les vignobles algériens

pouvaient donner les plus légitimes espérances, qui se sont d'ailleurs réalisées¹.

Les agriculteurs furent alors obligés non seulement d'exporter, mais d'acheter des engrais et un matériel de culture coûteux, et la vigne ne rapportant qu'au bout d'au moins trois ans, il faut des crédits assez importants, en attendant de vendre la récolte.

La banque de l'Algérie, au moment du renouvellement de son privilège, en 1880, jusqu'au 31 décembre 1897, s'était engagée tacitement à aider l'agriculture. M. Brice, rapporteur à la Chambre, M. Lucet, rapporteur au Sénat le faisaient entendre : « La Banque de l'Algérie a pour mission de favoriser l'essor de la colonisation dans une mesure aussi large que le permettra la sécurité de ses opérations d'escompte », et ce dernier reproduisait l'engagement du Directeur, au nom de son Conseil d'Administration « de seconder l'agriculture et la colonisation dans la plus large mesure ».

Il y avait en outre à cela deux autres raisons :

D'abord le capital de la Banque venait d'être doublé, porté de 10 à 20 millions ; pour ne pas faire baisser les dividendes des actions, et par conséquent leur cours, il fallait évidemment doubler le chiffre d'affaires, augmenter la clientèle et en particulier, accepter le papier agricole.

Ensuite, les banques concurrentes s'établissaient qui devaient rendre évidemment la banque de l'Algérie moins sévère sur le choix de ses escomptes :

1. L'Algérie produit actuellement environ 10 millions d'hectolitres de vin ; 1/7 de la production française, 1/17 de la production mondiale.

La Cie Algérienne, installée en 1877, primitivement établie pour mettre surtout en valeur une concession de 100.000 ha, la liquida pour se lancer exclusivement dans les opérations de banque proprement dites;

Le Crédit Foncier d'Algérie, créé en 1880 : il fait soit des prêts hypothécaires avec les fonds avancés par le Crédit Foncier de France, et en observant alors les règles statutaires de celui-ci; soit des prêts hypothécaires avec ses propres fonds, mais insignifiants, ses ressources provenant surtout de dépôts à vue ou à court terme; soit, avec ces dépôts, des prêts à court terme (de moins d'un an).

La Banque de l'Algérie fut donc ainsi amenée à faire des avances considérables à l'agriculture. Ce fut l'époque où régna, suivant une expression algérienne, « la folie de la vigne. » Tout le monde se mit à planter; on planta à outrance. La plaine de Mitidja, la région de Médéah, les coteaux fertiles du Sahel furent bientôt recouverts de ceps de vigne. Quant aux capitaux que nécessitaient ces travaux agricoles, ces installations et achats coûteux de matériel vinaire, ces constructions de chais et de cuves, c'est pour la plus grande partie la banque de l'Algérie qui les fournit. Etant donné le gros rendement de la vigne et la richesse qui allait en résulter pour la colonie, qui voyait s'ouvrir devant elle un avenir des plus brillants, ne devait-elle pas en effet favoriser de tous ses efforts cet engouement du colon pour la vigne?

Quels moyens allait employer la Banque pour assurer

le Crédit agricole? Elle employa deux procédés. Elle fit crédit aux colons, soit directement sur billets à 5 % à 90 jours renouvelables, soit indirectement par l'intermédiaire des Comptoirs d'Escompte.

Nous allons étudier le premier de ces procédés et nous nous occuperons du second à propos des comptoirs d'escompte.

*
* *

La Banque prêta donc directement aux agriculteurs, sous forme de crédit de campagne.

Ces crédits de campagne avaient lieu pour les récoltes de céréales, l'élevage des bestiaux et la culture de la vigne. Les premiers sont faits pour des dépenses qui devant être remboursés intégralement par la vente de la récolte, durent 9 mois; les seconds ont lieu pour les mois d'engrais du bétail; ils durent alors deux ou trois saisons, ou pour celui de la constitution d'un cheptel et ils s'étendent sur 4 ou 5 ans.

Quant à la vigne — et c'est elle qui donnera lieu aux plus nombreux crédits — ils sont faits pour la durée de sa constitution, et sont alors de 3 à 5 ans, ou le temps d'une récolte, comme pour les céréales.

L'opération était régulière tant que le crédit était bien remboursé à l'échéance. Aussi le portefeuille de la Banque s'élevait rapidement, les bénéfices augmentaient, les dividendes également. Le chiffre des escomptes était, en :

1878-1879, de	265.431.242
1879-1880, de	351.062.884
1880-1881, de	485.044.725

1881-1882, de	515.730.936
1882-1883, de	475.909.147
1883-1884, de	484.780.778
1884-1885, de	526.393.457

C'est à la fin de l'exercice 1884-1885, que fut atteint le chiffre des escomptes le plus élevé. « Malheureusement, on avait voulu faire trop grand et trop vite, et les déceptions suivirent les enthousiasmes irréflechis ».

La Banque se laissa donc entraîner, et pour encourager ces plantations de vignobles, elle viola d'une façon absolue ses statuts. Accordant toujours de nouveaux crédits de campagne et renouvelant sans cesse les précédents, elle consentit de la sorte des crédits, qui, au lieu d'être remboursés, avaient duré plusieurs campagnes. Ce fut là sa faute et sa grande imprudence, d'avoir ainsi ouvert aux agriculteurs des crédits dont la nature les faisait ressembler à ceux que se réserve le Crédit Foncier.

A la vérité, la banque n'a jamais fait de prêts sur immeubles, proprement dits, comme le Crédit Foncier. Elle a été parfois obligée de devenir propriétaire, pour se couvrir, mais son domaine a été constitué à son insu; elle prêtait sur billet à 5 %, à 90 jours, renouvelable.

En 1885, le prix des vins tombait, le phylloxéra commençait à faire des ravages dans certaines régions, et les dernières récoltes avaient été très médiocres. Un

1. Albier, op. cit., p. 118.

malaise se manifesta dans la colonie. Les opérations d'avances aux colons ayant reçu un développement excessif, grand nombre de ceux qui avaient emprunté ne purent amortir dans les délais voulus, ni même verser l'intérêt des sommes qu'ils devaient. Beaucoup avaient épuisé les crédits qu'ils avaient sollicités, avant d'avoir atteint le but qu'ils espéraient. La Banque s'était trompée elle aussi, dans ses prévisions. Elle avait cru que les bénéfices que les colons devaient retirer de leur vignoble, seraient promptement réalisés et suffiraient à rembourser leur dette et au delà dans un très bref délai.

Ella allait supporter les conséquences de son imprudence, de son calcul erroné. Alors, aux encouragements, aux faveurs et aux facilités accordées par la Banque de l'Algérie aux agriculteurs succéda une politique de défiance, de resserrement et d'exécution.

La Banque avait attiré sur elle l'attention du Gouvernement en grossissant au delà des limites fixées par ses statuts, sa circulation fiduciaire. Elle avait dû avoir recours à ce procédé, pour pouvoir renouveler les crédits non remboursés à l'échéance. Cela constituait une irrégularité trop grave pour que le gouvernement ne s'en émût pas. Aussi M. Chevalier fut-il remplacé le 26 octobre 1886, à la tête de la Banque de l'Algérie par M. Nelson Chiérico et ce fut le signal d'une réaction. « Le portefeuille tomba de 89 à 74 millions. Le compte du Trésor, créancier de la Banque depuis longtemps, passa de 24 à 12 millions et celui de la Banque de France, qui est la contre-partie des

envois de numéraire faits par celle-ci en Algérie, et qui se montaient en 1886 à 6 millions fut soldée. Enfin la circulation des billets à 69 millions et l'encaisse à 22 millions restaient à peu près stationnaires¹. »

Pour arriver à ce résultat, la Banque dut procéder à de nombreuses expropriations. Après avoir prêté « des sommes considérables pour la création de vignobles, elle dut souvent, pour rentrer dans ses avances, se substituer à ses emprunteurs devenus insolvable en rachetant les propriétés. » C'est ainsi qu'est constitué le Domaine de la Banque de l'Algérie, domaine foncier dont l'importance fut appréciée en 1898 à environ 10 millions².

On a beaucoup reproché à la Banque ces exécutions sans merci à l'égard de certains débiteurs, et on l'accusa d'avoir sciemment poursuivi par des manœuvres savantes, « l'expropriation raisonnée du territoire algérien à son profit³. »

D'ailleurs, parmi les débiteurs, de la Banque, tous ne furent pas expropriés par elle. Beaucoup ayant épuisé leurs ressources avant d'avoir atteint le but qu'ils espéraient, comprirent que même avec le secours de la Banque, ils ne pourraient éviter le désastre qui les menaçait. Ceux-ci, nous dit M. Pareux, « ont cédé amiablement et volontairement leurs biens à la Banque de l'Algérie, qui préféra de son côté accepter cette cession, plutôt que de poursuivre l'expropriation de débiteurs

1. Franconie, *La transformation des Banques coloniales et de la Banque de l'Algérie*.

2. Cf. Rapport Le Moigne, Chambre des Députés, 1899.

3. Henri Garrot, *La Banque de l'Algérie*.

malheureux, mais pour la majeure partie dignes d'intérêt. »

La nouvelle attitude de la Banque eut pour conséquence immédiate de provoquer une crise immobilière en Algérie.

Les Algériens furent unanimes à en rendre responsable la Banque, les uns parce qu'elle avait fait imprudemment des avances considérables, les autres parce que ses guichets étaient désormais fermés aux agriculteurs.

De 1886 à 1892, l'épuration du portefeuille avait continué, les expropriations aussi, de sorte que les débiteurs dépossédés attaquèrent violemment l'Administration de la Banque¹, qui dut se défendre.

Le 14 juin 1892, la question fut portée à la tribune de la Chambre des Députés par M. Goirand qui fit une interpellation sur « Les Bilans de la Banque de l'Algérie ». Ce fut une critique sévère de la gestion et des opérations de la Banque depuis 1881, et une attaque violente contre son Conseil d'Administration. M. Rouvier, ministre des Finances, répondit à chacun des griefs articulés par l'interpellateur en montrant que la situation s'était déjà améliorée et que « les bilans allaient être modifiés et feraient apparaître les réformes qui étaient commencées depuis longtemps². » La Chambre « prenant acte des déclarations du ministre en ce qui concerne les modifications à apporter au bilan », passa à l'ordre du jour³.

1. Voir Garrot, *La Banque de l'Algérie*.

2. Discours Rouvier. Interp. Goirand et Laur, 14 juin 1892.

3. *Journal officiel*, 15 juin 1892.

La même année, la Banque dût reconnaître, à l'assemblée générale, que le montant des créances sorties du portefeuille depuis 1887, resté impayé et figurant dans les « Comptes extérieurs » (cette rubrique désignait aussi le Domaine de la Banque) s'élevait à la somme respectable de 22.500.000 fr.

Des mesures furent prises pour amortir ces mauvaises créances : on créa un compte « Domaine » représentant la valeur réelle des propriétés cédées et estimées au plus bas prix, soit 8 millions.

La somme restant, soit 14 millions, fut compensée par moitié avec les réserves, l'autre étant portée à un « compte de liquidation¹. »

Mais la liquidation de 7 millions d'engagements, sur lesquels guère de rentrées n'étaient à prévoir, la gestion d'un Domaine considérable avaient rendu la situation tellement grave que le « gouvernement avait envisagé la liquidation de la Banque » et non son relèvement. Le Ministre des Finances, en 1890 (M. Cochery) envoya en Algérie M. Marc Lafont, Inspecteur des Finances, pour la *préparer*. Pour ne pas étonner le public, on avait couvert M. Lafont du titre de sous-directeur, mais en réalité, il était parti, non pour la gérer, mais pour indiquer au Gouvernement les meilleurs procédés à employer pour la liquider.

Après une étude de quelques mois, M. Lafont aboutit à la conviction que la Banque pouvait être renflouée : il fit part de cette opinion à M. Cochery, M. Nelson

1. Franconie, *La transformation des banques coloniales*.

Chiérico fut nommé percepteur à Paris, et son renvoi fut dû à sa politique trop conciliante de l'avis du Gouvernement — quoi qu'en ait dit M. Garrot — avec les débiteurs non libérés¹. On le remplaça par M. Rihouet (16 mars 1897), Conseiller-Maitre honoraire à la Cour des Comptes, sans compétence bancaire spéciale, mais dont le titre était tout un programme : le Gouvernement manifestait ainsi que la Banque Algérienne avait plutôt besoin d'un *Contrôleur* que d'un homme d'affaires. M. Lafont continua son travail, et en 1898 proposa au Ministre de restaurer la Banque; il devint alors Directeur (18 mai 1898) à la place de M. Rihouet.

Cependant, une première loi du 18 juillet 1897 prorogeait le privilège provisoirement, pour deux ans, jusqu'au 31 octobre 1899; elle fut d'ailleurs vivement combattue par M. Viviani qui demandait la nomination d'une commission d'enquête.

Une seconde loi, en juin 1899, recula encore d'une année l'échéance du privilège au lieu de deux, comme le demandait le rapporteur M. Lemoigne. « Le Gouvernement, disait le Ministre des Finances, entend marquer très nettement sa volonté de faire aboutir dans l'année un projet de loi réglant définitivement la question². »

Le Gouvernement prenait, par conséquent, l'engagement d'apporter à très bref délai des propositions définitives, de mettre un terme à cette situation provisoire avant le 31 octobre 1900.

1. Cette disgrâce successive des deux directeurs du temps du crédit agricole de la Banque, sera une raison d'intérêt direct pour que les directeurs suivants se délient du Crédit agricole.

2. Cf. Franconie et Jaïs, *La Banque de l'Algérie et le Crédit agricole*. (Thèse Paris 1902)

Cette prorogation d'une année, le Gouvernement la jugeait nécessaire pour que la Banque fût entièrement dégagée des embarras causés par les anciens errements. « Le Gouvernement estimait que le privilège ne pouvait être accordé qu'à un établissement dont la situation était absolument saine et liquide¹. »

La principale difficulté venait du Domaine. Il fallait le supprimer tout en sauvegardant l'intérêt de la Banque. Voici le procédé ingénieux que l'on imagina. Une Société se forma entre les actionnaires de la Banque, au capital de 5 millions et prit le nom de « Société Domaniale Algérienne ». La « Domaniale » racheta le Domaine possédé par la Banque de l'Algérie, pour la somme de 8 millions. Il était pourvu au paiement du prix, tant au moyen des versements des actionnaires qu'au moyen d'un emprunt de 3 millions. Les termes du paiement avaient été échelonnés jusqu'au 31 décembre 1902.

« Dans ces conditions, écrit M. Cuniac, l'encaissement du prix du Domaine pouvait être considéré comme pleinement garanti. »

A la vérité, en 1902, la société déposait son bilan.

La Banque avait d'ailleurs complètement apuré sa situation au moment du vote de la loi de 1900 : ses réserves s'élevaient à 19.462.000 fr. au bilan du 31 octobre 1899; elles étaient réduites à 53.000 fr. le 31 octobre 1900. En somme l'expérience du crédit agricole avait coûté de nombreuses ruines aux Algériens et 20 millions à la Banque.

1. Jais, op. cit. p. 15.

*
* *

Nous avons vu que la Banque prêtait aussi, indirectement, par l'intermédiaire des comptoirs d'escompte.

Ce sont des Sociétés anonymes par actions, administrées par un conseil choisi parmi les actionnaires et de rayon d'action limité; le nombre des actionnaires varie de 60 à 300, le capital de 100.000 à 1.000.000 de fr. en moyenne 300.000 dont une partie est versée.

Le crédit agricole n'était pas leur but exclusif, ce qui leur assurait ainsi une grande liberté d'actions; mais fondées en général, par des agriculteurs, ce fut surtout sur lui que se portèrent leurs efforts.

Le comptoir endossait le papier qui lui était présenté, et le faisait ensuite réescompter par la Banque de l'Algérie; il procurait ainsi la seconde signature exigée par la Banque, garantissant auprès d'elle les clients qu'elle ne connaissait pas. La Banque de l'Algérie réescomptait à 5 %, le comptoir prélevait une Commission de 2 à 3 %, ce qui mettait l'argent à 7 ou 8 %.

Le plus ancien des comptoirs est celui de St-Denis-du Sig, fondé en 1871; en 1871-1880, il s'en fonda 9; 1880-1886, 13; 1886-1892, 10; en 1897, celui de Sétif.

La Banque envoya des agents dans les principaux centres, pour exposer aux colons la théorie du crédit mutuel et les avantages que procurait la création des comptoirs.

Les comptoirs pratiquèrent pour les crédits de campagne, le même système que la Banque; ils prêtèrent pour récoltes, construction de caves et chais, même achats de terrains.

Aussi, en 1886, lors de la crise, la Banque de l'Algérie resserrant son crédit fut obligée de restreindre l'aide qu'elle apportait aux Comptoirs.

Leurs renouvellements n'étant plus acceptés par la banque, ils furent contraints comme elle d'exécuter des débiteurs.

A partir de cette époque les Comptoirs perdirent leur liberté, et la banque dirigeait la liquidation des affaires contentieuses¹.

Le revirement de l'attitude des Comptoirs, lié à celui de la banque, provoqua parmi les colons les plus grands mécontentements.

Mais les comptoirs avaient commis bien des fautes, il faut le reconnaître : outre les prêts à long terme, qui furent leur principale, ils étaient mal administrés; des administrateurs se servaient de leur situation pour présenter à l'escompte de nombreux effets des établissements qu'ils dirigeaient. « Un jour, on s'aperçoit que sept administrateurs du comptoir de Philippeville ont à la Banque d'Algérie une dette de un million. Plus tard des débats engagés devant le tribunal d'Alger, feront connaître qu'un négociant de Philippeville, s'est fait souscrire pour 400.000 fr. de billets par son caissier — un employé à 200 fr. par mois — et que la Banque a escompté ces billets présentés par le comptoir². » La politique jouait aussi souvent un rôle, des comptoirs étant aux mains d'un parti et accueillant avec bienveillance, seulement les amis de leurs protecteurs influents.

1. V. Mémoire en défense du Comptoir d'escompte de Guelma contre la Banque algérienne.

2. Vignon, *La France en Algérie*. Cf. aussi l'interpellation à la Chambre, du 14 juin 1892.

Leurs frais généraux étaient artificiellement majoré pour ne pas constituer de réserves, et leurs dividendes considérables.

Cependant, on ne doit pas adresser aux Comptoirs que des critiques : « Partout où ils se sont créés, on a vu subitement diminuer le prix de l'argent. Ils se sont substitués aux usuriers, qui pressuraient les colons et indigènes escomptant à des taux variant entre 48 et 60 %¹. D'autre part, les comptoirs ont été une première expérience de la mutualité, qui devait rendre plus facile toute tentative ultérieure.

Enfin ils ont aidé, avec la Banque, à la constitution de 25.000 hectares de vignobles et d'un outillage vinicole considérable.

Les comptoirs, dont l'activité était si brillante, en 1885, sont sortis fort amoindris de la crise; entre 1892 et 1898, 4 ont dû entrer en liquidation. Sur 24 subsistant alors, 13 en 1900 et 10 en 1902, ont distribués à leurs actionnaires un dividende de 4 à 7 %.

La Banque de l'Algérie, à la suite des engagements qu'elle prit en 1900, au renouvellement de son privilège, dut modifier complètement ses relations avec les comptoirs. Ceux-ci ont dû rechercher auprès d'autres sociétés financières l'appui qui leur était nécessaire. Ceux dont la situation était précaire, les immobilisations nombreuses, ont été appelés à disparaître. La Cie Algérienne ou le Crédit Foncier d'Algérie-Tunisie, quand ils voulaient établir une succursale dans une commune

1. Jaïs, *op. cit* p. 89.

possédant un de ces comptoirs, et grâce aux pressions, qu'ils pouvaient exercer par le papier de ces comptoirs qu'ils avaient en portefeuille, s'entendaient avec leur administration pour se charger du passif et rembourser l'actif à bon compte : bref, ils étaient absorbés.

Les 12 comptoirs qui subsistent maintenant sont bien vivaces, ils font des opérations d'escompte semblables à celles des autres établissements, ne se risquant plus au crédit agricole à plusieurs années, en un mot, ce sont de petites banques.

Ils réescomptent à la Banque de l'Algérie leur portefeuille dans les mêmes conditions que leurs concurrents.

Ces comptoirs sont ceux de :

Affreville, l'Arba, Grande Kabylie, Médéa, Marengo, Guelma, Batna, Rélizane, Aïn-Temoutchent, Lourmel, Mascara, Sidi-bel-Abbès.

Le total de leurs engagements à la Banque de l'Algérie s'est élevé en 1926, au minimum à 13.391.000 fr. et au maximum à 34.501.000 fr.

CHAPITRE III

Le crédit agricole mutuel (1900-1925)

SECTION I.—HISTORIQUE DE LA CREATION¹

Sous-section I. — Projet de création d'une banque centrale

Nil novi sub sole... Il est curieux de constater qu'à 25 ans de distance le même projet de banque centrale discuté avec tant d'ardeur en 1900, ait reparu récemment, donnant lieu à des controverses encore plus vives.

A) *Projets.*

Quels étaient les partisans de ce système?

Au premier congrès des agriculteurs d'Algérie, en décembre 1897, ce fut ce système de Banque centrale qui prévalut.

1. L'historique de la création du Crédit agricole mutuel est largement traité dans les thèses de MM. Cuniac (Paris, 1903), Jaïs (Paris, 1902), Albier (Paris, 1901), Philippar (Paris 1900).

M. Arthus présenta au Congrès un rapport au nom de la Commission, chargée au mois de février 1897 par la Société d'Agriculture d'Alger, du soin d'élaborer un projet d'organisation de crédit agricole. Ce rapport était divisé en trois parties distinctes :

1^o Convient-il d'organiser le crédit agricole sur de nouvelles bases ; que doit-on entendre par l'expression : Crédit agricole ?

2^o Voies et moyens à employer pour arriver à un organisation méthodique.

3^o Législation à intervenir.

Dans la première partie, M. Arthus montre l'élévation trop grande pour les agriculteurs du taux de l'intérêt (toujours payé d'avance et, par suite, d'autant plus lourd). « Ce taux, dit-il, varie pour les comptoirs d'escompte de 7 à 12 %; pour le crédit foncier, de 6 à 7 %; pour les privilégiés qui ont directement accès à la banque de l'Algérie, il est officiellement fixé à 5 % ».

Envisageant ensuite la situation de la propriété rurale et l'état de l'agriculture algérienne, il arrivait à cette conclusion, qu'il fallait « non pas créer le crédit agricole, mais le réformer, et lui donner plus d'extension qu'il n'en a eue jusqu'à ce jour, en faire un instrument de prospérité et non de ruine ».

M. Arthus recherche ensuite à quelles catégories d'opérations devra s'appliquer ce crédit. Il en distingue trois : long, moyen et court terme.

Les opérations des deux premières catégories qui ont pour objet la construction des bâtiments, les planta-

tions, la constitution du cheptel, etc... nécessitent l'intervention du Crédit Foncier d'Algérie et des prêts à plus ou moins long terme. A ce propos M. Arthus réclame la création d'un Etablissement Foncier spécial en Algérie. La durée du privilège du Crédit Foncier de France étant expirée, il demandait l'abrogation du décret qui a étendu son privilège à la colonie, « attendu que les services rendus par cet établissement, disait-il, ont été nuls. »

Les opérations de la troisième catégorie ont trait aux semences, engrais, matières premières ou préparées indispensables aux cultures; au paiement des ouvriers pour les labours, les moissons, les vendanges, etc... C'est-à-dire, celles qui doivent être faites et terminées dans un délai maximum de dix-huit mois, tant en dépenses qu'en recettes¹. »

Celles-ci ne nécessitent que des prêts à court terme et sont l'objet du crédit agricole proprement dit.

Dans la seconde partie, le rapporteur indique le mode d'organisation, que la Commission a jugé le meilleur et le plus avantageux pour la Colonie.

La Commission avait examiné successivement trois projets. Le premier consistait à créer une Société Financière, dont le capital était souscrit par des actionnaires. Le deuxième préconisait, comme base du crédit, la mutualité et la solidarité entre les emprunteurs. Quant à la troisième proposition, elle conseillait d'at-

1. Arthus, *Rapport sur la création du Crédit agricole en Algérie*. Procès-verbal des séances et délibérations du 1^{er} Congrès des agriculteurs d'Algérie, p. 133.

tendre le vote de la loi sur le crédit agricole, dont le projet devait être soumis aux chambres.

La commission avait écarté ces différentes propositions pour les raisons suivantes :

1° L'institution du crédit agricole ne doit pas être une œuvre de spéculation, sous peine d'un échec certain. Une société par actions doit par conséquent être absolument bannie.

2° L'Algérie est un pays neuf où l'épargne n'a pu encore se constituer. Or quel crédit peut-on baser sur une mutualité qui n'a pas d'épargne?

3° Quant à la promulgation de la loi qui sera votée pour la métropole, on ne peut prévoir quand elle aura lieu, et telle mesure qui est bonne en France ne l'est pas dans la colonie.

Après avoir rejeté ces différentes solutions, la Commission estimait que « tout en n'en faisant pas à proprement parler une institution d'Etat, le crédit agricole, pour rendre les services que l'on est en droit d'en attendre en Algérie, devait être encouragé et garanti par lui dans une certaine mesure. »

Cette opinion était celle du parlement, puisqu'une redevance avait été imposée à la Banque de France, pour la création de ce même crédit agricole dans la métropole. « En conséquence, ajoutait le rapporteur, la Commission demande que l'Etat consacre à la création du Crédit agricole, en Algérie, tout ou partie des redevances pécuniaires qu'il imposera à la Banque d'émission en Algérie, soit que la Banque actuelle obtienne le renouvellement de son privilège, soit que

ce privilège soit concédé à toute autre Société financière. »

Enfin, dans la troisième partie de ce rapport, M. Arthus examinait comment serait organisé le crédit agricole. « Devait-il y avoir une seule institution embrassant dans ses dépendances toute l'Algérie? ou bien une société par département, par canton, par commune? Le rapport concluait à la création d'une institution unique, et cela pour deux raisons :

1° Les risques, étant répartis sur un plus grand nombre de prêts, seraient moins étendus.

2° Une banque unique, dès lors importante, se procurerait les capitaux avec plus de facilité que de petits établissements disséminés un peu partout.

Toutefois, la centralisation ne devait pas être la conséquence de cette création; tout au contraire, il fallait, disait M. Arthus pratiquer la plus grande décentralisation possible. L'établissement proposé par la commission devait comprendre une direction centrale, des succursales et des Agences. » En tout état de cause, ajoutait le rapporteur, il serait indispensable que, dans chaque commune, ou tout au moins dans chaque canton (administratif ou judiciaire) soit créé un syndicat agricole, organisé conformément à la loi du 21 mars 1884. Ces syndicats seraient de précieux auxiliaires pour la Banque de Crédit agricole. Elle aurait, grâce à leur intermédiaire, tous les indications et renseignements désirables sur la valeur des emprunteurs. La Commission était même d'avis, qu'il faudrait limiter aux membres des syndicats, la faculté d'em-

prunter, afin de stimuler les créations de syndicats agricoles. « Le Syndicat agricole, concluait M. Arthus, sera le commencement de la solidarité morale, en attendant que puisse venir la mutualité matérielle. »

Enfin, le rapport se terminait par un projet de Banque centrale agricole, ayant son siège à Alger et dont le capital serait fourni par l'Etat¹. D'après l'article 8, de ce projet de loi, le Trésor Public devait en effet faire une avance de 5 millions au moins. Quant à l'intérêt à payer par les emprunteurs, il ne devait pas dépasser 4 % pour les prêts fonciers, plus la somme nécessaire à l'amortissement, et 4 % pour les opérations à court terme, plus une indemnité annuelle de 1 %, qui était affectée à la création d'un fonds spécial de réserve.

En mai 1899, un second Congrès des Agriculteurs d'Algérie fut réuni à Alger. Examinant la question du renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, et constatant que la question du crédit agricole n'avait pas fait un pas, le Congrès adopta le nouveau projet, approuvé au premier Congrès, ainsi que le vœu suivant.

« Le Congrès émet le vœu que le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie soit subordonné à l'établissement du crédit agricole en Algérie :

1° Par un versement à déterminer ultérieurement, représentant le prix du renouvellement de son privilège, versement destiné à former la première mise de fonds d'une banque agricole;

2° Par l'inscription dans les statuts d'une clause

1. Arthus, Projet de loi sur l'institution d'une banque territoriale de crédit agricole, *Bullet. de la Soc. des Agr. d'Algérie*, n° d'avril 1900.

accordant aux colons européens et indigènes la faculté d'obtenir des crédits de campagne, qui devront être réalisés suivant la nature, en six, douze ou quinze mois¹. »

Le même système de banque centrale eut en novembre 1899, l'approbation des Délégations financières Algériennes, après la lecture du rapport de M. Deloupy sur cette question du crédit agricole².

Ce rapport considérait la mutualité, tout en reconnaissant que c'était un système excellent, comme inadmissible dans la colonie, « où aucune des conditions de la mutualité n'existe et que, seule, l'œuvre du temps pourra faire naître. »

Les conclusions de ce rapport furent approuvées et les Délégations financières émirent le vœu suivant :

1° Qu'il soit créé une Banque Centrale, ayant pour but les prêts à l'agriculture, dont le capital serait formé au moyen d'obligations garanties par l'Etat ou le Gouvernement de l'Algérie.

2° Que cette banque, au fur et à mesure des besoins dans les centres agricoles importants, provoque la création de Banques cantonales, dont le capital de garantie serait constitué par des actions, et qui seraient administrées par des actionnaires, sous leur responsabilité mais avec le contrôle d'un inspecteur des finances.

Le 5 juillet 1900 la loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, fut votée, imposant,

1. *Proc. verb. des séances et des délib. du 2^e Congrès des Agr. d'Algérie* Alger, 1900.

2. Deloupy, Rapp. sur l'instit. de caisses de Crédit agr. *Proc. verb. des délég. Fin. Algériennes.* Session nov. 1899.

comme on le sait, à la Banque des concessions pécuniaires, qui devaient être consacrées à l'organisation du crédit agricole.

D'autre part, en 1899, les Chambres avaient voté la loi sur le crédit agricole en France, et on avait attribué les 40 millions versés par la Banque de France, aux caisses régionales instituées. Faire partie d'une Société mutuelle était une obligation *sine qua non* pour participer aux bienfaits de cette loi.

La délégation des colons émettait le vœu suivant à la session de juin 1901 :

« Qu'il soit sursis au vote du projet de loi sur l'organisation du crédit agricole en Algérie, déposé sur le Bureau du Sénat, afin d'y permettre l'introduction des mesures suivantes :

1^o Qu'il soit créé à bref délai et au capital minimum de 3 millions de francs, une Banque centrale de crédit agricole, avec succursales dans les localités où elles seront jugées nécessaires;

2^o Qu'il soit fait remise à cette Banque Centrale de l'avance de 3 millions de francs et des redevances annuelles versées par la Banque de l'Algérie, en exécution de la loi du 5 juillet 1900.

3^o Que les opérations de cette Banque, limitées au Crédit de campagne, avec crédits de 9 à 12 mois de date soient placées sous le contrôle de l'Etat.

4^o Qu'elle assure le réescompte du papier agricole provenant des institutions locales de crédit, basées ou non sur le principe de la mutualité, avec taux de faveur pour les caisses mutuelles.

5° Qu'il soit accordé à cette Banque centrale, un privilège spéciaux'étendant autiers des récoltes annuelles jusqu'à due concurrence des prêts annuels qui auraient été consentis. »

B) *Avantages de ce système.*

Quels étaient les avantages, que trouvaient les partisans d'une Banque centrale à ce système de Banque unique? Quelles raisons avaient-ils de préférer à la mutualité ce mode d'organisation du crédit agricole? Nous résumerons très brièvement les motifs et arguments invoqués en faveur de la Banque centrale.

1° La première raison que donnaient les défenseurs de ce régime et qu'ils ne considéraient pas comme la moins importante, était la nécessité de soustraire l'obtention du crédit aux influences politiques locales qui ont joué un rôle désastreux dans les Comptoirs d'escompte.

2° Les risques, étant répartis sur un plus grand nombre de prêts, seraient moins étendus.

3° Puis on invoquait l'inégalité des conditions climatiques et du rendement des récoltes par conséquent, qui rendrait fatalement bien précaire l'existence de caisses régionales à rayon d'action restreint. Pour que le crédit ne fit pas défaut aux colons il fallait une Banque Centrale.

4° Ensuite, on faisait remarquer que les années calamiteuses sont à prévoir en Algérie, et qu'il était indispensable de créer un établissement puissant, capable par la grandeur de ses ressources, d'en supporter les conséquences et d'assurer la marche du crédit.

5° Le réescompte du papier agricole serait plus facile pour un établissement central, dont les moyens d'action sont plus puissants que ceux des caisses régionales.

6° En outre, lorsque la loi du 5 juillet 1900 fut votée, les partisans d'un établissement unique, jugèrent plus que jamais indispensable la création d'une Banque centrale. La somme de 3 millions est notoirement insuffisante, disaient-ils, pour alimenter les besoins du crédit en Algérie, « Pays à progression rapide et à transformation incessante, par suite des nécessités de la mise en valeur progressive de la colonie¹ ». Il est donc nécessaire de rénover à tout instant ce crédit, en assurant au moyen d'un établissement unique et puissant, le réescompte des effets acceptés par les banques secondaires locales, afin d'éviter l'épuisement des ressources de ces établissements.

C) *Les désavantages.*

Les adversaires d'une banque centrale faisaient valoir les raisons suivantes: 1° Un tel établissement se

1. Rapport de M. Arthus à la Soc. des Agr. d'Algérie.

trouverait trop loin de la matière du crédit, l'administration d'une banque centrale ne pourrait que très difficilement acquérir une connaissance exacte des choses relatives au crédit rural et de la clientèle spéciale qu'elle doit servir. Cette banque pénétrerait mal les milieux agricoles et resterait souvent ignorée d'eux. L'agriculteur algérien n'a pas encore atteint ce degré d'éducation économique qui permet d'apprécier justement les services que peut rendre une banque, et cette éducation économique, une banque centrale serait impuissante à la répandre dans les campagnes. Comment une institution aussi considérable, constituée comme une sorte de vaste administration publique, pourrait-elle prendre contact avec les besoins locaux de crédit personnel, vérifier exactement, dans tous les cas donnés, la nécessité des avances sollicitées et contrôler de près l'emploi judicieux qui en serait fait ? Sans doute des succursales pourraient suppléer l'administration centrale, mais elles ne pourraient exister que dans les grands centres et non dans les villages ; le nombre en serait alors trop faible. Les seuls agriculteurs qui pourraient s'y adresser seraient les grands propriétaires, le paysan qui a si souvent besoin d'emprunter une petite somme pour acheter une paire de bœufs, une machine agricole et des engrais, ne pourrait s'adresser à la succursale de la Banque Centrale parce qu'il ne serait pas connu d'elle ou parce qu'il en serait trop éloigné. Pour que le paysan recoure au crédit, il faut donc, de toute nécessité, que l'établissement du crédit soit représenté dans les milieux agricoles, à la

portée du cultivateur, il faut une décentralisation qu'un grand établissement ne peut pas faire. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourrait avoir une clientèle vraiment agricole; celle qui seule peut lui permettre de vivre.

2° Il serait aussi à craindre qu'une banque centrale de crédit agricole ne puisse avoir un courant d'affaires suffisant. Il y a une cause qui éloignerait certainement le colon de cette banque, c'est le peu de connaissances qu'il a du mécanisme des opérations de crédit. Le colon aurait besoin, préalablement, d'une éducation économique qui lui manque et que les classes rurales ne pourront acquérir qu'à la longue. Cette éducation ne pourra être faite que par des banques vraiment populaires, installées dans tous les centres agricoles, simplifiant les procédés de comptabilité, d'escompte, etc... pour les mettre à la portée de l'intelligence des classes rurales, encore étrangères aujourd'hui à tout ce qui touche l'art du banquier. Il y a là une œuvre de vulgarisation qui ne peut être entreprise par une grande société dont le siège social serait à Alger, qui serait représentée dans les départements par des banquiers ignorants du monde agricole, de ses besoins, de ses habitudes. Il faut se rappeler l'essai infructueux fait en France en 1860 : la banque centrale de crédit agricole créée à cette époque fut obligée de liquider en 1876. Elle échoua parce que les agriculteurs ne contractaient pas suffisamment pour établir un courant d'affaires assez grand. C'est cette insuffisance de la clientèle agricole qui a poussé cet établissement de

crédit agricole à entreprendre des affaires de spéculation qui l'ont conduit à sa ruine. Il disparut sans avoir rendu le moindre service aux agriculteurs.

Une banque centrale de crédit agricole ne peut donc donner de bons résultats, qu'elle émane d'un organisme public ou d'une institution privée, « Partout où le crédit agricole a prospéré, il a eu un caractère local; car, en cette matière, la considération de la personne joue un rôle considérable. Il exige une connaissance locale des choses et des gens, impossible à demander à une administration centralisée et lointaine¹. » On pourrait cependant objecter l'exemple de la Prusse qui, par la loi du 31 juillet 1899, a créé à Berlin une caisse centrale d'Etat laquelle a surtout pour but de fournir des avances aux associations de crédit existantes ou à créer en Prusse. Cette objection ne saurait être concluante, car il faut remarquer que cette caisse centrale prussienne a vu le jour à un moment où le crédit populaire était depuis longtemps fortement organisé en Allemagne, où il était solidement enraciné dans les mœurs, où il fonctionnait enfin par plusieurs milliers de caisses libres, locales et privées; le crédit personnel urbain et rural était constitué par en bas depuis cinquante ans lorsqu'on songea à le compléter par en haut.

1. Jaïs, *op. cit* p. 116.

**Sous-section II. — La Création des caisses de crédit
mutuel agricole.**

A) Les avantages préconisés de ce système.

L'avantage sur lequel insistaient le plus les défenseurs de ce système d'organisation du crédit agricole, était la conformité de cette institution avec le but que l'on poursuivait. Que désirait-on en effet ? Aider et favoriser les petits propriétaires. Il est incontestable que l'organisation du crédit agricole en Algérie, comme en France et partout ailleurs, n'avait pas d'autre objet. « Une expérience déjà longue avait démontré que pour les petits propriétaires, les plus altérés de crédit, la caisse des banques et des sociétés financières existantes, était la coupe de Tantale que leurs lèvres altérées approchaient mais atteignaient rarement¹. » Or, l'institution du crédit agricole mutuel était certainement la plus indiquée pour ce genre de crédit, « crédit personnel, crédit qui repose sur la valeur propre de l'agriculteur, sur ses capacités professionnelles, sur son esprit d'ordre et d'économie². »

Le grand propriétaire, celui qui possède de riches domaines trouve aisément des prêteurs. « Les banquiers le connaissent et les capitalistes s'empressent de lui confier leur épargne car ils trouvent des garanties de

1. L. Bonzom, *Du régime fiscal en Algérie*, chap. IV, p. 115. Paris, 1900.

2. Méline, *Disc. à la Chamb. des députés, lors de la discus. de la loi du 31 mars 1899*.

premier ordre¹. » Pour lui, la question du crédit agricole était résolue. Le petit propriétaire n'en était pas là, et puisque les banques ordinaires ne voulaient pas de sa clientèle il fallait lui trouver et créer un organisme spécial, qui lui consentirait le crédit dont il a besoin.

C'est ainsi, qu'après un examen attentif de la question le crédit rural mutuel avec l'organisation de caisses régionales, a paru le système le plus apte à remplir les conditions du crédit agricole.

Ce crédit personnel agricole, qui repose sur la valeur intellectuelle et morale de l'emprunteur, sur sa probité, sur la considération dont il jouit, suppose une connaissance parfaite de l'emprunteur par le créancier. Or, mieux que toute autre institution, l'organisation des caisses mutuelles réalise cette condition. Les Sociétés locales exercent leur action dans un rayon très limité. Aussi tous les membres se connaissant réciproquement, les prêts ne se font qu'avec discernement et avec sécurité. « Chacun a tout le crédit et rien que le crédit qu'il mérite ». Mieux que toutes autres, elles peuvent surveiller l'emploi productif de l'argent prêté parce qu'elles sont sur place, et parce qu'elles seules aussi peuvent exercer sur leurs membres une discipline à la fois ferme et douce, discipline d'autant plus acceptée que les membres de la société sont à la fois prêteurs et emprunteurs et que tous participent à ses profits et à ses pertes.

Un autre avantage de ce mode d'organisation du

1. R. d'Anglade, *Du crédit agricole mutuel, personnel et mobilier*, chap. II, p. 29.

crédit agricole c'était la gestion simple et économique des caisses mutuelles. Pas d'organisations nouvelles à créer, nécessitant de grands frais d'administration, ne pouvant se passer d'un « état-major » ruineux, et donnant prise aux influences politiques.

En outre, cette institution pouvait, parce que son but n'était pas de réaliser des bénéfices, faire des prêts à un taux minime.

Enfin, ces groupements d'agriculteurs, se solidarisant pour prêter à chacun d'eux la garantie du tout étaient de solides assises que donnait la mutualité au crédit agricole.

En dehors de ces avantages pratiques et matériels, les partisans de la mutualité proclamaient bien haut les conséquences heureuses du crédit mutuel. Dans l'association, si un emprunteur périclité, les autres en pâtiront, s'il prospère, au contraire, leur sécurité s'accroîtra. Donc, « plus de jalousie, plus de cette joie haineuse à la vue du malheur d'autrui, mais, bien au contraire, le désir sincère de s'entr'aider par un bon conseil, au besoin par un bon coup de main. »

En un mot, comme on l'a dit souvent, « la caisse rurale tue l'égoïsme¹ ».

B) *Les caisses locales de crédit agricole mutuel.*

Elles ont été créées par la loi du 5 novembre 1894.

Ces caisses, une fois formées, ont besoin pour fonc-

1. M. de Castelmoré, prés. du groupe région. des Caiss. rur. du Gers, Rapport au Congrès d'Auch, en 1897.

tionner de s'affilier à d'autres caisses dites Caisses régionales, que nous étudierons dans le paragraphe suivant.

La caisse locale ne fait des prêts qu'à ses membres et au Syndicat auquel ils appartiennent. Elle peut garantir les opérations du Syndicat en tant qu'elles concernent l'industrie agricole¹.

Pour éviter toute spéculation de la part de ces caisses et leur conserver leur caractère absolu de mutualité, certaines précautions ont été prises :

En premier lieu, le capital est constitué au moyen de souscriptions des membres de la Société, et non par des actions. Ces souscriptions constituent des parts qui sont nominatives, en général de valeur inégale. Elles peuvent être cédées aux membres des Syndicats, mais encore faut-il le consentement de la Société. Tout trafic des actions de la Société est donc impossible.

En second lieu, les bénéfices réalisés par la Société sont affectés, jusqu'à concurrence de trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve. Le surplus peut être réparti entre les syndicats et les membres des syndicats, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations.

En troisième lieu, les membres d'une Caisse mutuelle ne peuvent être libérés de leurs engagements, qu'après la liquidation des opérations contractées par la Société antérieurement à leur sortie.

1. Une brochure intéressante où se trouvent résumés tous les renseignements sur l'organisation et le fonctionnement de ces caisses mutuelles, a pour auteur M. Pasquer-Bronde, avocat et directeur de la Caisse régionale d'Alger, et pour titre : *Le crédit agricole mutuel*, Alger, 1902,

Enfin la caisse locale, qui a « exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole¹ », a besoin de quelques capitaux. Comment se les procurera-t-elle? Qui lui fournira ces premiers capitaux nécessaires à son fonctionnement? D'abord, elle a comme premiers fonds, le quart du capital souscrit qui a été versé par ses membres². Puis, ce sera l'épargne publique par des dépôts de fonds, qui lui fournira quelques capitaux. Enfin, elle est autorisée à contracter des emprunts auprès de toute espèce de banque, mais plus spécialement auprès de la caisse régionale à laquelle elle est affiliée. L'effet souscrit par les sociétaires à la Caisse locale, sera réescompté à la Caisse régionale, qui le réescomptera auprès d'une autre banque qui voudra bien accepter ce papier agricole.

C) *Les caisses régionales.*

L'article premier de la loi du 8 juillet 1901 prescrit que l'avance de trois millions et la redevance annuelle à verser au trésor par la Banque de l'Algérie seront mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées à titre d'avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel. Ces caisses régionales jouiront de toutes les faveurs accordées par la loi du 5 novembre 1894 aux sociétés de crédit agricole mutuel. Elles

1. Art. 1^{er} de la loi du 5 nov. 1894.

2. « La Société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit ». Art. 1^{er} de la loi de 1894.

formeront des mutualités grandes, affranchies de toute idée de spéculation; les adhérents recevant seulement l'intérêt de parts sociales et les bénéfices, s'il s'en produit, étant d'abord affectés à un fonds de réserve et attribués ensuite aux associés au prorata des opérations faites par eux avec la société.

Les opérations pouvant être effectuées par les sociétés régionales sont de deux sortes : d'abord, ces sociétés escomptent des effets souscrits par les membres des caisses locales et endossés par elles. C'est la principale opération des caisses régionales, le but premier pour lequel elles ont été créées. Quel sera le taux de l'escompte ? La loi ne l'a pas fixé et ne pouvait le fixer. Il sera variable et le plus souvent proportionné au taux de la Banque de l'Algérie. Du reste, les caisses régionales étant mutuelles, et les bénéfices étant partagés au prorata des opérations, elles n'ont pas intérêt à mettre un taux d'escompte trop élevé qui serait contraire au but de la loi.

La deuxième opération permise aux caisses régionales est de faire aux caisses locales les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement. Elles doivent être le réservoir auquel s'alimenteront les banques locales mutuelles. La loi du 8 juillet 1901 parle seulement des avances nécessaires sans préciser davantage. Ce sera à la Caisse régionale de fixer une limite à ces avances.

En raison de leurs caractères et de leurs attributions, les caisses régionales sont les promotrices désignées des institutions locales de crédit agricole, c'est là leur fonc-

tion générale et supérieure. La caisse régionale avance les fonds à ces institutions locales, le remboursement des avances faites par les sociétés qui en auront profité permettra de secourir de nouvelles sociétés à leur début et de constituer un fonds de réserve destiné, au cas où des insolvabilités viendraient à se produire, à garantir la restitution due à la Banque de l'Algérie de l'avance de trois millions.

L'article 3 autorise les caisses régionales à recevoir des dépôts en compte-courant et à émettre des bons.

La caisse régionale doit combiner ses opérations de manière à être en mesure de restituer à l'Etat, dans un délai raisonnable, les avances qu'il a obtenues. Par mesure de prudence, la loi a établi une double limitation. Les avances consenties à chaque caisse ne pourront excéder le quadruple du capital versé en espèces; la durée est fixée, au maximum, à cinq ans.

Le soin de régler la répartition des avances est laissé au Gouverneur Général de l'Algérie qui doit statuer sur les demandes, après avis d'une commission spéciale nommée par décret.

De même que les caisses locales ont à surveiller les prêts qu'elles font à leurs membres, de même les caisses régionales ont à voir si les caisses locales observent les prescriptions et exercent un contrôle sérieux sur leurs membres, si leurs prêts ne sont que des prêts consentis aux agriculteurs ayant pour objet des opérations agricoles, car elles sont responsables de ces prêts. Il se forme ainsi une triple échelle de contrôle: contrôle de l'Etat sur les caisses régionales, contrôle

des caisses régionales sur les caisses locales ; contrôle des caisses locales sur leurs sociétaires.

Enfin les caisses régionales aident certainement à la diffusion du crédit, à la formation des caisses rurales : elles développent ces centres de vie locale sur lesquels repose tout l'échafaudage du crédit agricole. La caisse locale est nécessaire et des plus utiles à la caisse régionale ; c'est par elle seule et pour elle seule qu'elle existe. Grâce à elle, le capital inutile aux uns, va féconder les entreprises de ceux qui en manquent, et à qui l'association permet de s'élever par le travail avec les capitaux d'autrui.

SECTION. II

L'ACTIVITE DES CAISSES REGIONALES

Les résultats obtenus depuis la création des caisses régionales ont été très brillants et rapides.

En 1900, il n'y avait que 9 caisses locales, toutes dans le département d'Oran.

En 1901, s'en créent 5, ainsi que les caisses régionales du département d'Alger, d'Oran et de Tlemcen.

En 1902, se fondent 28 caisses locales, et les caisses régionales de Djidjelli, de Kaléa et de Douéra.

En 1903, plus de 30 caisses locales, et les caisses régionales de Constantine, Sétif, Bône, Philippeville, Bougie.

Le nombre des membres oscillait alors entre 12 et 50.

La caisse régionale d'Alger, groupant en 1902, onze caisses régionales, avec un capital de 38.000 francs et 105.000 d'avances de l'Etat, avait consenti, en 1902, 340.000 fr. de prêts.

Depuis les progrès n'ont été qu'en s'accroissant ; de nombreuses conférences furent faites aux colons pour leur démontrer les avantages de ces crédits mutuels.

Les succès obtenus par les premières caisses ont incité de proche en proche leurs voisins à en créer.

D'ailleurs le colon algérien est de lui-même très entreprenant et a vite compris tout le parti qu'on pouvait tirer de ces organismes.

Le 30 avril 1925, il y avait en Algérie 42 caisses régionales (dont 6 en liquidation), ayant un capital versé de 7.160.000 fr. et 4.750.000 fr. de réserves ; elles réunissaient 315 caisses locales qui comptaient 21.000 membres (en moyenne 70 par caisse) et 1.510.000 fr. de réserves.

Nous allons examiner, assez rapidement, quelques traits de ce crédit agricole, et nous verrons quelles raisons ont amené les colons à réclamer énergiquement l'intervention de la Banque de l'Algérie.

Sous-section I. — Crédit à court terme en Algérie.

Ce crédit, nous l'avons vu, est destiné à couvrir les frais d'une récolte : frais de labour, achat de semences et d'engrais ; la mise à l'engrais, pendant un an, de bétail ou à permettre encore la réalisation d'opérations mer-

cantiles sur des produits agricoles (vente de blé, huile, etc.); la durée de ce crédit varie de 9 à 12 mois, et on l'appelle aussi, vu son emploi, crédit de campagne...

Les ressources des caisses locales sont leur capital versé, les obligations qu'elles peuvent émettre et les avances et subventions que leur procure l'Etat par l'intermédiaire des caisses régionales. Ces dernières sont les moins coûteuses, elles permettent d'abaisser le taux des prêts accordés par les caisses, et sont donc très recherchées.

Les caisses régionales ont prêté aux caisses locales :

1920	10 millions.
1921	31 —
1922	34 —
1926	108 —
1923	50 —
1924	63 —
1925	89 —
1927	148 —

En 1925, leurs prêts se répartissent ainsi :

	Nombre d'emprunteurs	Sommes prêtées
Prêts individuels de moins de		
15.000 fr.	10.850	32.980.000 fr
de 15.000 fr. à 30.000 fr. ..	890	20.440.000 »
de 20.000 fr. à 50.000 fr. ..	370	10.920.000 »
plus de 50.000 fr.	60	5.130.000 »
Prêts à « coopératives, syn- dicats, compagnies d'assu- rances mutuelles »	90	19.920.000 »
	12.260	89.390.000 »

Les ressources de ces caisses furent les suivantes en 1925 et 1926 :

	1925	1926
Capital versé	9.000.000 fr.	13.000.000 fr.
Réserves	6.000.000 »	8.000.000 »
Avances de la co-		
lonie	21.000.000 »	21.000.000 »
Dépôts	22.000.000 »	36.000.000 »
Réescomptes en		
Banque ¹	33.000.000 »	30.000.000 »
	89.000.000 »	108.000.000 »

La colonie dont les avances, on le voit, sont fort importantes, prélève les sommes nécessaires sur ses propres ressources et sur les fonds versés par la Banque de l'Algérie.

Les avances ont été depuis 1920 :

1920	7.000.000 fr.
1921	15.000.000 »
1922	15.000.000 »
1923	17.000.000 »
1924	19.700.000 »
1925	21.000.000 »
1926	20.000.000 »
1927	20.000.000 »

soit pour ces dernières années 1/4 à 1/5 des prêts faits.

1. D'après un accord entre le Gouverneur général et la Banque de l'Algérie en 1921, les banques intermédiaires peuvent réescompter à celle-ci 1,5 fois le montant du capital versé et des réserves des caisses, soit en 1925 : 22,5 millions; cette année-là, elles ont réescompté pour 1,5 million.

A la fin de chaque campagne, les caisses remboursent 1/4 des prêts mis à leur disposition, en attendant qu'il leur soit refourni à la campagne suivante.

Les sommes provenant des avances et redevances de l'Algérie sont fort importantes; elles sont fournies en bloc par la commission de répartition des avances créée en 1901, modifiée à diverses reprises et finalement, en 1921².

Elles sont ensuite réparties entre les diverses caisses par la commission spéciale du crédit agricole, créée en 1901, réorganisée en 1915 et par le décret du 26 novembre 1925 : elle est composée de 23 membres, savoir 14 fonctionnaires particulièrement compétents, 3 délégués financiers élus et 6 représentants des caisses locales également élus.

Les avances et redevances de la Banque de l'Algérie fournies se répartissent ainsi pour le crédit agricole à court terme :

3	millions d'avances sans intérêt en 1900
2	— " " " " " 1911
8,5	— " " " " " 1918

2/3 des redevances de 1900-1911, soit 1.800.000 fr.

redevances de	1924	400.000 »
—	1925	200.000 »
—	1926	300.000 »
—	1927	500.000 »

2. Voir le chapitre « Les avances et redevances de la Banque de l'Algérie ».

Cela a permis de faire avec les sommes fournies par la banque, les avances suivantes aux caisses qui viennent en déduction de celles accordées par la Colonie :

sommes fournies par la Banque engagées dans les avances aux caisses en :

1901-1921 10.420.000 fr.

avances aux caisses en :

1921 6.380.000 fr.

1922 1.520.000 »

1924 5.010.000 fr.

1925 9.900.000 »

Voici pour 1927, les avances prévues par la commission de répartition.

Caisses du département	Capital versé	Maximum légal	Maximum en 1926	Maxima probables	Avances de la colonie
Alger	5.880.000	23.530.000	50.190.000	66.740.000	8.600.000
Oran	4.210.000	16.840.000	38.140.000	54.500.000	7.500.000
Constantine	3.600.000	14.400.000	19.280.000	26.640.000	4.440.000

La plus importante des caisses régionales est celle du département d'Alger (Alger-Portalis) qui en 1926 groupe 75 caisses locales et a un capital versé de 3.020.000 fr., puis vient celle de Bône, avec un capital versé de 2.490.000 fr. Les plus petites sont celles du Haut-Sebaou et de Djidjelli, avec un capital versé de 10.000 francs.

Le crédit mutuel à court terme a subi de légères modifications depuis sa fondation :

Loi du 20 décembre 1924, décidant qu'à l'avenir il sera statué sur cette matière par décret ;

Décret du 26 novembre et arrêté du 5 décembre 1925 en application de la loi 5 août 1920 (surtout pour les coopératives et le crédit à long et moyen terme);

Loi de Fin. du 27 décembre 1923, article 18, suivi d'un arrêté du 15 mars 1924, créant un fonds de dotation spécial du crédit agricole et réorganisant la commission du crédit agricole :

Auparavant, recettes et dépenses se rapportant au crédit mutuel agricole, se perdaient dans le mouvement général des fonds du budget spécial des versements de la Banque de l'Algérie, ou du budget général de l'Algérie, d'où pas de dotation durable, à l'abri des variations budgétaires; c'est ce qui a déterminé cette décision de la loi de 1923.

Les caisses agricoles ont été fondées pour donner du crédit aux petits colons; cependant des erreurs de gestion les ont fait souvent dévier de leur but et transgresser leurs statuts.

Le personnel de la caisse se compose, en général, d'un directeur, d'un caissier, d'un comptable et de deux ou trois commis; le directeur exerce, souvent un autre métier, ne touchant qu'une indemnité insignifiante; le conseil d'escompte est composé de personnalités qui souvent ne se gênent pas pour faire plaisir à leur famille et à leurs amis.

Ainsi, dans presque toutes, se trouvent des clients millionnaires, et parfois, non agriculteurs; certains avaient contracté des emprunts à très bas-taux pour acheter des propriétés; d'autres prêtaient eux-mêmes à taux élevé à de petits colons européens et indigènes;

d'après le relevé des jugements des tribunaux de commerce, le papier de complaisance est fréquent ;

certaines caisses même prennent des participations dans des affaires industrielles ;

enfin, alors que les cotes de crédit sont limitées à 40.000 fr., on a fait des prêts se montant jusqu'à 400.000 francs à une seule personne ; sans compter les abus créés par les coopératives affiliées.

Ces faits ont été particulièrement mis en lumière lors de la demande d'accession des caisses régionales à la Banque de l'Algérie : il est certain que leur comptabilité et leur gestion devraient être inspectées en détail et c'est à quoi l'on aboutit en 1927. Les adversaires des caisses n'ont pas manqué de leur faire les plus graves griefs de l'intrusion des gros colons dans leurs affaires : mais il faut bien reconnaître que c'est justement cette clientèle des gros colons qui permet aux caisses de *vivre* et non de végéter misérablement ; certes ils en profitent, mais l'aide que leur argent apporte aux caisses, n'avantage-t-elle pas en retour les petits colons, incapables à eux seuls de les faire prospérer.

Les caisses, avec le développement de l'agriculture et de la coopération, accroissent beaucoup leurs opérations ; leurs ressources deviennent insuffisantes :

Le capital ne varie pas ; les subventions de la Banque de l'Algérie qui leur sont avancées par la colonie ne croissent pas très vite et sont affectées à des œuvres multiples ; la colonie est surchargée de dépenses et ne peut fort étendre les avances qu'elle fait sur ses propres fonds ; on pourrait bien émettre des obligations,

mais le crédit est cher et les caisses ne pourraient plus prêter bon marché;

Les caisses reçoivent des dépôts, mais presque tous sont à vue; alors que les autres postés sont stationnaires ceux-ci s'enflent beaucoup, et cela comporte des risques considérables; qu'une crise se produise, les dépôts seront retirés, mais comment la caisse les rendra-t-elle si elle ne peut réescompter son portefeuille à une banque?

Il faut donc que ce réescompte croisse parallèlement aux dépôts, ce qui n'a pas eu lieu en 1926, où les dépôts sont montés de 22 millions l'année précédente, à 36 millions et où le réescompte s'est abaissé de 33 à 30 millions¹.

Ce réescompte, dernier moyen pour les caisses, d'obtenir des disponibilités, peut se faire à une banque intermédiaire ou à la Banque de l'Algérie. Le premier est plus cher, mais les banques intermédiaires ne tiennent pas beaucoup à avoir ce papier à 9 mois, un an — et peut-être plus, si la récolte est mauvaise — sans être sûres de pouvoir elles-mêmes réescompter leur portefeuille.

Or la Banque de l'Algérie, les questions d'immobilisation et de non-réalisation du gage de ce papier de 9 mois mises à part², ne tenait peut-être pas à ce papier des caisses dont la qualité est parfois douteuse; en admettant qu'elle l'ait accepté sous l'endos de ban-

1. Voir compte rendu de la séance du 10 décembre 1926, commission consultative du crédit agricole.

2. Nous aurons l'occasion de les traiter longuement dans le prochain chapitre.

ques intermédiaires, les banques qui tiendraient le plus de ce papier seraient celles dont les affaires ne sont pas brillantes, et qui accueillent tous les clients; le mauvais papier agricole non payé à l'échéance mais retiré des guichets de la banque d'émission, peut s'accumuler chez ces intermédiaires dans des proportions indéterminables. Survienne une crise, et ceux-ci rejettent sur celle-là et sur le gouvernement général, la responsabilité des pertes subies. Et à ce moment-là, ne demandera-t-on pas à la Banque de l'Algérie de prendre ce papier ou d'accorder des arrangements à l'établissement défaillant et aux caisses agricoles?

Nous plaçons cette objection ici, parce qu'elle a trait à certaines défauts dans l'organisation même des caisses, et que sinon une réforme, du moins une gestion meilleure, contrôlée par une inspection fréquente¹ peut facilement y remédier.

En tout cas, en 1924, il y eut en Algérie une grave crise de resserrement de crédit; elle atteignit les caisses qui ne trouvèrent plus auprès des banques les mêmes facilités d'escompte et durent restreindre leurs prêts; les banques intermédiaires laissèrent nettement en-

1. L'inspection des caisses jusqu'à 1928, où sans doute il y aura des modifications, était loin d'être annuelle. Les frais de contrôle des caisses et d'administration des versements sont d'ailleurs prélevés sur les redevances de la banque; ils se sont élevés en 1900-1911 à 90.000 fr., depuis cette époque, ils comprennent ceux de contrôle des autres établissements auxquels la banque prête son concours et ils s'élèvent :

En 1912-1920 à 117.000 fr.; 1921 à 20.000 fr. en 1922 à 16.000 fr.; en 1923 à 30.000 fr.; en 1924 à 30.000 fr.; en 1925 à 50.000 fr.; en 1926 à 70.000 fr.; en 1927 à 90.000 fr.

On voit qu'ils sont assez faibles et le service du contrôle ne comprenait récemment encore qu'un inspecteur et deux commis; il y a maintenant deux inspecteurs, mais c'est à peine suffisant pour empêcher les caisses et autres sociétés de violer leur statuts; une offre des caisses de prêter au Gouvernement 50.000 fr. par an à cet effet permettra d'y remédier.

tendre que, s'il n'y avait pas de réorganisation dans le crédit mutuel, elles ne pourraient continuer aux caisses les mêmes facilités; d'où la campagne énergique et même violente, déjà entamée depuis plus de dix ans, mais qui s'est épanouie à cette époque et qui tendait au réescompte du papier des caisses à court-terme par la banque de l'Algérie.

Sous-section II. — Crédit à long et moyen terme en Algérie.

Le crédit à moyen terme est destiné à faciliter l'achat de matières premières, de matériel agricole (tracteurs, charrues), à permettre la constitution d'un cheptel; il dure de 1 à 6 ans. Certaines améliorations, telles que plantations d'arbres, creusement de puits, en relèvent.

Le crédit à long terme a pour but l'achat, la reconstitution et l'amélioration des immeubles : ainsi par exemple construction de hangars, de caves à vinification, de laiteries; dessèchements, défrichements. Durée légale : 6 à 25 ans. Certaines améliorations sont à la limite des crédits à long et moyen terme, telles les plantations de vignes ou arbustives.

La banque désignée pour le crédit à long terme est le Crédit foncier de France; son privilège a été étendu à l'Algérie, par décret du 11 janvier 1860 et à la Tunisie par décret du 24 août 1909.

Ses prêts sont de 1/5 au maximum de ceux de France, et il prête peu (annuellement 3.700.000 francs-or).

D'ailleurs le Crédit foncier français opère suivant les méthodes métropolitaines qui ne conviennent guère à un pays en pleine formation : il ne prête que sur première hypothèque; que sur des propriétés entièrement constituées (c'est-à-dire dont tout le prix d'achat a été payé); enfin que sur le tiers de la valeur de la propriété au maximum.

Les prêts du Crédit foncier français sont faits par l'intermédiaire du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie¹, et celui-ci ne peut facilement faire de prêts à long terme pour son propre compte de par sa constitution même, car c'est une banque de dépôts; elle est donc tenue de conserver à son actif une mobilité telle qu'elle puisse toujours rembourser les dépôts de sa clientèle, et, si elle immobilisait trop de ressources, elle devrait, en temps de crise, en réescompter beaucoup à la banque d'émission.

Il y a là une véritable anomalie dans ce système hybride qui consiste à faire suppléer à l'insuffisance d'un établissement à l'étroit dans ses statuts, par un autre à l'étroit dans sa trésorerie.

On a donc chargé les caisses de crédit mutuel des prêts à long terme (loi du 19 mars 1910 appliquée à l'Algérie par décret du 25 février 1915); le maximum des prêts individuels était primitivement de 8.000 fr; la loi du 5 août 1920 l'ayant relevé en France à 40.000 francs; les assemblées et délégations ont émis des vœux pour obtenir l'identité. L'attrait pour

1. Voir Guinac, *op. cit.*, pp. 102 et s.

les agriculteurs de ces prêts à 2 %, a été tel, en France, que l'Office national du Crédit agricole ne peut plus suffire aux demandes d'avances. Le 31 mai 1925, sur 268 millions affectés à ces prêts à long terme, 257 étaient dépensés : c'est que le taux est trop faible (l'Office en demande le relèvement) et on a fait trop reposer sur l'Etat, la charge des ressources à procurer.

Aussi le décret du 25 novembre 1925, qui applique à l'Algérie la loi de 1920, y introduisant notamment les maximum de 40.000 francs, a-t-il modifié sur 2 points la législation métropolitaine :

a) le taux est entre 2 % et 6 %, fixé par le Gouverneur général sur avis de la commission consultative du crédit agricole : il doit être d'au moins 1 % inférieur à celui de la Banque de l'Algérie.

b) les ressources sont fournies par la colonie elle-même, mais, en cas d'insuffisance, le Gouverneur général peut limiter le maximum des prêts à une somme variant entre 10.000 et 40.000 fr.

Ce même décret a étendu le bénéfice de prêts collectifs aux associations syndicales (battages, travaux d'assèchement, etc.) et aux sociétés d'intérêts collectifs agricoles.

Il a aussi créé le crédit à moyen terme, qui n'existait pas auparavant. On prévoit en outre l'extension aux caisses régionales du régime de faveur réservé aux sociétés de crédit foncier.

Ce système de crédit à moyen et long terme a été créé surtout pour faciliter la colonisation.

Dans le cas de colonisation officielle, il faut noter, avant tout, qu'une aide puissante est apportée par l'Etat au colon, sous la forme des terres mises à sa disposition. L'Etat concède parfois le sol gratuitement, mais, en général, les terres sont vendues à des prix toujours modérés et de très larges facilités sont consenties par l'Etat qui se contente de $3/12$ au comptant et consent 15 ans de délai pour les $9/12$ de surplus; l'acquéreur qui remplit exactement ses obligations de résidence, mise en valeur, etc... peut même obtenir l'abandon des 3 derniers douzièmes.

L'expérience a prouvé que les facilités de crédit ainsi consenties par l'Etat n'ont rien d'excessif, puisque, même avec de tels avantages, le recrutement des colons, surtout dans la métropole, est toujours malaisé. Pour décider un agriculteur de France à passer la mer, même avec la perspective attrayante d'un accès facile du sol, on ne tente que ceux à peu près dépourvus de capitaux personnels. Rien n'est plus rare sur les lots de l'Etat que les colons pourvus de ressources en rapport normal avec l'entreprise sur laquelle ils se trouvent. Il faut en prendre son parti; le problème qui s'impose à la colonisation officielle est de transformer en propriétaires fonciers, des gens pourvus, au point de départ, de ressources trop faibles pour qu'on puisse les abandonner à eux-mêmes.

Il se faut bien rendre compte du cercle vicieux où se trouve forcément, dès son installation, le colon officiel, qui s'est laissé séduire par l'appât des terres à bon marché et qui vient tenter la fortune, parfois avec une

nombreuse famille à sa charge, dans un centre perdu au fond du bled algérien.

La terre lui est remise à bon compte, et admettons qu'il ait apporté quelques billets de mille francs.

Avant de labourer et ensemençer, il faut défricher; même avant, il faut construire une maison pour loger la famille et acheter du matériel et des animaux. Au prix actuel des constructions, du matériel, du cheptel et de la vie elle-même, que pèsent les quelques mille francs apportés? Si une organisation de crédit ne vient pas secourir le colon et ajouter aux facilités de crédit foncier consenties par l'Etat, la mise en valeur du lot est impossible. Il faut donc au colon du crédit, et dans ce but, l'intervention des caisses de crédit agricole s'impose. Elles l'ont bien compris et, depuis quelques années, la plupart des centres nouveaux créés en Algérie ont largement bénéficié de l'aide bienfaisante des caisses régionales. Mais un problème délicat de sécurité dans le crédit s'est, en même temps posé, et il convient de le bien voir pour faire apparaître la complexité du problème. Quand un centre est projeté, si une Caisse s'offre pour lui consentir du crédit, tous les colons en réclament. Or tous ne méritent pas une égale confiance et il est difficile à la Caisse de faire la juste part de chacun. Il le faudrait pourtant, si la caisse se propose de faire du crédit à court terme, essentiellement personnel, dénué de garanties réelles.

Pour n'avoir pas pu mesurer la valeur exacte de leurs emprunteurs, certaines caisses ont éprouvé de graves difficultés et subi, dans les centres récents de colonisa-

tion, des pertes. Les caisses prudentes estiment aujourd'hui que, dans les débuts d'un centre, il faut réduire au minimum le crédit personnel et le remplacer par le crédit réel, gagé par une hypothèque prise par le prêteur sur le lot de l'emprunteur. Mais ici, autre difficulté : la concession en vente est conditionnelle, et l'Etat n'a d'autres garanties que la terre elle-même qu'il peut reprendre.

Dans les différents systèmes de colonisation en Algérie, cette difficulté a été diversement résolue ; la meilleure solution est la libérale de l'article 16 du décret du 9 septembre 1924.

Les cahiers des charges contiennent une clause aux termes de laquelle l'Etat, en cas de déchéance prononcée, ou au cas de vente poursuivie à la requête des créanciers, renonce à se prévaloir de tout privilège ou action résolutoire vis-à-vis des personnes qui auront consenti à l'acquéreur ou au concessionnaire des prêts hypothécaires destinés :

1° aux travaux de construction, réparation, agrandissement ;

2° aux travaux agricoles utiles et permanents.

L'acquéreur doit faire donc acte de prêt notarié, constatant la destination des fonds.

Les ressources propres du colon sont ainsi libérées pour faire vivre sa famille et lui permettre d'acheter le matériel, cheptel et graines indispensables aux premiers labours et ensemencements. Au besoin, la coopérative peut compléter ses prêts hypothécaires par un peu de crédit à court terme.

Expérience faite avec plein succès par la coopérative régionale d'Alger, à Champlin et Souaghi; ce qui en a empêché la généralisation, c'est que les coopératives régionales ne disposaient pas de ressources pour prêter hypothécairement à long terme au delà de 8.000 francs. La coopérative régionale d'Alger n'a pu aller plus loin qu'en engageant ses réserves, mais c'était provisoire; grâce à la nouvelle Caisse foncière algérienne, les prêts atteindront 40.000 francs, d'où généralisation du crédit à long terme, les caisses devant ainsi habituer les colons au fonctionnement des crédits à court et moyen terme : d'où création dans les nouveaux centres d'une caisse locale à fonctionnement d'abord très prudent.

Le 30 avril 1925, les caisses avaient réalisé 3.392.000 fr. de prêts à long terme. La Banque de l'Algérie y a encore puissamment contribué par ses redevances qui ont été de ce chef : 200.000 francs par an des redevances 1912-1917, (L. 3 décembre 1913).. 1.200.000 fr.

redevances 1922.....	400.000 »
— 1923.....	1.000.000 »
— 1924.....	600.000 »
— 1925.....	600.000 »
— 1926.....	600.000 »
— 1927.....	600.000 »

Cela a permis de faire sur ces fonds les avances suivantes (remboursables entre 10 et 25 ans) :

avant 1921	400.000 fr.
— 1921	200.000 »
— 1922	640.000 »
— 1923	1.030.000 »
— 1924	720.000 »

Comme pour le crédit à court terme, la distribution en est faite par la commission spéciale du crédit agricole.

Quant au crédit à moyen terme, prévu par la loi de 1910 et organisé par la loi du 5 août 1920 appliquée par le décret du 26 novembre 1925, il n'a été distribué sur les redevances de la banque que 300.000 fr. en 1926.

Mais la question cruciale pour l'organisation de ces crédits ce sont encore les ressources : la colonie en manque, et cependant les textes récents prévoient le développement de ce crédit, par l'intermédiaire des caisses régionales.

On a donc envisagé un organe central dispensateur de ressources aux banques régionales et susceptible d'escompter leur papier à long et moyen terme, ce devait être soit une banque agricole, soit une caisse à laquelle participerait le Crédit foncier.

En tout cas, cette question est intimement liée à celle du Crédit mutuel à court terme, et les colons étaient bien décidés à l'associer à leurs revendications dans la croisade menée pour l'extension du crédit mutuel¹.

1. Nous signalons que les caisses font un crédit spécial aux pensionnés militaires : prêts atteignant 40.000 fr. aux taux de 1 % (loi du 9 avril 1918 appliquée par décret du 13 août 1921). Ces prêts étaient, le 30 avril 1925 de 1.760.000 fr.

Nous avons vu quels avantages leurs partisans respectifs attachaient à une banque centrale et à la mutualité. C'est cette dernière qui fut adoptée par le Parlement en 1901. Mais qui empêcherait maintenant la création d'une banque centrale de réescompte distributrice de crédit ; placée au-dessus du crédit mutuel qu'elle compléterait.

Il y a 25 ans, on disait : il faut établir le mutualisme ou une banque centrale ; maintenant on peut garder celui-là et juxtaposer celle-ci.

M. Rayneri écrivait en 1896 qu'une caisse centrale devait être la résultante du développement du crédit agricole mutuel : vouloir créer l'une avant le complet développement de l'autre, ce serait vouloir atteindre le sommet de la montagne d'un bond, sans avoir au préalable gravi les longues et pénibles montées, franchi les détours difficiles qui engendrent l'expérience et donnent le savoir¹.

« Ce serait, ajoutait-il encore, poser la toiture sans les fondations ».

La maison est bâtie, il suffit d'y mettre le toit.

Appendice I. — Le Crédit agricole indigène en Algérie.

L'organisation des silos de grains que les indigènes gardent pour prévenir la famine en cas de disette, date des premières années de la conquête.

¹ Cf. Cuniac, *op. cit.*; Albier, *op. cit.*

En 1867, le Général Liébert voulait, en les étendant, créer de véritables sociétés de crédit et de secours pour les indigènes; son essai à Milianah, arrêté par la guerre, fut repris par l'autorité militaire, puis en 1882 par l'Administrateur de Palestro : il fut fondé une véritable caisse, alimentée par les cotisations en argent, auxquelles on adjoignit les silos de réserve; sous le gouvernement général de Tirman, cette institution prit un grand développement.

Le 31 décembre 1886, il y avait 44 sociétés avec 60.000 sociétaires et un capital de 1.700.000 francs.

Le 31 décembre 1890, 70 avec 160.000 membres et 3.800.000 francs de capital.

La loi du 14 avril 1893 est venue consacrer et stabiliser cette œuvre : elle prescrit que ces sociétés sont créées uniquement en faveur des agriculteurs indigènes travaillant pour leur compte; leurs opérations ont trait à : des prêts aux cultivateurs sociétaires, à court terme (5 % pour 1 à 20 ans), des secours aux indigents, des prêts aux sociétés similaires, des assurances collectives contre les sinistres et calamités.

Il existe en général une de ces sociétés par commune mixte, les fonds sont alimentés par des cotisations en nature ou en argent dont le montant est déterminé chaque année par le Conseil d'Administration.

Ces sociétés ont réussi avec succès le double but assigné : distribuer le crédit agricole aux indigènes et au besoin les secourir, et tuer l'usure.

En 1902, il y avait 172 de ces sociétés avec 390.000 sociétaires et un actif de 10.580.000 francs.

Le 31 décembre 1920, il y en avait 219, avec 580.000 membres et un actif de 41 millions; leurs prêts s'étaient montés dans l'année à 19 millions à 5 %, rapportant 330.000 francs.

Appendice II. — Le Crédit agricole en Tunisie.

La législation algérienne sur le crédit agricole y a été appliquée par décret beylicaux des 19 août 1900 (crédit à court terme), 26 janvier 1911 et 10 août 1922 (crédits à long et moyen terme).

Il y a en Tunisie une caisse régionale (Tunis) en englobant 45 locales; la première est assez mal administrée, la direction générale des finances a bien un droit de contrôle, mais ne l'exerce guère, sachant que, pour des motifs d'ordre politique, il sera dépourvu de sanctions.

Les prêts des caisses locales sont représentés par des billets de campagne renouvelables pendant 5 ans, ce qui réunit les prêts à court et à moyen terme; à la caisse régionale, le portefeuille s'élève à 15 millions : là-dessus 5 sont immobilisés, et en mauvaise année, il y a jusqu'à 10 millions d'impayés; une partie s'amortit les mois suivants, mais il y a report d'un solde important à la campagne suivante.

Pour les indigènes, il a été institué par décret du 10 juin 1925, un office public de crédit agricole.

Il peut faire des prêts :

à moyen terme, 1 à 6 ans, pour des améliorations foncières permanentes, aux agriculteurs titulaires de lots de fixation aux sols domaniaux ou habous;

à court terme (de campagne) pour l'amélioration des cultures.

Le bénéficiaire d'un prêt à moyen terme ne doit pas, sauf exception, recevoir de prêt de campagne avant le remboursement du premier.

En outre, intéressante innovation, tout adhérent doit faire partie d'un groupe de 7 à 12 membres, agriculteurs, contractant des engagements solidaires.

La dotation est de 11,5 millions, prévue par la loi du 19 août 1920 « en faveur d'un fonds d'assistance pour améliorer la culture indigène, leur installation et leur fixation au sol ».

SECTION III. — LES COOPERATIVES DE PRODUCTION AGRICOLES

Elles jouent un rôle très important dans le crédit agricole de l'Algérie, et la banque d'émission, au moment de la discussion sur les réescomptes du papier à court terme, a présenté comme un des principaux obstacles à sa réalisation l'organisation économiquement défectueuse de ces coopératives.

Examinons d'abord ces dernières, et nous verrons ensuite les critiques auxquelles elles ont pu donner lieu.

Sous-Section I. — Situation des coopératives en Algérie.

Le principe des coopératives est excellent¹ : fournir au petit producteur l'outillage et l'aménagement, utiliser tous les éléments de production agricole par des services d'intérêt collectif (engrais, électricité, traitement de sous-produits).

L'Etat est trop incompetent pour en prendre la gestion; des groupements financiers exigeraient d'onéreuses garanties, le capital songeant surtout à lui-même. Les agriculteurs groupés entre eux ont fait preuve de beaucoup d'initiative, soutenus d'ailleurs par le concours financier du gouvernement.

La coopération agricole, subventionnée par le gouvernement, était primitivement régie par la loi du 26 février 1909; son article 4 limitait leurs opérations aux produits de leurs adhérents et exigeaient qu'elles ne réalisassent pas de bénéfices commerciaux.

En France, leur statut légal fut modifié par la loi du 5 août 1920, suivie du règlement d'administration publique du 9 février 1921; on en prévoyait l'application en Algérie, mais il y fallait une adaptation; un avant-projet de l'administration algérienne fut communiqué en 1922 aux caisses agricoles régionales, car il modifiait aussi le crédit agricole, puis mis au point, soumis aux pouvoirs publics et à de nouvelles discussions.

1. Voir brochure de M. Pasquier-Brande (Alger, 1927), avocat à Alger, Président de la Confédération générale des agriculteurs d'Algérie, le grand apôtre de la coopération en Algérie.

Cependant des textes de réorganisation partielle voyaient le jour. La loi du 20 décembre 1924 décida qu'à l'avenir, les questions relatives au crédit agricole seraient tranchées directement par un décret, sans qu'une loi soit nécessaire; le décret du 28 février 1924 homologua une décision des délégations financières, accordant des avantages fiscaux aux coopératives : mêmes exemptions d'impôts pour leurs bâtiments que pour ceux des agriculteurs; exemption du droit de licence pour celles qui distillent. Enfin parut le décret du 26 novembre 1925, accompagné par un arrêté du gouverneur général du 5 décembre.

Il constitue la charte des coopératives soutenues par l'Etat, et a beaucoup étendu leur champ d'action (article 22) : elles peuvent effectuer ou faciliter toutes opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles (provenant exclusivement des exploitations des associés).

En font partie « les Sociétés agricoles ayant pour objet de procéder à la fabrication de toutes matières, de tous produits ou instruments utiles à l'agriculture, à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, soit de doter une région ou une agglomération rurale d'installations modernes d'intérêt collectif tels qu'abattoirs industriels, entrepôts frigorifiques, réseaux ferrés, etc., d'entreprises d'hygiène sociale, en particulier pour la construction de logements hygiéniques destinés à des ouvriers ruraux ou bien pour l'amélioration de bâtiments agricoles reconnus insalubres par le service du Génie rural ».

Ainsi les avantages sont étendus de la production à l'industrie agricole.

« *Art. 24.* — Ces coopératives peuvent bénéficier d'avances à long terme, au taux de 2 % à 6 %.

Art. 31. — Elles peuvent recevoir des subventions égales à 3 fois le capital versé ». Jusqu'au début de 1925, les coopératives recevaient en subventions de la colonie 1/4 des frais du premier établissement ; elles ont été ramenées à 1/10 pour les caves et les docks à céréales, mais maintenues à 25 % pour les docks à tabac et les coopératives cotonnières.

Les avances ont été limitées à 40.000 francs pour les gros souscripteurs. La restriction de la loi de 1909 de ne pas réaliser de bénéfices a disparu.

Les coopératives agricoles de production se sont beaucoup développées, surtout depuis la guerre : 46 en 1920, elles sont 169 en 1926 ; en 1920, il n'y avait que des coopératives de matériel agricole et des caves ; en 1925, il y en avait en outre de planteurs de tabac, de vente et transformation des fruits et légumes, des docks à céréales.

Le décret de 1925 sera une cause de nouvel essor¹.

1. Au 1^{er} janvier 1927, les 169 coopératives se répartissaient ainsi
Caves : 71 (dont 4 en construction).
Docks à céréales : 15. Coopératives de vente et transformation de fruits et légumes : 3. Docks à tabac : 3. Coopératives de matériel agricole : 68. Coopératives cotonnières : 4. Distilleries et huileries : 5.

**Sous-section II. — Les principales ccopératives
agricoles de production.**

A) Caves coopératives.

Elles ont rendu les plus grands services à la viticulture : la vinification est, dans les pays chauds, une opération délicate; elle exige de la science, de la propreté, de la rapidité, conditions pratiquement irréalisables dans de petites exploitations.

Au 1^{er} janvier 1926, les 67 caves en exploitation avaient une capacité de 880.000 hectolitres et 1500 adhérents, ce qui représente 590 hl. par membre. Elles avaient déjà reçu de la Colonie 10.040.000 francs d'avances à 2 % et 2.750.000 francs de subventions (non comprises les subventions de 1925).

B) Docks à céréales.

Ce sont de grands magasins où les blés sont entreposés, ne subissant que des opérations d'ordre commercial : pesage, triage, mise en silos, en attendant le moment de vente favorable.

Grâce aux docks, le colon peut protéger ses récoltes des intempéries : en 1918, faute de magasins, la récolte, qui était belle, pourrit en partie; en outre, le dock est utilisé pour régulariser le trafic sur les voies ferrées et éviter l'utilisation de nombreux convois pendant deux mois; les grands docks sont nécessaires en certains points : ainsi celui de Relizane où se concentrent les

grains de Tiaret et du Serson, avant d'être acheminés sur Mostaganem.

Au début de 1925, il y avait 12 docks ayant une capacité de 620.000 quintaux; fin 1926, la capacité des docks construits atteignait 1.100.000 quintaux. Bien que les premiers datent seulement de 1921 les docks avaient reçu, au 1^{er} janvier 1926, 4.500.000 francs d'avances et 610.000 francs de subventions.

C) *Tabacoops.*

Depuis leur création, le tabac algérien est bien plus estimé; elles ont créé des stations d'expérimentation méthodique; par l'importance de leurs opérations, elles ont pu sérier 33 variétés de tabac, alors qu'autrefois on n'en classait que 4; elles ont conquis des marchés extérieurs.

Les plantations de tabac couvraient, en 1919, 21.000 hectares; en 1925, 36.000 hectares, et les tabacoops ont reçu 170.000 quintaux sur 290.000 produits.

Fin 1925, les 3 tabacoops avaient obtenu :

	en subventions	en avances
tabacoop de Bône...	800.000 fr	1.750.000 fr.
— Kabyle ...	590.000 »	1.370.000 »
— de Mitidja	130.000 »	2.260.000 »
Total	1.520.000 »	5.380.000 »

Sous-section III. — Les critiques formulées contre les coopératives agricoles.

Depuis 1924, le Syndicat commercial Algérien ne cesse de s'élever avec force contre les abus des coopératives¹ : il a trouvé un allié temporaire dans la Banque de l'Algérie, primitivement peu favorable à ces entreprises qui gênent souvent l'activité privée, et qu'elle craignait voir entretenir avec les caisses régionales de crédit agricole des rapports peu compatibles avec les statuts de ces dernières.

A) *Griefs d'ordre économique.*

1° Les gros coopérateurs sont plus favorisés que les petits colons : tandis que le décret de 1925 prévoit que les prêts individuels, à ceux-ci, sont limités à 10.000 fr., ceux aux gros coopérateurs peuvent atteindre 40.000 fr. : les secours de la colonie aux agriculteurs sont d'autant plus élevés que ceux-ci sont plus fortunés.

2° Le seul décret du 18 février 1924 fait bénéficier les coopératives d'exemptions fiscales d'ailleurs assez minces ; cependant, elles ne paient aucun impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Et pourtant les bénéfices sont répartis entre les consommateurs sous forme de ristournes. Certes, les

1. Voir à ce sujet le rapport de M. Barat-Dupont (Alger, 1926) présenté sur « les coopératives agricoles en Algérie » au Syndicat commercial Algérien en mars 1926.

C'est ce que « l'Algérie agricole et vinicole » apparaît âprement « l'agression du syndicat commercial ».

coopératives sont des œuvres utiles d'intérêt général; mais pas plus que les industriels et commerçants qui, s'ils retirent un profit personnel de leurs opérations, le méritent bien, car ils sont, eux aussi, des producteurs, des transformateurs et des distributeurs de richesses.

Au Danemark, par exemple, patrie des coopératives, celles-ci ne sont ni subventionnées, ni bénéficiaires d'avances à 2 %, ni exonérées d'impôts; aux Etats-Unis, les docks furent créés par les intéressés avec leurs propres capitaux « et l'Etat ne les connaît que pour leur réclamer des impôts ».

3° L'Etat accorde de trop grandes libéralités aux coopératives. Au début de 1926, les subventions¹ consenties par le gouvernement s'élevaient à 6 millions et les avances à 24.070.000 francs, dont :

1.860.000 fr.	pour	1923
6.060.000 »	—	1924
10.220.000 »	—	1925

Comme pour le crédit agricole individuel, la Banque de l'Algérie a mis une partie de redevances à la disposition du crédit coopératif.

La loi du 20 février 1909 y a affecté 1/3 des redevances de 1900-1911; la loi du 3 décembre 1913, 100.000 fr. des redevances 1912-1917; la loi du 5 août 1921, une partie des redevances depuis 1918, attribuée en bloc par la commission générale, et distribuée par la commission spéciale de crédit agricole.

1. Alors que pour le crédit agricole individuel des avances seules sont consenties, on accorde en outre au crédit agricole coopératif des subventions qui n'ont pas à être remboursées.

Au total, ont été ainsi fournis :

1900-1911	900.000 fr.
1912-1917	600.000 »
1922	2.640.000 »
1923	2.300.000 »
1924	5.640.000 »
1925	2.000.000 »
1926	2.000.000 »
1927	2.000.000 »

Ont pu être mis sur ces sommes à la disposition des coopératives les avances remboursables dans les 5 ans :

1910-1921	1.500.000 fr.
1921	2.740.000 »
1922	940.000 »
1923	1.860.000 »
1924	5.000.000 »

Des avances et subventions sont accordées à des sociétés anciennes en vue de leur agrandissement ; ainsi en 1925, elles ont reçu 1.900.000 fr. d'avances complémentaires, et beaucoup d'entre elles sont patemment très prospères :

Caves d'El-Affroum, qui a reçu	110.000 fr.
— de Kennenda —	370.000 »
— de Mondovi —	120.000 »
Tabacoop de la Mitidja —	160.000 »
Docks de Thiersville —	600.000 »
Docks de Sersov —	110.000 »

Que l'on fasse aux agriculteurs des avances pour les inciter à faire un essai dont ils n'aperçoivent pas tout d'abord l'intérêt, soit. Mais l'essai fait, qu'on les livre à eux-mêmes : ou les premiers ont été favorables, nul encouragement n'est alors nécessaire, les coopérateurs devant trouver dans la certitude de bénéfice accrus, la justification des souscriptions nécessaires ; ou s'il y a eu déception, point n'est besoin d'augmenter les risques de la colonie.

Trop souvent, d'ailleurs, des agriculteurs se lancent dans des entreprises ruineuses, mais ils ne courent pas grand risque puisque la majorité des fonds est fournie par le gouvernement.

4° La loi oblige les coopératives de ne transformer que des produits provenant exclusivement des exploitations des associés. Et cependant elle est souvent violée. On a même vu la coopérative de Bône créant avec ses capitaux, c'est-à-dire en partie ceux de la colonie, une Société Anonyme, la Société des Tabacs d'Hippone, dont les opérations ne sont naturellement l'objet ni d'aucun contrôle, ni d'aucune limitation.

5° Les coopératives s'écartent de plus en plus du but mutualiste. Les docks à céréales, en affranchissant leurs adhérents du souci de vendre, excitent en lui l'instinct spéculatif, qui se retournera contre lui. En 1924, par exemple, 15.000 quintaux de céréales furent stockés à Burdeau : leurs propriétaires les vendirent beaucoup plus cher que les autres sociétaires qui avaient vendu au début de la campagne ; aussi l'année suivante, y eut-il 62.000 quintaux de stockés, ce qui a permis de

vendre en moyenne 25 fr. de plus par quintal qu'au début de la campagne, et de réaliser des bénéfices de 1,5 million; en 1926, et là apparaît nettement la spéculation, près de 100.000 quintaux furent stockés; devant le refus de vente, les minotiers firent venir du blé étranger; quand les agriculteurs se décidèrent à vendre, ils ne trouvèrent acheteurs qu'à un prix inférieur à celui du début de la campagne.

Certes, la spéculation est économiquement très utile, mais elle doit être bannie de toute entreprise coopérative, surtout quand elle est maniée par des agriculteurs mal au courant du commerce. Et, s'ils veulent absolument spéculer « pourquoi faut-il que nos amis colons, disait un industriel homme d'affaires, non contents de faire des bénéfices, nous demandent et notre reconnaissance et notre argent ? »

6° Enfin, c'est un moyen pour les gros colons de profiter de l'intérêt que la colonie porte aux petits.

Nous avons vu déjà que ces colons, avant 1925, pouvaient toucher des avances indéfinies; elles ont été, il est vrai, réduites alors à 40.000 francs.

Une cave créée en 1925 comprend 14 adhérents; sa capacité est de 15.000 hl.; 5 adhérents produisent moins de 400 hl., mais l'un d'eux en produit 2.600 et un autre 3.200. A qui donc cette cave va-t-elle surtout profiter? Les vignobles de deux gros adhérents justifiaient chacun la construction d'une cave; or ceux-ci ont reçu chacun 40.000 fr. d'avances à 2 % et respectivement 10.000 et 13.000 francs de subvention.

Ainsi deux colons ayant près d'un million en terres

reçoivent des secours élevés de l'Etat pour la création d'une entreprise qui va augmenter la valeur de leurs terres de plusieurs milliers de francs par hectare.

De même on pourrait citer par exemple le dock à céréales du Sorsou (Burdeau), créé en 1921¹, et ayant une capacité de 100.000 quintaux, qui compte 56 adhérents : cela représente près de 2.000 quintaux, 250.000 fr. de récolte par sociétaire. Et cependant ce dock a reçu rien que pour s'agrandir, plus de 100.000 fr. en 1925¹.

* * *

Les défenseurs des coopératives font observer que le concours des colons est précieux, et qu'ils sont appelés par les petits eux-mêmes afin de donner plus d'assise et de rendement à la société, d'ailleurs leur contribution personnelle n'est pas négligeable : à la viti-coopérative de Boufarik (traitement des sous-produits de la vigne) les petits colons ont fourni :

	100.000 fr.
la colonie.....	900.000 »
les gros colons	1.000.000 »

Comme pour les caisses régionales, il est certain que l'admission des gros colons dans les coopératives a été

1. Quelques-unes de ces observations sont habilement présentées dans un article du *Petit Provençal*, 4 mars 1926. « Le grand colon détourne les lois sur le bien de famille pour créer des caves, organiser des entreprises qui augmentent ses terres de plusieurs milliers de francs par hectare.

Des entreprises en pleine prospérité reçoivent de la colonie des millions en avances; n'est-elle pas toute prête, en effet, à se porter au secours de ceux qu'on appelle les « petits cultivateurs? » Il veut encore plus; il se cachait tout à l'heure, maintenant il agit au grand jour; il va se servir des avances accordées par l'Etat aux coopératives pour diriger des attaques contre le commerce et l'industrie de son pays. D'une loi d'apaisement et d'union, il va faire une loi de guerre ! D'habiles inventeurs imaginent-ils le traitement des grignons d'olives ? Vous voyez aussitôt 7 propriétaires d'olivettes se transformer en industriels, demander à l'Etat un prêt de 500.000 fr., aussitôt perdu. La colonie est là pour supporter la perte... »

non seulement utile mais *nécessaire* : ce sont eux qui possèdent la largeur de vue, la compétence, la hardiesse, les ressources nécessaires à leur création et à leur fonctionnement, et les services rendus par les coopératives ont été utiles non seulement au point de vue économique, mais aux points de vue social et politique : avant les tabacoops, par exemple, les planteurs colons ou indigènes étaient exploités par quelques gros commerçants et, depuis leur création, les standardisations des types de tabac rendue possible par un énorme débit, a introduit sur le marché des prix stables et *uniformes*, le plus petit indigène vend son tabac au même prix que le grand colon : il en est résulté dans la région de Bône en particulier du bien-être chez les indigènes et un grand apaisement moral.

Les directeurs de la société en profitent ? mais c'est peu de chose eu égard à l'immense bienfait rendu à la société.

En somme, cette question des rapports des gros colons et des coopératives est plus une question de mesure qu'une question de principe.

Il y a des abus très nets, nous l'avons signalé, mais ce n'est pas une raison pour condamner *à priori* les coopératives. La Banque l'a bien compris, et au lieu de leur être systématiquement hostile comme au début elle les accueille avec sympathie, tout en s'efforçant de réduire les abus dans la mesure de ses moyens¹.

1. V. notamment les mesures de la banque pour les warrants agricoles escomptés par les docks.

B) *Griefs d'ordre bancaire.*

Les points que nous avons exposés n'intéressent pas directement la Banque de l'Algérie, et il semble qu'il s'agisse plutôt de controverse entre les colons et non-colons.

Mais les coopératives, outre qu'elles peuvent être clientes de la banque de l'Algérie directement ou par réescompte, ont accès aux caisses régionales, et il importe pour la banque d'émission de connaître leur genre d'activité.

A leur création, elles font appel à l'escompte de ces caisses, dès le premier versement, rarement fait en espèces, presque toujours exécuté sous la forme de billets à ordre négociables.

Les conseils d'administration des coopératives sont d'autre part souvent les mêmes que ceux des caisses régionales : aussi celles-ci escomptent-elles facilement le papier à moyen et court terme de celles-là en cours d'exploitation, et facilitent-elles considérablement leurs opérations.

« Le grand colon veut plus encore : maître de la coopérative, il devient celui de la caisse régionale dont il est nommé administrateur. Cette caisse devrait jouer par l'escompte du papier de la coopérative, le rôle d'un répartiteur, d'un contrôleur. Le peut-elle ? Contrôleur et contrôlé sont la même personne¹ ».

1. *Le Petit Provençal*, 4 mars 1926.

Certaines de ces coopératives, particulièrement les tabacoops, ayant monopolisé le commerce de certaines branches, d'autres se lançant dans la spéculation, toutes enfin étendant beaucoup leur chiffre d'affaires, on comprend que la banque d'Algérie ait manifesté à leur égard quelque appréhension. Elle peut penser qu'ayant accordé des cotes de crédit importantes à ces « créations du Directeur de l'Agriculture », dans quelques années leurs besoins, du fait même des facilités qu'elles y trouvent, se seront encore accrus, et ce sera une nouvelle lutte pour l'augmentation du réescompte.

Enfin, la banque n'avait-elle pas lieu d'être indisposée par le spectacle de coopératives qui avec leurs bénéfices (bénéfices illégaux), achetaient des journaux pour combattre le politique de la banque même.

« Comment espérer que la banque agricole donnera les résultats souhaités, si au lieu de répondre au but que nous venons d'indiquer, elle est submergée par le papier émanant des coopératives, telles qu'elles sont aujourd'hui; cette nouvelle banque agricole servirait surtout à renforcer les privilèges dont les groupements de producteurs bénéficient au détriment des autres forces de la colonie; elle se verrait exposée à des risques redoutables, car les effets créés par les coopératives et émis souvent en vue de la formation d'entreprises aléatoires, sont loin de représenter toujours les garanties désirables » (*Le Temps*, 25 avril 1926).

Ces considérations pessimistes devaient jouer un rôle dans la discussion sur le réescompte du papier des caisses agricoles.

Mais elles ne semblent pas avoir eu d'influence directe sur la marche des coopératives : les colons sont en effet bien trop puissants en Algérie, par le nombre, par la fortune, et la situation politique : 62 délégués financiers sur 69 sont imposés au titre des bénéficiaires agricoles, et ils devaient s'opposer à toute tentative de transformation du régime des coopératives qui leur est si profitable.

Cependant l'action de la banque de l'Algérie et des syndicats commerciaux et de fonctionnaires, aura eu tout de même un résultat : renforcer le contrôle gouvernemental des coopératives et surveiller particulièrement le papier qu'elles envoient à l'escompte des caisses régionales.

CHAPITRE IV

La réorganisation du crédit agricole à court terme.

Nous avons vu le magnifique développement des Caisses de Crédit mutuel agricole en Algérie et la non moins brillante réussite des coopératives. Nous avons vu que le crédit « par en bas », unique solution envisagée par les débuts du crédit agricole, comme pratique et rationnelle, était devenu insuffisant, et qu'il fallait un puissant organisme d'escompte pour augmenter les capitaux à mettre à la disposition de l'agriculture.

Les colons se sont naturellement adressés, suivant leur habitude, à la Banque de l'Algérie, pour les prêts à court, long et moyen terme; de nombreux projets furent présentés, des discussions, longues et souvent très tendues, se sont engagées entre la Banque et le Gouvernement général représentant l'opinion publique; nous allons les examiner, car leur intérêt ne vient pas seulement de ce qu'ils ont abouti aux résultats actuels, mais encore de ce qu'elles reflètent nettement l'esprit de la banque et celui des colons : il semble que beaucoup de ceux-ci, depuis les fâcheux événements des comp-

toirs d'escompte, n'ont rien appris et ont tout oublié alors que la banque n'a rien oublié et prétend avoir beaucoup appris.

Il nous faut ici distinguer entre les crédits agricoles à court terme¹ et les crédits à moyen (1-6 ans) et long (6-25 ans) terme.

Pour ces derniers, la création d'un organisme indépendant de la Banque d'Algérie a été considérée par tout le monde comme une heureuse solution : on ne discute que sur son administration et ses ressources, mais non sur son existence même. Pour le crédit à court terme, au contraire, les colons le voulaient rattacher à la Banque de l'Algérie, et celle-ci le désirait dans les attributions d'une Banque Agricole.

Nous allons étudier successivement les projets d'organisation des crédits à court, et à long et moyen termes; l'exposé des premiers sera le plus important, tant par les discussions plus nombreuses et plus délicates auxquelles ils donnèrent lieu, que par ce qu'il contiendra des explications se rapportant aux crédits à long et moyen terme, étant donné l'interpénétration et les liens étroits des deux sortes de crédits.

1. Le crédit à court terme n'a pas ici le même sens, notons-le encore, qu'en matière commerciale; sa durée est, non plus de 90 ou 100 jours, mais 9 mois ou un an; en outre selon qu'il est destiné à des opérations mercantiles ou à l'exploitation agricole, son gage est représenté ou non par une valeur réelle mobilisable.

SECTION I. — PREMIERES DISCUSSIONS

(jusqu'à fin 1925).

La Banque de l'Algérie a pour mission d'*assurer une saine circulation* monétaire : son devoir est donc de donner à son émission une base solide : l'article 11 de ses statuts a précisé les limites des opérations qu'elle peut faire et en contre-partie desquelles elle est autorisée à émettre des billets.

La question qui se posait pour la Banque était donc de savoir si le papier que pouvaient présenter à l'escompte les caisses, remplissait les garanties de sécurité et de mobilité prévues par les statuts.

Comment le savoir? Comment distinguer le papier qui doit être payé à une échéance courte, de celui qui doit s'immobiliser? Comment s'assurer de la solvabilité effective des engagés? Aussi quand le Gouverneur Général (M. Lutaud et ses successeurs) lui demande l'admission du papier des caisses, peut-elle répondre que la question est mal posée; qu'elle n'a jamais refusé d'entrer en relation avec les caisses de crédit mutuel agricole, mais aucune ne lui a demandé de crédit : elles savent, en effet, que pour obtenir leur admission à l'escompte, il faut montrer aux agents de la Banque, le bilan et la comptabilité qui en permettent le contrôle : beaucoup ont préféré recourir aux autres banques

et leur donner en garantie des titres de bourse achetés en partie avec les avances du gouvernement; d'ailleurs, d'après les rapports des inspecteurs des finances, beaucoup de ces banques sont mal gérées.

L'admission des caisses, bonnes ou non, à la Banque de l'Algérie, ne résoudrait pas le problème du crédit agricole à long terme; en matière de banque, il faut respecter le principe de la division du travail. Vouloir concentrer, dans un établissement unique, les attributions d'une banque d'émission, d'un Crédit Foncier et d'une Banque de dépôts, c'est associer des éléments discordants. Il faut créer dans la Colonie, un vrai Crédit Foncier qui tire ses ressources non des dépôts à intérêt, mais de l'émission d'obligations remboursables en 30, 40, 50 ans.

La Banque estime que la caution des Caisses de Crédit mutuel algérien est insuffisante, qu'en tout cas, elle ne peut réescompter le papier agricole, et qu'enfin, il faut créer, dans ce but, un organisme spécial.

En 1921, sur les instances répétées du Gouverneur Général (alors M. Steeg), la Banque de l'Algérie consentit à réescompter le papier de ces caisses dans certaines conditions : chacune devait s'aboucher avec l'établissement de crédit de son choix, parmi les banques opérant dans le pays. Chacun d'eux à son tour demandait l'ouverture à la banque de l'Algérie d'une cote de crédit dont le montant ne devait pas excéder, pour chaque caisse, une fois et demie le capital versé et les réserves.

Chaque caisse était donc admise à l'escompte sous une cote particulière, mais sous l'endos de l'établissement qu'elle avait choisi, indépendamment des cotes ouvertes pour le réescompte à ces établissements : ce papier présenté devait être à échéance de 90 jours, renouvelable deux fois, ce qui le portait à 9 mois, durée d'une campagne agricole. Le taux était 1,50 % au-dessous du taux officiel. La mise en vigueur de l'accord eut lieu dans le courant de 1922.

En 1924, la Banque autorisa l'admission sans limitation du papier des caisses régionales présenté par les banques intermédiaires sous la seule condition qu'il serait revêtu de bonnes signatures, n'excéderait pas 100 jours et serait renouvelé une ou deux fois. Mais du jour de l'adoption de ce régime, les caisses régionales ne subirent guère, en raison du tri très sérieux de leur papier, d'augmentation dans leurs facultés de réescompte. A la suite de la crise¹ élevant le taux de la banque à 7,5 %, il y eut de nouveaux pourparlers, et au cours d'entrevues entre le Directeur Général, en mars, puis en mai 1925 (M. Viollette venant d'être nommé) fut proposée la création d'une banque agricole; le projet de banque agricole était très ancien, mais il avait été abandonné depuis de longues années, et sa reprise causa quelque étonnement. La Fédération des caisses régionales y vit même un moyen employé par la banque de l'Algérie pour se décharger habilement

1. C'est à la suite de cette crise que, pour se rendre plus puissantes dans leurs discussions avec la banque d'émission, les banques régionales se fédérèrent.

du crédit agricole, et elle envisageait cet organisme avec la plus grande défiance.

Au mois de mai 1925, les Chambres d'agriculture des 3 départements demandent l'escompte direct du papier agricole à la banque et subsidiairement la création d'une banque agricole où les organismes de crédit mutuel existantes, auraient la voix prépondérante. La Fédération des caisses régionales accepte le principe de la Banque de l'Algérie, mais à condition :

1° Qu'elle ait son siège à Alger et respecte l'organisation du crédit agricole mutuel.

2° Que la rémunération de son capital soit modérée.

3° Que, par un accord entre la Banque de l'Algérie et la Banque agricole, soit assuré à cette dernière un crédit suffisant pour réescompter le papier agricole de campagne en quantités proportionnelles aux besoins de l'agriculture et à des conditions de taux plus favorables que les conditions actuelles.

4° De dotation de la Banque de l'Algérie (surtout pour le crédit à moyen et long terme).

5° De souscription de la Banque de l'Algérie au capital; de sa représentation par la moitié au plus des membres du Conseil d'Administration, les autres devant représenter la colonie et les Caisses Régionales¹.

La 3^e condition, adoptée d'ailleurs par les 1^{es} délégations financières à leur session ordinaire de 1925, déplut à la Banque de l'Algérie qui voulait être complètement et définitivement débarrassée de tout papier

1. Voir Délég. Fin. Session ord. du 1925. Section VIII.

agricole : elle ne voulait pas que le nouvel organisme fasse passer, de son portefeuille dans le sien, tout ou partie du papier des caisses agricoles, quand il est supérieur à 100 jours; la Banque agricole serait la Banque de réescompte des caisses sans aucun rapport avec la Banque de l'Algérie.

D'ailleurs, l'idée que l'importance des crédits consentis à l'agriculture doit être mesurée aux besoins de celle-ci, repose sur une notion erronée. Le montant des crédits consentis par des banques ou des particuliers, est conditionnée non par les besoins de l'emprunteur, mais par la valeur de ses garanties et surtout par les possibilités financières du prêteur.

Le Conseil de la Banque de l'Algérie consentait bénévolement et à titre exceptionnel, mais en restant dans le cadre fixé par le législateur de 1900, à aider le gouvernement à reconstituer le fonds destiné à organiser le crédit agricole en Algérie; mais les pouvoirs publics devaient tenir la main à ce que les redevances et parts de bénéfices versés annuellement par la Banque au Trésor, reçoivent désormais une affectation normale; bref, la Banque souscrivait au capital d'une Banque agricole, mais sous certaines conditions : Autorisation législative nécessaire pour tout prêt de la Banque; limitation du crédit agricole aux petits colons, les autres pouvant se procurer des fonds par les moyens normaux; interdiction statutaire à la Banque Agricole, de réescompter à la banque d'émission et de recevoir des dépôts à vue.

A la suite de ces vœux divers, une réunion pour la

création d'une banque agricole eut lieu le 28 juillet 1925 à Paris entre : Le Directeur Général et des Administrateurs de la Banque de l'Algérie d'une part ; les représentants politiques et administratifs du Gouverneur Général.

Après avoir rappelé les temps malheureux des comptoirs d'escompte — la banque ne manque jamais, quand cela peut lui être utile, d'évoquer avec quelque complaisance ces tristes souvenirs — le Directeur Général indiqua les règles différentes qui président à l'escompte du papier commercial et agricole, les conditions très strictes imposées à la banque lors du renouvellement de son privilège en 1900, le détournement qu'on fit de ses redevances primitivement affectées au crédit agricole et la défectueuse organisation des coopératives ; il passa enfin au fonctionnement présumé d'une *Banque Agricole* ; cette banque centrale disposerait de fonds qu'elle ne serait pas obligée de rendre avant longtemps et pourrait donc pratiquer le prêt à long et moyen terme ; son capital serait de 50 millions, souscrit pour 25 millions par la Banque de l'Algérie, 12 millions par l'Algérie, 3 millions par la Tunisie, et 10 par le public et les caisses agricoles ; des fonds importants seraient constitués par la portion réservée sur les redevances annuelles et les bénéfices de la Banque de l'Algérie, des disponibilités de la Caisse des retraites des fonctionnaires et quelques dépôts de plus d'un an ; plus tard la banque agricole émettrait des obligations ; donc plus besoin de recours extérieurs. Les statuts de cette banque seraient très rigoureux pour sauvegarder

les fonds des actionnaires. Le président serait désigné par la Banque de l'Algérie, chaque groupe ayant, dans le Conseil, un nombre de places proportionné à ses souscriptions.

La gestion de la banque serait constituée de façon que les bénéfices et les réserves soient employés surtout à rembourser les actions. Un autre genre d'organisme à envisager serait une *Caisse de Crédit Immobilier* : doté d'un petit capital, il serait créé avec le concours de la Cie Algérienne et du Crédit Foncier d'Algérie-Tunisie pour le personnel technique, et la participation de la Banque de l'Algérie : celle-ci consentirait un prêt à un taux très modeste à l'Algérie pour alimenter la Caisse, administrée par les banques fondatrices sous le contrôle du Gouvernement Général; les caisses agricoles régionales s'y affilieraient, disposant à ses guichets de cotes de crédit proportionnelles à leurs forces et limitant leurs crédits à une même personne et surveillées par la caisse centrale.

La Banque voulait comme compensation à ces sacrifices faits bénévolement, car elle n'avait sur ce point aucune obligation juridique, ne plus entendre parler du papier des caisses régionales jusqu'au 31 décembre 1945, fin de son privilège.

Une seconde réunion de la même « Commission pour la création d'une banque agricole en Algérie » eut lieu à Paris le 26 septembre suivant pour tirer les conclusions du précédent entretien : Le Gouvernement Général déclarait se rallier à la formule de la banque agricole, type Caisse des prêts immobiliers, créée sur le modèle marocain (dahir du 9 mai 1923).

La Banque mettrait à la disposition de la colonie un compte-courant de 20 millions que celle-ci emploierait selon ses besoins; la banque entendait le consentir d'une façon définitive, sans être entraînée, par suite de difficultés ou de mauvaises récoltes, à donner plus; la Banque Agricole, pensait-elle aussi, ne devrait pas faire de conditions trop douces pour qu'on n'y vienne pas chercher des fonds à plus bas prix que dans les établissements bancaires, ce qui épuiserait vite les ressources.

A une observation d'un représentant du Gouverneur que « le public s'étonnerait en ne voyant pas le papier de la Banque agricole réescompté par la Banque de l'Algérie », le Directeur Général répondait : « Nous allons vous prêter 20 millions à 2 % qui, dans notre portefeuille rapportent 6,5 %, il en ressort un manque à gagner qui se chiffre par 900.000 fr., or il faut faire comprendre à nos actionnaires que ce sacrifice est payé par l'affranchissement pour la Banque de l'Algérie du papier agricole ».

En 1924, on avait donné une interprétation large aux statuts, afin de favoriser l'effort de quelques petits organismes intéressants, et encore, en proportions restreinte; ça aurait pu continuer ainsi; mais on a ébruité la question, déchaîné les appétits de ceux qui n'étaient pas favorisés : le Conseil de la Banque ne pouvait plus fermer les yeux pour rendre de petits services locaux, mais devait choisir un système.

La Banque de l'Algérie ne fera pas partie du comité de censure de la Banque, puisqu'elle prête à la colonie : les conseils qu'on lui demandera ne seront pas ménagés

officieusement, mais officiellement ce serait très grave.

Ainsi donc, sur les principes l'entente était faite et la période de discussions générales et plus ou moins passionnées était close.

Examinons les projets de la Banque agricole alors en présence.

SECTION II. — LES PROJETS DE BANQUE AGRICOLE

A la suite de la conférence du 28 juillet 1925, une commission appelée à donner son avis sur la création d'une banque agricole, fut créée au Gouvernement Général et se réunit le 15 septembre; des colons délégués français étudièrent les esquisses de projets conçus à la suite de cette conférence, particulièrement celui de la banque agricole du type caisse des prêts immobiliers et les modifièrent; ils mirent un avant-projet sur pieds, qui, à la suite de la conférence du 28 septembre, fut de nouveau modifié par l'Administration; présenté alors à la confédération générale des Agriculteurs d'Algérie, celle-ci obtint des remaniements qui furent également adoptés par les délégations financières à leur session de novembre.

Sous-section I. — Principes généraux dégagés de la conférence du 28 juillet 1925.

Banque Agricole au capital de 2.000.000, souscrit par le Gouvernement général, le Crédit Foncier et la Cie Algérienne.

Opérations de *Crédits de campagne*, qui, destinés aux petits et moyens agriculteurs ne devraient pas dépasser 50.000 fr.; et de crédit à moyen terme¹.

Provenance des fonds alimentant la banque :

- a) Capital social versé;
- b) Avances à taux réduit faites par le Gouvernement Général (et provenant d'une avance au même taux de la Banque d'émission à la Colonie);
- c) Subvention annuelle de 1.000.000 prélevée sur les redevances de la Banque de l'Algérie;
- d) Obligations à souscrire par le public et les personnes morales administratives, telles que les caisses des retraités, des fonctionnaires, la caisse d'épargne.

Siège social : Alger. Siège administratif : Paris (comme pour le Crédit Foncier d'Algérie-Tunisie, et afin de ne pas payer les impôts de la Métropole).

Auprès de la Banque Agricole, comité de censure, où la Banque de l'Algérie serait représentée et dont les membres assisteraient aux séances du Conseil d'Administration, avec faculté d'examiner l'ensemble de la question et la comptabilité.

Sous-section II. — Résolution de la commission instituée au gouvernement général.

Cette commission ne voulait en aucune façon porter atteinte au Crédit mutuel organisé par les lois du 8 juillet 1901 et 5 août 1920; elle enregistrait le refus de

1. Voir le chapitre suivant où est traitée la discussion du crédit à moyen et long terme.

la Banque de l'Algérie d'escompter du papier agricole; elle notait la prépondérance de l'agriculture en Algérie, l'influence qu'elle joue dans la prospérité même de la Banque de l'Algérie, la nécessité de l'encourager au moment où la métropole fait appel à toutes les forces vives de ses citoyens:

La Banque Agricole qu'elle proposait donc aurait un capital de 15.000.000, fourni par l'Etat Algérien, *les caisses locales et régionales, les coopératives et leurs adhérents*, et une souscription publique.

A) *Provenance des fonds alimentant la Banque :*

a) Capital social versé;

b) Avances de 40.000.000 de la Banque de l'Algérie par l'intermédiaire de la Colonie à un taux très faible, supporté intégralement par la Banque Agricole.

c) Ressources disponibles affectées par l'Algérie au crédit agricole et *cela sans changer les subventions et avances actuelles aux caisses locales et régionales.*

d) Obligations à émettre par le public et les personnes morales et administratives;

e) Dépôts à effectuer par les *Caisses régionales et les coopératives.*

f) Eventuellement réescompte dans les établissements financiers.

B) *Siège social et Administratif.*

Alger.

C) *Fonctionnement.*

Réescompte du seul papier des Caisses régionales, le maximum des prêts individuels réescomptés étant de 50.000 fr. pour les crédits de campagne; pour les coopératives; le maximum serait fixé par le Conseil d'Administration de la Banque pour chaque cas particulier, sans pouvoir dépasser le triple du capital et des réserves de chaque société.

Le taux de l'intérêt ne pourrait être inférieur au taux officiel de la Banque de l'Algérie.

D) Répartition des bénéfices :

a) Réserve légale 5 %;

b) Capital libéré et non amorti, intérêt égal au taux moyen des avances sur titres de la banque de l'Algérie pendant tout l'exercice;

c) Constitution de tout fonds de prévoyance ou de réserve décidé par l'assemblée générale;

d) Remboursement du capital;

e) Fonds de réserve extraordinaire pour garantir au besoin le remboursement des avances.

Auprès de la banque sera institué un contrôle de censeurs où seront représentés tous les organismes ayant participé à sa constitution.

Sous-section III. — Avant-projet de statuts présenté par le Gouvernement Général.

§ 1. — Principes généraux.

1^o *Concours financier.* — On peut compter que la Banque agricole pourra disposer d'une première mise de fonds de 47 millions, ainsi fournis :

Banque de l'Algérie	20	millions.
Colonie (dont 20 millions de la		
Caisse de retraite des fonction-		
naires)	23	—
Crédit Foncier et Cie Algérienne	2	—
Caisses régionales	1,5	—

2° *Fonctionnement.* — Les caisses régionales continueront, comme par le passé, à recevoir des avances gratuites proportionnées à leur chiffre d'affaires qui est la mesure des services rendus par elles. Comme par le passé, elles continueront aussi à s'adresser à telle banque intermédiaire qui leur plaira, et pour éviter toute concurrence et tout froissement entre ces banques et la Banque Agricole, on peut envisager que celle-ci pourra s'interdire l'escompte direct du papier à court terme des Caisses Régionales : elle fonctionne ainsi comme banque de réescompte au *deuxième degré*, se bornant à prendre le papier que les banques intermédiaires voudront bien lui passer. Elle jouera en somme, le rôle d'organe régulateur de l'escompte du papier de campagne agricole.

Il se passera entre les banques intermédiaires et la Banque Agricole, ce qui se passe actuellement entre elles et la banque de l'Algérie : or, elles tiennent beaucoup à obtenir de celle-ci des cotes de réescompte, car elles y voient une couverture indispensable à la sécurité de leurs opérations, mais elles s'en servent le moins possible : ainsi, en 1924, elles ont obtenu pour ce papier une cote de 8.700.000 fr. qu'elles n'ont utilisée que

jusqu'à 1.500.000 fr., ce qui ne les a pas empêchées d'escompter aux Caisses, 20.000.000 fr. d'effets. Avec une cote de 20.000.000 à la Banque Agricole, elle pourrait escompter 60.000.000 de papier agricole.

3° *Mode d'utilisation des ressources.* — Les fonds restent prêtés, les uns à 2 %, les autres à 6 ou 7 %, sous forme d'ouverture de crédit : on affectera ces derniers aux opérations intermittentes de réescompte, à court terme, les premiers étant réservés aux opérations continues à long et moyen terme : par un mécanisme de compensation, on pourrait obtenir dans les prêts à court terme un taux ne dépassant pas le taux officiel d'escompte de la Banque de l'Algérie.

4° *Contrôle des garanties offertes par les emprunteurs.* — Il porterait sur la valeur des signatures apposées sur les effets, et serait déjà très facilité par celui effectué au premier degré par les Banques intermédiaires.

§ 2. — *Grandes lignes du projet.*

Art. 2. — La Société a pour objet :

1° D'escompter aux Banques Françaises ayant leur siège Social ou des Succursales ou agences en Algérie, les effets escomptés par ces Banques aux Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel et correspondant à des opérations de crédit à court terme, telles notamment que crédits de campagne, crédits de warrantage, etc...

Art. 6. — Le capital social est fixé à 5.000.000, divisé en actions nominatives de 1.000 fr. ainsi souscrites :

1.500 parts à la Colonie ou aux Administrateurs-nommés par le Gouverneur Général;

1.500 aux caisses Régionales de Crédit mutuel agricole ou administrateurs tenus d'être en même temps Administrateurs d'une Caisse Régionale;

2.000 aux banques spécifiées par l'article 2 ou aux Administrateurs agréés par ces banques.

Art. 10. — Les parts ne donnent droit, dans l'actif, qu'au remboursement, encas de liquidation, du montant de la valeur initiale non amortie à cette époque.

L'intérêt annuel ne pourra excéder 8 % tant que les réserves n'auront pas atteint au moins le montant du capital social; à partir de ce moment, il pourra y avoir un supplément d'intérêt d'au plus 1 % par tranche de 5 millions de réserve.

Art. 13. — Le Conseil d'Administration est composé de 12 membres résidant en Algérie ou à Paris, dont 2 représentant la Colonie et nommés par l'Assemblée Générale, devront comprendre 4 administrateurs d'une Caisse régionale, et 6 agréés par les banques actionnaires....

§ 3. — *Observations sur l'avant-projet de statuts.*

a) *Régime légal proposé et caractère de la Société.*

Il s'agit d'une société anonyme régie par la loi du 24 juillet 1867. Cependant la disposition qui prévoit

la nomination d'une partie des Administrateurs, non par l'Assemblée Générale, mais par le Gouverneur Général (art. 13), y déroge et une loi seule peut l'autoriser.

Le caractère anonyme de la Société présente entre autres avantages, celui de limiter les responsabilités des sociétaires au montant de leurs participations.

Le but de la nouvelle institution étant aussi bien d'assurer le réescompte que de compléter l'organisation du crédit agricole mutuel, il était tout naturel de la concevoir sur des principes mutualistes et coopératifs. C'est ce qu'a pensé la Commission réunie le 15 septembre et dont nous avons indiqué les tendances.

Le Gouvernement Général n'a pas pensé pouvoir suivre cet avis à la lettre et constituer, sous le nom de Banque agricole, une simple caisse régionale de crédit agricole mutuel agrandie, vu « la difficulté de concilier ce nouvel organisme avec la rigueur des textes mutualistes ». Mais cet avant-projet n'en a pas moins l'esprit mutualiste sur deux points essentiels, la qualité des sociétaires et la rémunération du capital¹.

b) *Les sociétaires.*

L'article 6 limite en principe le droit de souscrire des parts à trois catégories de sociétaires; les Caisses régio-

1. Ce désir du Gouvernement général de faire le moins de mécontents possibles a été quelque peu raillé à la séance tenue par la Confédération générale des agriculteurs d'Algérie. Le projet, dit un des membres, « n'est ni capitaliste ni mutualiste; c'est personne qui doit commander et c'est tout le monde ! Cela doit rendre service à tout l'agriculture algérienne et aux banques en même temps. »

nales, principales institutions intéressées au fonctionnement du nouvel organisme, les Banques susceptibles de servir d'intermédiaires entre la Banque agricole et les caisses régionales; enfin, la Colonie, gardienne des intérêts généraux engagés dans l'entreprise. A chacune de ces catégories de sociétaires est attribuée une proportion déterminée des parts, et pour maintenir dans l'avenir l'équilibre ainsi établi, l'article 8 prévoit qu'aucune cession de parts ne pourra se faire qu'avec l'agrément du Conseil d'administration, qui devra veiller au maintien des proportions établies par l'article 6.

Pour répondre aux prescriptions de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867 qui exige la possession par chaque administrateur d'un certain nombre d'actions de garantie, les articles 6 et 14 prévoient que les administrateurs pourront, à titre individuel, être propriétaires de parts. Mais ces parts, déposées dans la Caisse de la Société, devront être rétrocédées à la Colonie, aux Banques ou aux Caisses cédantes à la fin de la gestion de l'administrateur qui en aura temporairement bénéficié. Le principe de répartition posé par l'article 6 sera ainsi toujours maintenu.

Si on réfléchit que la future Banque n'est appelée en principe à faire d'opérations qu'avec les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel et les Banques intermédiaires, on reconnaîtra que la répartition des parts, telle qu'elle est fixée par l'article 6, présente un caractère nettement coopératif. En effet, le trait le plus caractéristique des entreprises coopératives est de grouper non des capitalistes quelconques, mais des usagers de

l'entreprise, des individus ou des Sociétés appelés à bénéficier de son fonctionnement.

Lorsque ce principe est posé sans restrictions, il aboutit à la règle que les sociétés coopératives ne peuvent faire d'opérations qu'avec leurs sociétaires. Il y aurait eu des inconvénients à limiter aussi strictement le champ d'action de la future Banque agricole et le projet de statuts a évité intentionnellement de poser cette règle. Mais, en fait, la Banque userait vraisemblablement peu de la faculté qui lui est laissée de faire des opérations avec des Banques ou des Caisses ne lui ayant souscrit aucune part. En règle générale, elle n'aurait guère affaire qu'avec ses cosociétaires.

c) *Siège social.*

Etant donnée la composition proposée pour le Conseil d'administration, le Siège social à Alger s'imposait.

On a fait cependant observer qu'il serait intéressant, pour une banque appelée à émettre des bons, des obligations et des cédules hypothécaires, d'être en liaison constante avec les milieux financiers parisiens.

L'observation était trop juste pour qu'il n'en fût pas tenu compte. Aussi l'article 13 prévoit-il que les administrateurs pourront résider en Algérie ou à Paris et l'article 18 propose d'admettre au sein du Conseil d'Administration la représentation des administrateurs. Les Banques sociétaires de la Banque agricole pourront ainsi faire désigner par l'Assemblée générale, pour les représenter, des administrateurs en résidence à Paris;

et ceux-ci qui auront la faculté de se faire substituer aux réunions du Conseil à Alger, ou à Paris par un mandataire de leur choix, n'en seront pas moins, par leurs relations dans les milieux parisiens, des correspondants naturels de la Banque agricole à Paris et des conseillers précieux.

Les réunions du Conseil d'Administration pourront avoir lieu soit à Alger, soit à Paris, mais le comité de direction siègera à Alger.

d) *Contrôle.*

L'article 49 propose de soumettre la Banque agricole à toutes mesures de contrôle et de surveillance auxquelles sont astreintes les caisses de Crédit agricole mutuel. Cette formule a paru s'imposer pour un organisme qui n'a d'autre but que de compléter l'organisation du crédit agricole mutuel, notamment en assurant le réescompte si menacé aujourd'hui.

e) *Conditions de réalisation du projet proposé.*

Tout d'abord les assemblées financières devaient se prononcer sur les points suivants :

1^o Vote d'un crédit de 1.500.000 francs à affecter au capital de la Banque agricole au titre de participation de l'Algérie.

2^o Vote de trois articles à insérer dans la loi de finances, l'un en vue de permettre la participation de l'Algérie à la Banque projetée dans des conditions à

fixer par les statuts; l'autre en vue d'autoriser l'Algérie à emprunter 20 millions à la Banque de l'Algérie pour les avancer à la Banque agricole; le troisième enfin, en vue d'autoriser l'Algérie à garantir les emprunts que la Banque agricole pourrait contracter auprès des Caisses de retraite de la Colonie.

Sous-section IV. — Les amendements à l'avant-projet du Gouvernement général apportés par la Confédération générale des Agriculteurs d'Algérie et les Délégations financières.

Le 2 novembre cet avant-projet fut présenté à la Confédération générale des Agriculteurs d'Algérie qui y apporta le vœu de plusieurs remaniements, lesquels furent adoptés par les délégations financières à leur session extraordinaire de 1925.

A) La question des banques intermédiaires.

Cette nouveauté introduite par le Gouvernement général, ne laissait pas que d'inquiéter les agriculteurs, pour qui un intermédiaire est toujours quelqu'un « de plus ou moins utile qui prélève sa commission ».

Le Président de la Fédération des coopératives agricoles fit observer l'avantage que nous avons déjà signalé : si la banque agricole escomptait directement, une fois sa provision de 20 millions épuisée, elle n'a plus aucun moyen de secours en faveur des Caisses;

tandis que par le système du réescompte, les Banques intermédiaires peuvent avec une cote de réescompte de 20 millions, escompter jusqu'à 60 millions de papier, sachant qu'elles n'en porteront pas au portefeuille de la Banque agricole plus du tiers à la fois.

Seulement, la confédération générale des agriculteurs algériens, qui se rend à cet argument, fait observer qu'il ne faudrait pas que, dans ses statuts, la Banque agricole se vît imposer l'obligation de ne prendre que le papier agricole passant par ces banques : elle devrait pouvoir faire l'escompte direct, au cas où celles-ci le refuseraient ou feraient des conditions trop onéreuses.

B) *Siège social. — Constitution du capital.*

Administration.

Le siège social est prévu à Alger, mais le Conseil d'Administration, décide l'avant-projet, se pourrait réunir à Paris : d'où procédé détourné, pense la Confédération, pour amener à Paris la Direction effective : elle demande, comme elle l'a toujours fait d'ailleurs pour la Banque de l'Algérie, que les sièges social et administratif soient à Alger.

L'autre part, la majorité du capital est assurée aux banques, par suite, majorité à l'Assemblée générale, et au Conseil d'administration. La Confédération veut absolument que les institutions de crédit agricole mutuel aient au moins une part égale à celle des banques; dans l'Administration même égalité de droits; en ou-

tre, de même que les administrateurs représentant l'élément bancaire, de même ceux représentant le crédit agricole devront être agréés par les caisses régionales.

En résumé, les modifications décidées furent les suivantes: possibilité pour la Banque Agricole d'escompter directement aux caisses régionales; sièges social et administratif d'Alger; égalité comme actionnaires et comme administrateurs entre les caisses régionales et les banques.

SECTION III. — LA LOI DU 31 DECEMBRE 1925.

NOUVELLES DISCORDES.

En novembre 1925, tout le monde semblait d'accord sur l'organisation du crédit à court terme.

A l'assemblée générale ordinaire de la banque de l'Algérie, du 26 novembre, le Directeur général, sollicitant des actionnaires le prêt de la banque à la colonie, exposait très nettement l'attitude de celle-ci dans la création d'une banque agricole; elle ne veut pas du tout prêter une somme quelconque à la banque agricole ni prendre part à la constitution de son capital, l'élaboration de ses statuts et la gestion de ses intérêts, comme des journaux l'avaient d'ailleurs annoncé par erreur.

Quels que soient les événements, elle ne veut avoir comme débiteurs et responsables du remboursement, que l'Algérie (pour 20 millions) et la Tunisie (pour 4 millions).

La Banque, ayant en effet, le privilège de l'émission en Tunisie estimait équitable de faire profiter le protectorat des facilités qu'elle accordait au crédit agricole en Algérie. Elle prit pour base à peu près la proportion des billets circulant entre les deux pays (soit 1 à 5).

Le prêt de 24 millions serait prélevé sur les 28 millions de la réserve extraordinaire; cette réserve, à part quelques rares prélèvements sur les bénéfices, est constituée par les rentrées sur les créances amorties après la liquidation de 1896, et par le produit des agios excédant 6 %. La Banque d'Algérie ne peut émettre des billets, rappelons-le, qu'en contre-partie d'opérations nettement déterminées (art. 11 de ses statuts) : elle ne peut donc en émettre en contre-partie d'une participation à une Banque, ce qui entraînerait des immobilisations absolument incompatibles avec le genre de disponibilités nécessaires à un institut d'émission. Mais elle peut valablement faire de ses réserves libres, qui sont sa propriété personnelle et ne sont pas destinées au fonctionnement normal de ses services, tout emploi qu'elle juge utile.

Mais pour que cet emploi revête la forme d'un prêt à la Colonie, il faut, car il s'agit là d'une opération non prévue par les statuts, non seulement le consentement des actionnaires, mais encore l'autorisation législative.

Les raisons données aux actionnaires pour effectuer ce prêt étaient les suivantes :

a) mettre un terme à des mécontentements; ceux-

ci étaient assez violents, nous l'avons déjà remarqué, et donnaient déjà lieu à des attaques contre la Banque de l'Algérie de la part de toutes les associations de colons;

b) être utile à la colonie en complétant harmonieusement l'édifice du crédit agricole; la prospérité qui ne pouvait manquer d'en résulter serait d'ailleurs profitable à la banque d'émission, l'augmentation de la production accroissant celle des échanges, donc des billets qui sont les ressources les moins onéreuses de la banque pour l'escompte;

c) il y avait pour la banque une espèce d'obligation, naturelle : jouissant d'un privilège concédé par l'Etat il est juste qu'elle fasse bénéficier la collectivité d'une partie des bénéfices gagnés grâce à elle.

L'Assemblée des actionnaires accorda donc — elle accorde toujours ce que lui demande son Conseil d'administration — l'autorisation de prêter 24 millions à 2 %.

Le Gouverneur général, dans une lettre publique, prit acte de ce que la Banque de l'Algérie ait soutenu la réalisation d'une banque de crédit agricole *qui dispensera celle-ci de s'adresser à celle-là pour obtenir le réescompte du papier agricole*, réescompte que du reste la Banque de l'Algérie a toujours affirmé être contraire à ses statuts.

Les autorisations diverses que l'Algérie avait besoin d'obtenir pour établir sa banque agricole, furent insérées sans difficultés dans la loi du 31 décembre 1925, autorisant la perception des droits, produits et revenus

applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1926¹ :

« *Art. 16 bis.* — L'Algérie participera à la création d'une Banque agricole algérienne destinée à compléter l'organisation du crédit agricole mutuel dans la Colonie.

Les statuts de la Banque algérienne de Crédit agricole fixeront la composition du Conseil d'administration et, en particulier le mode de représentation de la Colonie par des administrateurs nommés par le Gouverneur général, ainsi que le mode de représentation des établissements financiers et des caisses de crédit agricole par des administrateurs respectivement désignés par les groupements qu'ils seront appelés à représenter. La nomination du Président du Conseil d'Administration sera soumise à l'agrément du Gouverneur général.

Les statuts établis en tenant compte des conditions ci-dessus, devront, avant tout fonctionnement, être approuvés par décret. Ce décret sera soumis aux Chambres dans leur plus prochaine session.

· *Art. 16 ter.* — En vue d'une avance de pareille somme à consentir par l'Algérie à la Banque agricole visée à l'article précédent, le Gouverneur général de l'Algérie est autorisé à emprunter à la Banque de l'Algérie, une somme de vingt millions de francs à un taux d'au plus deux pour cent, et remboursable, au plus tard, à l'expiration du privilège concédé à la Banque de l'Algérie.

1. Voir le rapport de M. Bureau n° 2.305, déposé sur le bureau de la Chambre le 23 décembre 1925.

Art. 16 quater. — Le Gouvernement général de l'Algérie est autorisé à garantir, par décision prise au Conseil de Gouvernement, les emprunts contractés par la Banque agricole à la Caisse des retraites de l'Algérie ou aux caisses de retraites des agents des chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie.

Il est également autorisé à placer en compte-courant à la Banque agricole des sommes constituant le fonds de réserve de la Colonie. »

* * *

Au moment même où la loi portant création d'une banque agricole était votée par les Chambres, les colons repoussaient avec dédain les offres de la Banque de l'Algérie, ils portaient la question du réescompte du papier agricole devant l'opinion publique, entamant, contre l'institut d'émission, une lutte aussi violente que soutenue.

Quelles étaient donc les causes de ce brusque revirement, alors que tout semblait aplani ?

Plusieurs faits : les paroles prononcées à l'Assemblée de la Banque de l'Algérie le 26 novembre ; la défaillance de la Caisse des retraites des fonctionnaires ; le refus des banques de servir d'intermédiaires entre les caisses régionales et la Banque agricole ; et surtout l'augmentation de l'émission des billets.

A l'Assemblée des actionnaires, le Directeur général, avait nettement et publiquement dit que la banque en avait fini avec le papier agricole des caisses et que c'était d'ailleurs réglé avec le Gouvernement général ; or les colons avaient toujours pensé, plus ou moins ouvertement, que la banque finirait bien un jour par réescomp-

ter le papier des caisses : d'où colère de voir leurs espérances déçues.

Le Crédit foncier et la Cie algérienne veulent renverser les rôles : ils estiment que le papier des caisses doit être pris directement par la Banque agricole ; mais là où « la nouvelle combinaison constitue un vrai danger pour le crédit mutuel¹ », c'est qu'ils limitent leur réescompte à 10 millions et entendent supprimer les ouvertures de crédit consenties directement aux caisses ; ainsi, au lieu de mettre à la disposition des caisses 60 millions de réescompte, la banque ne pouvait en apporter que 30 (20 de la Banque de l'Algérie, 10, du Crédit foncier et de la Compagnie algérienne) ; cette attitude s'expliquait par le désir de la banque de l'Algérie de fermer ses guichets au papier portant l'endos des caisses régionales.

La défaillance de la caisse des retraites des fonctionnaires dont on avait évalué l'apport par l'intermédiaire de la Colonie à 20 millions, destinés au crédit à moyen et long terme, diminuait sensiblement d'autre part les ressources de la banque.

Quant à l'augmentation de la limite d'émission², elle fournissait d'excellents arguments propres à frapper les foules.

Le 5 décembre, la limite d'émission a été portée de 1.300 à 1.700 millions ; et cela sans contre-partie de la part de la banque. En 15 jours, les actions de la banque

1. *L'Algérie agricole et vinicole*, 3 décembre 1925.

2. Ce que *l'Algérie agricole et vinicole* appelle « les belles étrennes de la Banque de l'Algérie ».

montaient de 4.500 à 7.500 francs.

Les colons avancèrent des accusations sans fondement et souvent enfantines, telle une prestation de 75 millions à la Colonie proposée par la banque en 1924 au moment où elle craignait devoir faire élever sa limite d'émission, et qui ne fut pas rappelée lors de l'augmentation de décembre 1925. On fit d'abord, dès le début de décembre, une souscription à laquelle la plupart des groupements agricoles répondirent, caisses locales et régionales, syndicats, associations.

Les tracts demandant la souscription furent distribués dans les rues des villes, des affiches furent placardées dans les rues.

Les journaux agricoles consacrèrent leurs articles de fonds à la question de la banque agricole¹.

Cette dure campagne dura environ 6 mois : elle donna lieu à des articles extrêmement violents, dont la citation même d'extraits serait déplacée ici, vu leur ton de basse polémique, car il est inutile de s'attarder à des controverses si vives et si récemment terminées.

D'ailleurs toute la presse ne partageait pas l'avis des colons² :

Dans la colonie même, des journaux repré-

1. *Echo d'Alger, Echo d'Oran, Progrès de Sétif, Progrès de Bel-Abbès, La Tribune Agricole, Evolution Nord-Africaine, Dépêches Algérienne, Tunisiennne, Coloniale, de Constantine*, mais surtout les deux plus puissants où se concentrèrent les efforts : *L'Algérie agricole et vinicole* et la *Voix des Colons*.

2. *Le Journal des Débats, le Petit Provençal* (de février et avril), *Le Journal* et surtout *Le Temps* (dimanches 14 et 28 février, 14 mars et 23 mai 1926); ainsi que dans des revues économiques, tel *Economiste Européen* (supplément colonial, 15 janvier 1926 et 18 mars 1927).

présentant le commerce, l'industrie, les fonctionnaires, les ouvriers, bref, les éléments non colons¹.

Des groupements témoignèrent publiquement de leur réprobation pour les agissements des colons, se ralliant à la politique de la Banque de l'Algérie : Chambres de Commerce, Syndicats commerciaux algériens (Mascara, Mostaganem, Souk-Ahras, Sétif, Sidi-bel-Abbès), Bourse du travail d'Oran, ligue des familles nombreuses, syndicats des employés des postes ;

chez les colons eux-mêmes il y eut des défections : telles les démissions de la Fédération des caisses régionales, du Président de la Société agricole de Tunis membre du Grand Conseil de la Régence et du Président de la Société agricole de Constantine, délégué financier.

On voit les arguments de chaque adversaire : le parti colon présente la banque comme « un établissement de crédit qui, méconnaissant son rôle, a provoqué tant de ruines, et qui, sur ces ruines, a assis la plus formidable puissance financière ».

Les commerçants et fonctionnaires qui se désolidarisent des colons sont traités de « défaitistes agricoles ».

Le parti adverse répondait :

Nous voulons bien que l'agriculture soit aidée, mais à condition que, seuls, les *petits colons* profitent des subventions du gouvernement qui, après tout, sont prélevées sur les impôts que nous payons ; pour cela, il faut d'abord, non pas comme le veulent les gros colons, « reviser le privilège de la Banque de l'Algérie » mais bien plutôt contrôler rigoureusement les caisses de

1. *Les Nouvelles L'Algérie économique*.

crédit mutuel, et surtout supprimer les privilèges des coopératives.

La bataille ne resta pas d'ailleurs sur le terrain économique, les colons la portèrent sur le terrain politique¹ : ils entraînèrent les municipalités d'Alger et autres villes à émettre des vœux contre la banque de l'Algérie.

Toute cette polémique entretenait une grande nervosité dans les esprits et les discussions entre le Gouverneur général et le Directeur général de la Banque devaient forcément s'en ressentir, en écartant « le calme qui favorise la réflexion et mûrit les ententes¹ ».

Du moins, eut-elle le mérite de montrer la question sous ses différents aspects.

Le Gouverneur général blâma d'ailleurs les excès de cette lutte dont nous ne voulons retenir que l'intérêt passionné porté aux intérêts agricoles par les critiques de la Banque, et le haut sentiment du devoir qui animait celle-ci, gardienne des principes dont le respect seul peut maintenir la sécurité monétaire d'un pays².

1. Une campagne si violente de la part de groupements qui n'ont rien de révolutionnaire, contre un établissement ayant d'étroits rapports avec l'Etat, paraît très choquante aux yeux des Français métropolitains; mais en Algérie, les passions politiques sont extrêmement vives, (n'oublions pas qu'elle est encore plus au midi que Marseille...)

2. Compte rendu à l'assemblée générale de la Banque du 25 novembre 1926.

SECTION IV

POURQUOI LA BANQUE DE L'ALGERIE NE VOULAIT PAS RÉESCOMPTER LE PAPIER AGRICOLE

Toute la controverse portait en somme depuis 10 ans sur un seul fait : les colons veulent réescompter du papier agricole à la Banque de l'Algérie; la Banque de l'Algérie refuse.

La Banque agricole n'était, pour le crédit agricole à court terme, qu'un dérivatif, un expédient à côté de la question, qui ne la résolvait pas puisque les colons voulaient qu'elle pût porter tout ou partie de son portefeuille à la banque d'émission.

Nous allons examiner 3 points principaux :

Sous-section I. — Le Parlement a-t-il autorisé la Banque de l'Algérie à faire du crédit agricole à court terme (9 mois)?

Sous-section II. — L'affectation des redevances de la Banque; ses bénéfices prétendus excessifs¹.

Sous-section III. — Comment doit se composer la Banque de l'Algérie vis-à-vis d'une Banque Agricole?

1. Nous ne parlerons pas des reproches que la Banque de l'Algérie faisait sur l'Administration des Caisses agricoles et des Coopératives, que nous avons exposés antérieurement.

Sous-section I. — Le Parlement a-t-il autorisé la Banque de l'Algérie à faire du Crédit agricole ?

Non répond la Banque.

A) Preuves tirées des travaux préparatoires des lois sur le renouvellement du privilège.

M. Ribot écrivait dans le rapport au Sénat de la loi du 5 juillet 1900 : « La question du crédit agricole ne pouvait pas ne pas se poser à propos du renouvellement du privilège. Ce que le gouvernement n'avait pas admis pour la Banque de France, ne pouvait pas non plus être admis pour la Banque de l'Algérie, mais il a obtenu de celle-ci comme de celle-là, et sur les mêmes bases, certains sacrifices pécuniaires qui ne sont pas sans importance¹. »

Les Colons disaient qu'en 1917, on n'a maintenu la Banque de l'Algérie, au lieu de la remplacer par la Banque de France, que parce qu'elle devait faire du crédit agricole : on pensait qu'elle continuerait à *aider* la mise en valeur de la colonisation par un large rées-compte.

On peut répondre que si on a renouvelé le privilège, c'est surtout à cause du moratorium et du cours forcé : si la Banque n'avait pas demandé elle-même le renouvellement, le Gouverneur Général aurait dû le faire. D'ailleurs la Banque de France ne tenait pas à aller en

1. Voir loi du 8 juillet 1901, art. 1 et 2.

Algérie, et, en tout cas, elle n'offre pas les facilités de crédit de la Banque de l'Algérie; elle prend du papier à 3 signatures et à 90 jours au lieu de 100, et sa clientèle individuelle est bien moins étendue¹.

En 1916, lors de l'enquête en l'Algérie, on a consulté les Chambres de Commerce, et non les associations agricoles; les ministres des Finances et du Commerce et non celui de l'Agriculture; les commissions du budget, du commerce et de l'industrie, des affaires étrangères.

Déjà, à la séance du 4 avril 1917 des délégations financières, le délégué de Redon dit que la Banque de l'Algérie étant émettrice ne pouvait faire de prêts à long terme; M. Brunel, au Conseil Supérieur du Gouvernement, reprochait à la Banque de l'Algérie de ne pas faire de l'escompte direct aux Caisses Régionales; ainsi la banque n'a pu tromper le Parlement pour l'avenir. Le vœu des délégations d'escompter le papier des Caisses régionales, ne fut pas retenu par M. Ribeyre; le député Moutet l'ayant posé en amendement le retira, ce dont le félicita M. Chastenot, dans le rapport de la loi de 1917 au Sénat.

« Les billets au porteur constituant le passif flottant en temps normal, il s'ensuit que la Banque de l'Algérie ne saurait, sans de gros inconvénients et sans danger, immobiliser l'actif qui constitue la contre-partie de ses billets non représentés par des espèces. La Banque de

1. Cf. Rapport, Ribeyre, à la Chambre, pp. 88-92 sur les difficultés et inconvénients de l'installation de la Banque de France en Algérie.

l'Algérie est donc une institution essentiellement destinée au Commerce, ne pouvant négocier de papier long ni des effets qui ne représenteraient pas dans une durée limitée un cycle définitif d'affaires, c'est-à-dire, qui ne seraient pas réglables à l'échéance des espèces¹. »

« Dans le passé, au cours des années 1880 à 1885, la Banque de l'Algérie a fait l'expérience, qui a failli la faire sombrer, que le crédit agricole direct est incompatible avec l'exercice du privilège d'émission fiduciaire². »

« Les Sociétés de Crédit mutuel agricole répondent à une nécessité impérieuse. Nous avons vu, dans la première partie de ce rapport, les difficultés *constitutionnelles*, en quelque sorte, du crédit agricole, en Algérie surtout : la Banque en émettant ses billets, contracte en réalité un emprunt à court terme, et ne peut sans danger, consentir les crédits à long terme qu'exige absolument une exploitation agricole³. »

De même dans le rapport de M. Chastenet (p. 10) : « Le billet de banque doit avoir une circulation large et facile, sa valeur doit inspirer confiance à tous ceux à qui il est offert ; ce crédit repose sur les *garanties de remboursement*, facilités d'échange et obstacles à la falsification. »

(Page 24) : « Le papier commercial doit former le fonds du portefeuille, car seul, il possède les qualités compatibles avec l'obligation de rembourser des billets à vue⁴. »

1. Rapport Ribeyre, p.13.

2. *Ibid.*, p. 14.

3. *Ibid.*, p. 13.

4. Voir le même rapport, Chastenet, pp. 6, 12, 14, 25, 26, 27.

B) *Les crédits de campagne effectués par la Banque*

Une lettre du Directeur général de la banque au ministre des Finances, le 11 décembre 1917, admet pour la banque la possibilité d'effectuer des crédits de campagne, mais la formule employée sauvegarde les prérogatives du Conseil d'Administration : « On accordera à ce crédit toutes les facilités compatibles avec les règles de prudence qui s'imposent à un institut d'émission » et dans son rapport, M. Ribeyre stipule : « Au moment des renouvellements successifs, la banque peut examiner à nouveau la valeur des signatures du papier », or ce n'est possible qu'avec un gage réalisable, donc commercial ; ce sera un crédit pour la vente de vins, de blé, d'huile, etc... qui peut s'étendre, avec les retards causés par la spéculation, jusqu'à 9 mois et grâce à eux les colons peuvent ajourner jusqu'à la récolte le règlement de tous leurs fournisseurs, mais le découvert en matière commerciale a pour contre-partie une réalité, soit une marchandise, soit une créance représentant la valeur de la marchandise vendue à un consommateur par le débiteur du crédit de campagne. A tout moment, la banque peut niveler son découvert en exigeant la réalisation de la marchandise ou l'escompte du papier qui en représente la vente au consommateur.

En matière de crédit agricole, la banque n'a aucune garantie réelle. Elle avance des fonds à un colon qui achète des semences qu'il met en terre ; en face, il n'a

qu'une espérance de récolte, et terres labourées, vignes taillées et fumées, grains en terre ne sont pas gages mobilisables; si cette récolte est mauvaise, il faut renouveler les effets échus, et même augmenter les avances pendant 15, 18, 24 mois; ça tourne à la commandite.

Oui, ripostent les colons, mais la banque accorde bien des crédits de campagne d'exploitations agricoles, soit directement par l'intermédiaire de ses succursales, soit indirectement par réescompte aux banques (en dehors de l'accord Steeg-Moreau de 1921). Voilà donc des privilèges favorisés au détriment des autres.

La banque ne le nie pas¹. Mais elle fait observer que si, en 1924-1925, elle a accordé 520 millions de crédits de campagne, il n'y avait là-dessus que 31,5 millions de crédits de campagne *agricoles* individuels *directs*.

La banque ne les accorde qu'à un petit nombre de colons dont elle connaît bien l'étendue de la fortune; puis c'est sur ses réserves seulement, dont elle est libre de faire l'emploi qui lui convient; d'ailleurs quand elle aura prêté ses réserves à la Colonie pour la Banque Agricole, elle devra s'arrêter de faire cette sorte de crédits.

Quant aux effets de campagne réescomptés des banques, ils sont certes renouvelés deux fois, mais la banque d'Algérie les prend comme effets à 100 jours, qu'elle se réserve le droit de ne pas renouveler (bien qu'en fait elle les renouvelle toujours, grâce aux précautions prises).

1. Voir Rapport Ribeyre, *op.* 79.

C). *Preuves tirées des statuts.*

Les Statuts de la Banque d'Algérie, ne pouvant être modifiés que par une loi, ont une valeur légale.

En principe, une société ne se peut livrer qu'aux opérations en vue desquelles elle a été constituée et définie par ses statuts. Il faut donc se rapporter à ces derniers; pour ne pas entraver le développement des affaires sociales, on y insère des formules larges, ou bien au contraire ils énumèrent limitativement les opérations auxquelles la société pourra se livrer. Toute opération qui, sans être spécialement énoncée, rentre dans une catégorie énumérée par les statuts, doit être considérée comme faisant partie de l'objet de la société, si aucune disposition statutaire ou légale n'implique qu'elle en est exclue.

D'après l'article 10 de ses statuts, la Banque de l'Algérie est une « Banque d'escompte, de circulation et de dépôts ».

L'article 11 lui permet d'escompter les effets commerciaux souscrits par des commerçants, syndicats agricoles ou autres, et par toutes autres personnes : donc même les agriculteurs.

L'article 446 Code commerce, entend par effets de commerce tous titres de créance négociables par voie d'endossement : leur qualité se rattache à la forme du titre et non à la cause de la créance ou à la profession des signataires. Le fait que « toutes autres personnes » s'applique aux agriculteurs est confirmé par l'article 21

des statuts : « Toute personne domiciliée en Algérie peut être admise à l'escompte ». Mais ce papier agricole doit répondre aux conditions de signature et d'échéance (art. 11, 12, 13, 21) et, d'après l'article 22, le Conseil peut refuser l'admission à l'escompte, sans en donner le motif.

Escompte du papier agricole à échéance de 100 jours renouvelable :

Article 11, 1^{er}. — On peut « escompter les effets de commerce à des échéances déterminées, qui ne peuvent excéder 100 jours, souscrits par... toutes autres personnes notoirement solvables.

Si on rapproche l'article 10 qui stipule que « la banque ne peut sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles permises par les présents statuts » on doit admettre que la banque ne peut escompter du papier agricole à échéance de plus de 100 jours, pour quelque motif que ce soit.

Mais un effet à 90 ou 100 jours, renouvelable, est-il juridiquement assimilable à un effet ayant pour échéance initiale celle du dernier renouvellement, auquel cas, il ne pourrait être accepté? Si un effet de cette durée est renouvelé avec l'agrément du porteur donné *au jour de l'échéance* seulement, il doit être considéré comme *nouveau* : on doit en effet présumer que le risque d'insolvabilité du souscripteur, n'est pas plus grand lors du renouvellement que lors de la création. Mais si le porteur accepte son renouvellement, non lors de l'échéance mais lors de sa création (ou de sa cession) et *s'engage* à ne pas exiger son règlement à la date indiquée, il est in-

contestable que l'effet équivaut alors à un autre de *plus de 100 jours* et ne doit pas alors être accepté.

Dans la lettre du 11 décembre 1917, le Directeur général a réservé les règles de prudence qui s'imposent à un institut d'émission. Si donc en fait la banque accepte à l'escompte du papier commercial, qu'elle s'engage à renouveler, c'est contrairement aux statuts et aux risques du Conseil et du Directeur général.

L'acceptation à l'escompte des effets renouvelables souscrits par les commerçants est une simple tolérance qui, résultat d'une large interprétation des statuts, ne saurait être invoquée comme devant être étendue aux agriculteurs au même titre qu'aux commerçants,

L'expérience du passé et la difficulté de réaliser promptement les valeurs représentées par le papier des Colons, paraissent justifier une différence de traitement, que rien n'oblige la banque à faire cesser, vu surtout l'article 22 de ces statuts. Que si la banque accepte du papier qu'elle autorise à renouveler, elle devra le faire avec la plus extrême circonspection, ainsi d'ailleurs qu'elle agit pour le rare papier agricole qu'elle détient.

Sous-section II. — Les redevances de la Banque de l'Algérie et le crédit agricole; ses bénéfices prétendus excessifs.

Affectation des avances et redevances.

La loi du 8 juillet 1901 avait affecté l'avance et

la redevance annuelle de la banque aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel.

Une loi du 3 décembre 1913 a mis une partie de la redevance à la disposition des sociétés agricoles et des institutions du Crédit agricole à long terme.

Une autre loi du 5 avril 1921 a fixé la répartition de la redevance annuelle entre de nombreuses sociétés ou organismes¹.

Les besoins du Crédit agricole sont, avancement les colons; d'environ 80 millions; la banque a déjà versé à l'Etat plus de 100 millions; elle ne conteste évidemment pas leur distribution entre des œuvres d'intérêt social extrême, au développement desquelles elle est heureuse de contribuer, mais enfin elle peut prétendre qu'elles ont été détournées de la destination prévue.

La loi de 1901 précitée n'affectait à l'agriculture que de faibles sommes, car les versements de la banque à l'Etat étaient faibles encore; mais la convention de 1918 prévoyait de très forts versements à l'Etat et les travaux préparatoires les destinaient au crédit agricole : « Le fonctionnement des caisses agricoles n'est pas encore bien vivant, mais a donné des résultats intéressants; l'augmentation de l'avance de la Banque et la probabilité de plus-value de rendement de la redevance annuelle permettrait de les développer plus encore; le petit colon surtout pourra ainsi trouver les sommes indispensables pour mettre son patrimoine en valeur sans avoir à espérer de gros frais, ni à payer d'intérêt

1. Cf. 1^{re} partie, ch. III.

ruineux¹ ». Certes une bonne partie des versements ont bien été affectés au crédit agricole, mais la loi de 1921 en a détourné bien plus.

A cela les colons répondent : on n'a pas installé la Banque de France, on a laissé la Banque de l'Algérie parce qu'elle était censée s'intéresser plus à la colonie, et voici qu'elle lui reproche d'utiliser son aide pour les habitations à bon marché, la propagande, le crédit hôtelier, les banques populaires...

La Banque peut à juste titre répliquer : encore un coup, toutes ces œuvres sont fort utiles, mais si vous avez distribué l'argent à elles plutôt qu'au crédit agricole, c'est que vous estimiez que celui-ci n'occupait qu'une situation de second plan : et s'il n'est pas de première nécessité, pourquoi le réclamer avec tant d'impatience et de violence ?

B) *Les bénéfices prétendus excessifs de la Banque.*

D'abord, les allégations des affiches de la Fédération des Caisses agricoles, dans leur campagne contre la banque, sont mensongères. Le Ministre des Finances (alors M. Loucheur) a élevé l'émission de 1.300 à 1.700 millions parce que la caisse du trésorier général d'Alger était vide².

Soit, objectent les colons, mais vos actions n'en ont pas moins presque doublé en moins d'un mois.

La banque peut répondre à cela que ce n'est pas de

1. Rapport Ribeyre, p. 70.

2. Cf. 1^{re} partie, chapitre II.

sa faute si la spéculation se mêle de faire monter ses actions; le fait que des agioteurs jouent à la bourse ne change rien aux conditions économiques, et on se trompe quand on croit que les bénéfices vont hausser aussi vite que les actions.

D'ailleurs, s'il en était ainsi, l'Algérie n'aurait qu'à y gagner, puisque la Banque lui cède plus de la moitié de nos bénéfices.

Enfin la banque déplore plus que personne l'inflation qui en accroissant nominalement ses revenus, les diminue en réalité.

En 1914, les actions valaient 2.300 fr.-or, donnant un dividende de 135 fr.-or; maintenant elles sont de 7.000 fr.-papier, avec un dividende de 230 fr.-papier, ce qui, au cours de la livre à 125 fr. réduit les actions à 1.400 fr. et le dividende à 46 fr.-or.

Voilà des considérations, nota un jour le Directeur Général avec une cinglante ironie, qui peuvent échapper à des agriculteurs qui vendaient le quintal de blé 25 fr. avant la guerre et plus de 150 maintenant, soit 30 fr. or.

Sous-section III. — L'attitude de la Banque de l'Algérie vis-à-vis d'une Banque Agricole.

Les colons disent : le projet actuel de la Banque Agricole n'est-il pas contraire au principe même admis par le Parlement pour l'organisation du crédit en Afrique du Nord?

D'abord la Banque de l'Algérie refuse tout réescompte au papier des Caisses Régionales agricoles, même avalisé par la nouvelle banque.

On a donc essayé de faire de la banque agricole une banque de réescompte, mais la Cie Algérienne et le Crédit Foncier, refusèrent de porter le papier à son réescompte.

« Alors, c'est la suppression pure et simple du réescompte du papier agricole dans la colonie; la Banque Agricole étant seule à escompter le papier des Caisses Régionales, serait une simple banque d'escompte et non plus de réescompte. » Le rapport Ribeyre mettait pourtant bien en lumière, disent-ils, ces avantages de la Colonie :

a) posséder des *banques d'escompte* ayant larges disponibilités à Paris, partant indépendantes du crédit métropolitain;

b) avoir une banque de réescompte avec monopole d'émission : à la différence de l'Egypte par exemple, sans banque centrale de réescompte, et asservie aux banques, donc aux crises de crédit de Londres.

Que peut répondre la banque de l'Algérie?

D'abord elle n'a jamais fait envisager au Gouvernement Général un large réescompte du papier agricole (conférences des 28 juillet et 26 septembre 1925).

Puis la conception d'une banque agricole spéciale à l'Algérie se trouve dans les rapports Ribeyre et Chastenet; d'ailleurs elle ne tient pas particulièrement à imposer une banque agricole.

Quant à l'Egypte, son exemple ne peut être comparé

avec l'Algérie : dans ce pays, les banques locales sont sous la dépendance de banques européennes : le pays souffre des crises de crédit qui, en atteignant ces dernières, touchent les premières, ce qui, au moment des récoltes, cause une gêne considérable¹.

Or, en Algérie, les banques ont des intérêts à la fois locaux et métropolitains : elles reposent donc sur des ressources larges, pouvant les déplacer de la métropole dans la Colonie et vice-versa, suivant leurs besoins; et, si les conditions des échanges le permettent, la banque de l'Algérie les aide sur place.

La banque de l'Algérie a permis d'accorder des crédits de campagne *au commerce chargé d'absorber la récolte* : ainsi elle peut lancer en circulation tous les signes monétaires réclamés par les échanges. Le système d'une banque agricole escomptant le papier d'exploitation agricole des petits colons et le conservant en cas de mauvaise récolte ne modifie pas du tout ce régime.

Sous-section IV. — Conclusion.

Il y a une confusion dans l'esprit de ceux qui traitent les questions de crédit agricole en Algérie : elle vient en partie de ce qu'on donne des appellations inexactes à différentes opérations, et de la mécon-

1. Sur le crédit en Egypte, voir Avenôl, *Revue des Sciences Politiques*, 1916.

naissance des règles instituées pour donner à chacun le maximum de garanties.

Le crédit de campagne peut être soit commercial, soit destiné à l'exploitation agricole :

Dans le premier cas, il est accordé à des commerçants, des industriels, des agriculteurs même se livrant à des opérations ayant un but mercantile et durant environ 9 mois, la banque de l'Algérie l'admet sans difficulté car il est représenté par une valeur réelle (huile, blé, etc...)

Dans le second, il est consenti pour préparer les récoltes, la contre-partie n'est qu'une *espérance* de récolte, de valeur.

Si le cours forcé n'existait pas, l'immobilisation partielle du portefeuille n'enflerait pas la circulation : elle est en effet réglée par les *besoins des échanges et non du crédit*.

Si la banque émet trop de billets, ceux en surnombre lui *sont rapportés* pour échange contre du numéraire ; donc si une partie des billets nécessaires aux échanges est représentée par des immobilisations, le montant des signes monétaires à la disposition de l'escompte est d'autant *diminué* ; d'ailleurs, l'immobilisation rendant incertain le remboursement à vue, ils perdent leur valeur et se déprécient.

C'est parce que les besoins de crédit du commerce coïncident avec la récolte, que la banque peut recourir à l'émission de billets pour donner aux échanges les moyens monétaires dont ils ont besoin ; « qu'on le veuille ou non, on est toujours ramené par la force des choses au point de vue monétaire ».

La banque est prête à laisser à l'Algérie-Tunisie, l'emploi des 24 millions d'avances à 2 % comme elles l'entendent, mais elle les fournit sur sa fortune propre et ne veut en aucune façon engager la circulation de ses billets.

SECTION V.

NOUVELLES NEGOCIATIONS

La question rebondissait donc et le Gouvernement général dut entamer avec la Banque de nouvelles négociations.

Le 5 janvier 1926, la Fédération des Caisses régionales publiait un mémoire sur le « projet de création d'une Banque Algérienne de crédit agricole¹ ».

Les caisses déclaraient ne pouvoir se rallier au projet de banque que sous certaines conditions :

D'abord elle n'aurait pas de but lucratif, son capital étant rémunéré par un simple intérêt ;

Puis surtout elle réescompterait son portefeuille à la Banque de l'Algérie : les Caisses régionales devraient conserver auprès des autres banques leurs cotes de réescompte, le papier remis à ces banques étant réescomptable à la banque de l'Algérie.

La Commission consultative de crédit agricole avait d'ailleurs émis le vœu, le 28 décembre 1925, que le pa-

1. C'est en partie à ce mémoire que répondait le rapport de M. Barat-Dupont, cité au sujet des coopératives.

pier agricole soit réescomptable à la banque, dans la proportion, éventuellement, de « 5 à 10 % de sa faculté de réescompte ».

Le 12 janvier, le Conseil de la banque accepta de porter l'avance au Gouvernement général pour la banque agricole, de 20 millions à 30 millions, et à la Tunisie de 4 à 6 millions¹.

En outre, la Cie Algérienne et le Crédit Foncier d'Algérie-Tunisie, faisaient savoir qu'ils étaient disposés à fournir chacun 5 millions dans un an.

La Banque d'Algérie accepterait bien toujours un peu de papier agricole, mais sous certaines conditions :

Au taux officiel² à 100 jours, soit des banques, soit des caisses et *sans jamais aucun engagement de renouvellement*.

Mais les colons repoussent avec mépris ces 30 millions que la Banque leur offre. Cependant celle-ci demande à la Colonie de faire par elle-même un effort, à l'instar de la Banque de France dans la métropole.

Sur les 62 millions versés par la Banque de France, en redevances au premier semestre 1925, 53 ont été au crédit agricole, 4,5 aux banques populaires et 4,5 au crédit à l'artisanat; la banque propose une enquête d'inspecteurs des finances qui détermineraient l'emploi des 100 millions qu'elle a versés depuis 1900, la somme qu'il serait possible d'affecter au crédit agricole chaque année sur le produit des redevances et enfin

1. C'est le maximum que la banque estime possible; elle ne peut prêter que ses réserves, et celles-ci sont de 71 millions, dont la réserve immobilière qui s'élève à 34 millions.

2. On se souvient qu'à la suite de l'accord 1921, le papier réescompté était à un taux inférieur de 1,5 % à l'officiel.

les besoins réels des petits colons, caisse par caisse : le Gouvernement accepte l'enquête, mais refuse catégoriquement de changer la destination actuelle des redevances.

On s'entend cependant sur un point : les coopératives de tabac, alcools, etc... pourraient être considérées comme industrielles et commerciales : leur papier serait pris par l'intermédiaire des autres établissements.

Les Colons réclament toujours une fiche de réescompte de 25 millions environ à la Banque de l'Algérie, car les besoins du crédit agricole sont estimés à 110 millions²; et les ressources sont : 35 millions pour les Caisse régionales; 46 pour la banque agricole (36 venant de la Banque de l'Algérie, 10 de la Cie Algérienne et du Crédit Foncier Algérien-Tunisien) : « avec une souscription des colons, répond la Banque de l'Algérie, on arrivera facilement à constituer à la Banque agricole des ressources suffisantes pour escompter ».

Mais les colons ne veulent pas, la Banque agricole leur a toujours paru un présent... un présent de Danaë; c'est, nous nous excusons de le répéter encore, mais ils l'ont dit si souvent, c'est la Banque de l'Algérie qu'ils veulent comme banque agricole, et s'ils ne sentent pas soutenue par elle toute autre banque agricole, « on ne trouvera pas un centime pour l'aider ».

Il leur faut absolument une fiche de réescompte.

La Banque de l'Algérie le peut facilement, disent d'abord les colons : « la banque a avancé en 1917, à l'Algérie, une somme égale au solde créditeur du Trésor,

2. Ils l'étaient à 80 en 1925, mais l'inflation a accru les besoins de numéraire.

soit 18 millions, or il est passé fin 1925, à 160 millions : donc la banque peut être moralement tenue de les avancer à la colonie, ou tout au moins de nous ouvrir une fiche d'escompte de 142 millions ».

Cet argument est facile à réfuter, à l'aide des travaux préparatoires : l'avance gratuite doit être limitée par : a) le montant du dépôt sans intérêt, du Trésor de la Banque; b) la moyenne des fonds libres de la colonie versés au compte-courant.

Or si la moyenne des fonds libres atteint 160 millions, le montant du dépôt sans intérêt ne dépasse pas 20 millions, donc la banque n'est tenue à escompter que $20 - 18 = 2$ millions.¹

Mais les colons ont une autre raison bien meilleure et d'ailleurs assez justifiée déjà nous avons exposée : si, les banques intermédiaires acceptent du papier agricole c'est qu'elles savent pouvoir le réescompter à la Banque de l'Algérie; du jour où celle-ci n'en voudra plus, elles ne l'accepteront pas, et la Banque agricole, réduite à ses seules forces, ne pourra pas escompter tout le papier agricole.

La Banque de l'Algérie sent toute la puissance des colons soutenus par l'administration et les parlementaires algériens, elle est lasse de la lutte, et n'est pas, par principe, hostile à ces « enfants terribles » d'Algériens; elle pense qu'après tout, en s'entourant des plus nombreuses garanties et en n'engageant que très faiblement sa circulation, elle peut leur céder, puisqu'ils ré-

1. Cf. I^{re} partie, Ch. II.

pugnent tant à leur banque agricole pour le crédit à court terme.

En effet, elle n'atteindra pas au crédit de son billet, si le papier agricole est en faible quantité dans son portefeuille, si elle peut le trier à sa guise, si elle peut le rendre mobilisable assez facilement.

Mais avant de se rendre aux désirs des colons, la banque fit faire une enquête sur le crédit agricole pratiqué dans les différents pays, et soutenu par les banques d'émission, particulièrement chez ses deux voisines, la Banque de France et la Banque d'Etat du Maroc.

Nous allons exposer rapidement comment et dans quelle mesure ces banques réescomptent le papier agricole à court terme.

Maroc. — Il y existe 3 caisses régionales de crédit agricole : Nord (Siège à Rabat), Sud (Casablanca), Est (Oudja), constituées en sociétés à capital et personnel variables.

Les crédits de campagne agricole, sont demandés pour préparer une récolte et sont remboursés sur le produit de celle-ci.

Ils sont faits directement par les caisses à leurs seuls actionnaires, par l'escompte des billets qu'ils souscrivent : en cas d'insuffisance, elles réescomptent à la banque d'Etat du Maroc à un taux inférieur à l'officiel, 5 % au lieu de 6,5 % et dans la limite des crédits accordés : 12 millions plus 1 million en compte-courant, sans intérêt. La Banque compte à l'escompte direct seulement, 10 clients, gros clients d'ailleurs.

France. — Le Crédit local agricole mutuel fut fondé par la loi du 5 novembre 1894;

La loi du 20 juillet 1895 affecta à ces sociétés $1/5$ du capital des caisses d'épargne;

La loi du 31 mars 1899 créa les caisses régionales avec avance de 40 millions et redevance annuelle de la Banque de France (loi du 17 novembre 1897).

D'après la loi du 25 décembre 1900, les avances de l'Etat aux Caisses régionales peuvent atteindre le quadruple de leur capital versé. Pour le réescompte à la Banque de France :

Mesures pour assurer le paiement du papier à l'échéance. — 3 signatures : caisses locale et régionale, agriculteur ou coopérative; garantie réelle partielle grâce aux titres déposés par les caisses régionales qui ont utilisé une fraction de leurs disponibilités en fonds d'Etat.

Conciliation des statuts avec le maintien en portefeuille de papier renouvelé. — Durée de l'escompte, 3 mois au maximum avec deux renouvellements; en aucun cas, admission à l'escompte d'effets créés pour une campagne nouvelle avant le paiement intégral de ceux de la campagne précédente.

97 caisses régionales escomptent à la Banque de France.

La Banque de France consent aussi aux agriculteurs, des crédits de campagne pour l'élevage, les achats de semences, les engrais, en escomptant leurs effets par l'entremise des banquiers, ou directement et avec dépôt de titres.

*
* *

Le 22 février 1926 eut lieu entre le Directeur Général et les Parlementaires algériens, une entrevue qui aboutit à un préliminaire d'accords.

La Banque proposa une fiche de réescompte du papier des caisses par l'intermédiaire des banques, de 30 millions.

Le Gouverneur Général, l'ayant trouvée un peu faible, fit un nouvel appel à la banque qui offrit aux colons, par une lettre du 13 mars au Gouverneur Général, soit une cote de réescompte de 75 millions, dans les conditions de la Banque de France, et un prêt de 5 millions à 2 % pour organiser le crédit à long et moyen terme, soit un prêt de 30 millions à 2 % pour organiser la banque agricole du crédit à court terme.

On pense si les colons acceptèrent le réescompte pour 75 millions, avec empressement ! Les conditions de la Banque furent agréées : vérification de la situation *réelle* de l'emprunteur ; pour chaque caisse, papier trié, accepté ou rejeté à la volonté de la banque de l'Algérie et pas plus que pour la Banque de France, engagement de renouveler 2 fois : la Banque se réservera le droit de rendre à la caisse le papier non payé après 100 jours ; enfin il n'y aura aucun réescompte pour une nouvelle campagne sans paiement du papier de la précédente.

Il y aurait d'ailleurs des réductions de taux pour les petits colons.

Ainsi donc, l'accord était obtenu sur les grandes

lignes mais pour le papier agricole à *court* terme seulement.

On peut penser que la banque aurait bien pu commencer par là, au lieu d'y aboutir après des péripéties mouvementées.

Certes, mais beaucoup de raisons pouvaient avoir engagé la banque à ne pas céder de sitôt.

D'abord ne peut-on supposer que si la banque avait accédé tout de suite à la demande des colons, ceux-ci lui auraient sans doute demandé encore bien plus?

La Banque avait d'ailleurs à leur opposer d'excellentes raisons économiques et juridiques, que nous avons exposées en détail.

Mais elle en avait encore de plus intimes : l'administration des caisses régionales et des coopératives ne serait-elle pas susceptible de céder à des influences étrangères, aux principes de sage et économique direction, et de favoriser peut-être exagérément certains gros colons?

Enfin la banque avait, il faut bien l'avouer, depuis l'histoire des comptoirs d'escompte, une répugnance instinctive du papier agricole, et — chat échaudé craint l'eau froide — elle ne s'empressait guère d'entreprendre un nouvel essai de crédit agricole.

SECTION VI. — ORGANISATION DU CRÉDIT
A COURT TERME PAR RÉESCOMPTE A LA
BANQUE DE L'ALGERIE.

Fin mars 1926, l'entente était donc conclue entre la Banque et la Colonie pour effectuer à celle-ci le réescompte de 75 millions de papier agricole, « dans les mêmes conditions que la Banque de France ».

Le chiffre de 75 millions avait été adopté comme représentant les 5 % de la *circulation* des billets : le décret de décembre 1925 avait bien porté la limite d'émission à 1700 millions, mais la banque avait pu maintenir sa circulation aux environs de 1.300 millions.

La commission de répartition des avances de la Banque de l'Algérie, réunie le 12 juin, estima la cote de 75 millions pour longtemps encore suffisante.

Cependant, à la fin de juillet, la banque offrit de porter la fiche de réescompte de 75 à 100 millions, ce qui fut accepté par le Gouvernement général et les colons en août 1926.

Presque au même moment, le maximum de l'émission était atteint, et la loi du 6 août 1926 en élevait la limite de 1.700 à 2.100 millions; mais, malgré ce qu'ont dit des journaux algériens les deux ordres de faits furent absolument indépendants, et l'augmentation de l'avance ne fut point accordée en *échange* de l'augmentation de l'émission. L'émission, quoiqu'en pensent les colons et certains de leurs représentants, n'est pas dé-

terminée par la fantaisie de la banque, mais par les besoins des instruments d'échange et de crédit; il était naturel qu'après la chute du franc, la dépréciation des instruments monétaires eût pour conséquence une augmentation de leur circulation, parfaitement indépendante de la volonté de la banque : cela aboutit peut-être accessoirement à une augmentation de ses bénéfices, mais la limite de l'émission des billets est un acte gouvernemental déterminé par les besoins publics en échange duquel rien ne saurait être demandé à la banque.

D'autre part, la Tunisie, dans la discussion sur le réescompte, avait été laissée à part; ses réclamations étaient d'ailleurs loin d'être aussi violentes que celles de l'Algérie, faute de besoin de crédit aussi intenses et d'une organisation de caisses mutuelles aussi développée¹. Néanmoins, comme la Banque avait primitivement proposé des avances à la Régence égales au cinquième de celles faites à l'Algérie, elle lui offrit une fiche de réescompte du papier des caisses de 20 millions.

L'accord de 1921, prévoyant dans certaines conditions le réescompte du papier des caisses régionales par l'intermédiaire des banques, faisait bénéficier ce papier d'un taux préférentiel de 1,5 % au-dessous du taux normal.

Mais il cessait d'être en vigueur depuis le nouvel accord.

Cependant la banque de l'Algérie était désireuse de donner aux petits exploitants des modalités de

1. Rappelons aussi que la Tunisie... n'a pas de députés.

crédit avantageuses. Elle décida donc d'appliquer aux effets des petits colons présentés par les caisses régionales, par l'intermédiaire des banques agréées par elle, et dans les limites des fiches accordées à ces banques, un taux d'escompte réduit chaque fois que le taux officiel de campagne dépasserait 5 % :

5 % lorsqu'il serait compris entre 5 % et 6,5 %, et rabais de 1,5 % au delà de 5 %.

Pour l'application de cette mesure, la banque avait d'abord décidé « de déterminer, après avis des caisses régionales et de la Direction de l'Agriculture, la valeur maxima des domaines pouvant être considérés comme rentrant dans la catégorie visée, et de fixer pour chaque débiteur le montant des effets pouvant être agréés aux taux ainsi réduits par les Comités d'escompte locaux ».

Mais ce travail aurait été long et bien délicat, aussi la banque fut-elle heureusement inspirée quand, d'accord avec la Fédération des Caisses, elle décida que seraient considérés comme effets de petits exploitants ceux de moins de 40.000 fr.

Donc bénéficient en définitif du tarif réduit, les effets de moins de 40.000 fr. que les caisses régionales présenteront par l'intermédiaire de banques agréées.

Une autre difficulté survient pour connaître les conditions exactes de réescompte du papier des caisses à la Banque de l'Algérie.

D'après l'accord de 1921, il avait lieu sous l'endos d'un *établissement financier*¹.

1. Il y avait bien un escompte direct pour quelques caisses régionales mais insignifiant puisque les crédits ouverts n'atteignaient pas 2 millions et les engagements 200.000 fr.

A la suite des nombreuses réclamations des colons, notamment lors de la discussion aux Délégations financières de l'avant-projet de banque agricole présenté par le Gouvernement général, la Banque de l'Algérie décida d'accorder à chaque caisse une cote directe, et une autre sous l'endos d'une banque.

Admission sous endos. — Une décision du Conseil de la Banque du 19 août 1926, n'accordait de cote à chaque caisse que dans une seule banque.

Mais les colons protestèrent, ils trouvaient des avantages à passer par l'intermédiaire de plusieurs établissements.

a) Cela crée une concurrence entre eux qui les oblige à consentir de plus douces conditions.

b) Il est plus facile d'obtenir le réescompte de 2 millions, par exemple par deux établissements, que 4 par un seul.

c) Il y a une gêne morale pour les caisses de choisir l'un plutôt que l'autre, chacun ayant soutenu leur organisation à ses débuts, et ayant depuis longtemps leur clientèle.

L'objection de la Banque de l'Algérie était qu'avec l'endos des deux banques, la surveillance du papier serait difficile pour ces banques. Mais on lui fit remarquer que ces banques étaient soit indifférentes, soit même favorables à ces endos multiples : cela leur permet de choisir leur signature et de ne pas être obligées moralement de prendre tout le papier d'une caisse. La banque de l'Algérie, qui n'avait pris sa décision que dans

l'intérêt des intermédiaires, la rapporta le 29 novembre 1926.

Désormais les caisses peuvent avoir des cotes dans plusieurs banques.

Admission directe. — Pour leur admission directe, qu'elles fussent déjà admises sous endos ou non, la banque de l'Algérie entendait faire une instruction comme sur toute personne sollicitant son admission; les caisses devaient produire : un exemplaire de ses statuts, le dernier bilan, la liste des membres de son Conseil et de ses adhérents; elles devaient mettre à la disposition du Directeur de la Succursale dans le ressort de laquelle elles se trouvaient, leur comptabilité et leur portefeuille, puis permettre de vérifier chaque poste du bilan.

Les caisses régionales se sont refusées à communiquer la liste nominative complète de leurs emprunteurs.

La communication du portefeuille pour obtenir renseignements sur des points déterminés a été acceptée sous condition de la plus expresse discrétion. Le refus de communiquer entraînerait de la part de la Banque de l'Algérie une diminution de la cote accordée. Pour montrer sa bonne volonté, la Fédération des caisses régionales a d'ailleurs demandé au Gouvernement général que les inspecteurs soient augmentés, de façon à voir chaque caisse annuellement, et elle a même proposé une retenue de 0,25 % sur le montant des avances à court terme pour procurer à la colonie les ressources nécessaires.

En outre, le service de l'inspection de la Banque de l'Algérie a été remanié et renforcé, étant chargé notam-

ment de surveiller les risques agricoles et de renseigner sur la solvabilité des obligés et le fonctionnement des caisses régionales.

Le rôle important que la Banque de l'Algérie va jouer dans la vie des caisses régionales aura une heureuse influence, espérons-le, sur leur gestion :

Si certaines ont pu oublier l'esprit qui a inspiré leur création et se ressentent d'un passé chargé de quelques immobilisations, de quelques contentieux, elles devront profiter de leurs facilités d'escompte auprès de la Banque et de la caisse foncière pour assainir cette situation, dégager leur bilan, et se maintenir dans une prudente administration.

La Banque, ainsi que l'avait fait remarquer le dernier Directeur général, pour rester dans le cadre de ses statuts ne peut admettre que du papier représentant des opérations liquidables en 9 mois au plus : elle ne l'accepte que pour 3 mois, quitte à le renouveler à l'échéance.

De même que la Banque de France, elle ne saurait escompter du papier représentant un solde d'opérations provenant d'une campagne antérieure car, dans ce cas, il revêt un caractère contentieux, le débiteur n'ayant pas, en réalité, fait face à ses engagements à la date convenue.

Cette mesure constitue d'ailleurs pour les caisses elles-mêmes une sauvegarde : elle incite les débiteurs à ne contracter des engagements qu'ils puissent tenir et à ne pas se charger au delà de leurs forces : l'abus du crédit — crédit trop long ou trop élevé — procure un

moment des facilités dont on croit devoir tirer profit mais il conduit ceux qui s'y donnent à une situation qui devient chaque année plus lourde, plus inextricable¹. La banque a décidé en outre de ne pas admettre les effets souscrits pour des opérations immobilières qui sont longues : elle a pour cette destination prêté à la Caisse Foncière une avance de 36 millions. En particulier, elle ne veut pas admettre de valeurs souscrites pour procurer des fonds nécessaires à la construction de leurs immeubles par les caisses, en attendant qu'elles touchent des subventions ou avances de la colonie. Les caisses régionales escomptent des effets individuels, et ceux collectifs des coopératives. Les règles d'admission sont les mêmes pour ceux-ci que pour ceux-là. Ainsi, pour les coopératives, la banque n'escompte que des valeurs souscrites en représentation d'avances ou fournitures faites en vue de leur campagne et remboursables en fin d'année.

Elle écarte celles souscrites par les coopératives elles-mêmes pour se procurer, auprès des caisses régionales, les fonds nécessaires à la construction de leurs immeubles, en attendant les subventions ou avances de la colonie.

1. La banque de l'Algérie en a elle-même fait jadis la cruelle expérience.

SECTION VII. — RESULTATS.

La banque, nous l'avons vu, avait toujours pratiqué le crédit de campagne agricole :

Soit pour réescompter du papier des caisses régionales passant par les banques intermédiaires, d'après la convention de 1921,

Soit pour réescompte du papier des coopératives ou d'exploitants,

Soit pour admission directe du papier des coopératives ou d'exploitants.

Le premier poste, application de la convention de 1921, ne montait qu'à 1,5 millions en 1925, alors que les banques avaient escompté pour 33 millions de ce papier : elles ont en effet intérêt à réescompter le moins possible pour ne pas perdre leurs agios, le réescompte n'est pour elles qu'une sauvegarde, « une soupape de sûreté » qui joue surtout en temps de crise.

Dans l'ensemble le montant total des crédits directs individuels de campagne agricole de la Banque de l'Algérie fut le suivant, mensuellement, en 1925 :

15 janvier	18.885.000
15 février	22.976.000
15 mars	23.328.000
15 avril	26.466.000
15 mai	41.406.000
15 juin	29.966.000

15 juillet	30.048.000
15 août	27.501.000
15 septembre	23.427.000
15 octobre	19.842.000
15 novembre	20.089.000
15 décembre	19.645.000

C'est en mai que se trouve le maximum d'engagements; à ce moment, la récolte ou vient de se faire, ou va l'être et les préparatifs d'achats pour la saison prochaine commencent.

Les coopératives, (caves, distilleries, docks, tabacs) ont fait aussi de l'escompte et du réescompte, principalement par l'intermédiaire de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord : la majorité en est fournie par les campagnes de plantation de tabac et d'entrepôt de grains dans les docks.

Aux éleveurs ont été consentis, 11,5 millions de crédits en 1925; leur métier est d'acheter à bon marché, grâce aux prêts de la banque, l'automne, le bétail aux nomades des plateaux, de l'engraisser l'hiver et le printemps dans les prés d'embouche du tell, et de l'expédier sur la métropole à la fin du printemps, pouvant ainsi rembourser la banque.

Une dernière sorte de crédit de campagne qui profite à l'agriculture, mais indirectement, est celui fait aux céréalistes, et qui se monta en 1925 à 120 millions; les céréalistes sont des négociants qui achètent aux colons leurs récoltes sur pied ou même en herbe, se chargeant des aléas de la production et des variations

des prix : la banque leur prête sur leur capital personnel et mobilier, et ceux-ci prêtent aux agriculteurs qui obtiennent par ce crédit de campagne commercial, un crédit de campagne agricole.

Lorsque la Banque offrit en 1926, les 36 millions d'avances à la colonie pour organiser la banque agricole, elle ajoutait que ces crédits étaient accordés sur ses réserves disponibles et celles-ci montant à 37 millions, elle se verrait forcée de cesser le crédit de campagne agricole direct.

En 1927, elle a bien prêté ces 36 millions, pour contribuer aux ressources de la caisse foncière : va-t-elle donc cesser ces crédits ? Non, car elle va reconstituer rapidement ses réserves, et elle n'admet dans son portefeuille que du papier sain et très bien contrôlé.

Les caisses régionales ont fait, à la fin de 1926, leurs demandes d'admission à l'escompte et au réescompte. Certaines n'ont pas demandé de cotes directes d'escompte : elles leur ont été attribuées d'office.

Les caisses bénéficiant de crédit à la banque sont au nombre de 21 (septembre 1927) :

5	dans le ressort de sa succursale d'Alger,
6	— — — — — de Mostaganem.
3	— — — — — de Sidi-bel-Abbès
2	— — — — — de Constantine.
2	— — — — — de Bône.
1	— — — — — de Philippeville.
1	— — — — — de Tlemcen.
1	— — — — — de Bougie.

CHAPITRE V

La réorganisation du crédit agricole à moyen et long terme.

Tandis que, fin mars 1926, la question du crédit agricole à court terme était résolue dans son principe, la solution du crédit agricole à long et moyen terme devait attendre encore un an et demi.

Mais avant d'étudier les controverses de cette époque, il nous faut remonter plus haut, au moment où l'on discutait sur les trois sortes de crédit.

Nous avons vu comment le crédit agricole à moyen et long terme était appliqué par les caisses agricoles et le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie; nous avons vu les reproches très graves qui leur étaient faits : insuffisance de ressources pour celle-là, ressources trop mobiles et trop nombreuses formalités pour celui-ci.

Les Colons demandaient donc avec insistance un organe central pourvu d'amples ressources de longue durée, qui les distribuerait aux caisses agricoles, organismes les mieux qualifiés pour effectuer ce crédit.

Jusqu'à la solution du crédit à court terme, on envisageait souvent de pair celle de tous les crédits agri-

coles, au moyen du même établissement, et dans tous les projets de banque agricole une place est réservée au crédit à long et moyen terme.

En se reportant à l'exposé des discussions sur le crédit à court terme, on peut voir qu'une partie peut s'appliquer au crédit à moyen et long terme, et nous ne répéterons pas.

Nous étudierons cependant les polémiques sur le crédit à long et moyen terme dans le même ordre que celles sur le crédit à court terme, l'ordre chronologique.

SECTION I. — PREMIERES DISCUSSIONS

(Jusqu'au milieu de 1926).

En mai 1925, après l'entente entre la banque de l'Algérie et le Gouvernement général sur la création d'une banque agricole, la Fédération des caisses régionales se saisit de la question et l'étudia pour le moyen et le long terme.

Elle demandait à cet effet des ressources nombreuses et stables, et pour le cas où des garanties spéciales devraient être assurées à la banque agricole pour le recouvrement, qu'on se borne aux très suffisantes dispositions prévues par la loi du 5 août 1920 pour les caisses régionales.

Sous-section I. — Premiers projets
de banque agricole avec crédit à long et moyen terme.

I. — A la suite des conférences que nous avons signalées en traitant le crédit à long terme, des 28 juillet et 26 septembre 1925, il fut entendu qu'il se créerait une banque agricole faisant du crédit à moyen terme par actes de prêts sur souscription d'effets, avec un maximum de prêts de 30.000 francs pour une durée de 5 à 6 ans; pour cela on demanderait la caution solidaire des caisses régionales, avec en outre des garanties particulières : hypothèque, nantissement de cheptel, police d'assurance sur la vie. Nous avons vu les ressources proposées à la banque en étudiant le crédit à court terme.

Mais la création du crédit à long terme n'était pas nettement établie : on se bornait à entrevoir l'institution nouvelle d'une caisse de crédits immobiliers avec le concours du Crédit Foncier et la participation de la banque algérienne.

II. — La Commission créée au gouvernement général et qui émit des résolutions sur la création de banque agricole n'oublia pas celui à long terme : pour le moyen terme elle adopta les vues de la banque de l'Algérie, pour le long terme, elle désira que le maximum des prêts individuels fût celui fixé par la loi du 5 août 1920, dont toutes les stipulations seraient applicables, soit 40.000 francs. Le montant total des prêts à long terme ne pourrait dépasser le cinquième du ca-

pital augmenté des réserves. Nous avons vu aussi, dans l'étude du crédit à court terme, quelle était l'origine des ressources escomptées (surtout des obligations).

III. — Le projet du gouvernement envisageait une banque agricole pratiquant les 3 sortes de crédit, mais « en associant intimement leurs ressources de manière à les répartir rationnellement au mieux des besoins de chaque branche. »

Pour le crédit à court terme, nous l'avons vu, était préconisé le réescompte du papier par les banques intermédiaires, et pour celui à long et moyen terme, on envisageait les prêts directs de la banque agricole aux caisses régionales, à prix onéreux naturellement, tandis que ceux faits par la colonie sont gratuits ; on s'arrangerait d'ailleurs pour élever l'escompte progressivement jusqu'au maximum du prêt, 40.000 francs.

Les ressources spéciales à l'alimentation du long et moyen terme dans l'avenir, seraient l'émission d'obligations de même durée et de cédules hypothécaires, dans des conditions analogues à celles prévues par la Caisse de prêts immobiliers au Maroc. En attendant, et nous l'avons déjà indiqué, les ressources de la banque provenant, lors de sa constitution, d'avances à faible intérêt seraient employées au crédit à moyen et long terme, et on pourrait ne pas dépasser le taux d'intérêt des prêts en participation du Crédit Foncier.

Le contrôle des gages hypothécaires est très complexe, mais la difficulté serait résolue par l'offre faite par le Crédit foncier d'Algérie de prêter le concours de son personnel d'experts.

IV. — La Confédération générale des agriculteurs d'Algérie et les délégations financières, qui se prononcèrent en novembre sur l'avant-projet, s'ils firent des réserves quant au crédit à court terme, adoptèrent le plan proposé par celui à long et moyen terme.

Sous-section II. — L'accord entre les colons et la Banque.

Nous avons vu que le projet de banque agricole fut abandonné par les colons pour diverses raisons à la fin de 1925; les discussions portèrent surtout sur le réescompte du papier à court terme par la banque de l'Algérie : elles furent si vives sur ce point-là qu'on ne s'inquiéta pas du crédit à moyen et long terme. Quand la banque de l'Algérie offrit en mars le choix entre une avance de 30 millions pour la banque agricole, et une cote de réescompte de 75 millions au papier agricole à court terme, elle entendait bien que serait ainsi close la question de tous les crédits agricoles.

Mais les colons ne l'entendaient pas ainsi : « la cote de 75 millions que nous acceptons ne coûte rien à la banque; c'est la simple reconnaissance d'un droit que nous avons. Il faut donc que la banque fasse un sacrifice pour le crédit à long et moyen terme. »

La banque objectait que c'était une manœuvre des colons qui ne se trouvent jamais satisfaits de ce qu'on leur donne. Et elle pouvait s'appuyer sur ce passage d'un article du Président de la Fédération des Caisses

Régionales « ce que nous demandons, c'est seulement du crédit de campagne à court terme¹. »

Par esprit de conciliation elle offrit alors une avance de 5 millions à 2 %, servant à créer une banque agricole pour le crédit à moyen et long terme.

La fédération des caisses régionales en demandait 20; cette demande fut appuyée par une note de la Commission des finances du Sénat sur le projet de création de banques agricoles, rédigée par M. Hervey et publiée le 1^{er} mai.

Mais bientôt, les Algériens enhardis ne se contentent plus de demander 20 millions; le Gouvernement général voudrait une avance jusqu'à la fin du privilège, à 2 % (prix d'émission des billets), de :

20 millions pour le crédit à long et moyen terme agricole;

20 millions pour les habitations à bon marché;

3 millions pour les banques populaires.

Les Délégations financières (colons)² demandent une avance de 15 millions, et, en outre, suivant la soi-disant promesse de la banque de l'année précédente, 15 millions par émissions supplémentaires au delà de 300 millions, soit, dans la situation présente, 90 millions au total.

Ces requêtes étaient adressées dans un moment assez peu opportun, alors que la Trésorerie était très gênée, la limite d'émission presque atteinte, et le franc algérien

1. *Dépêche Algérienne*, 15 janvier 1926.

2. Séance du 11 juin 1926.

à la remorque du franc français descendant à 10 cent.; et ces emprunts seraient donc prélevés sur la circulation disponible pour l'industrie, le commerce et l'agriculture; le gouvernement général et les délégations financières seraient donc responsables d'une restriction des moyens mis à la disposition de la production algérienne, et peut-être d'une nouvelle augmentation de l'émission.

Nonobstant cela, le conseil de la banque, d'une part, maintint l'offre de 5 millions d'avances à 2 % pendant la durée du privilège; d'autre part, en fit une de 15 millions au taux officiel du papier commercial, remboursables en 5 ans par annuités de 3 millions plus les intérêts, ou par priorité sur tout emprunt dans cette période.

Dans la séance du 25 juin des délégations financières, un accord intervint. Un délégué demande une avance de 20 millions à 2 % jusqu'en 1945, et 15 pour 5 ans à taux normal.

Un autre délégué financier voudrait 25 millions pour les seules habitations à bon marché. la Caisse des dépôts et consignations n'ayant plus de ressources, un autre voulait qu'on prélevât sur les avances des ressources pour le crédit maritime; en somme on voit que les colons veulent obtenir le plus possible de la banque, non seulement pour le crédit agricole, mais pour d'autres œuvres sociales.

La majorité de la commission interdélégataire se rallia à cette proposition de l'avance de 20 millions pure et simple, dont la moitié irait au crédit agricole

et l'autre aux habitations à bon marché; les banques populaires n'auraient rien, vu leurs trop faibles besoins.

Sur ces entrefaites, un fait important survint :

Le changement de direction de la Banque¹, le 26 juin 1926; évidemment il n'allait pas y avoir de bouleversements dans la ligne de conduite de la Banque, mais si les principes appliqués allaient être les mêmes — il n'y a pas deux façons de bien diriger une banque — il y avait un changement « d'atmosphère »; les colons le sentirent bien, et la preuve en est que la campagne de presse, déjà ralentie à la suite de l'accord sur le crédit à court terme, s'arrêta tout à fait.

Ceux-ci d'ailleurs avaient déjà obtenu presque toutes leurs revendications : il n'y avait plus que quelques points de détail à régler, donc plus de raison pour garder vis-à-vis du nouveau Directeur leur attitude de lutte; enfin, il était de bonne tactique d'entamer avec lui des négociations cordiales dès le début.

On peut donc présumer, qu'animé de bonnes dispositions vis-à-vis des colons, le nouveau Directeur général acquiesça à leurs demandes : c'est en effet, ce qui eut lieu.

Le 5 juillet 1926, il y eut une entrevue entre le Directeur général et les parlementaires algériens, et il fut alors décidé que serait plaidé devant le Conseil de la banque, le principe d'une avance de 20 millions à 2 % jusqu'à la fin du privilège. Celle-ci fut accordée

¹ Le Directeur général était appelé au Gouvernement de la Banque de France, remplacé par le premier sous-gouverneur de celle-ci, M. P. Ernest Picard.

sous réserve de ratification par l'Assemblée générale des actionnaires.

A la suite de l'augmentation de l'émission par la loi du 6 août la portant de 1.700 millions à 2.100 millions, les colons demandèrent naturellement une augmentation de l'avance : Le Directeur général, comme son prédécesseur, six mois plus tôt, pour le court terme, accepta de la porter de 20 millions à 30 millions au maximum, les avances à la Tunisie étant en outre portées de 4 à 6 millions.

La Banque ne pourrait évidemment fournir plus, à l'inverse de ce que se figurent les colons, dont l'éducation financière est assez superficielle : « il ne saurait être question de réaliser les avances au moyen d'une émission de billets dont elles seraient le gage ; une telle mesure d'inflation créerait un péril pour le billet de banque, constituant ainsi un manquement grave aux devoirs du Gouvernement et de la Banque ». Il ne peut donc s'agir, sous forme d'avances, que des ressources déjà existantes et dont la banque puisse effectivement disposer, c'est-à-dire en somme ses réserves disponibles. La banque a dû opposer son raisonnement toutes les fois que des demandes d'avances inconsidérées lui furent faites, particulièrement à la suite d'inflation nous espérons que cette fois aura été la dernière.

Ainsi, au mois d'août 1926, la question était définitivement réglée entre la colonie et la banque : « aucun malentendu n'est plus à craindre puisque nous sommes

assurés de votre souci de tenir les engagements, qu'en toute liberté, vous avez contractés¹.

Mais si la banque qui faisait le crédit à court terme n'eût pas besoin d'être créée, étant la Banque de l'Algérie elle-même, celle du crédit à long et moyen terme ne devait être bâtie qu'un an plus tard.

SECTION II. — LE PROJET DE CAISSE FONCIÈRE AGRICOLE

Sous-section I. — L'avant-projet de l'Administration.

Le futur établissement ne devait pas être appelé Banque Agricole, mais Caisse Foncière Agricole, ainsi l'on se rapprocherait plus, par le titre tout au moins, de la Caisse Nationale du Crédit Agricole française, de la caisse des prêts immobiliers du Maroc², en outre il

1. Lettre du Gouverneur général au Directeur général du 13 décembre 1926.

2. Au Maroc, le crédit à long et moyen terme est ainsi organisé :

Crédits à moyen terme : Les cas en sont prévus par la loi ; la durée des prêts est de 1 à 10 ans, les remboursements ayant lieu par annuités, au plus tard à partir de la 3^e année.

Ils sont faits directement par les Caisses de crédit agricole à leurs actionnaires, mais avec garantie réelle obligatoire : nantissement mobilier, warrant ou hypothèque ; en cas d'insuffisance de ressources, les caisses s'adressent à la Caisse des prêts immobiliers du Maroc, société anonyme dont le siège est à Casablanca et le capital 3 millions, souscrits par moitié par le Crédit Foncier d'Algérie et pour plus du tiers par la banque d'Etat du Maroc. Cette caisse dispose d'un fonds spécial de 11 millions, constitué pour 1 million par une partie de son propre capital, pour 5 millions par une avance à 5 % de la banque d'Etat et pour les 5 derniers par une avance sans intérêt du Gouvernement.

Elle reprend pour son compte avec les nantissements qui y sont attachés, les prêts à moyen terme consentis par les caisses agricoles, jugés bien garantis, dans la limite du disponible sur le fonds spécial de 11 millions. Le taux de la caisse est de 1 % au-dessus de celui du taux des avances de la Banque d'Etat, soit 6 % : le gouvernement en paie 1 % et les caisses locales le reste.

Crédit à long terme : Il est destiné aux prêts de 10 à 30 ans et compor-

aurait moins le caractère d'une banque, dont le mot fait naître l'idée de profit et de spéculation.

L'avant-projet de caisse foncière agricole conçu par le Gouvernement général, est une adaptation du projet de l'année précédente de banque agricole, mais le court terme en est exclu, et d'autres modifications sont prévues.

Observations sur l'avant-projet de banque agricole du Gouvernement, modifications.

A) Capital, sociétaires, administration.

Le capital est porté de 5 millions (ancien projet) à 3 millions, divisé en 3.000 actions.

Souscrivent (art. 6) trois catégories de sociétaires, les caisses régionales, principales intéressées; la colonie, gardienne des intérêts généraux engagés; les banques (Crédit Foncier et (ie Algérienne), pouvant concourir au fonctionnement du crédit : chaque catégorie a un tiers des actions, ainsi que l'avaient demandé les agriculteurs et les délégations financières en novembre 1925.

Les prêts ne peuvent excéder, au total, 40 fois le capital et les réserves. L'administration est confiée à 15

tant une garantie hypothécaire.

Ces prêts sont faits directement par la caisse aux colons emprunteurs au moyen de bons hypothécaires qu'elle place dans le public.

Quand l'hypothèque sert à des améliorations agricoles, l'Etat ristourne aux cultivateurs, une partie de ses intérêts à payer : l'importance relative de ces ristournes, leur montant total et le maximum à accorder par exploitation, sont fixés par arrêtés annuels. Ce crédit à long terme fut organisé fin 1924 et le crédit à moyen terme, fin 1925.

On voit qu'il y a une étroite collaboration entre le gouvernement et l'Etat pour procurer des prêts sûrs, à bon marché, et par des procédés assez souples pour s'adapter aux nécessités d'une rapide mise en valeur du protectorat.

sociétaires (au lieu de 12 dans l'avant-projet de banque), dont 3 nommés par le Gouvernement général (au lieu de 2), 6 par les Caisses régionales (au lieu de 4), et 6 par les banques.

Les parts seront amorties quand les bénéfices le permettront, suivant la décision de l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil.

Enfin les dépôts prévus à l'article 2, § 3 des statuts seraient acceptés pour un délai égal à celui des prêts à moyen terme.

B) *Ressources.*

Elles proviendraient d'emprunts émis par souscription publique, ou contractés à diverses caisses de retraite; en outre des 18 millions d'avances de la Banque Algérienne (sur les 30 qu'elle fait à la colonie, les 12 autres allant à des œuvres sociales).

C) *Rémunération du capital.*

Dans les sociétés capitalistes le capital a droit sans limitation aux bénéfices de l'affaire, sous la double forme de dividendes annuels et d'accroissements de la valeur des parts ou actions. Dans les sociétés coopératives au contraire il est de règle de n'attribuer au capital qu'un intérêt fixe très minime, et on stipule, au surplus, que les amortissements, si on en fait, seront suivis d'une réduction proportionnelle des intérêts, et enfin qu'en cas de liquidation les porteurs de parts n'auront droit

qu'au remboursement de leurs versements non amortis.

La solution proposée pour la Banque agricole est intermédiaire entre ces deux solutions extrêmes. L'article 12 limite l'intérêt des parts à 8 % au maximum tant que les réserves n'auront pas atteint un montant au moins égal au capital social, mais à partir de ce moment l'intérêt des parts pourra être augmenté de 1 % par fraction des réserves égales à 3 millions. Il est prévu en outre que l'amortissement des parts laissera subsister des parts bénéficiaires qui jouiront des mêmes avantages que les parts non amorties. Sur ces deux points, la formule proposée est donc moins sévère qu'en coopération pure. Par contre, est maintenue exacte la règle coopérative suivant laquelle, au cas de liquidation, les parts ne doivent être remboursées que de leur valeur initiale diminuée des amortissements. Cet ensemble de règles tend à encourager les groupements souscripteurs de parts à amortir le capital et à grossir les réserves de la Société.

Il leur ouvre en même temps des perspectives de rémunérations intéressantes de leurs apports, sans qu'il y ait à craindre d'exagération abusive.

D) *Comparaison de la société projetée avec d'autres sociétés du type analogue.*

Depuis quelques années et notamment depuis la guerre, l'évolution économique a conduit l'état à entrer en collaboration avec l'initiative privée pour assurer la gestion de certaines entreprises présentant à un haut

degré un caractère d'intérêt général. Des formules nouvelles, qui semblent destinées à un grand avenir, ont ainsi été mises en expérience.

Deux de ces formules, celle de la « régie intéressée » et celle de la « régie coopérative » méritent particulièrement de retenir l'attention en raison de leur analogie avec celle proposée pour la Banque agricole algérienne.

Dans la régie intéressée, l'Etat participe à la gestion de l'entreprise en concours avec un groupe de particuliers auxquels est abandonnée une partie plus ou moins grande de profits éventuels de l'entreprise, en vue de stimuler leur initiative et leur effort. A ce type se rattachent la Compagnie Marocaine des phosphates, la Régie Marocaine des Tabacs, la Compagnie des potasses d'Alsace. Dans ce dernier groupement, il est question de réserver par une loi une part du capital et des fonctions d'administration aux représentants des consommateurs de potasse. Il constituerait ainsi un acheminement vers la deuxième formule, celle de la régie coopérative, dont la caractéristique est d'établir une collaboration entre l'Etat et des particuliers qui ne sont pas des capitalistes quelconques mais des usagers de l'entreprise.

Le meilleur exemple de régie coopérative qu'on puisse citer est celui de la Compagnie Nationale du Rhône dont les principes fondamentaux ont été fixés par la loi du 27 mai 1921, puis repris et précisés par le projet des statuts actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat. Dans cette société qui a pour but l'a-

ménagement intégral du Rhône de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue de la navigation, de l'irrigation, et des forces motrices, le capital sera fourni et la gestion sera assurée par un concours intime de collectivités publiques, Etat, départements, communes et collectivités privées intéressées au fonctionnement de l'entreprise, Compagnie des Chemins de fer et de navigation, usines utilisant le courant électrique, syndicats d'irrigation, etc...

Par son caractère d'intérêt général et par la collaboration indispensable qu'il prévoit entre la colonie, les caisses régionales et les banques intermédiaires, le projet de Caisse Foncière envisagé n'est pas sans analogie avec les conceptions fondamentales qui ont présidé à la création de la Compagnie Nationale du Rhône. La solution proposée pour la représentation de la Colonie par des administrateurs nommés par le Gouverneur général s'est inspirée de celle proposée par le projet de statuts de la Compagnie du Rhône. En matière de rémunération des administrateurs, la solution proposée, qui tend à intéresser les administrateurs à la bonne gestion de la banque, est plutôt inspirée des principes admis en matière de régie intéressée. La solution proposée en matière de rémunération du capital, solution qui tend à l'intéresser aux profits de l'entreprise tout en limitant ses bénéfices est une solution mixte entre les principes de la régie intéressée et les principes coopératifs en la matière.

On prévoyait enfin dans cet avant-projet le vote d'une loi semblable aux articles 16 de la loi du 31 décembre

1925; celle-ci serait abrogée, car l'établissement à créer serait non une banque mais une caisse foncière.

La participation de l'Algérie serait réduite de 1,5 à 1 million; les avances de la Banque de l'Algérie seraient portées de 20 millions à 30 millions, savoir 18 pour la caisse et 12 pour des œuvres sociales.

Sous-section II.

Discussions sur l'avant-projet de caisse foncière.

Cet avant-projet rédigé par les services de l'agriculture, colonisation et commerce du Gouvernement général, fut soumis aux Délégations financières dans leur session de novembre 1926¹.

Certains délégués² auraient préféré le versement des 18 millions au fonds de dotation du crédit agricole : ainsi ils auraient été mis à la disposition des caisses régionales; à faible taux et sans intérêt, mais cela aurait présenté un grave danger, en laissant aux caisses livrées à elles-mêmes de trop lourdes responsabilités.

On fit aussi quelques critiques d'ordre particulier : sur la participation des banques, mais elle se justifie fort bien par leur apport du capital et par les conseils utiles de techniciens aux membres des caisses.

sur la rémunération des administrateurs, mais, outre qu'elle est assez faible, elle est indispensable, car ils auront des responsabilités pécuniaires et un travail

1. Cf. Délégation financière, session extraordinaire de nov. 1926.

2. En particulier M. Bonnefoy, président de la Caisse régionale de Constantine.

matériel important ; sur la réduction du nombre des administrateurs, mais si les caisses régionales veulent être représentées efficacement à chaque réunion il leur faut deux représentants par département ; les banques ayant souscrit le même capital doivent avoir aussi 6 représentants, alors des délégués demandent — et tout le monde accepte — que la majorité nécessaire pour changer l'objet de la caisse foncière, soit portée des $\frac{2}{3}$ aux $\frac{5}{6}$.

Le projet fut envoyé au ministère de l'Intérieur qui le transmet au Bureau du ministère de l'Agriculture ; ceux-ci froissés de n'avoir pas été consultés plus tôt, firent de nombreuses rectifications, demandant notamment dans certains cas l'avis obligatoire du ministre de l'Agriculture ; mais à la suite de divers événements, le ministre répondit qu'il ne s'occuperait de rien.

Cependant, l'Office national du Crédit agricole avait envoyé une équipe d'inspecteurs pour instruire ceux donc la caisse foncière allait avoir besoin.

Pressenti par le Ministre de l'Agriculture, alors que celui-ci ne s'était pas encore désintéressé de la question, il fit savoir qu'il participerait avec plaisir à l'organisation de la Caisse Foncière ; il possédait 200 millions, sans emploi pendant un certain temps en France et pouvait prêter à la caisse.

Or, on apprit que M. Roux-Freyssineng allait déposer son rapport sur le projet de loi tendant à la création de la caisse Foncière : une délégation¹ fut envoyée

1. Composé de MM. Pasquier-Bronde, Président de la F. C. R. M. A. et de M. Serda, délégué financier.

en février 1927 aux parlementaires algériens leur demander de ne pas ouvrir la discussion. M. Dellac et plusieurs de ses collègues déposèrent des amendements (janvier 1927) tendant alors à remplacer dans la caisse foncière les banques par la caisse nationale de crédit agricole. « La C. N. C. A. qui a dirigé en France, et de façon si heureuse, l'organisation du crédit agricole, est toute qualifiée pour conseiller, documenter, et, s'il y a lieu, aider et contrôler la nouvelle caisse agricole algérienne, à la place des établissements bancaires dont les procédés au point de vue crédits sont tout différents¹ ».

Mais de graves objections peuvent être présentées : les statuts de la caisse foncière forment un tout : si on écarte les banques c'est qu'on peut leur substituer un organisme capable de les remplacer. La C. N. A. C. ne paraît pas devoir très bien jouer ce rôle. Les conditions des exploitations agricoles sont très spéciales en Algérie et ne s'accommoderaient pas sans doute de l'utilisation pure et simple des procédés de France, une connaissance approfondie des situations individuelles est indispensable à la bonne répartition des crédits².

D'autre part, son ressort est la seule France continentale, ses ressources lui sont fournies par la Banque de France et celles-là ne doivent pas, hors de la métropole, être immobilisées durablement par des dépôts à vue,

1. Amendement n° 1 au projet, exposé sommaire :

« Art. 2. — La caisse nationale agricole pourra par ses réserves souscrire pour partie au capital de la caisse foncière agricole d'Algérie, faciliter les opérations et ultérieurement dans la mesure de ses disponibilités, consentir des avances, notamment pour développer les cultures intéressant le ravitaillement national. »

2. Cf. *L'Economiste Européen*, supplément colonial 18 mars 1927.

qu'il y a danger d'affecter à des avances à long terme. L'Algérie, ayant son autonomie financière, possède sur les avances et redevances de sa banque d'émission, des ressources propres pour organiser son crédit agricole, comme la métropole en a obtenu de la Banque de France, pour satisfaire aux besoins du sien.

Et il est du devoir de l'Algérie de ne pas absorber les ressources de la Caisse foncière, qui, si elles sont excessives, pourront servir à alléger les charges du Trésor.

Ces raisons ont convaincu le gouvernement, et le Président du Conseil, ministre des Finances, fit savoir dans une lettre publique au début de mars, qu'il déclarait ne pas accepter ces amendements. Mais en vérité, la Caisse Nationale n'était surtout pour les parlementaires qu'un moyen d'évincer les banques. Ils concédaient bien qu'elles seraient appelées, le cas échéant, à consentir des prêts à la caisse, mais ils ne les estimaient pas qualifiées pour prendre part à sa constitution ni à son administration. Ne peut-on penser, en outre, qu'une raison plus intime, et propre à l'Algérie, devait éloigner les colons de la Caisse Nationale : savoir, la crainte de la mainmise des agriculteurs métropolitains (et surtout des vignerons du Midi), sur la distribution, ou plutôt l'arrêt de la distribution des crédits en Algérie ?

En Algérie, on tenait surtout au Crédit Foncier, moins pour son argent qu'à cause de son organisation bancaire et de son service d'inspection utile à la caisse. En dehors de lui, d'ailleurs, ces établissements, y compris la Compagnie Algérienne, ne s'intéressaient plus à la caisse foncière, bien que tous pressentis. Devant les

attitudes contradictoires du Parlement et du Gouvernement; les délégations financières¹ et les deux Fédérations des Caisses Agricoles et des Syndicats d'Agriculture d'Algérie, décidèrent, par une commune entente, de renoncer au concours des banques et de ne point faire appel à celui de la Caisse Nationale. Tout le monde était enfin d'accord.

On peut regretter de ne pas voir réaliser l'union du capital (les banques) de la terre et du travail (les caisses régionales et la colonie) dans une association idéale où tous les éléments de production se féconderaient l'un l'autre.

Il était trop naturel que les colons languissant depuis des années après un établissement de crédit agricole qui couronnerait l'œuvre déjà affectuée eussent hâte d'obtenir enfin l'objet de leurs désirs.

Dans l'exposé de l'avant-projet de la caisse présenté par le Gouvernement nous avons essayé d'indiquer dans quelle direction originale bien que de plus en plus répandue, on avait essayé d'orienter le nouvel organisme. Mais peut-être plus tard l'expérience fera-t-elle juger nécessaire d'apporter des modifications dans ce sens et nous le souhaitons.

SECTION III. — LA LOI DU 28 JUILLET 1927.

Un seul amendement, de détail, fut accepté par le Gouvernement ayant pour but de garantir *tous* les em-

1. Session de mai 1927.

prunts de la Caisse foncière, dans des limites d'ailleurs préalablement fixées par les délégations financières, et non pas seulement ceux contractés auprès de certaines caisses des retraites.

Le rapport sur le projet de loi, fait au nom de la Commission de l'Algérie, des colonies et des protectorats, fut déposé sur le bureau de la Chambre par M. Roux-Freyssineng le 26 juin 1927¹.

Les chambres, pressées par la représentation algérienne votèrent enfin le projet :

La Chambre des députés, sans discussion, le 11 juillet, le Sénat, également sans discussion, le 13 juillet.

Le texte voté devint la loi du 28 juillet 1927².

En voici le texte :

« *Article premier.* — L'Algérie participera à la création d'une caisse foncière agricole destinée à compléter l'organisation du crédit agricole mutuel dans la colonie.

Les statuts de la Caisse Foncière agricole fixeront la composition du Conseil d'admission et, en particulier, le mode de représentation de la colonie par des administrateurs nommés par le gouverneur général, ainsi que le mode de représentation des caisses de crédit agricole par les administrateurs par elles désignés, sous réserve de ratification par l'Assemblée générale. La nomination du président du Conseil d'administration sera soumise à l'agrément du gouverneur général.

Les statuts établis en tenant compte des conditions

1. Le projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre le 18 janvier 1927 par M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, accompagné d'un exposé des motifs sans intérêt (V. Ch. 13^e Législ., annexe n° 3843).

2. *Journal officiel* du 31 juillet.

ci-dessus et toutes modifications qui y seraient ultérieurement apportées devront, avant tout fonctionnement, être approuvés par un arrêté du Gouverneur général pris en Conseil de gouvernement après avis conforme du Ministre de l'Intérieur, et du Ministre des Finances.

Art. 2. — La somme d'un million, montant de la souscription de l'Algérie à 1.000 parts de 1.000 francs de la Caisse Foncière agricole, sera versée par la colonie au fonds de dotation du Crédit agricole qui en effectuera le reversement à la Caisse Foncière agricole au fur et à mesure que l'Algérie sera appelée à libérer le montant de sa souscription. L'intérêt des parts souscrites par l'Algérie sera versé au fonds de dotation du crédit agricole.

Art. 3. — Le gouverneur général de l'Algérie est autorisé à emprunter à la Banque de l'Algérie une somme de trente millions sous la seule condition que le taux ne devra pas être supérieur à deux pour cent et que cette somme sera remboursable, au plus tard, le 31 décembre 1925, date de l'expiration du privilège accordé à la Banque de l'Algérie.

Les 30 millions ainsi empruntés seront affectés à concurrence de 18 millions à la Caisse Foncière agricole visée à l'article précédent, et à concurrence de 12 millions aux œuvres de prévoyance sociale et notamment aux habitations à bon marché, aux banques populaires et aux coopératives de consommation, dans des proportions qui seront fixées par le gouverneur gé-

néral, après avis de la Commission de répartition des avances et redevances de la Banque de l'Algérie.

Art. 4. — Tous autres emprunts qui seraient émis par voie de souscription publique et dont le montant serait supérieur à 500.000 francs devront être autorisés par un arrêté du gouverneur général après avis conforme du ministère des Finances.

Art. 5. — Le Gouverneur général de l'Algérie est autorisé à garantir, par décision prise en Conseil de gouvernement, les emprunts contractés par la Caisse Foncière agricole dans les limites qui seront préalablement fixées par les assemblées financières algériennes.

Art. 6. — Les articles 16*bis* et 16*ter* et 16*quater* de la loi du 31 décembre 1923 sont abrogés. »

L'aménagement de la Caisse Foncière, malgré quelques imperfections que nous avons signalées, rendra de très réels services à l'agriculture.

Aura-t-elle une répercussion sur les crédits accordés par les banques et celle de l'Algérie en particulier ?

A priori, aucune banque, sauf le Crédit Foncier, et un peu aussi la Compagnie Algérienne n'effectuant que des crédits à terme de plus de 9 mois, il semble qu'il n'y en aura point.

Cependant, lorsque des clients de la Banque de l'Algérie ou d'une autre, qui pouvaient disposer de crédits d'exploitation agricole, désiraient faire des aménagements sur les fonds dépassant 9 mois, ils employaient des procédés pour prolonger leurs crédits :

Ils remboursaient au bout de neuf mois leur emprunt

en faisant ouvrir à une banque un crédit de même durée, et ainsi de suite;

Ou encore, ils se mettaient à plusieurs pour exécuter leur travail, chacun à tour de rôle empruntait pendant 9 mois, le précédent remboursant avec le prêt obtenu par le suivant.

Mais ce n'étaient évidemment que des cas assez peu fréquents et que seuls les clients notoirement solvables pouvaient réaliser.

Cependant, les facilités que procurera la caisse foncière les fera disparaître et les demandes individuelles de crédit d'exploitation agricole dans les banques se feront moins abondantes.

APPENDICE

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE ET LE CRÉDIT AGRICOLE EN TUNISIE

I. — Crédit aux Européens.

Nous avons vu que la loi du 31 décembre 1925 avait prévu l'affectation à la Tunisie d'une somme de 4 millions à 2 % avancée par la Banque de l'Algérie pour organiser le crédit¹.

Elle vient d'être élevée à 6 millions.

La commission tunisienne de répartition des avances et redevances de la Banque de l'Algérie a décidé que 2.500.000 fr. iraient au crédit régional à long et moyen terme; 1.400.000 fr. au crédit hôtelier; 1.000.000 fr. aux sociétés de prévoyance et de secours mutuel indigène; 1.100.000 fr. à des œuvres sociales.

La caisse régionale devra verser les fonds aux colons les plus éprouvés par la sécheresse, sous forme de prêts à moyen terme remboursables en cinq ans au maximum; les bénéficiaires devront les employer à des travaux de défrichement sous le contrôle de la caisse et du domaine.

1. Elle a été ratifiée par décret beylical du 13 juillet 1927.

Le million pour les sociétés de prévoyance indigènes sera utilisé sous forme de prêts de semence et de substance et l'installation de chantiers : avance à valoir sur les 40 millions demandés au Grand Conseil pour aider l'agriculture indigène.

En outre, la banque a accordé une cote de réescompte de 20 millions aux papiers agricoles à court terme, à la Tunisie.

Cependant, la seule caisse régionale fonctionnant actuellement, celle de Tunis, n'a pas paru à la banque pouvoir bénéficier, vu la valeur de son papier et l'importance de ses opérations, d'une cote supérieure à 10 millions, et ce sous endos du Crédit foncier.

II. — Crédit aux indigènes.

La dotation de l'Office public de Crédit indigène, de 11.500.000 fr., a été souscrite pour 4.500.000 fr. par l'Etat tunisien, les 7 autres millions devant être prélevés sur l'emprunt autorisé par la loi du 22 avril 1920.

En attendant ces derniers, l'Office pensait affecter les 4.500.000 fr. au crédit à moyen terme, et réaliser celui à court terme par l'escompte à une banque intermédiaire qui pourrait elle-même réescompter à la Banque de l'Algérie : ce réescompte devant d'ailleurs être distinct de celui de la Caisse régionale du Crédit mutuel agricole français.

L'Office faisait valoir à la Banque de l'Algérie, pour qu'elle accepte, qu'il ne s'agissait pas d'escompte di-

rect, mais de réescompte sous endos d'une banque;

Que le papier n'excéderait pas 9 mois;

Que les effets sont garantis par la solidarité de 7 à 12 agriculteurs, l'examen de chaque prêt par le contrôleur civil et le Conseil d'administration, le patrimoine de l'Office.

Mais de graves objections devaient se présenter à la Banque de l'Algérie;

D'une part, il faut noter que, malgré les précautions de l'administration, le remboursement des effets est incertain car la masse des indigènes ne paie que sous la contrainte, et celle-ci est toujours délicate à manier; d'autre part, des négociations avaient été primitivement entamées avec le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie, ce qui montre que le gouvernement tunisien avait estimé qu'il s'agissait d'opérations relevant plutôt du Crédit foncier.

Après diverses discussions, la Banque de l'Algérie s'entendit cependant avec la Régence.

On évalua les sommes nécessaires à la première campagne, et les ressources probables de l'Office en fin d'année pour rembourser sans avoir à compter sur les indigènes, soit 3 millions.

La seconde signature fut accordée par le Crédit Foncier d'Algérie et Tunisie.

Donc a été accordé pour un an au maximum un prêt de campagne, sur valeur à 3 mois renouvelable, souscrite par l'Office indigène du Crédit Foncier et négocié à la Banque de l'Algérie à un taux inférieur de 1,5 % à l'officiel avec minimum de 5 %. Ce crédit, qui ne doit

durer que pendant la saison 1927-1928, sera certainement renouvelé jusqu'à la réalisation de l'emprunt.

Signalons en terminant que la création de cet Office indigène tunisien est une heureuse innovation dont pouvait avec profit s'inspirer l'Algérie : ses indigènes y sont bien admis aux caisses régionales et même aux banques quand ils offrent assez de garantie, mais en concurrence avec les Européens. Les sociétés de secours mutuels (qui fonctionnent aussi en Tunisie) ne peuvent faire que des crédits très limités, vu leur caractère d'assistance, et ne peuvent pas réescompter aux banques, à plus forte raison à la banque d'émission.

Il serait utile de créer un office algérien indigène qui pourrait procurer aux indigènes le crédit dans les mêmes conditions — en particulier solidarités entre les membres d'un groupe — que l'office tunisien.

CHAPITRE VI

Les warrants agricoles.

SECTION I. — LES PRINCIPES

Les lois sur les warrants agricoles, des 18 juillet 1898 et 30 avril 1906 ont organisé le gage sans déplacement et modifié ainsi l'article 2076 du Code civil au profit des agriculteurs¹ : le cultivateur peut engager ses produits sans s'en dessaisir. Quoiqu'il en soit la loi sur les warrants agricoles a créé une première étape dans l'organisation du crédit mobilierrural en Algérie. Le colon, pressé par des besoins d'argent, se voyait fréquemment obligé de vendre sa récolte dans un moment où l'affluence des produits similaires sur le marché entraînait une dépréciation des cours. La loi du 30 avril 1906 lui donne la possibilité d'attendre et de se procurer les fonds qui lui sont nécessaires, en donnant pour gage tout ou partie des produits de son exploitation. Sans doute, il lui était

1. Les lois des 11 juillet 1851 et 24 juin 1874 avaient déjà accepté le principe du nantissement sans déplacement, en autorisant au profit des banques coloniales, l'engagement des récoltes pendantes. Mais elles n'avaient pas été étendues à l'Algérie.

déjà possible de déposer ses récoltes dans un des magasins généraux existants, et de se faire remettre un warrant ; mais, en fait, ce mode de crédit lui était fermé par suite des frais élevés que lui imposait le transport, généralement à de grandes distances, de marchandises lourdes et encombrantes. Désormais, grâce à la nouvelle loi, c'est le domicile du colon qui est constitué en lieu de dépôt, jouissant du privilège jusque-là réservé aux magasins généraux.

Rappelons brièvement quelles sont les dispositions principales de cette loi. Tout agriculteur peut emprunter sur les produits provenant de son exploitation, en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation. Les produits, qui peuvent être l'objet d'un warrant agricole, sont les suivants : céréales en gerbe ou battues, fourrages secs, légumes secs, fruits séchés, matières textiles, huiles, vins, etc... Le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. Le colon est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité. C'est au greffe de la justice de paix du domicile de l'emprunteur que doivent être adressées les demandes d'emprunt sur gages ; c'est là que le warrant, qui est destiné à circuler, est transmissible par voie d'endossement. Mais le législateur a réservé à l'emprunteur la faculté de se libérer par anticipation, et de reprendre ainsi la libre disposition des produits warrantés, en faisant contracter le remboursement au greffe de la justice de paix (art. 8).

Le warrant agricole est applicable à l'Algérie (art. 19, loi 1906), mais la banque de l'Algérie dès le début, s'y est montrée rebelle. Le 27 décembre 1898, les Délégués financiers émirent un vœu demandant qu'elle en fasse l'escompte.

L'année suivante, un délégué financier, et tous les corps élus d'ailleurs, demandèrent que l'obligation de leur admission soit insérée dans ses statuts.

Mais les Chambres ne la mentionnèrent pas dans la loi du 5 juillet 1900; d'où nouveaux vœux des Délégués financiers en novembre 1901, de la Société d'agriculture d'Alger en février 1902. Il est vrai que, d'après la loi du 30 avril 1906, art. 9, les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts, mais nous verrons que l'on peut prétendre que cela n'affecte pas la non-obligation pour la Banque de l'Algérie de ne pas les accepter. Les banques de dépôts, escomptent de plus en plus les warrants, particulièrement le Crédit Foncier algérien-tunisien et la Compagnie algérienne.

Nombreuses aussi les banques régionales qui escomptent.

Le système des warrants agricoles s'est d'ailleurs beaucoup développé avec la création des docks à céréales coopératifs¹. Nous prenons comme exemple le dock de Burdeau, construit en 1923, et à peu près semblable aux autres, en différant seulement par la taille (sa con-

1. Cf. chap. III. section 3.

tenance étant de 100.000 quintaux). Pour le warrantage des grains, les fonds nécessaires ont été mis à la disposition de la caisse locale du Sersou par la Caisse régionale d'Alger-Portalis qui a obtenu elle-même des facilités de réescompte auprès du Crédit Foncier.

Le taux prélevé par chaque caisse est 0.75 %, et par le Crédit foncier 6 %, soit en tout 7,5 %.

Le warrantage a été ouvert à concurrence de 92 fr. le quintal pour le blé dur, 80 fr. le quintal pour le blé tendre; 48 fr. le quintal pour l'orge¹.

En 1924, sur 18.000 quintaux valant 2.000.000 il a été prêté 850.000 fr. Ainsi le producteur peut mettre son grain en sûreté, le faire trier, le faire vendre, par grosses quantités au moment où le marché lui est le plus favorable, et cependant il touche dès le début une somme importante grâce au warrantage.

Le système s'étend donc considérablement, les réclamations se font de plus en plus vives pour que la banque d'émission le facilite en réescomptant les warrants agricoles.

Nous allons examiner successivement :

Les raisons qui militent pour et contre l'escompte des warrants par la Banque de l'Algérie;

L'attitude de la banque, et ses récentes décisions.

1. Ces chiffres sont, évidemment, essentiellement provisoires.

SECTION II. — LA BANQUE DE L'ALGERIE
PEUT-ELLE LEGALEMENT ACCEPTER
LES WARRANTS AGRICOLES

Il faut distinguer : nous envisageons d'abord la question d'une façon générale, puis particulièrement quant aux docks.

A. — D'une façon générale la Banque de l'Algérie peut-elle escompter les effets négociables garantis par warrant agricole, bien que ses statuts l'autorisent seulement à escompter des « obligations négociables, garanties par récépissés de marchandises, et déposés dans les magasins publics agréés par l'Etat? » (art. 11, 2^o des statuts) :

Le caractère essentiel du gage réside dans l'obligation pour celui qui le constitue de remettre l'objet donné en gage entre les mains du créancier nanti, ou d'un tiers qui le détiendra pour le compte de celui-ci (art. 2076, Code civil, 92 Code commerce). Le warrant commercial est un billet à ordre au paiement duquel les marchandises déposées par un négociant ou un industriel dans les magasins généraux sont affectées en garantie conformément au droit commercial, il implique dessaisissement de la part du propriétaire des marchandises warrantées (loi du 28 mai 1858 et décret du 12 mars 1889). La loi du 18 juillet 1898, remplacée par celle du 30 avril 1906, en créant les warrants agricoles pour organiser le crédit mobilier rural, a donné possi-

bilité à l'agriculteur qui veut emprunter, de constituer au profit de son créancier un gage *sans dépossession de sa part*. Les agriculteurs peuvent donc emprunter sur leurs récoltes et les warranter sans s'en dessaisir. Donc, dans le premier cas du warrant agricole, le débiteur reste détenteur de la chose warrantée simplement frappée d'indisponibilité entre ses mains, de sorte qu'il n'est pas un vrai nantissement mais une hypothèque mobilière.

Donc les tiers seront plus facilement trompés sur la consistance des biens pouvant être donnés en gage (comme libre de tout nantissement), par les cultivateurs et le warrant agricole ne confère pas au créancier les mêmes garanties qu'une hypothèque sur un immeuble ou sur un vrai gage : le créancier a bien un privilège, mais il n'en tire qu'un droit de *préférence* sans droit de suite¹.

Si le cultivateur vend ses récoltes, le créancier n'a plus de gage. Il est seulement protégé par une pénalité sévère en cas de détournement des produits warrantés (Loi 1906, art. 13) qui peut être inefficace. Enfin la faible garantie offerte par des signatures souvent inconnues ont entravé le développement du crédit rural. On conçoit donc qu'une banque limite son escompte au papier commercial.

Les statuts de la Banque de l'Algérie limitent étroitement ses opérations (art. 10, 11 § 2). L'escompte des warrants agricoles s'il était compris dans

1. Planiol, 9^e édition, t. II, n° 2714; Fuzier-Hermann, v° warrant n° 38.

les opérations de la Banque ne pourrait être visé que dans la partie de l'art. 11 § 2 relative aux obligations négociables garanties, où ces garanties sont limitativement énumérées : transfert de rentes françaises, dépôt de monnaies or ou argent, « récépissé de marchandises déposées dans des magasins publics agréés par l'Etat », ce qui exclut les warrants agricoles.

Des juristes soutiennent que la loi du 30 avril 1906 ne s'applique pas à la Banque de l'Algérie, la garantie du warrant agricole étant réputée équivalente à un engagement personnel, elle ne modifie pas les pouvoirs des établissements de crédit édictés par les statuts : Mais cette thèse est critiquable, car la loi de 1906 paraît générale et embrasse dans son énoncé tous les établissements publics d'émission.

En outre, par « peuvent accepter » la loi de 1906 laisse entendre que l'acceptation à l'escompte est subordonnée à la non-existence dans les statuts des dispositions interdisant l'escompte d'effets garantis par un warrant agricole. Donc la Banque de l'Algérie doit se limiter aux opérations prévues par les statuts, qui ne comprennent pas l'escompte des effets négociés par un warrant agricole.

B. — Plus spécialement la non-spécialisation dans les docks des produits faisant l'objet d'un warrant agricole, confondus dans la masse des produits de même nature y déposés, est-elle de nature à compromettre le privilège du porteur de warrant ?

En droit, le warrant agricole n'exige pas pour sa

validité l'individualisation du produit warranté par des indications propres à en établir l'identité. L'article 3 de la loi du 30 avril 1906 prescrit seulement « nature, quantité, valeur et lieu de situation des produits » ;

tandis que la loi du 28 mai 1858 sur le warrant commercial prescrit (art. 1^{er}) « indication de nature et indications propres à en établir l'identité et en déterminer la valeur ».

Cependant la Cour de cassation a jugé le 10 mars 1915 (S. 16, I, 5) que le privilège de la Banque de France s'étendait au blé déposé par le débiteur dans des magasins généraux en remplacement du blé faisant l'objet du warrant commercial dont elle est porteuse : en raison du caractère fongible de la marchandise déposée (*res quarum una ejusdem generis vice alterius fungitur et videtur eadem esse*).

Donc le gage ne porte pas sur un corps certain, devant demeurer identiquement le même, mais sur une certaine quantité de choses d'une certaine nature. Ceci dit, le porteur de warrant agricole peut-il, en fait, être exposé à voir son privilège sur le produit warranté consistant en choses fongibles, compromis par les revendications de créanciers chirographaire ou du syndic de faillite du débiteur ?

Quatre hypothèses sont possibles : ou le produit warranté confondu dans les docks avec d'autres de même espèce et même qualité, n'est pas vendu ; alors le porteur du warrant peut provoquer la vente sans que les docks puissent exciper de la disparition du gage, ce qui serait un abus de confiance ; ou il serait vendu et le prix versé

au porteur du warrant ; le warrant a produit son effet et son porteur est rempli de ses droits ; ou il a été détourné ou vendu et le prix n'a pas été versé au porteur du warrant : il y a abus de confiance et les sanctions pénales de l'art. 14, loi du 30 avril 1906 doivent jouer ; ou le produit warranté a été vendu et le prix est bloqué par les créanciers chirographaires ou le syndic de faillite du débiteur : le porteur du warrant doit en triompher, car pour prétendre au prix, ceux-là doivent se prévaloir de ce qu'il représente des produits appartenant à leur débiteur, faute de quoi ils seraient sans qualité pour le revendiquer ; d'autre part ces produits fongibles considérés *in genere* étaient le gage du porteur du warrant à concurrence de la quantité warrantée¹.

SECTION III

QUELLE A ETE L'ATTITUDE DE LA BANQUE DE L'ALGERIE?

Nous avons vu qu'au début de ce siècle elle manifestait fort peu d'empressement pour les warrants agricoles.

1. *Contrat*, arrêté Cour de Cassation 20 juin 1859. (S. 1, 737) qui a décidé que ne pouvait revendiquer le vendeur d'une quantité d'os mélangés avec 4.000 kilos de marchandises *semblables* vendues, par une autre personne, en sorte qu'on ne pouvait rendre identiquement la marchandise déposée.

Mais alors le warrant agricole serait très difficile dans les docks et impossible celui fait par un agriculteur d'une fraction non individualisée de toute la récolte demeurée sur ses terres ou dans ses bâtiments. Ne convient-il pas de faire état de la loi de 1906 n'imposant pas les « indications propres à établir l'identité des produits déposés ».

Aussi pensons-nous que cet arrêt doit rester isolé complètement, témoin d'une législation vieillie déjà.

Mais en même temps que sur le crédit agricole mutuel des discussions s'étaient élevées entre la Banque et le Gouvernement général au sujet des warrants agricoles, particulièrement ceux des docks. Au début de 1926 encore, la banque refusait d'assimiler les warrants agricoles aux commerciaux : « Si les docks des coopératives sont transformés en magasins généraux, c'est-à-dire si les marchandises sont gardées et ne peuvent entrer et sortir que sur récépissé, aucune difficulté ne se présentera, sinon les warrants des docks seront rejetés ».

Mais il faut convenir que c'est pratiquement impossible, les magasins généraux conservent une marchandise à la disposition du créancier gagiste; elle est nettement individualisée et le warrant contient une désignation qui ne permet pas d'hésiter sur l'identification des choses gagées; tandis que dans les docks, les grains, triés, sont déposés en silos et groupés non suivant le nom du propriétaire, mais d'après leur taille et leur valeur marchande; le warrant ne peut donc porter que sur des quantités et qualités.

Au mois de mars, il fut question de tourner la difficulté en prêtant sur les docks non comme warrants, mais comme sociétés coopératives.

Puis la discussion fut suspendue.

Cependant la banque se convainquit que les docks à céréales sont soumis à peu près au même régime que les magasins généraux.

Evidemment l'escompte du papier des docks n'est pas prescrit par les statuts *stricto sensu*¹. Mais la banque

1. Voir les observations que nous avons exposées précédemment

n'acceptait-elle pas déjà un peu de warrants agricoles; n'était-ce pas l'intérêt de la colonie — donc de la banque — de développer les opérations utiles, et surtout la mise en docks des grains n'offre-t-elle pas les mêmes garanties que les magasins généraux?

Elle se décida donc, à la fin de 1926, à réescompter les warrants que les caisses régionales auraient escomptés aux docks coopératifs.

Mais elle a pris des précautions assez sévères.

Les avances à consentir sur les blés, orges et avoines, en docks sont limitées à 60 % du cours fixé au moment de l'établissement des warrants quand il ne sera pas supérieur à 200 francs pour les blés et à 150 francs pour les orges et avoines; en outre, les avances de 120 francs et 90 francs sont des maxima¹.

Nous avons vu, en étudiant les coopératives, qu'un des gros reproches faits aux docks était de faciliter la spéculation : la Banque a heureusement des moyens pour l'empêcher de se développer dans les docks auxquels elle ouvre son crédit : en particulier par la réduction des warrants, d'un tiers à chaque renouvellement, ce qui entraîne leur remboursement total au bout de 9 mois. Elle n'use d'ailleurs de ce procédé qu'en tenant compte des circonstances, abondance ou faiblesse de la récolte, élévation ou baisse des prix : ainsi, en 1927, elle n'en a pas fait usage.

Aux caisses régionales est ouverte une cote spécialement destinée au réescompte des warrants à la banque

1. Ces chiffres sont provisoires et susceptibles de varier avec le prix des denrées.

de l'Algérie directement, et si elles le désirent, d'autres cotes sous l'endos d'établissements financiers agréés.

L'importance des cotes est fixée suivant le capital de garantie des docks et des caisses régionales, en tenant compte des cotes déjà fixées aux caisses pour les billets à ordre.

Le taux appliqué aux warrants est le taux officiel; mais, en vue de protéger les petits colons comme pour le crédit de campagne, les warrants égaux ou inférieurs à 40.000 fr. présentés sous l'endos d'une banque bénéficient d'une réduction de 1,5 % sans que le taux puisse être inférieur à 5 %.

Enfin la banque se réserve le droit de faire à tout moment l'inventaire des marchandises en dépôt dans les docks.

APPENDICE

Comparaison entre la Banque de l'Algérie et les Banques coloniales

La Banque de l'Algérie n'est généralement pas classée comme une banque coloniale. Les banques coloniales d'émission¹ ont cependant avec elle bien des caractères communs, mais aussi certaines différences que nous voudrions sommairement indiquer. Nous passerons en revue les points suivants :

- 1° Durée du privilège et mode de création.
- 2° Contrôle et administration.
- 3° Redevances et avances.
- 4° Opérations des banques.
- 5° Emission et change.

1. Banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyanne, fondées par la loi du 11 juillet 1851, qu'on appelle les « vieilles banques coloniales ».

Banque de l'Indochine créée par le décret du 21 janvier 1875.

Banque de l'Afrique Occidentale créée par décret du 29 juin 1901, par l'absorption de la vieille banque du Sénégal fondée en 1849.

Banque de Madagascar, créée par la loi du 22 décembre 1925.

Nous ne citons que pour mémoire la banque d'Etat du Maroc, créée par l'acte d'Algésiras et remaniée en 1921 : ses statuts sont copiés trait pour trait sur ceux de la Banque de l'Algérie, ses opérations, dans un pays de climat, de ressources semblables, sont identiques.

I. — Mode de création et durée du privilège.

Les vieilles banques coloniales ont été fondées par une loi, renouvelées par décret en 1870, par suite des difficultés de l'heure, puis par une loi en 1874, des décrets s'espacant entre 1894 et 1901, la loi du 13 décembre 1901, des lois de 1911, 1913, 1917 et celle de 1919 qui a renouvelé pour 25 ans leur privilège.

Les banques de l'Indochine et de l'Afrique Occidentale fondées par décrets en vertu du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui soumet au régime simple des décrets les colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, ont vu leur privilège renouvelé, la première par décrets de 1888 et 1905, et toutes deux par des décrets trimestriels depuis 1920; est prévue une réforme de leurs statuts par des lois dont les projets sont actuellement pendants devant les Chambres : la législation s'intéresse en effet de plus en plus à l'activité de ces banques coloniales, et veut vérifier si les privilèges accordés ont à ses yeux une contre-partie suffisante : avances, redevances, etc...

C'est ce qu'il a d'ailleurs fait pour la banque de Madagascar créée en 1925.

La Banque de l'Algérie, elle, a vu son privilège créé et toujours renouvelé par des lois, et pour des périodes, sauf entre 1897 et 1900, qui ne furent pas inférieures à 16 ans.

II. — Administration et contrôle.

L'administration est peu différente entre les vieilles banques coloniales et la Banque de l'Algérie : le directeur est nommé par décret (par la Banque de l'Algérie, le Directeur et les sous-directeur généraux). Mais en outre, dans cette dernière, les directeurs de succursale doivent être agréés par le Ministre des Finances.

Pour les banques de l'Indochine et de l'Afrique Occidentale, le Directeur général est nommé par l'Assemblée générale des actionnaires avec seulement agrément du ministre des Colonies.

Les projets de loi actuels prévoient pour ces banques leur nomination par décret sur présentation des ministres des Finances et des Colonies : c'est ce qui a d'ailleurs été réalisé pour la Banque de Madagascar, dont les directeurs de succursale doivent en outre être agréés par le Ministre des Colonies.

Mais le contrôle est très différent entre la Banque de l'Algérie et les autres.

Pour la première le ministre des Finances rend compte au *Journal Officiel* de sa situation annuelle et son bilan y est publié tous les mois, et il y a en outre de très rares inspections¹ par des inspecteurs des finances. Cependant, le fait que la direction est dans la dépendance du gouvernement, que la Banque de l'Algérie exerce son privilège aux portes de la métropole, rendent

1. Voir à ce sujet une curieuse discussion à la séance de la chambre du 26 septembre 1918, entre MM. Moutet, Jean Bon, députés, Klotz ministre des finances et Céliér commissaire du gouvernement.

moins nécessaire que dans d'autres banques son contrôle continu.

Les banques coloniales sont soumises au contrôle de la Commission de Surveillance instituée auprès du ministre des Colonies, conseil consultatif suprême, chargé, comme son nom l'indique, de la haute surveillance des établissements privilégiés qui peut leur imprimer, par l'intermédiaire des pouvoirs publics, les directives nécessitées par leur situation.

En outre, les vieilles banques, dont le directeur est commissaire du Gouvernement, sont représentées dans la métropole par l'Agent central, nommé par décret, qui est le mandataire de chacune de ces banques, et qui est aussi le centralisateur des éléments de leur contrôle.

Près des trois autres banques, il est créé un Commissaire administratif du Gouvernement : il veille à l'exécution des statuts et règlements de la banque, exerce sa surveillance sur toutes les parties de l'établissement, se fait représenter l'état des caisses, les registres et portefeuilles et requiert tous extraits et copies des livres, il propose toutes les mesures qu'il croit utiles et peut faire inscrire de droit ses propositions et observations sur le registre des Délibérations.

Les banques enfin, subissent des inspections plus ou moins régulières : les vieilles banques sont vérifiées au moins tous les deux ans par des inspecteurs des Colonies, et, en outre, toutes peuvent être soumises sur un désir du ministre des Finances, au contrôle d'inspecteurs de son département.

III. — Avances et redevances.

Nous avons vu les modalités, suivant lesquelles, depuis 1900, la Banque de l'Algérie paie les avances et redevances au pays où elle exerce son privilège.

Les autres banques coloniales sont entrées ou entreront peu à peu dans cette voie, à mesure que le législateur s'aperçoit des bénéfices que permet de réaliser le monopole d'émission, et qu'il estime devoir être compensés pour l'Etat par d'importants sacrifices de leur part.

A) Pour les vieilles banques, la loi de 1919 stipule d'abord un versement définitif en espèces : 500.000 fr. par banque (sauf 150.000 fr. pour celle de la Guyane);

Redevances annuelles de 0,5 % sur la circulation dépassant l'encaisse; partage par moitié avec l'Etat des dividendes excédant 125 fr. net d'impôts par action (90 fr. pour la banque de la Réunion¹).

De même que pour la France et l'Algérie, les redevances sont destinées aux œuvres de crédit mutuel agricole mutuel, dont la réussite semble pour le moins douteuse, par suite de l'esprit non coopératif des planteurs et de l'usage des prêts sur cession de récolte pendante, sortes de warrants agricoles. « L'usinier, grâce à ses ressources propres ou à ses crédits en banque, fait des avances sans intérêt aux planteurs pour s'assurer la récolte. Le planteur y voit l'avantage de vendre

1. Les dividendes distribués en novembre 1927 pour le semestre écoulé sont, par action : Banque de la Martinique : 82 fr. ; Banque de la Réunion : 127 fr. ; Banque de la Guadeloupe : 84 fr. ; Banque de la Guyane : 323 fr.

celle-ci, avantage malheureusement compensé, sans qu'il s'en rende bien compte, par le prélèvement que l'usiner opère sur le rendement en sucre de ses cannes, et, s'enfonçant dans une routine, dont il ne sent pas très bien les inconvénients il voit peu d'intérêt à s'agréger à un groupement mutualiste pour lutter contre le gros industriel ».

B) Les banques de l'Afrique Occidentale et de l'Indochine ne subissent pas encore de charges pécuniaires, mais elles sont prévues dans le projet de renouvellement du privilège de cette dernière :

Elle devrait une avance sans intérêt jusqu'à expiration du privilège, de 6 millions de piastres à l'Indochine, et 4 millions aux autres colonies où elle est établie;

Une redevance sur la circulation fiduciaire proportionnelle à celle-ci et progressive suivant le taux appliqué (comme pour les Banques de France et de l'Algérie);

Le partage enfin des dividendes : 1 /10 étant donné à l'Etat quand il est compris entre 6 % net d'impôt et 150 francs, la moitié au delà de 150 fr.; en 1922 et 1923 les paiements annuels auraient atteint, d'après ces règles, environ 20 % des bénéfices. Cet argent irait aussi au Crédit agricole mutuel.

C) Enfin la Banque de Madagascar, a des charges financières assez lourdes.

D'abord 20 % du capital social peut être souscrit par la colonie.

C'est une nouvelle forme de l'ingérence de l'Etat

1. Vally, Les Banques coloniales françaises d'émission (Thèse Paris 1925), p. 113.

dans les sociétés privées que le fait de participer à la constitution de leur capital et, qui, malgré les reproches qu'on lui fait, se développe de plus en plus.

La redevance trimestrielle est calculée de façon semblable à celle de la banque de l'Algérie :

0,25 % de la circulation productive, si le taux est en moyenne inférieur à 5 %.

0,37 5 % de la circulation productive si le taux est en moyenne entre 5 et 7 %.

0,50 % de la circulation productive, si le taux est en moyenne au-dessus de 7 %;

L'Etat a en outre un superdividende qui lui est attribué sous une forme originale, celle de part bénéficiaires dont il peut d'ailleurs disposer à sa volonté (art. 3, convention 1^{er} juillet 1925) (art. 13, 31 et 74 des statuts); au delà de 8 % de dividende, et 10 % à la caisse des retraites du personnel, les parts bénéficiaires touchent au total une somme variant entre la moitié et le triple de ce qu'obtiennent les actions au total (il y a 3.000 parts bénéficiaires au maximum, et 40.000 actions lors de la fondation).

Les ressources provenant de la redevance sur la circulation productive seront réparties entre des œuvres d'intérêt social ou appliquées à des travaux d'intérêt économique ou d'utilité agricole intéressant la colonie suivant un programme arrêté par décret.

Dans l'ensemble, les redevances et avances des banques coloniales si elles sont affectées à des œuvres éminemment utiles, ne sont pas, comme celles de la Banque de l'Algérie, distribuées à des organismes indépendants

de crédit spécialisé, banque ou caisse foncière agricole, banque industrielle, banque populaire, crédit maritime.

A notre sens, cela est plutôt à déplorer : il serait utile que des ressources procurées par le crédit aillent au crédit, et à un crédit qui ait des chances d'être utile. Certes les œuvres sociales sont fort intéressantes, mais moins promptes à développer la richesse que le crédit.

IV. — Opérations des banques.

Il nous faut d'abord distinguer les vieilles banques des autres : les premières agissent en effet dans un cadre d'une étendue bien plus restreinte, et pour des opérations bien plus limitées.

A) *Les vieilles banques.*

Elles sont établies dans des régions très petites, de l'étendue d'un arrondissement (sauf la Guyane) et dont l'agriculture, l'industrie et le commerce sont presque uniquement tournés vers la canne à sucre.

Le trait le plus original de ces banques, que nous avons signalé, et leur principal chef d'activité est la faculté de prêt sur récoltes pendantes¹, véritable prêt d'exploitation agricole et ici apparaît bien l'aléa de ces prêts que la banque de l'Algérie n'a acceptés qu'avec répugnance; en Afrique du Nord le prix de la récolte

1. Pour l'escompte des effets, 2 signatures suffisent chez les banques coloniales comme à la banque de l'Algérie.

est fonction du climat ; si la récolte est abondante, on est sûr que « l'un dans l'autre » la vente des céréales, de la vigne et de la viande sera rémunératrice ; les cours mondiaux influent bien, mais la crise qui peut atteindre l'une de ces denrées ne touche pas l'autre, et le cultivateur peut assez facilement changer ses productions.

Aux Antilles et à la Réunion, la récolte de canne à sucre est à peu près constante, le climat, sauf cyclones accidentels, est régulier : mais les cours des sucres varient d'une façon extraordinaire avec la concurrence des pays à betteraves, l'ouverture ou la fermeture des marchés : si la vente est avantageuse, les remises sur Paris et Londres sont nombreuses, les clients de la banque remboursent les avances ; les dividendes sont rémunérateurs ; s'il y a crise, les effets s'accumulent, les tirages sur Paris atteignent des primes élevées, les porteurs de billets se font rembourser, et la banque « doit protéger ses encaisses par des moyens empiriques ». Il y a, en effet, un manque d'harmonie entre des prêts de campagne, qui durent 9 mois et des ressources consistant en billets et dépôts à vue, surtout lorsqu'une grande partie des opérations est en prêts de campagne : les banques des vieilles colonies sont presque chroniquement sujettes aux crises de la Banque de l'Algérie en 1885, quoique cependant moins violentes car les prêts sont malgré tout plus courts et les imprudences moindres, l'expérience aidant¹.

1. En 1913, sur 44.060.000 d'opérations d'escompte, prêts et encaissements des banques des Antilles et de la Réunion, 7.700.000 fr., 18 % avaient trait à des prêts sur récolte pendante.

Pendant la guerre et aussitôt après, le manque de concurrence permit aux banques de pratiquer de très fructueuses opérations d'escompte : on vit même les prêts sur les récoltes diminuer, car les revenus des planteurs augmentant, leur besoin de crédit devenait moindre¹.

Au moment de la crise mondiale de 1920-1921, les cours du sucre s'effondrèrent comme ceux des autres marchandises, de nombreuses faillites se succédèrent et parmi elles celle de la Maison Galmot qui avait des crédits très élevés chez toutes les vieilles banques : celles-ci subissent alors des pertes importantes qui les entraînent à la suppression de tout dividende.

B) Si les vieilles banques sont des organismes trop à l'étroit, dans de petites possessions, les banques de l'Indochine et de l'Afrique Occidentale et tout récemment celle de Madagascar, ont un vaste champ d'action dont il semble qu'elles vont pouvoir utiliser toutes les occasions de profiter.

Pour se rendre compte du genre d'activité qu'elles ont menée, il faut signaler qu'elles doivent leur naissance à de *grands établissements de crédit* : la banque de l'Indochine, au Comptoir d'Escompte et au Crédit Industriel et Commercial; la Banque de l'Afrique Occidentale au Comptoir d'Escompte et la Banque de Madagascar à la Banque de Paris et des Pays-Bas : nous ne pouvons d'ailleurs juger cette dernière qui n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves.

1. En 1919, les opérations de ces 3 banques étaient passées à 97.500.000 et les prêts sur récolte à 5.240.000 fr., soit 5 %.

1° La banque de l'Indochine, primitivement réduite à la Cochinchine et au Cambodge, a vu son privilège d'émission étendu à toutes les possessions françaises de l'Asie et de l'Océanie; sa sphère d'action comprend en outre le Siam, Singapore et surtout la Chine; et elle peut émettre des billets dans les pays où l'émission en est libre.

Elle a la faculté comme les autres banques coloniales, de s'intéresser aux affaires industrielles. Par suite de son origine essentiellement privée, du soutien de la haute Banque française et de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement, la Banque de l'Indochine, tout en développant beaucoup le chiffre de ses escomptes, s'est tournée plutôt vers les opérations de change, et s'est mise à employer les disponibilités qu'elle tenait en partie de l'émission, pour le soutien de « sa politique lucrative de lancement d'emprunts et de participations industrielles sur le marché chinois ».

Les prêts sur récolte sont insignifiants : 123.000 des affaires en 1922. Les opérations de change sont près de trois fois plus importantes que celles d'escompte, avances, prêts et encaissements.

Les colonies françaises participent, en 1922, pour 40 % dans son activité, et cependant grâce à l'émission des billets, elles lui fournissent 56 % de ses disponibilités. Aussi a-t-on pu dire qu'elle « s'était considérée comme la Banque de Chine ayant des succursales en Indochine plutôt que comme la banque de l'Indochine ayant des

succursales en Chine¹ ». Grâce à ses opérations de change très importantes qui lui procurent le plus clair de ses bénéfices, et à l'immensité de son aire géographique qui permet à des pays actifs de compenser les crises où se trouvent d'autres momentanément, elle n'a guère subi les atteintes de la crise de 1920-21, à l'inverse des vieilles banques, et elle vogue vers « des destinées de plus en plus brillantes ».

2° La Banque de l'Afrique Occidentale a suivi sensiblement les traces de la Banque de l'Indochine.

Les opérations de change représentent, en 1914, plus de 90 % de son activité.

La Banque de l'Afrique Occidentale n'a pas, dans son ressort, de marché comme la Chine, où elle puisse lancer des emprunts et des entreprises : l'A. O. F. est une colonie neuve, peu peuplée, surtout agricole, sans capitaux abondants; la banque n'a pas voulu imprimer d'impulsion décisive à son commerce, son industrie et son agriculture : ainsi pas de prêts sur récolte, pas de compartiment d'affaires.

Certes, les déboires des vieilles banques coloniales et de la Banque de l'Algérie, lors de la création des Comptoirs d'Escompte, ne permettent pas de reprocher à cette banque de ne pas avoir immobilisé ses disponibilités. Cependant, ses réserves qui sont des res-

1. Oualid, Le privilège de la Banque de l'Indochine et la question des Banques Coloniales. (Paris, 1923), p. 152.

Voir aussi la séance de la Chambre du 1^{er} octobre 1918, avec les observations de M. Outrey : « ... Il est inadmissible de voir dans nos colonies une banque privilégiée consentir à nos nationaux des crédits moindres dans nos possessions mêmes que ceux consentis à des étrangers en pays étranger, surtout lorsque l'argent ainsi avancé se trouve être l'argent de la colonie. » (Très Bien ! Très Bien ! sur divers bancs.)

sources propres, dont elle peut faire l'usage qu'il lui plait, ne lui servent guère aux participations financières : en 1922, sur 10 millions de réserves, 40.000 fr. avaient cette destination, alors que nous avons vu, par exemple, la très prudente Banque de l'Algérie engager toutes ses réserves mobilières dans les crédits d'exploitation agricole, et faire en outre de très abondants crédits de campagne commerciaux.

Après une crise au début de la guerre, provoquée par les difficultés de transport et le manque de main-d'œuvre, la hausse des prix et le manque de concurrence provoquèrent un essor de la production africaine, en particulier arachide et caoutchouc ; les crédits pour leur exportation, et les opérations de change ont provoqué à la banque d'importants bénéfices qui n'ont fait que croître, malgré la crise passagère de 1920-1921.

V. — Emission et change.

Toutes les banques coloniales, comme la Banque de l'Algérie, de sa création, à 1900, sont astreintes par le décret ou la loi de leur fondation à n'émettre en billets qu'au plus le triple de la valeur de l'encaisse ; en outre l'excédent du passif (billets, dettes à vue) sur le numéraire en caisse ne peut dépasser le triple du capital réalisé et des réserves¹.

Cette fameuse règle du triple, dont on a depuis longtemps démontré l'inanité a dû être transgressée pen-

1. Pour la Banque de Madagascar, il est de même stipulé que la circulation des billets ne pourra excéder le triple de l'encaisse, mais pas fixé de rapport obligatoire entre le passif et les ressources propres de la banque.

dant et depuis la guerre, à la suite de l'établissement du cours forcé.

Pour l'ensemble des vieilles banques, la circulation était en 1914 de 23.960.000 fr. et la limite légale de 26.110.000 fr.,

en 1919, circulation de 55.840.000 fr., limite légale de 24.400.000 fr. Le passif était, en 1914, de 32.640.000 fr. avec une limite égale de 47.020.000 fr.; il était passé en 1919 à 113.360.000 fr. avec une limite légale de 66.700.000 fr.

Pour la Banque de l'Indochine, à fin 1919, le rapport entre la circulation et l'encaisse était de 8,5 à 1, et celui entre le passif et le numéraire en caisse de 13,5 à 1.

Pour la banque de l'Afrique Occidentale enfin, la circulation était :

1914	16.510.000 fr.	limite légale	20.580.000
1919	79.320.000 fr.	—	34.250.000
1923	257.030.000 fr.	—	44.310.000

Ces augmentations sont dues à la dépréciation du franc qui a provoqué un accroissement de demande des monnaies d'échange; et pour l'Indochine particulièrement à la hausse de la piastre par rapport à l'or et au franc qui, entraînant la fuite du métal argent, détermina de nouvelles émissions de monnaie de papier.

Le change d'ailleurs est loin d'être réglé entre la France et les colonies comme avec l'Afrique du Nord; nous avons vu que là jouait le compte-courant du Trésor qui, d'après l'importance de ses soldes, permet à la banque de régler ses taux, et par suite la balance

des comptes. La grande majorité du commerce des colonies — sauf l'Indochine — se fait avec la France, et pour le reste elles sont créditrices de l'étranger, de sorte que peu de règlements se font avec lui.

A) Quand la balance des comptes d'une des colonies où est établie une vieille banque, est créditrice, les remises sur la France affluent à leurs guichets, ils remettent les effets à l'encaissement à leur correspondant de Paris, le Comptoir d'Escompte, ce qui leur crée de fortes disponibilités en France et leur permet de distribuer les tirages sur celle-ci au pair.

Quand la balance est débitrice, le papier sur la France se raréfie, la provision au Comptoir d'Escompte s'épuise et le solde en devient débiteur, ce qui élevait le taux des tirages jusqu'à 20 à 30 % avant la guerre : les points d'or ne jouent pas, les banques d'émission faisant seules fonctions de cambistes et pouvant rembourser leurs billets, non en or, mais en bons de caisse inexportables.

Les vieilles banques n'ont pas de compte-courant au Trésor : elles font bien le service des dépenses publiques, mais sont remboursées en remises sur Paris, qui *suivent le cours du change* entre la France et ses colonies : achetées au pair par le Trésor, elles sont vendues, en cas de crise des changes, très chères aux banques, qui naturellement en font peser le contre-poids sur les colons.

B) La Banque de l'Indochine a bien un compte-courant avec le Trésor, mais celui-ci ne joue guère dans les

changes avec la France, sa monnaie étant la piastre¹ d'argent².

Le change avec la métropole est donc réglé en temps normal absolument comme celui de deux pays étrangers.

En 1920, à la suite de la grande « crue » de l'argent, le cours de la piastre s'éleva beaucoup; la convention du 20 janvier 1920 arrêta vis-à-vis du franc français cette hausse : la banque s'engageait à mettre à la disposition de sa clientèle française des chèques en piastres sur Saïgon, et en francs sur Paris au cours fixé par le Gouvernement général.

La convention a cessé depuis 1922, où le cours forcé a été abrogé.

On pourrait concevoir une fixation du change indochinois de diverses façons :

D'abord l'introduction du « Gold exchange Standard », étalon d'or *quant au change*, tel qu'il fonctionne aux Indes, à Java, aux Philippines, en Argentine, et au Brésil; mais cela aboutirait à l'indépendance complète des francs-papier et indochinois, de même que le mono-métallisme argent intégral. Puis une espèce « d'étalon franc-papier quant au change », la convention de 1920 étant remise en vigueur et le gouvernement général assumant les risques des opérations

1. Monnaie pesant 24,3 g. d'argent fin.

2. Depuis 1903, il y a interdiction d'exportation de l'argent, de l'importation de piastres étrangères et la frappe est réservée au gouvernement.

sans contre-partie, et se garantissant de la baisse des changes par une couverture de métal argent.

C) L'Afrique Occidentale Française a un change semblable à celui des vieilles banques : par le jeu des remises et des traites, la banque transfère les disponibilités entre les colonies et la métropole, et entre les colonies françaises et étrangères et l'Afrique Occidentale.

Mais les variations de la balance des comptes étant moins fortes que dans les vieilles colonies, celles des changes avec la France le sont moins aussi.

D) La Banque de Madagascar réalise un système de changes avec la métropole semblable à celui de l'Afrique du Nord : on a probablement trouvé celui-ci si pratique et avantageux qu'il a été réalisé, pour Madagascar, dans une convention spéciale¹ entre le Ministère des Finances et les créateurs de la Banque, datant du 1^{er} juillet 1925 ; cette convention à une durée de 3 ans, et se renouvellera par tacite reconduction tous les ans à partir du 1^{er} juillet 1928.

Il est ouvert à la Banque, au caissier-payeur central, un compte d'opérations débité des recouvrements et crédité des paiements effectués pour le Trésor dans la colonie.

La Banque y porte les disponibilités qu'elle se peut constituer, hors de la colonie, pour son propre compte, le Trésor perçoit sur le solde débiteur des

1. On sait que pour l'Algérie, il n'y a sur ce fait qu'un simple engagement par lettre du Directeur de la Banque.

intérêts dont le taux est ainsi fixé : tranche de 0 à 20 millions de francs : taux égal à celui de la redevance sur la circulation fiduciaire ; tranche de 20 à 25 millions de fr., 2 % ; de 25 à 30 millions, 2,5 % ; de 30 à 35 millions de fr., 2,75 % ; de 35 à 40 millions, 3 % ;

au delà, taux moyen des bons du trésor pendant le semestre précédent sans qu'il puisse être inférieur à 3 %.

Le taux peut d'ailleurs être modifié par décision du ministre des Finances après avis du ministre des Colonies et de la Banque, sans qu'il puisse excéder celui d'escompte de la Banque de France.

Le solde créditeur, s'il apparaît, reste en dépôt au Trésor, et bénéficie d'un taux qui ne peut être inférieur, d'une part à 3 %, d'autre part au taux moyen des bons du trésor pendant le semestre précédent.

Enfin la banque peut prendre des mandats postaux sur France aux guichets des bureaux de poste dans les conditions où ils sont régulièrement émis.

Ce système de compte-courant permet ainsi à la banque d'éviter toute prime de change entre les billets de la métropole et de Madagascar.

Il est vrai, que ceux-ci sont entraînés dans les variations de ceux-là, mais n'en est-il pas de même pour les autres colonies qui subissent en outre des fluctuations entre la valeur même de leur monnaie et celle de la France.

* * *

Notre conclusion sur la comparaison rapide que nous avons pu faire entre la Banque de l'Algérie et les Banques Coloniales, nous semble devoir plutôt être à l'a-

vantage de la première : les banques coloniales où sont à l'étroit dans un petit pays de ressources ni grandes ni variées ou sont établies dans des régions pleines d'avenir dont elles se soucient assez peu d'accroître la mise en valeur.

La Banque de l'Algérie a toujours fait de son mieux pour contenter les colons, et pour ne pas toucher au « principe sacré-saint » de la liquidité de ses ressources.

Pour les colons, elle a dispensé les crédits de campagne, elle a largement ouvert l'escompte, elle a facilité la création d'organismes auxiliaires de crédit, elle a versé des sommes importantes destinées aux œuvres qui enrichiront la colonie : elle a enfin supporté tout le poids du change.

Pas une autre banque coloniale ne peut se vanter d'avoir fait autant.

Les vieilles banques, on les excuse : avec de petits moyens, ballottées de crise des sucres en crise de rhums, elles ont certes fait de leur mieux, elles ont facilité aux colons les prêts sur récolte, remplaçant par des crédits le manque de main-d'œuvre servile ; depuis 1919, elles font des redevances à l'Etat, qui n'atteindront peut-être malheureusement pas leur but. Mais les banques de l'Indochine et de l'Afrique Occidentale, si elles sont gérées au mieux des intérêts des actionnaires, ne le sont pas dans celui des colons : il serait souhaitable, sinon qu'elles délaissent leur genre d'activité actuelle, du moins qu'elles ouvrent largement leurs crédits aux colons, crédits d'escompte et de campagne, qu'elles s'intéressent, dans la mesure où leur émission ne sera

pas compromise, aux affaires commerciales et industrielles du pays, qu'enfin elles abandonnent une partie de leurs gros bénéfices aux organismes de crédit spécialisé nécessaires à la colonie.

Le Parlement, en créant la Banque de Madagascar, a paru très nettement désirer l'engager dans cette voie : dépendance de la direction vis-à-vis du gouvernement, change supporté par la Banque; redevances importantes sur les bénéfices pour la colonie.

Espérons que toute son activité sera tournée vers l'aide aux colons de la Grand Ile et qu'elle sera suivie par ses sœurs aînées de l'Indochine et de l'Afrique Occidentale.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude, après avoir parcouru les points les plus remarquables de la situation de la Banque de l'Algérie, nous avons à formuler une appréciation sur elle et sur son œuvre.

Quand nous avons tracé son rapide parallèle avec les banques coloniales, nous avons estimé que sur presque tous les points elle leur était supérieure, soit par l'organisation, soit par l'appui qu'elle prête à l'Etat et aux Colonies.

Il est certes très difficile pour une banque d'émission qui doit en même temps aider *directement* les particuliers, de maintenir l'harmonie entre sa fonction monétaire qui exige avant tout la prudence, et sa fonction de distributrice de crédit à des colons hardis et parfois audacieux.

Evidemment, la banque a bien souvent résisté à des demandes inconsidérées de crédit, surtout agricoles, mais on ne peut, en toute impartialité, le lui reprocher; n'a-t-elle pas, gracieusement et en dehors de toute obligation, avancé 36 millions pour la constitution d'une Caisse Foncière agricole?

Son aide au Crédit Commercial a été constante, et

elle a particulièrement développé ses crédits de campagne; elle a fourni à la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord presque toutes ses ressources originaires.

Ses redevances, partage de dividende et avances, qui se montent à plus de 150 millions ont non seulement puissamment aidé le Crédit agricole, mais encore soutenu des œuvres de tout ordre dans la colonie, et singulièrement des œuvres sociales et de crédit spécialisé : crédit hôtelier, banques populaires, coopératives, assurances mutuelles, propagande.

Pour le mécanisme du compte-courant, la banque supporte le change de la colonie; elle a eu le courage de demander à ne pas voir le franc français entraîner dans sa chute le franc algéro-tunisien.

Des colons trop pressés ou trop avides ont bien critiqué et même âprement combattu sa gestion, mais l'ensemble de la colonie lui est reconnaissante, et si la Banque de l'Indochine est la banque des Chinois, et la Banque de l'Afrique Occidentale la banque de ses actionnaires, la Banque de l'Algérie est bien celle des Algériens.

Vu, le Doyen, Vu, le Président de la Thèse;
H. BERTHÉLEMY. R. MAUNIER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — LIVRES ET BROCHURES.

ALBIÉR. — *De l'organisation du crédit en Algérie*. Paris, 1901.
ARTHUS. — *Etude sur le crédit agricole en Algérie*. Alger, 1897.
BARBEDETTE. — *La vérité sur la Banque de l'Algérie*. Djidjelli, 1897.

BONIFAY. — *La Banque de l'Algérie : Influence de la guerre. Renouvellement du privilège*. Paris, 1926.

BARAT-DUPONT. — *Les coopératives agricoles en Algérie*. Alger, 1926.

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE GUELMA. — *Mémoire en défense contre la Banque de l'Algérie*. Constantine, 1901.

CUNIAC. — *Le crédit agricole en Algérie*. Paris, 1903.

DENIZET. — *Essai sur les Banques coloniales*. Paris, 1899.

GARROT. — *La Banque de l'Algérie*. Paris, 1892.

GOUMAIN-COURNILLE. — *Les Banques coloniales*. Paris, 1902.

JAIS. — *La Banque de l'Algérie et le crédit agricole*. Paris, 1902.

LABOUBÉE. — *Notes sur l'industrie en Algérie*. Alger, 1917.

LAVERGNE. — *La Banque de l'Algérie. Le mécanisme du change franco-algérien*. Paris, 1919.

LÉVY. — *Banques d'émission et trésors publics*. Paris, 1911.

LEYGUE. — *Les caisses de crédit agricole en Algérie*. Alger, 1908.

NDGARO. — *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*. Paris, 1924.

QUALID. — *Le privilège de la Banque de l'Indochine et la question des banques coloniales*. Paris, 1923.

PASQUIER. — *Associations agricoles en Algérie*. Alger, 1911.

PASQUIER-BRONDE. — *Le crédit mutuel agricole en Algérie*. Alger, 1902.

— *Les coopératives agricoles en Algérie*. Alger, 1926.

- PHILIPPART. — *Contribution à l'étude du crédit agricole en Algérie*. Paris, 1900.
- RENAUD. — *Les banques coloniales*. Poitiers, 1899.
- SAINT-GERMÈS. — *La Banque de l'Algérie et le crédit pendant et après la guerre*. Alger, 1925.
- VALLY. — *Les banques coloniales françaises d'émission*. Paris, 1924.
- VIGNON. — *La France en Algérie*. Paris, 1903.

II. — DOCUMENTS OFFICIELS.

- Banques coloniales*. — Comptes rendus annuels.
- Lois, conventions et statuts.
- Banque de l'Algérie*. — Comptes rendus annuels (novembre).
- Lois, conventions et statuts.
- Banque industrielle de l'Afrique du Nord*. — Comptes rendus annuels (juin).
- Conseil supérieur de l'Algérie*. — Discussions (surtout depuis 1920).
- Délégations financières*. — Comptes rendus des séances de 1917, 1921 et depuis 1924 (assemblée plénière et délégation des colons).
- Directions des douanes du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie*.
- Statistiques commerciales (3 volumes annuels).
- Exposé annuel de l'Algérie* présenté par le Gouverneur général (depuis 1920).
- Projet de budget de l'Algérie*. — Section IXbis, annexes 13, 14 et 15 (depuis 1923).
- Rapports annuels du Directeur général de la Banque de l'Algérie au Président de la République*.
- Rapports parlementaires* :
- RIBEYRE. — Doc. Parl., Chambre, annexe n° 4434 (année 1918).
- CHASTENET. — Doc. Parl., Sénat, annexe n° 466 (année 1918).
- BUREAU. — Doc. Parl., Chambre, annexe n° 2305 (année 1925).
- ROUX-FREYSSINENG. — Doc. Parl., Chambre, annexe n° 4559 (année 1927).

Statistique industrielle de l'Algérie. — Alger, 1926.

Séances de la Chambre des Députés, 12 septembre-16 octobre 1918.

Les valeurs de l'Afrique du Nord. — Un volume annuel.

III. — JOURNAUX ET REVUES.

1^o Journaux.

L'Algérie agricole et viticole (septembre 1925-mai 1926).

L'Algérie économique (janvier-avril 1926).

Les Dépêches : algérienne, de Constantine, tunisienne, coloniale.

Les Echos : d'Alger, d'Oran.

L'Evolution nord-africaine.

Les Nouvelles (Alger).

Le Petit Provençal (février-avril 1926).

Les Progrès : de Sétif, de Sidi-bel-Abbès.

Le Républicain de Constantine.

Le Temps (14 et 18 février, 14 mars et 23 mai 1926).

La Tribune agricole (Oran) (30 mai, 1^{er} octobre 1925, 1^{er} avril 1926, 15 mars et 15 juillet 1927).

La Voix des colons (octobre 1925-juin 1926).

Presque tous les articles parus dans ces journaux sont des articles de polémique et ils montrent la vérité grossie et déformée dans le sens de leur opinion.

2^o Revues.

Les Annales Coloniales, mars 1927 : le crédit agricole mutuel et la colonisation en Afrique du Nord.

Bulletin de l'Office de l'Algérie.

Bulletin des Chambres de commerce algériennes.

Bulletin de la réunion d'études algériennes : La fortune mobilière de l'Algérie (janvier-février 1910).

L'Economiste Européen, Supplément colonial : Le crédit agricole en Algérie (Théry) (15 janvier 1926, 27 mars 1927).

Revue agricole de l'Afrique du Nord : Le dock à céréales de Burdeau (Boyer-Banse) (8 mai 1925).

Revue financière : Les avances à l'Etat de la Banque de l'Algérie pendant la guerre (4^e trimestre 1918).

Revue des Sciences politiques : Les banques algériennes et la Banque de l'Algérie (Avenol) (4^e trimestre 1916).

Questions diplomatiques et coloniales. — Transformation des Banques coloniales et de la Banque de l'Algérie (Francie) (1902).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La banque de l'Algérie et le crédit non agricole.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Banque de l'Algérie et le crédit commercial</i>	11
CHAPITRE II. — <i>Le change de l'Afrique du Nord; les émissions de la Banque de l'Algérie</i>	
Section 1. — Le change	24
Section 2. — Les émissions de la Banque de l'Algérie	31
CHAPITRE III. — <i>Les avances et redevances de la Banque de l'Algérie</i>	47
Section 1. — Etat des avances et redevances	47
Section 2. — Affectation des avances et redevances	53
CHAPITRE IV. — <i>La Banque de l'Algérie et la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord</i>	70
Section 1. — L'industrie de l'Afrique du Nord	71
Sous-section 1. — Tableau de l'industrie actuelle de l'Afrique du Nord	71
Sous-section 2. — Comment elle doit s'orienter	81
Section 2. — La création de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord	85
Section 3. — L'œuvre de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord	91

DEUXIEME PARTIE

La Banque de l'Algérie et le Crédit agricole

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les conditions d'existence et de succès du crédit agricole</i>	103
Section 1. — Les conditions d'existence	103
Section 2. — Les conditions de succès	109
CHAPITRE II. — <i>L'essai de crédit agricole de la Banque de l'Algérie (1880-1885-1900)</i>	115
CHAPITRE III. — <i>Le crédit agricole mutuel (1900-1925)</i> ..	131
Section 1. — Historique de la création	131
Sous-section 1. — Projet de création d'une banque centrale	131
Sous-section 2. — La création des caisses de crédit mutuel agricole	144
Section 2. — L'activité des caisses régionales ...	151
Sous-section 1. — Le crédit à court terme en Algérie	152
Sous-section 2. — Le crédit à long et moyen terme en Algérie	161
Appendice 1. — Le crédit agricole indigène en Algérie.	169
Appendice 2. — Le crédit agricole en Tunisie	171
Section 3. — Les coopératives de production agricole	172
Sous-section 1. — Situation des coopératives en Algérie	173
Sous-section 2. — Les principales coopératives	176
Sous-section 3. — Les critiques formulées contre les coopératives agricoles	178
CHAPITRE IV. — <i>La réorganisation du crédit agricole à court terme</i>	188
Section 1. — Premières discussions (jusqu'à fin 1925)	190
Section 2. — Les projets de banque agricole	198
Sous-section 1. — Principes généraux dégagés de la Conférence du 28 juillet 1925	198
Sous-section 2. — Résolution de la Commission instituée au gouvernement général	199

Sous-section 3. — Avant-projet de statuts présenté par le gouvernement général	201
Sous-section 4. — Amendements à l'avant-projet	209
Section 3. — La loi du 31 décembre 1925; nouvelles discordes	211
Section 4. — Pourquoi la Banque de l'Algérie ne voulait pas réescompter le papier agricole	220
Sous-section 1. — Le Parlement a-t-il autorisé la Banque de l'Algérie à faire du crédit agricole	221
Sous-section 2. — Les redevances de la Banque de l'Algérie et le crédit agricole; les bénéfices prétendus excessifs de la Banque	228
Sous-section 3. — L'attitude de la Banque de l'Algérie vis-à-vis d'une Banque agricole ..	231
Sous-section 4. — Conclusion	233
Section 5. — Nouvelles négociations	235
Section 6. — Organisation du crédit à court terme par réescompte à la Banque de l'Algérie	243
Section 7. — Résultats	250
CHAPITRE V. — <i>La réorganisation du crédit agricole à moyen et long terme</i>	253
Section 1. — Premières discussions	254
Sous-section 1. — Premiers projets de banque agricole	255
Sous-section 2. — Accord entre les colons et la banque	257
Section 2. — Le projet de caisse foncière agricole	262
Sous-section 1. — Avant-projet de l'administration	262
Sous-section 2. — Discussions sur l'avant-projet	268
Section 3. — La loi du 28 juillet 1927	272
Appendice. — La banque de l'Algérie et le crédit agricole en Tunisie	277
CHAPITRE VI. — <i>Les warrants agricoles</i>	281
Section 1. — Les principes	281
Section 2. — La banque de l'Algérie peut-elle les accepter légalement	285

Section 3. — L'attitude de la Banque de l'Algérie vis-à-vis des warrants agricoles	287
Appendice. — Comparaison entre la Banque de l'Al- gérie et les banques coloniales.....	293
CONCLUSION	313
BIBLIOGRAPHIE	315

BORDEAUX. -- Imprimerie J. BIÈRE
18, 20, 22, Rue du Peugue. — 1927.
